

African Union, African Regional Bodies

Pan-African Parliament Hansard Report, Third Session of the Fourth Parliament

Legislation as at 10 October 2016

FRBR URI: /akn/aa-au/debate/hansard/pap/2016/nn1/eng@2016-10-10

There may have been updates since this file was created.

PDF created on 21 February 2024 at 18:32.

[Check for updates](#)



About this collection

The legislation in this collection has been reproduced as it was originally printed in the Government Gazette, with improved formatting and with minor typographical errors corrected. All amendments have been applied directly to the text and annotated. A scan of the original gazette of each piece of legislation (including amendments) is available for reference.

This is a free download from the Laws.Africa Legislation Commons, a collection of African legislation that is digitised by Laws.Africa and made available for free.

www.laws.africa
info@laws.africa

There is no copyright on the legislative content of this document.

This PDF copy is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 License (CC BY 4.0). Share widely and freely.

Pan-African Parliament Hansard Report, Third Session of the Fourth Parliament

[The President in the Chair]

Monday, 10 October, 2016

A Moment of Silence for Prayers or Meditation was observed

M. LE PRESIDENT:

Please, be seated.

Murmures dans la salle

M. LE PRÉSIDENT:

Est-ce qu'il y a déjà des casques?

Y a-t-il des casques dans la salle?

Silence dans la salle

On me dit que les casques sont à l'entrée. Vous ne les avez pas vus?

Long silence dans la salle

Excellence Monsieur le Premier Vice-président du Parlement panafricain,

Excellences Mesdames les Vice-présidentes,

Excellences Messieurs les Présidents des Caucus régionaux,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Commissions permanentes,

Madame la Présidente du Caucus des Femmes,

Monsieur le Président du Caucus des Jeunes,

Distingués Invités,

En cette session mémorable et hautement significative, parce que se tenant hors de notre siège, ici, à Sharm El-Sheikh, en Égypte, grande est ma joie de vous accueillir et de vous souhaiter une très chaleureuse et cordiale bienvenue à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des travaux de notre session.

Comme vous pouvez le constater, Chers Collègues, je voudrais, avant de continuer mon propos, remercier les hautes autorités égyptiennes à la tête desquelles Son Excellence Abdel Fattah Al Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte et l'Honorable Dr Ali ABDEL-AAL, Président de la Chambre des Représentants de la République Arabe d'Égypte pour l'accueil et toutes les marques d'attention dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée dans cette belle cité de Sharm El-Sheikh.

Notre gratitude va également à l'endroit de tous nos invités qui ont effectué le déplacement pour venir assister à cette session.

J'adresse mes vifs remerciements aux Présidents des parlements nationaux qui, malgré une conjoncture économique morose ont fait l'effort d'envoyer à cette session leurs délégations respectives.

Quant à vous, Mesdames et Messieurs les Honorables Parlementaires panafricains, qui allez prêter serment en ce jour solennel, je vous réitère mes souhaits de bienvenue et vous adresse mes sincères félicitations pour votre élection, puis votre désignation comme membres du Parlement panafricain, car c'est un brio que vous avez remporté.

Les élections organisées

respectivement au Cap-Vert, en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, en Ouganda, en République centrafricaine et en Zambie ont été pleines de succès.

Vous pourrez toujours compter sur le Parlement panafricain et sur moi-même pour le soutien que je pourrais vous apporter en tant que de besoin. J'adresse également mes félicitations à notre personnel d'appui qui, venu de Midrand, nous assiste dans la conduite de nos travaux.

Je souhaite une chaleureuse bienvenue aux femmes parlementaires, particulièrement, parce que je constate qu'elles sont toujours nombreuses et d'habitude à l'heure. Je leur dis d'aller de l'avant.

Quant aux hommes, ils ne déméritent pas mais il a été toujours constaté que quelques lourdeurs les empêchent de se lever tôt pour venir assister aux travaux.

Honorables Membres,

Distingués Invités

Actuellement se tient à New York, aux États-Unis d'Amérique, la 71^{ème} Session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies depuis le 13 septembre dernier. Le débat général de cette année a été placé sous le thème des « **Objectifs du Développement Durable, force universelle de transformation du monde** ».

Ce thème rejoint le premier point de l'Agenda 2063 de l'Union africaine adopté par les Chefs d'États et de gouvernements lors de la 24^{ème} Session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine qui a eu lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 30 au 31 janvier 2015. Les très hautes autorités du continent avaient en effet placé, en amont dudit Agenda, l'objectif suivant: « **Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable** ».

Entre temps, au cours de la session qui s'ouvre, les problèmes rencontrés sur notre continent, nous pourrions constater que nous ne nous écartons pas des préoccupations communes à l'humanité toute entière. Nous allons donc en débattre, comme à l'accoutumée, des problèmes majeurs que connaît l'Afrique en cette année 2016, en matière des droits de l'Homme, de promotion de la Femme, de la sécurité alimentaire, de la bonne gouvernance, des énergies renouvelables, de paix et de sécurité ainsi que de la réforme du Système des Nations-Unies et bien évidemment de l'implication du Parlement panafricain dans la lutte contre le terrorisme.

En effet, Chers Collègues, sans la paix et la sécurité, il ne peut y avoir de développement. Mais si les droits de l'Homme sont bafoués, l'on ne saurait vivre en paix. Je voudrais donc remercier, à cet effet, le Professeur Ibrahim GHANDOUR, Ministre des Affaires étrangères du Soudan dont la présence nous honorerait et apporterait une réflexion autour des droits de l'Homme au Soudan.

Aujourd'hui encore, la famine et la malnutrition sévissent dans plusieurs régions d'Afrique. Le Parlement panafricain ne saurait ménager des efforts s'agissant de la sécurité alimentaire de ses populations. Aussi, serons-nous gratifiés de la participation bien familière et hautement appréciée de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, plus connue sous son acronyme anglo-saxon « FAO ».

Chers Collègues,

Durant l'intersession, nous avons visité certains de nos pays membres.

Je voudrais remercier, ici, et exprimer toute notre gratitude pour l'accueil qui nous a été réservé lors de nos récentes visites, d'abord à Abuja où nous avons participé à l'ouverture de la session de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, sur invitation de son Président.

À cela s'est ajouté la visite au Bénin où le Président de l'Assemblée, Son Excellence Docteur HOUNGBÉDJI Adrien, nous a reçu et nous a prêté une oreille très attentive à notre préoccupation.

Compte tenu de nos problèmes financiers, nous avons été accompagnés pour cette mission par des honorables députés membres de la délégation du Bénin dont l'apport a été fort significatif pour la rencontre avec les différentes autorités.

Chers collègues soyez-en remerciés!

Il en est de même, répondant à l'invitation de Son Excellence le Dr Salif DIALLO, Président de l'Assemblée nationale du Faso pour délivrer un message de solidarité. Votre Président s'est rendu au Burkina Faso, et durant son séjour il a été reçu très honorablement par Son Excellence Roch Marc Christian KABORÉ, Président de la République du Burkina-Faso et le Président de l'Assemblée nationale lui-même.

À cela s'est ajouté le Président de l'Assemblée du Bénin avec qui nous avons fait le lobbying auprès de Son Excellence Monsieur le Président de la République du Faso pour que la ratification soit effective dans les pays de l'Afrique de l'Ouest en commençant par ce pays.

Le résultat est clair: les assurances nous ont été données quant à la ratification du Protocole par l'Assemblée nationale du Bénin réunie, en ce moment, en session, mais également par l'Assemblée nationale du Burkina-Faso, également réunie en session en ce moment.

Chers collègues,

Je sais quels sont les efforts que vous déployez pour venir ici.

Je voudrais vous inviter, au-delà de nos préoccupations de santé, si nous ne l'avons pas, d'être présents à toutes les réunions, à l'heure, car les déplacements, soit dits du « *Mercury* » ou de « *Town Lodge* » ou encore de « *Executive* » ne pourront pas se justifier ici, au regard de ce que nous habitons à cinq minutes de la Salle de Conférence.

Je voudrais compter sur votre participation et sur votre bonne disposition à travailler pour l'intérêt de l'Afrique.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Applaudissements

Coup de maillet

L'ordre du jour appelle la prestation de serment.

Monsieur le Secrétaire général, Vous avez la parole pour les nouveaux membres!

Silence dans la salle

Ça marche ! Ça marche ! Ça marche!

Bruit de micro

Swearing ceremony

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Nous sommes arrivés au terme de nos cérémonies de ce matin.

La séance est suspendue!

La deuxième partie de notre séance sera prise en charge par le Protocole d'État.

Veillez donc suivre les dispositions pratiques qui vous seront communiquées.

Mais avant de sortir de la salle, j'invite les techniciens à entonner l'hymne de l'Union africaine, s'il est maintenant disponible.

Veillons à nous lever pour suivre l'hymne de l'Union africaine!

Exécution de l'hymne de l'Union africaine

La séance est suspendue à huit heures quarante-deux minutes cinquante-cinq secondes.

La séance est reprise à 11 heures.

HON. ALI ABDEL AAL [EGYPT]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

:###

:#####

:#####

:#####

:#####

#####

HON. ALI ABDEL-AAL [EGYPTIAN]:

Parliament introduces Mr. Martin shong the general secretary of the international parliament to give his speech(11:35:00-11:35:19): - #####

:#####

#####

#####

MR. CHUNGONG MARTIN [THE SECRETARY GENERAL OF THE INTER-PARLIAMENTARY UNION]:

- Seventy Parliaments are represented in this Chamber today. Seven members of this Institution are also members of the Inter Parliamentary Union (IPU) which has 170 members. I therefore think that it is a golden opportunity for you to articulate some of the messages, some of the values that are upheld by your global organisation, the Interparliamentary Union.

I also want to remark that while the Arab Parliament is a full-fledged associate member of the Inter-Parliamentary Union, the Pan-African Parliament is yet to follow suit. I want to use this opportunity to urge the leadership of the Pan-African Parliament to take the necessary steps to join the fold of the IPU so as to bring the experiences of African Parliaments to bear on the work of the organisation.

Applause

As we have met here, and whenever I travel, people ask me how are parliaments faring in the world today. I note that they ask me that question, first of all, because they think I am an African.

I would like to address it from an African perspective and to say that democracy and Parliaments are faring well in Africa and in the Arab world and it is important to celebrate the achievements of democracy in this part of the world. When we look at the facts, we cannot bluff about this. Parliaments in the Arab world and in Africa are becoming more prominent, becoming more assertive and they are no longer taken for granted. Parliaments in Africa and in the Arab world are becoming more representative.

We heard the Honourable Speaker of the Egyptian Parliament mention how representative the Egyptian Parliament is in terms of women, in terms of young people, in terms of minorities and disabled people. We would like to see this as a common phenomenon in Africa.

When we take women representation for instance, Africa is faring very well. Women account for 23% of membership in Parliament which is slightly above the global average. The Arab world is slightly lagging behind with 18% and we think that this is an area where you may want to focus attention in the coming years. So when we celebrate the achievements of Parliaments in Africa, I also think that we should not rest on our laurels.

As I said yesterday, democracy is a work in progress especially so as it is under assault on a daily basis. We cannot afford therefore to be complacent. We need to work together in a very resolute manner to continue to be worthy of the values and ideals of democracy. And if I may offer some thoughts here.

I would like to say that it is important for Parliaments in the Arab world and on the African continent to work to increase their independence and to promote accountability. We heard His Excellency, Mr Abdel Fattah el-ASSISI say yesterday that he wanted a Parliament that was more assertive when it came to oversight. He thought that it was important to build the capacity of the Parliaments to become better instruments of oversight. We would like to see this happen on an ongoing basis. We would also like to see Parliaments that are made up of men and women that uphold integrity in their own private right as well as in the society.

I have just mentioned the issue of representation. It is important that we work evermore resolutely to promote more women into Parliaments, more young people, more disabled people and minorities.

Yesterday, during my statement at the ceremony marking the 150 years of Egypt's parliamentary life, I mentioned that Parliament has to prove that they are relevant to society as a whole. I mentioned the 2030 Development Agenda as a platform which Parliaments can use to show that they are relevant on an ongoing basis. I am very pleased to note on the agenda of this Joint Session that we are going to deal with issues of development, we are going to deal with issues related to climate change which are all challenges that are facing mankind today.

I also note, with pleasure that you will be setting aside time to look at how Parliaments can contribute to the worldwide struggle against terrorism. These are all issues that are on the radar screen of the InterParliamentary Union and I lookforward to the outcome of your deliberations which I hope we can feed into the work of the organization.

Mr. Speaker, you talked about dialogue and you said that you wanted to see strong parliamentary involvement in promoting dialogue as a means of promoting peace. I could not agree more with you.

The reason why we are meeting here today is that we are still facing challenges in terms of achieving peace and security and it is very timely that we are meeting here today and you would be devoting some time to how you can contribute to peace in the region.

I thought I should offer this toast at a time when you are about to embark on your Joint Session and I hope that you will accommodate some of the concerns that I have raised during this statement.

You can count on the InterParliamentary Union, the global organization of Parliaments to guide you in every step of the way and with that I wish to extend to you my best wishes for successful celebrations.

Many of you we would be seeing in a couple of weeks in Geneva during the 135th General Assembly of the organization and I look forward therefore to continue this dialogue with you once again congratulations.

Applause

HON. DR. ALI ABDEL-AAL [EGYPT]:

#####

HON. AHMED EL-GARWAN [U.A.E]

#####

2010 ### ### ### ### ### ### ### ### ### ### ###
1977
2013 ## ##### ### #####

,##### ### #####

#####

#

Permettez-moi, je voudrais tout d'abord solliciter votre indulgence pour délivrer ce message qui vient de tomber entre mes mains à Son Excellence Dr Ali ABDEL-AAL, Président de la Chambre des Représentants:

« *Le Caire (République Arabe d'Égypte)* »

La lettre a été signée le 10 octobre 2016 et l'objet du message, c'est: « *Condoléances* »

Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée,

J'ai appris avec une vive émotion, le décès de l'Honorable Samira Ibrahim et de sa fille de suite d'un accident de circulation dans la matinée du dimanche 9 octobre 2016.

Alors que cette brave Honorable était en route pour Sharm El-Sheikh pour rejoindre ses collègues parlementaires africains et arabes à l'occasion de la célébration du 150^{ème} anniversaire du Parlement égyptien.

En cette douloureuse circonstance, le Président du Parlement panafricain, les membres du Bureau, les Parlementaires panafricains, le Secrétariat général adressent leurs sincères condoléances et expriment par la même occasion leur profonde compassion au Parlement égyptien ainsi qu'à la famille si durement éprouvée.

L'Honorable Samira Ibrahim nous quitte à la fleur de l'âge. Elle est tombée les armes à la main.

Chère collègue reposez-vous en paix et que la terre de nos aïeux vous soit légère.

Signée: Le Président du Parlement panafricain, Roger NKODO DANG.

Applaudissements nourris

Monsieur le Premier, Représentant personnel de Son Excellence Abdel Fatah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte et Très Illustre Hôte de ce Sommet;

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale;

Monsieur le Président du Parlement arabe;

Secrétaire général de l'Union Interparlementaire;

Mesdames et Messieurs les Ministres;

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs Représentants des Organisations internationales accréditées en République Arabe d'Égypte;

Très Honorables, les Présidents d'Assemblées nationales et de Sénats d'Afrique;

Très Honorables Présidents des Parlements régionaux;

Distinguées Invités, en vos rangs, grades et titres;

Grande est mon émotion et ma gratitude de pouvoir nous réunir avec le Parlement arabe à la troisième session ordinaire de la quatrième législature du Parlement panafricain, aujourd'hui dans cette terre égyptienne, terre de paix, sous la très haute impulsion de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Aussi, voudrais-je, avant toute chose, remercier Son Excellence Monsieur le Président de la République, en mon nom propre et à celui des Parlementaires panafricains, ici présents, auxquels se joignent les Parlementaires arabes, pour la très bienveillante sollicitude et l'appui indéfectible aux causes du continent et du monde arabe que le Président ne cesse de manifester.

Je vous prie donc, Monsieur le Premier ministre, Représentant personnel du Chef de l'État, de bien vouloir transmettre à Son Excellence, la très profonde gratitude et la reconnaissance des élus d'Afrique ici présents, qui ne manqueront pas de restituer aux peuples qu'ils représentent, toutes les attentions et les marques d'estime reçues, ici, en Égypte.

La qualité de l'accueil, l'hébergement, la mise à la disposition de la logistique et les diverses commodités depuis les réunions préparatoires jusqu'à ces assises, nous n'avons jamais cessé de bénéficier de l'hospitalité et de la chaleur légendaire du peuple égyptien.

Applaudissements

Excellence Monsieur le Premier ministre,

Les relations entre le Parlement panafricain et le Parlement arabe datent depuis longtemps. Ces relations se sont limitées aux différentes visites rendues à l'occasion de nos sessions par mon frère et ami, l'Honorable Mohamed Al JARWANE, ici, présent et dont les messages de solidarité touchaient les peuples africains.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle page de l'histoire qui va s'écrire, ici, une session conjointe entre le Parlement panafricain et Parlement arabe, aboutirait certainement à certaines résolutions pour l'intérêt bénéfique des deux peuples.

Je voudrais à présent, Excellence, vous présenter le Parlement panafricain.

Le Parlement panafricain est le Parlement des peuples africains. Il est le troisième organe de l'Union africaine. Il avait été mis en place en 2004 à Addis-Abeba et l'Égypte en était l'un des pères fondateurs.

Son siège est à Midrand en Afrique du Sud. Il compte 270 parlementaires originaires de 54 pays membres de l'Union africaine. C'est un parlement des représentants, en raison de 5 députés par pays.

Dans sa mise en place, l'Égypte avait joué un rôle important. L'un de ses dignes fils, l'Honorable Mustafa ELGENDY, avait été élu à la troisième législature, Deuxième Viceprésident de ce Parlement.

Applaudissement

Aujourd'hui, il y est toujours, très engagé et franc dans ses positions. Il en est de même des autres membres de la délégation égyptienne de la quatrième législature.

Excellence,

Ce Parlement a besoin de votre soutien, notamment comme cadeau de 150 ans du Parlement égyptien, nous souhaiterions que vous impulsiez la signature et la ratification du Protocole révisé et adopté à Malabo, le 27 juin 2014 par la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de l'Union africaine.

Cette ratification par l'Égypte donnerait un coup d'accélérateur à tous les États-parties pour faire de ce Parlement un organe législatif, rôle dévolu à tout parlement à travers le monde. Il pourra donc proposer aux États-parties, des lois-types dans les domaines que la Conférence des Chefs d'États aura acceptés.

Dans un monde aux défis globaux, il faut des réponses globales. Le terrorisme, le changement climatique, les migrations ne trouveront de solutions durables qu'avec des législations communes.

L'Afrique est à la croisée de chemin, ne s'en tirera que si elle parle d'une seule et même voie.

D'où la devise du Parlement panafricain, je cite: « *Une Afrique ! Une Voix !* ».

Lors de l'un de ses discours à l'occasion du dépôt de la gerbe de fleur sur la tombe de feu Anouar El--Sadate et du soldat inconnu, lors du 43^{ème} anniversaire de la Révolution, le Président égyptien déclarait, je cite: « *Aucun Égyptien n'est musulman, aucun Égyptien n'est chrétien, tous les Égyptiens ont les mêmes droits, aucun n'est au-dessus de l'autre* », fin de citation.

Cette vision que vous incarnez, que le Président de la République incarne pour l'égalité de tous, sied à notre continent. Cela signifie qu'il n'y a pas de chrétien, il n'y a pas de musulman, il n'y a que des Africains.

D'où la nécessité pour les peuples africains de se mettre ensemble pour vaincre les maux dont ils souffrent. L'analphabétisme, la famine, l'intégrisme et le terrorisme sont les violents maux qui minent notre société, en ce moment.

Nous souhaitons donc féliciter le peuple égyptien pour tous les exploits réalisés par son armée - sa compagnie aérienne - qui nous ont permis, aujourd'hui, de nous mettre un tant soit peu à l'abri de l'intégrisme. Mais l'Égypte ne devra pas mener ce combat seule. Tout le monde doit s'associer à l'Égypte pour apporter son expertise et bénéficier de l'expérience de l'armée égyptienne pour combattre le terrorisme partout où il se trouve.

Applaudissements nourris

Nous voulons également féliciter la compagnie aérienne Egyptair, compagnie panafricaniste qui a transporté le Parlement panafricain, de son siège à Sharm El-Sheikh, sans aucun incident et à moindre coût.

Chers collègues,

Nous remercions cette compagnie.

Applaudissements nourris

Nous baptisons cette compagnie, d'ores et déjà, « **La compagnie panafricaine** » car si elle venait à desservir toutes les capitales africaines, notre souhait est qu'elle serve de liaison entre tous les pays pour que l'Égypte soit le pays le plus visité en Afrique.

Le Parlement arabe que nous allons rencontrer, nous aurons à mener des discussions, chacun dans ses positions, mais avant, nous allons pousser nos discussions sur les domaines d'intérêt commun entre le monde arabe et le monde africain pour que nous puissions trouver des solutions communes aux deux Parlements.

Je connais la plupart de nos pays qui sont membres de ce Parlement. La plupart de ces pays sont membres de l'Union africaine et nous allons, nous en que tant qu'Organe, nous limiter dans certaines situations à la position de l'Union africaine, car le Parlement panafricain est un organe législatif.

Excellence Monsieur le Président, Je voudrais une fois de plus, profiter de l'honneur que vous nous faites, de nous enrichir de la sagesse des peuples arabes et du Moyen-Orient que représentent les distingués parlementaires, ici, représentés mais quelle fierté pour l'Afrique!

Je ne saurais terminer mon propos sans saluer la présence des Présidents de Parlements nationaux qui, malgré la conjoncture économique très difficile, continuent à supporter les travaux du Parlement panafricain.

Leurs Excellences Messieurs les Présidents des Parlements nationaux, soyez-en remerciés et ce Parlement ne deviendra que ce vous aurez voulu qu'il soit.

Applaudissements nourris

Nous espérons, nous aussi, qu'en ce lieu où ont été signés des Accords historiques et où des peuples ont concrétisé des avancées irréversibles, nous élus, écrivons également l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Afrique et du monde arabe.

C'est sur cette note d'espoir que je vais clore mon propos tout en félicitant à nouveau le gouvernement égyptien, le monde égyptien à la tête duquel se trouve un brave soldat, j'ai nommé Son Excellence Abdel Fatah AL-SISSI, Président de la République.

Applaudissements

Longue vie au Président de la République Arabe d'Égypte!

Vive le Parlement panafricain!

Vive le Parlement arabe!

Vive le Parlement égyptien!

Vive la coopération internationale!

Je vous remercie pour votre très brillante attention.

Assante sana!

Shoukran!

Gracias!

Obrigado!

Applaudissements nourris

HON. ALI ABDEL AAL [PRESIDENT OF THE EGYPT PARLIAMENT]:

Merci Monsieur Roger!

#####

#####

#####

#####

#####

#####

.. #####

HON. SHERIEF ISMAEL[EGYPT]:

,##### #####

#####

#####

,##### #####

#####

#####

#####

#####

#####

#

#####

#####

#####

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

HON. ALI ABDEL AAL [PRESIDENT OF THE EGYPTIAN PARLIAMENT]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Représentant personnel de Son Excellence Monsieur le Président de la République d'Égypte,

Hier, dans mon propos, je disais ceci: « *L'Égypte, c'est le pays de Dieu* ». Et parmi les Livres Saints que nous avons, nous avons le Saint Coran et la Bible qui sont des Livres de sagesse, mais une lecture pervertie de ces Livres fait l'intégrisme que nous connaissons aujourd'hui.

Connaissant Son Excellence Monsieur le Président de la République, dans sa plus grande sagesse, nous ne pouvons que lui remettre ce Saint Coran pour qu'il continue à éclairer le monde égyptien, le monde entier. Et c'est à ce titre que, j'invite tous les Égyptiens à lire la Bible du bon côté pour la Paix dans le monde.

Je vous remercie.

Applaudissements

HON. ALI ABDEL AAL [President of the Egyptian Parliament EGYPT]:

#####

#####

#####

#####

The House adjourned at 12:35.

Tuesday, 11th October, 2016

The House met at 9:05

A moment of silence for prayers or was observed

PRESTATION DE SERMENT DES NOUVEAUX MEMBRES.

Mr. CLERK:

Good morning! Your Excellencies. Honourable Members, we are calling upon the new members that need to be sworn in today. From Cape Verde, the Honourable Helio de Jesus Pina Sanches and Honourable Lucia Maria Mendes Goncalves dos Passos.

The Speaker (Hon. Roger Nkodo Dang):

Let us have Hon. Gina Michele Sanze, Hon. Bertin Bea, Hon. Maloum Yerima Ayouba and Hon. Claudia Zakaria.

Les personnes ci-après, nouveaux membres du Parlement panafricain ont prêté serment:

1. Hon. Aurélien Simplicie Konbgalet Zingas [Rép. Centrafricaine]
2. Hon. Gina Michèle Sanze [Rép. Centrafricaine]
3. Hon. Bertin Bea [Rép. Centrafricaine]
4. Hon. Maloum Yerima Ayouba [Rép. Centrafricaine]
5. Hon. Claudia Tarazongha Centrafricaine]

M. PRÉSIDENT:

Chers collègues, Je voudrais, à présent, inviter le Président de l'Assemblée nationale de la République Sahraouie pour son mot de remerciements.

Applaudissements

HON. KHATRI ADOUH (DEMOCRATIC REPUBLIC OF SAHARAWI):

#####

..#### ## ##### ## ##

1991 ##

#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Nous sommes unanimes que tous ceux qui ont fait le déplacement de l'Égypte auront l'amabilité de remercier l'Égypte, de manière générale, de manière particulière, son Président qui nous a permis de nous réunir sur cette terre sainte.

Hier soir encore, l'Égypte a démontré les capacités d'accueil de ce pays. Nous avons été reçus très chaudement autour d'un dîner de gala. Je tiens donc, au nom de tous les parlementaires panafricains, à dire également merci, une fois de plus, au Président du Parlement égyptien, pour cette marque de générosité et d'hospitalité.

Chers collègues,

Je vous invite à ovationner les autorités égyptiennes.

Applaudissements

Je donne la parole au Secrétaire général pour donner la suite de l'ordre du jour de nos travaux.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole!

MR CLERK:

Excellencies, we now call upon the President of the Pan African Parliament, Honorable Roger Nkodo Dang, to give the presentation and debate on the activity report of the Pan African Parliament. Your Excellency HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Excelência Senhor Presidente do Parlamento Pan-Africano

Distintos Membros da Mesa da nossa Instituição Parlamentar Continental

Estimados e Respeitados Membros desta Augusta Casa

Caríssimos Convidados

Senhoras e Senhores

There are not translation? Can I continue? Not yet!

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

- *Thank you very much.*

Cumprimentava a todos vos e posto isso, gostaria de anunciar que tenho o privilégio e a grande honra de convidar Sua Excelência o Senhor Presidente do nosso Parlamento para proceder a apresentação do Relatório de Atividades da nossa Casa.

Excelência tem a palavra.

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur le Premier Vice-président, Mesdames les Vice-présidents, Chers Collègues Présidents des Commissions permanentes, des Caucus régionaux, Honorables parlementaires, Monsieur le Secrétaire général, Madame le Directeur du Bureau, Les membres du Secrétariat général,

C'est pour moi un exercice de routine auquel je me livre toujours à coeur joie, pour vous présenter les différentes activités qui meublent souvent l'intersession de notre Parlement. Ce rapport, je l'espère, a été envoyé à nos Honorables députés et dont je me ferais le devoir de donner une lecture synthétisée.

Le rapport couvre la période de Mai à Octobre 2016, c'est-à-dire après notre deuxième session.

Les différentes activités que nous avons menées concernent le Bureau d'une part, les parlementaires, d'autre part et le Secrétariat général.

En termes de Bureau, le Bureau s'était lancé dans une campagne de lobbying auprès des États-parties pour la ratification du Protocole de Malabo. Ce Protocole qui nous préoccupe et qui nous prend tant d'argent, alors qu'il

est tout simplement du ressort de nos Chefs d'États qui l'ont adopté de commun accord à Malabo, mais nous nous retrouvons à une espèce de jeu de ping-pong.

Lorsque vous vous adressez aux États pour le ratifier, ils vous disent que c'est à vous de faire ce travail. C'est pour cela que depuis notre mandat, nous avons mis l'accent sur la sensibilisation des différents États pour qu'ils puissent le ratifier.

Je puis vous assurer, ici, chers collègues que tous les pays que nous avons visités, pour ce faire, et dont la dernière information vient de vous être donnée, ici, par le Président de la République Sahraouie; tous ces pays l'ont, soit signé, soit ratifié. Dans le pire des cas, tous ces pays sont en train de le signer ou de le ratifier.

Je voudrais donc profiter, ici, devant cette tribune, pour remercier tous les pays qui ont déjà signé le Protocole de Malabo et qui l'ont déjà ratifié et les inviter à déposer les instruments juridiques à l'Union africaine, condition *sine qua non* pour que leurs ratifications deviennent effectives.

Je voudrais également sensibiliser ceux de nos États qui restent et dont les missions de plaidoirie vont se poursuivre avec la même intensité, eu égard à la modicité de nos moyens ; nous allons continuer à visiter nos États.

Le problème c'est quoi ? Pourquoi nous allons auprès de nos États?

Le Protocole est un acte juridique et chaque État a eu des appréhensions en lisant ce Protocole. Il est question pour les missions qui vont sur le terrain de convaincre les différents États, parce que non seulement c'est un acte juridique mais c'est également un acte diplomatique qui, une fois adopté par les plénipotentiaires, ne peut pas souffrir d'amendement tant qu'il n'est pas ratifié. C'est pour cela que nous allons auprès des États. Cet exercice nous a amené à convaincre les différents États où nous sommes partis, qu'il y avait beaucoup d'interrogations.

Et soyez-en rassurés, Chers Collègues, ce n'est pas une partie de plaisir parce que rencontrer un ministre des Affaires étrangères, un ministre de la Justice, le Chef de l'État, le Chef du Gouvernement, il faut être futé pour répondre aux questions.

Il y a donc eu, pour le Bureau, ces genres de missions, mais également le Bureau a eu à organiser, dans la même intersession, plusieurs activités, notamment la Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sénats d'Afrique dont le rapport vous sera présenté dans les tout prochains jours. Mais avant cette Conférence, le Bureau a organisé la réunion des Commissions tenue en Afrique Sud et chaque commission a pu exercer les missions qui sont les siennes.

Le Bureau a également organisé la réunion des Secrétaires généraux des Parlements d'Afrique.

Parlant toujours du Bureau, le Bureau a continué à poursuivre la mise en place de l'organigramme adopté par les Chefs d'États avec le processus de recrutement. Je vous ferai un point sur ce recrutement qui prend beaucoup de temps du fait de sa complexité. Il ne s'agit pas d'un recrutement simple parce que plusieurs critères entrent en jeu: entre la compétence, l'équilibre régional et d'autres considérations.

Nous voyons déjà le bout du tunnel pour pouvoir terminer ce recrutement.

Quant aux Commissions, toutes les commissions, comme vous l'avez vu dans le rapport qui vous a été envoyé, toutes les commissions ont mené leurs activités. Mais je voudrais rappeler ici, avant de continuer qu'en marge de la Conférence des Présidents d'Assemblées et de Sénats d'Afrique, les Présidents des Parlements régionaux se sont réunis à Midrand en Afrique du Sud. Étaient donc présents, le Président du Parlement régional des Grands Lacs, Monsieur *Fernando* da Piedade Dias Santos de l'Angola, le Très Honorable Daniel Fred KIDEGA, Président de l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est et le Très Honorable Moustapha Cissé Lô du Parlement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour discuter d'un cadre de coopération entre le Parlement panafricain et les Parlements régionaux.

Un rapport circonstancié avait été dressé au terme de cette réunion. Les recommandations, elles sont dans votre rapport.

Quant aux commissions permanentes, comme je le disais, elles ont toutes tenu leur réunion de préparation de cette session en Afrique du Sud.

Également, poursuivant dans les activités, le Président, votre Président qui a été élu comme Président de l'Architecture africaine de gouvernance, a effectué une mission à Addis-Abeba pour négocier des fonds afin de financer ce volet démocratie.

Je voudrais vous livrer à ce sujet les impressions de nos partenaires au développement, notamment la GIZ qui, au regard de ce que la démocratie fait du recul en Afrique, a diminué l'aide au développement pour ce qui constitue la gouvernance.

C'est aussi l'occasion pour moi de déplorer également le problème d'insécurité. Ils ont classifié les zones et malheureusement la zone Afrique centrale est devenue aujourd'hui la zone la plus insécurisée en Afrique.

L'insécurité n'est pas seulement causée par le terrorisme mais la délégation allemande s'est interrogée sur l'instabilité et le non respect des résultats des élections, ce qui les a amenés à diminuer l'aide, la contribution pour le développement de la démocratie en Afrique. Cette aide a été arrêtée à sept millions et demi d'Euros qui était initialement prévue de quinze millions d'Euros.

Quant aux autres, le Bureau tout entier s'est mobilisé pour les missions de plaidoirie et les parlementaires panafricains ont participé à toutes les missions d'observation des élections dont nous continuons à déplorer le mauvais traitement qui leur est réservé. Mais également le fait que le rapport de ces missions ne parvienne pas au Parlement pour que nous puissions évaluer notre implication dans ces différentes missions. Je crois que là aussi, au cours de l'une de nos réunions, nous avons dit que nous allons examiner comment participer à ces missions.

Le Bureau a continué à nommer des gens dans les différents postes. Ainsi, le rapport du Secrétaire général fait état de ce qu'à ce jour, toutes les personnes qui restaient en compétition, la plupart d'entre elles ont été nommées dans leurs postes et qu'il ne reste que douze postes dont l'interview est déjà finie. Le Président va nommer les dernières personnes, le moment venu.

Je voudrais vous rappeler également que suite à la démission de notre Secrétaire général, le poste a été mis à nouveau en compétition. Les dossiers de candidature ont été reçus, le dépouillement se poursuit et nous aurons, peut-être, au cours d'une session extraordinaire, à nommer le nouveau Secrétaire général, parce que pièce maîtresse de notre Parlement. Le Parlement ne peut plus rester sans Secrétaire général.

Je demanderais votre avis pour qu'il y ait une session extraordinaire d'un seul jour, peut-être, au mois de mars pour nommer le Secrétaire général.

À la demande de beaucoup de nos collègues, et comme ceci est de droit, de pratique dans toutes les décisions qui se veulent transparentes, ce rapport a été joint au rapport financier. Il s'agit du rapport de l'exécution du budget du Parlement panafricain pour l'exercice 2016 et ces états sont présents, vous les avez vus.

Ce budget, aujourd'hui, a été exécuté à 67 % et présente les différentes rubriques qui ont été ainsi utilisées.

Mais quant à la mobilisation des fonds, le problème de mobilisation de fonds continue à se poser dans votre institution, car lorsque vous voyez l'exécution de notre budget, il est totalement dépendant des ressources de l'Union africaine et ce budget, aujourd'hui, nous est envoyé suivant les besoins prioritairement identifiés, notamment le salaire de notre personnel. Une fois le salaire évacué, la marge qui reste ne permet pas au Parlement de pouvoir tenir ses activités. Mais également, nous avons opté pour une nouvelle vision, celle de faire participer les Caucus régionaux à la prise de décisions. À ce niveau, les Caucus régionaux eux-mêmes doivent se constituer comme une force de proposition pour la bonne marche du Parlement et tenir leurs réunions, avoir leur plan de travail qui, s'il est attractif, nous pouvons trouver des financements auprès des bailleurs.

Je voudrais vous rappeler que les points qui intéressent nos bailleurs, aujourd'hui, c'est cet épineux problème de la démocratie, c'est cet épineux problème de la santé: santé maternelle; c'est l'épineux problème du terrorisme.

Il faudrait donc, en élaborant vos programmes d'actions, trouver ce qui peut être attractif pour que nous puissions trouver des financements, car le Parlement panafricain qui n'arrive pas à financer les activités non statutaires des commissions permanentes, peut seulement nourrir de bonnes intentions pour que les Caucus puissent se réunir en dehors des sessions, car leur travail, nous l'avons constaté, se résume aujourd'hui seulement à désigner les députés dans les différentes commissions.

Voilà, Monsieur le Président, chers collègues, ce qui constitue la quintessence de ce rapport dont je crois qu'une lecture minutieuse a été faite par nos honorables membres.

Quant au budget qui est une pièce annexe, je disais qu'il s'agit de l'exécution du budget global pour l'exercice 2016. Nous vous l'avons soumis pour qu'on puisse le lire et vos contributions seront les bienvenues pour que nous puissions l'améliorer, parce qu'on n'a pas d'autre initiative, ici, que d'améliorer notre fonctionnement.

Également en annexe, on a essayé de vous donner une liste des différentes missions, cette liste n'est pas exhaustive parce que toutes les missions ne sont pas là. Mais sachez que pour l'intérêt du Parlement, nous le Bureau, le Secrétariat général, tout le monde s'est mobilisé pour la réussite de nos objectifs.

Je voudrais, enfin terminer, pour dire que la diplomatie parlementaire est celle-là que nous voulons la plus, mais elle a un coût et le coût est cher.

Enfin, je donnerais un mot sur la situation du jour: la tenue de notre session ici, en Égypte aujourd'hui, est en droite ligne de notre Protocole qui stipule en son article 34 que le Parlement panafricain peut se réunir une fois au siège et une fois à l'extérieur de son siège pour rendre ce Parlement, pour que les peuples africains puissent s'en approprier.

J'ai observé l'engouement qu'il a suscité en Égypte. Je crois qu'hier encore, avant que nous n'arrivions ici, les Égyptiens ne connaissaient pas bien le Parlement panafricain.

Donc, je voudrais, à votre nom, remercier l'Égypte qui a accepté de se conformer à l'article 34 de notre Règlement intérieur et nous a reçus ici, nous a apporté toutes les facilités pour que nous puissions nous réunir. Je remercie également le Chef de l'État qui s'est impliqué personnellement puisse qu'il m'a reçu deux fois en moins de trois mois pour régler certains problèmes qui pouvaient survenir de ce Parlement.

Aujourd'hui, je pense pour ma part que les conditions de travail sont réunies.

Parlant de cette session, un rapport circonstancié vous sera établi pour la prochaine session. Mais je voudrais tout simplement revenir pour qu'on sache que ce que nous faisons ici aujourd'hui est conforme à notre Règlement intérieur.

Chers collègues,

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Applaudissements

HON. PRIMEIRO VICEPRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ (MOÇAMBIQUE):

- Agradeço a Vossa Excelência Senhor Presidente do Parlamento Pan-Africano pela apresentação sucinta e concisa do Relatório que agora vai ser apresentado por cada um dos membros desta Casa.

De acordo com as regras da Casa, eu quero anunciar nos termos do artigo 41 do nosso Regimento a inscrição de 21 oradores. Para que sejam dissipadas dúvidas sobre se estão ou não inscritos, com a Vossa indulgência, eu passo, muito rapidamente, a apresentar os inscritos:

English

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

- Posso continuar?

Dizia, tenho aqui a lista dos oradores:

1. Zalikatou Diallo da Guiné Conacry
2. Elhadj Kante Guiné Conacry
3. Abdou Ndiaye do Senegal
4. Halidou Sanfo de Burquina faso
5. Sekou Traore Mali
6. Bachir Ali Mohamed Al-Bathani de Sudão

7. Djidda Mamar Mahamat do Chade
8. Hashim Osman Hashim do Sudão
9. Nourenou Atchade de Benin
10. Aissatou Sow Diawara do Senegal
11. Abdallah Barkat Ibrahim de Djibouti
12. Mohamed Ali Foulieh de Djibouti
13. Gabriel Smith de Libéria
14. Sulaiman M. Sisay de Serra Leoa
15. Abdou do Niger
16. Rouamba Workya de Burquina Faso
17. Amoussouvi Kpadenou de Togo
18. Fidel Rwigamba de Ruanda
19. Santosh Vinita Kalyan da África de Sul
20. Thandi Cecília Memela da África do Sul
21. Jacqueline Amongin de Uganda
22. Eduardo Mulémbwè de Moçambique

Também queria citar o artigo 42 do Regimento e estipular que cada orador tem dois minutos.

Peço ao Secretariado para ajudar-nos a controlar o tempo. Agora tem a palavra o primeiro orador Zalikatou Diallo da Guiné Conacri.

Tem a palavra.

HON. ZALIKATOU DIALLO (GUINEA CONAKRY):

Merci Monsieur le Président.

Je commencerai d'abord par adresser mes vives félicitations au Président pour la qualité de la présentation de son rapport.

D'entrée de jeu, je voudrai demander d'abord qu'on ait les copies du discours du Président (les deux discours). Nous souhaiterons avoir ces deux documents avant de rentrer.

Concernant le Protocole de Maputo pour sa ratification, je réitère le souhait de voir le PAP exhorter toutes les délégations parlementaires respectives, une fois rentrées au pays d'actionner les mécanismes avec le Ministère des Affaires Etrangères pour pouvoir accélérer la ratification. Nous pouvons faire beaucoup en tout cas en termes de pression sur le Gouvernement.

S'agissant de l'architecture africaine de gouvernance, le Président nous a dit que la GIZ notre partenaire a revu à la baisse le montant pour la démocratie. Je pense que cette stratégie n'est pas la bonne parce qu'au contraire puisqu'on constate qu'il y a un retard en la matière, il fallait accroître pour pouvoir faire plus de sensibilisation.

Concernant les financements alternatifs au niveau de la page 21, il y a eu un développement sur la mobilisation des ressources. Ce qui est salubre, mais je voudrais que le Président nous donne beaucoup plus d'explications à ce sujet. Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

Sound problem: Inaudible

HON. ELHADJ DIAO KANTE [GUINEA CONAKRY]:

Je vous remercie Monsieur le Président de séance.

Je voudrais également féliciter le Président de notre parlement pour avoir obtenu la possibilité de tenir cette session en Egypte. Il va s'en dire que nos félicitations vont également aux autorités égyptiennes.

Puisque je n'ai que deux minutes, je voudrai me limiter au rapport que le Président vient de nous présenter. J'ai vu qu'au cours de la session dernière, pendant seulement trois mois quarante un nouveaux parlementaires ont prêté serment. Cela veut dire à peu près 15 %. Si à chaque session nous avons 15 % qui n'ont pas suivi le passé du parlement, cela nous pose problème. Ce qui est une raison encore une fois de ratifier l'amendement de Malabo, sinon nous allons nous retrouver encore dans des recommandations.

Parlant de la collaboration avec les organes de l'Union Africaine, Monsieur le Président, ce qu'on peut regretter c'est la faible collaboration de notre Parlement avec le Conseil de sécurité de l'Union Africaine et la coopération avec notre Commission de la Coopération et de prévention des conflits eu égard au nombre de foyers de tension sur notre continent. Je rappelle que notre Commission est une commission de prévention des conflits.

Ceci n'est pas une critique mais une recommandation que je voudrais faire que nous puissions établir une collaboration serrée avec cette Commission et le Conseil de Sécurité pour prévenir certains conflits sur notre continent surtout en matière d'organisation électorale et du respect de la démocratie.

Enfin Monsieur le Président, j'ai vu toutes les difficultés de fonctionnement que nous avons par le manque du financement. Je vous rappelle Monsieur le Président, vous le savez plus que tout le monde puisque vous êtes ici depuis la création du Parlement panafricain, nous avons élaboré plusieurs plans de travail, plusieurs prévisions - le plan à court terme, à moyen terme et à long terme - Je me rappelle qu'à l'époque, chacun de ces plans avait été pris en considération et avait intéressé des bailleurs de fonds, mais malheureusement quand j'ai lu le rapport les activités ne sont pas en rapport avec les prévisions qui ont été faites depuis que nous sommes au parlement.

J'aurai souhaité que nous puissions inscrire nos activités pour les vendre et je suis sûr que les bailleurs de fonds prendront ces activités là et pourront mieux nous subventionner. C'est une recommandation également que je fais parce que ça a été porteur aux premières années du Parlement comme vous le connaissez Monsieur le Président. Donc je recommande que nous puissions avoir respecté le plan d'action. Je vous remercie.

HON. ABDOU NDIAYE (SENEGAL):

Merci Monsieur le Président.

Je commencerai par féliciter Monsieur le Président du Parlement panafricain pour l'esprit coopératif qu'il a eu avec les autorités égyptiennes. Je crois que nous tous, avons apprécié la délocalisation.

Monsieur le Président, je voudrai avoir des informations par rapport au suivi des activités menées par les commissions, parce que beaucoup de commissions ont eu à travailler durant la dernière session

Parce qu'il faudrait quand même favoriser un partage d'expérience pour harmoniser les différentes...

La deuxième question, c'est dans le rapport que j'ai lu quelque part qu'on favorise la mise en place d'une Association des Présidents des parlements régionaux. Pourquoi les présidents des parlements régionaux ? Je crois que ce qui est plus adapté, c'est l'Association des parlements régionaux.

Pour la troisième préoccupation c'est par rapport à la constitution annoncée par le parlement de la... Qu'en est-il présentement ?

Je terminerai par la ratification. Je crois que bon nombre des pays n'ont pas encore ratifié parce que tout simplement, peut être....

J'ai vu que dans le rapport il y a l'ALEA qui avait annoncé une commission au niveau des membres mais dans le sens positif pour favoriser la ratification, je demande qu'en est-il présentement? Est-ce que c'est une préoccupation qui a été prise en charge? C'est quelque part dans le rapport.

Maintenant par rapport à la ratification c'est vrai qu'il y a des appréhensions par rapport à certaines dispositions. Moi ce que je propose, que ce soit au niveau des Caucus ou des délégations nationales que des réflexions puissent avoir lieu aux fins de comprendre au mieux et par conséquent de trouver des alternatives par rapport à certaines dispositions et en rapport avec les parlements nationaux et également les exécutifs nationaux. Je crois que c'est une piste qu'on peut explorer et qui peut nous apporter énormément de solution. Je vous remercie.

HON. HALIDOU SANFO (BURKINA FASO):

Merci Monsieur le Président.

Je joins ma voix à celles de ceux qui m'ont précédé pour remercier le Président du parlement panafricain mais aussi les autorités égyptiennes pour le confort offert à toutes les délégations.

Mais ce qui est du rapport présenté par le Président du parlement panafricain, je salue les efforts déployés par le Bureau mais je voudrais dans un premier temps

....*Inaudible*

L'Égypte c'est le berceau de l'humanité, je voudrais donc interpeller les parlementaires

panafricains à cultiver ce qui est le propre de l'Afrique, la solidarité, je crois que c'est le premier trait d'union.

....*Inaudible*

Enfin je voudrai évoquer en ce qui concerne les missions qui ont été développées dans le rapport, donc je dirais que ces missions là aussi bien les missions faites par les commissions que les missions réalisées par les Caucus que désormais on trouve une formule pour que ces missions soient le plus transparentes. Je dis que la plupart du temps

....*Inaudible*

que ces deux groupes ont été dans tel pays, tel groupe a été ici, donc comme ce qui se passe dans nos différents pays. Je crois que la transparence est beaucoup importante dans les missions du Parlement panafricain. Je vous remercie.

HON SEKOU FANTAMADI TRAORE (MALI):

Merci Monsieur le Président.

A la suite de mes collègues, je tiens à féliciter les hautes autorités égyptiennes qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cet événement et particulièrement féliciter et saluer le Bureau du Parlement panafricain pour l'initiative. Puisque dans notre Règlement cela est stipulé, de faire des sessions délocalisées. C'est une très belle initiative.

Ceci étant dit, je félicite le Président du Parlement panafricain pour la clarté de son rapport et surtout exhorter à ce que les finances soient renflouées, puisque nous constatons déjà qu'il y a un début de hochement du budget du Parlement panafricain pour que le fonctionnement qu'il s'agit, sans la communication, sans les Caucus, sans le déplacement des différents Caucus à l'intérieur de leur Caucus pour sensibiliser, pour informer, le Parlement panafricain restera toujours à la traîne.

Ceci étant dit, si ce mécanisme est trouvé, je ne parle pas des partenaires techniques et financiers, il s'agit surtout que l'Union Africaine trouve le mécanisme nécessaire pour trouver ce fonctionnement du Parlement panafricain en son sein comme au niveau de la CEDEAO. En ce moment nous pouvons parler « indépendance totale » de notre Parlement et même de l'Afrique.

HON. ALI AWADALLA ALI (SUDAN)

(*Sound problem: inaudible*)

HON. DJIDDA MAMAR MAHAMAT (CHAD):

Merci, Monsieur le Président, de m'avoir donné la parole.

Sans pour autant tarder, je joins ma voix à celles de mes collègues qui m'ont précédé pour remercier et féliciter le Gouvernement et l'Assemblée nationale de la République Arabe d'Égypte ainsi que le Président du Parlement panafricain par rapport à son rapport.

D'entrée en jeu, Monsieur le Président, vous nous avez parlé au point 2.5 de la Huitième Conférence annuelle des Présidents des Parlements d'Afrique.

Aujourd'hui, vous nous parlez de la ratification.

Vous avez effectué des visites, visites et des visites entre vous les Présidents. À la sortie de votre réunion avec les Présidents des Assemblées - les trente-trois (33) Présidents qui ont été présents à la dernière réunion - combien de pays ont déjà ratifié le Protocole de Maputo?

Sur les trente-trois (33), combien de pays ont promis de ratifier ce Protocole?

Deuxièmement, vous avez parlé d'associer les caucus dans les prises de décisions, mais vous n'avez pas parlé de budget des caucus.

À chaque fois vous donnez des programmes d'activités aux caucus, mais est-ce que les caucus peuvent travailler dans leurs régions sans budget du Parlement panafricain ? Ils ne peuvent rien faire!

Troisièmement, vous êtes en train de mobiliser des fonds. Ces fonds, pouvez-vous les mobiliser?

Est-ce que vous les utilisez dans les mêmes conditions que les fonds donnés par l'Union africaine?

Je vous remercie.

HON. HASHIM OSMAN HASHIM (SUDAN)

(Sound problem: inaudible)

HON. NOURENOU ATCHADE [BENIN]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais, à mon tour, remercier le Gouvernement d'Égypte et son Parlement.

Je voudrais aussi joindre ma voix à celles des autres collègues pour féliciter le Président du Parlement panafricain et son Bureau.

Je voudrais féliciter le Président pour ses discours qui ont laissé une bonne image du Parlement panafricain auprès du peuple égyptien et l'encourager dans son *leadership*.

La délégation du Bénin voudrait aussi féliciter le Président pour son passage à Cotonou et voudrait rassurer le Président que la ratification du Protocole de Maputo par le Bénin, cette ratification est très imminente. Je voudrais rassurer le Parlement par rapport à cela.

Le Bénin constate également que le taux de renouvellement de notre Parlement est très élevé. Toutes les fois que sommes en session, on constate que la prestation de serment est très élevée. Le nombre de députés qui part et le nombre de députés qui entre est très élevé.

En attendant que le Parlement panafricain puisse recouvrer son pouvoir législatif et que ses députés - les députés du Parlement panafricain - soient des députés permanents, on voudrait proposer que le Parlement puisse trouver des mécanismes pour réduire le taux de renouvellement, sinon cela affecte dangereusement l'efficacité des commissions l'efficacité du Bureau.

Un membre du Bureau qui est élu pour trois ans et qui va aux élections, qui remet...

Oui, c'est coupé!

Merci.

HON. AISSATOU SOW DIAWARA (SENEGAL):

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je commence d'abord par remercier tout le Parlement panafricain pour le soutien que vous m'avez apportée lors de mon agression à la session dernière en Afrique du Sud. Vous n'avez ménagé aucun effort - tous les caucus, toutes les commissions, le Bureau du Parlement, le personnel du Parlement, le Gouvernement sudafricain, l'Assemblée sud-africaine - tous n'ont ménagé aucun effort pour me soutenir.

Soyez-en remerciés!

Monsieur le Président,

Je vous félicite, ce n'est pas que je vous appelle: Président zéro faute depuis le début de cette session, vous êtes zéro faute ; aussi bien par votre discours d'ouverture que votre rapport de ce matin.

Nous sommes fiers de ce vous avez fait ces jours-ci. Nous avons toujours été fiers, mais nous sommes renforcés ces jours-ci, Monsieur le Président. Vous avez sans ambages un rapport détaillé de toutes les commissions qui ont travaillé.

Mais Monsieur le Président, le problème essentiel, le nœud de la guerre, c'est la ratification du Protocole de Maputo.

Monsieur le Président,

J'ai une question:

- Est-ce que le Cameroun a ratifié le Protocole de Maputo?
- Est-ce que l'Afrique du Sud, notre siège, a ratifié le Protocole de Maputo?
- Est-ce que vous les membres du Bureau, vos pays l'ont ratifié?

Je vous remercie.

Applaudissements

HON. ABDALLAH BARKAT IBRAHIM (DJIBOUTI):

Merci Monsieur le Président.

Comme les collègues qui m'ont précédé, je remercie la République d'Égypte pour l'accueil et nous sommes contents que la session du PAP ait été délocalisée ici. C'est une bonne chose.

Le rapport d'activité présenté par le Président est détaillé. Il comprend aussi le budget, mais à mon avis le rapport budgétaire présenté est très sommaire. Il aura été bien d'inclure un minimum de détails, au moins, par rubrique.

Il y a aussi la question des commissions permanentes qui sont des organes importants du PAP. Ces commissions ont un budget vraiment insignifiant. C'est pareil par les caucuses.

J'espère qu'à l'avenir, avec la mise en œuvre du nouveau Protocole révisé du PAP, lorsqu'il va entrer en vigueur, les choses vont s'améliorer.

Je vous remercie.

HON. MOHAMED ALI FOULIEH (DJIBOUTI):

Merci, Monsieur le Président, pour la parole.

J'associe ma voix à celles des collègues qui m'ont précédé pour présenter mes félicitations au regard de l'organisation de cette session à Sharm El-Sheikh, notamment les efforts qu'a déployés notre Président pour que cette organisation soit une réussite et les multiples voyages qu'il a effectués au Caire en Égypte. Tout cela doit être apprécié à sa juste valeur.

La diplomatie entreprise a été concrétisée dans la réalité avec l'accueil qui nous a été réservé en tant que Parlement continental. Toute l'organisation qui a été faite est à la hauteur de l'événement. Il en est de même de la réunion avec l'organisation du Parlement Arabe, car voir deux parlements d'un même continent se réunir, c'est tout à fait exceptionnel. Tout cela est un événement majeur.

Ceci étant, sur le rapport, je félicite le Président d'avoir présenté un rapport clair et précis. Cependant, j'aurais souhaité, à l'instar de mes collègues, intervenir sur la prévision budgétaire.

- Qu'en est-il sur la prévision budgétaire du PAP?
- Y a-t-il un problème réel avec les ONG qui sont en train de se multiplier et qui, soi-disant, viennent proposer des services au PAP et qui, en réalité récoltent le budget qui devrait être destiné au PAP?
- Que devriez-vous faire sur ce détournement de fonds à travers des ONG?
- En ce qui concerne le recrutement, qu'en est-il du recrutement du personnel, notamment le Secrétaire général dont on ne le voit pas et on connaît ce qui s'est passé?
- Que devriez-vous faire pour avoir bientôt un nouveau Secrétaire général?

Il est indispensable pour le bon fonctionnement du PAP d'avoir une administration efficace et soudée et une cohésion est nécessaire également au sein du Bureau pour que nous soyons unis car vous dites toujours « *Une Afrique ! Une Voix !* ».

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. GABRIEL B. SMITH (LIBERIA):

(Sound problem: inaudible)

HON. SULAIMAN M. SISAY (SIERRA LEONNE)

(Sound problem: inaudible)

HON. ABDOU LABO (NIGER):

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais joindre ma voix à celles de mes prédécesseurs pour féliciter et remercier le peuple Arabe d'Égypte et son gouvernement pour avoir permis la tenue de ces assises.

Je voudrais aussi féliciter le Président du PAP pour la clarté de son document.

Monsieur le Président,

À la lecture de votre document, il ressort clairement que tout a été dit et que nous ne faisons que tourner en rond.

Monsieur le Président,

Au point 2.5 - quelqu'un m'a précédé - vous avez dit que trente-trois (33) Présidents des Parlements africains s'étaient réunis il y a juste deux mois à Midrand et qu'ils avaient fait le constat qu'il fallait justement signer des accords et que ratifier ces accords n'était pas synonyme d'abandon de souveraineté. Donc, en fait, il n'y a que la volonté qui manque.

Quelqu'un m'a précédé et je suis d'accord avec cette personne - nous sommes cinq députés par pays - ; vraiment rappelons à nos différents présidents des parlements, une fois rentrés dans nos pays respectifs pour que des dispositions soient prises afin que ces ratifications soient effectives.

Deuxièmement, Monsieur le Président, le problème majeur du PAP, c'est l'argent ; d'ailleurs pour toute organisation, donc le nerf de la guerre!

L'Union africaine, elle-même, s'est confrontée à ce problème, il y a à peine quatre à cinq mois à Kigali et des dispositions ont été prises pour le financement de l'Union africaine.

Le Parlement panafricain étant l'institution législative de l'Union africaine, Monsieur le Président, faisons en sorte que les activités du PAP soient financées par les fonds que l'Union africaine a envisagé recouvrer pour le financement de ces activités.

Donc, voilà, Monsieur le Président, deux aspects que je trouve tous simples. Il va nous falloir, nous-mêmes, convaincre nos Présidents de signer que de demander à l'Union africaine de financer les activités du PAP.

Je vous remercie.

HON. ROUAMBA WORKYA (BURKINA FASO):

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais, à la suite de mes prédécesseurs, remercier le Président du Parlement pour l'initiative et la clairvoyance de délocaliser cette session, ici, en d'Égypte.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de joindre également ma voix à celles de tous ceux qui vous ont félicité, de vous féliciter également pour la tenue de vos discours, ces deux discours qui ont été brillants et qui ont vraiment impacté au niveau du Gouvernement et du peuple égyptiens, comme l'a confirmé l'Honorable Mustafa lors de la soirée d'hier.

Je vous félicite également, et félicite l'ensemble des organisateurs ainsi que le gouvernement égyptien pour les moyens qu'ils ont déployés pour la bonne tenue de cette session.

Je voudrais faire un clin d'œil à l'endroit de la sécurité égyptienne qui n'a ménagé aucun effort, qui nous a rassurés au sortir de cet incident de l'Afrique du Sud. Nous étions un peu inquiets, mais maintenant lorsque nous sommes arrivés ici, franchement et ça nous a complètement apaisé et je fais véritablement un clin d'œil à la sécurité égyptienne.

Monsieur le Président,

Vous avez également entrepris des plaidoyers auprès de certains pays qui ont ratifié le Protocole de Maputo et alors, il nous reste maintenant les instruments juridiques. Je pense que vous devez continuer, poursuivre, en tout cas, ces initiatives qui se sont avérées positives, comme je l'ai dit.

Je vous remercie.

HON. AMOUSSOUVI KPADENOU (TOGO):

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais, d'abord, féliciter le Président du PAP.

Lorsqu'il nous avait dit à Midrand que la délocalisation sera accueillie par l'Égypte, je n'étais très convaincu.

Je crois que le rêve est devenu réalité!

Monsieur le Président, Toutes nos félicitations!

Vous savez que vous vous battez, nous le sentons!

On dit généralement que « *la critique est aisée, mais l'art est difficile!* ».

Je crois que vous avez pris la bonne direction et nous vous encourageons à continuer dans cette direction quoique les gens

[Inaudible 10 :50 :44].

Merci Monsieur le Président.

HON. FIDEL RWIGAMBA (RWANDA):

(Sound problem: inaudible)

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ (MOÇAMBIQUE):

Distintos e Distintas colegas

Vamos ter uma pequena pausa porque o Senhor Presidente foi chamado a assistir algo urgente.

Peço a Vossa compreensão.

Enquanto isso, vai-se preparando a nossa colega Deputada da África de Sul Stantos Vinita Kalyan que é a próxima interveniente.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

Distintos e Distintas colegas

Vamos ter uma pequena pausa porque o Senhor Presidente foi chamado a assistir algo urgente.

Peço a Vossa compreensão.

Enquanto isso, vai-se preparando a nossa colega Deputada da África de Sul Stantos Vinita Kalyan que é a próxima interveniente.

HON. SANTOSH VINITA KALYAN (SOUTH AFRICA)

(Recording problem: Sound inaudible)

(Suspension 10:58:30 - 11:23:00)

HON. SANTOSH VINITA KALYAN

(Recording problem: Sound inaudible)

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

Agora dou a palavra a Ilustre Deputada Thandi Cecilia Memela da África do Sul.

HON. THANDI CECILIA MEMELA (SOUTH AFRICA):

Thank you very much. Firstly, I would like to say thank you to the Government of Egypt for extending a hand to accommodate us and actually every other work they have done to ensure that we succeed.

Mr President, the slow pace of signatories and ratification of the AU Protocols, in particular the revised Protocol of PAP, is a serious concern. We note and appreciate your efforts to improve the situation by meeting with the permanent representatives of the Member States based in Pretoria.

I would like to find out if there has been improvement in signatories and ratification since you met with the permanent representatives and regional Parliaments. I think it is very crucial that you actually give us the list of those who have not done their work as expected so that we do not even involve those who have done their work. Thank you.

HON. JACQUELINE AMONGIN (UGANDA):

First of all, I want to bring greetings from Uganda and family. I will like to add my voice to my Colleagues who have applauded the role that has been played by the Bureau in terms of moving the Pan African Parliament Agenda forward and I want to thank in a special way the President of the Pan African Parliament for the effort he is putting to ensure that the activities of the Pan African Parliament ran as planned.

However, Mr President, I think as the Bureau you have put a lot of emphasis on the ratification of the protocol in terms of making it a Legislative Body. I want to imagine what Honourable Sulaiman from Sierra Leone said. There are so many challenges and I want to imagine that there are so many resources going in to ratification and appropriation. This protocol was adopted by the Heads of States and they should know why they adopted the protocol. The ratification should not be an issue of us pleading. We need to engage the Heads of States in order to tell them that they adopted the way forward in terms of the ratification. We need to engage the Foreign Affairs Ministries.

I know that there are so many challenges in Africa like the climate change and unemployment that must be addressed. Those are serious problems that are affecting the african people right now.

Mr President, you also talked about the Committiees and their effectiveness and having been the Chairperson for the Agriculture Committee for at least eight months.-

Interruption

THE PRESIDENT:

Please finish your statement.

HON. JACQUELINE AMONGIN (UGANDA):

I want to say thanks to the President for giving me more time since this is my maiden speech. The President talked about the effectiveness of the committees.

Mr President, the activities of the Pan African Parliament clearly states that the Committees must be operational. I think it is high time we look at how to increase the funding in terms of the mode of operations of these activities. In the prevoius AU Summit, you will love that the the Members of the Pan

African Parliament got at least a stipend whenever they come for the Sittings of the Pan African Parliament. I want to ask members here to applaud you for the summit but can you also put in some effort to make sure that these activities of the Committees of Pan African Parliament are given keen interest. You will find out that it becomes very hard even for the Chairman to coordinate with the members of their committee because the allocations to those committees sometimes do not even actualize.

You will find out that there is no money to run the commitee but the pride of the Parliament relies in the activities of the Committes.

Mr President, I would also like to add that when you go to countries to lobby the Heads of State, it would be important to engage the Sitting Members of PAP from those countries because after you would have left the Heads of State may normally want to consult with the National Members who are in the Pan African Parliament.

In the case of their protocol, I think that order should also be emphasised when the President and the Bureau come to the country. It will be good work by the Head of State and the Members so that we will work as a team.

Lastly, I want to thank the President by emphasising on the issue of taking the Parliament to the people and I think we have started with Egypt. Let the African people know that the Pan African Parliament is an effective Parliament that is addressing the interests of its people. Today is Egypt and tomorrow will be Uganda and another time it could be Uganda or another country.

HON. JAMILA KSIKSI DEBBECH (TUNISIA):

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

10 ## ##### 2016

15

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

HON. PATRICK MAYOMBE MUMBYOKO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO) :

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour la parole que vous m'accordez.

Je rejoins ma voix à celles de ceux qui m'ont précédé en remerciant sincèrement le Président du Parlement panafricain pour la clarté de son exposé et je l'en encourage.

Monsieur le Président,

Je vais, ici, parler de deux cas. Je veux parler beaucoup plus sur la ratification. Nous avons de problèmes sérieux au sein de notre Parlement, Monsieur le Président.

Nous devons, je crois en mon humble avis, revoir quelques articles de notre Règlement intérieur.

Pourquoi, Monsieur le Président?

Dans ce Règlement intérieur, il y a un problème qui se pose sérieusement. Il y a les cas d'absences prolongées de certains députés qui empêchent même aux commissions de travailler. Il y a des députés qui font six ou même huit sessions sans venir. Pourquoi doit-on les garder?

Et surtout les Présidents qui sont des Présidents des Assemblées nationales ou des Présidents de Sénats, compte tenu de leurs obligations et de leurs charges, ils ne viennent pas.

Il faudrait qu'on détermine, ici, le nombre exact de sessions pour lesquelles si un député ne vient pas ou s'il ne donne pas de justification, on le remplace automatiquement pour bien faire fonctionner le Parlement. Deuxièmement, Monsieur le Président, parlant de la ratification, nous avons un problème sérieux de dysfonctionnement des organes de notre Parlement, Monsieur le Président.

On a parlé, ici, des groupes régionaux mais il faudrait que nous mettions un autre article, l'article 86. Pour cela, je vais déposer un amendement. C'est l'article 86 qui doit reconnaître les délégations nationales. Les délégations nationales doivent figurer dans le Règlement intérieur.

Monsieur le Président,

Je prends le cas de mon pays, la République Démocratique du Congo. Je suis député, je suis de la Chambre des élus.

Il y a la Chambre du Sénat qui est à côté de la nôtre. Nous venons en deux délégations différentes. Il n'y a pas une harmonie dans la délégation de sorte qu'il n'y a pas un président de la délégation comme tel. Donc à l'issue des travaux de la session, ici, chacun rentre dans son camp et c'est fini. Il va falloir responsabiliser les délégations de sorte que chaque délégation ait un président de délégation. C'est ce chef de la délégation qui doit être le point focal même après les Secrétaires généraux, le point focal du Parlement panafricain, de sorte que c'est ce chef de délégation arrive à décrocher, et c'est ça le lobbying qu'il doit faire au sein de son Assemblée ou de son Parlement, un bureau au sein du Parlement. Que le Parlement panafricain soit représenté dans chaque bureau, dans chaque pays, dans chaque Parlement. Qu'on sache qu'il y a un bureau du Parlement panafricain au sein du Parlement de sorte que ce bureau puisse prendre langue avec les ministres des Affaires Étrangères. Que ce bureau ait l'occasion de parler avec le Chef d'État du pays, et que ce bureau ait la possibilité de faire le lobbying de ce que nous faisons, ici, auprès du Président de l'Assemblée ou du Président du Sénat.

Sinon, Monsieur le Président, nous n'allons pas nous en sortir. Au sortir d'ici, quand nous rentrons, chaque député ou sénateur va chez lui, ce qui fait qu'il n'y a pas d'harmonisation et de sorte qu'à chaque session, la délégation fasse un rapport de ce qu'elle a fait au sein de son Caucus, et le Caucus à son tour pourra faire rapport à l'Assemblée. C'est comme cela que nous saurons faire le plaidoyer auprès de nos gouvernements, auprès de nos Chefs d'États et auprès de nos Parlements.

Sinon nous tournons à rond parce que, Monsieur le Président, nous allons quitter l'Égypte, ici, nous nous saluons parfois à l'aéroport, puis c'est tout. Les Guinéens vont chez eux, les Congolais que nous sommes, on va chez nous.

Mais qu'est-ce que nous faisons pendant l'intersession, nous, députés au sein de nos parlements, vis-à-vis du gouvernement et vis-à-vis de l'institution Président de la République?

Et c'est ça ma proposition, Monsieur le Président.

Je vais introduire mon amendement de sorte qu'on reconnaisse les délégations et que celles-ci soient structurées de sorte qu'il y ait un chef de délégation qui soit un répondant. Et même quand le Secrétaire général envoie des lettres aux Secrétaires généraux de chaque Parlement, qu'on saisisse aussi le point focal qui est le chef de la délégation et que ce dernier soit connu comme la personne habilitée à rencontrer le Bureau du PAP et à faire le plaidoyer au sein de son pays et de son gouvernement.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. LOIDE L. KASINGO (NAMIBIA):

Thank you, Mr. President for the floor.

First of all, I would like to congratulate the Egyptian President who is sitting with all the other Members of PAP Bureau and also the Members of Parliament from Egypt, who all ensured that we find ourselves here in Egypt.

I just want to add a bit to the comments on security in our headquarters. I stand here as an Hon Member and also as the other citizens. It is not easy, but as a victim of this problem of insecurity I would like the President to say something, because all is not well. Besides, the insecurity outside our headquarters, we should look at the insecurity of the people, the protocol, the people who are accompanying us - drivers. I am saying this because I have a lot of suspicions that somehow, somewhere there is a connection.

I would like to say that this is a security issue and we do not need to elaborate everything but we need to know how far we are. We are here - they took what belongs to us, but they could not take our lives. Next time some people would lose their lives.

Concerning the security and the protocol, I would also like to add to the other Colleague who said we must join our efforts. I have been saying that you as the member of the PAP can divide yourself and tackle certain assignments in certain regions.

For Namibia, we are waiting for the 1st Vice-President. He is Namibia but I do not what...

I have to remind you, Your Excellency, that our current President of the Republic of Namibia was a Member of PAP. To my recollection, he is the only sitting President who has not been invited by PAP. When are you going to invite him? Thank you.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA (SIERRA LEONE):

Thank you, Mr. President.

Mr. President, Honourable Members, I bring you greetings from the Parliament of Sierra Leone. I join the other colleagues to congratulate the Government and Parliament of Egypt for the warm reception and the gallant security.

Mr. President, Honourable Members, I stand to speak on four issues:

One is to source funds and training and capacity building, quality of debates and protocol.

I start with source funds.

Mr. President, Honourable Members, we want to commend your Bureau for the funding you sourced as read here in the report but we want to appeal that funds be allocated to caucuses, especially to the caucus on youths because if you look at the Report, there is no comment on the caucus on youths. This is because that points out that funds have not been allocated to the caucus of youths.

Mr. Speaker, Honourable Members, 4.2.2 talks about training and capacity building. We saw the number of Members of Parliament that were sent for training. We want to appeal that all countries and all delegations benefit from this capacity building as you have started.

Mr. President, Honourable Members, on the quality of debates, if you see at the start of the debates, Members of Parliament were just commending or congratulating the Bureau. This is because of the dissemination or the presentation of the report. It is not on the rules of procedures when reports or documents should be given to Members of Parliament. But we want to use this medium to appeal to the Bureau that at least 24 hours notice is given to Members of Parliament or documents made available to them so that we can digest these documents and then debate from a positive position.

Lastly, on the protocol, Mr. President, Honourable Members, if you see five Members come from each National Parliament, the Speakers have been invited and added to that, the Heads of State signed this Protocol.

We want to call on delegations to do as we the Members of Parliament from Sierra Leone have ratified ours. We want to call on other National Parliaments not to cast blame on the Bureau.

But we, as a delegation from the Parliament should join the Speakers that have been invited and to work with our Heads of State to see that this Protocol is ratified. Thank you very much.

HON. OKOT OGONG FELIX (UGANDA):

I am the last Member of Parliament on this list, which is my own.

Mr. President, I am Felix OKOT from the Parliament of Uganda. Arising from the contributions of Members regarding signing of the Protocol. Mr. Speaker, I have been moved to read our Constitutive Act on the function of Parliament.

Mr. President, our Rule 5 leads us to the power of Parliament. Mr. President, the power of this Parliament is well spelt out in Rule 5. Mr. President, it says that we oversee the development and implementation of policies and programmes of the Union. And when you go to B, this Parliament is going to make recommendations and take a resolution on any matter linked to African Union and its organs.

Mr. President, when you go to E, we are also enjoined to issue invitations to the representatives of the organs of the African Union to come and intercede with this Parliament on matters affecting or likely to affect the lives of the African Union. Mr. President, as you are aware the speed at which Members are assigning the Protocol affects the lives of the African Union and the powers of this Parliament.

Mr. Speaker, I want to ask in terms of procedure, whether this august House can also pass a resolution inviting some others of the African Union to come to this Parliament and interact with us regarding the procedure and speed with which this protocol is been signed. Mr. Speaker, I think as Members of this august House, it is important that we rely on the rules and also this Act to be endorsed by all African States and Governments that have signed the Treaty.

Therefore, Mr. President, I would like to urge that it would be procedurally right for us to make a formal recommendation and resolution from this august House to invite others from the African Union to furnish us with the information regarding the process and the speed of the ratification. Thank you very much, Mr. President.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULEMBWE (MOZAMBIQUE):

- Muito obrigado.

Custa-me acreditar que tenha sido uma questao meramente relacionada com procedimento. E uma

intervencao normal, com propostas claras sobre o que acabou de dizer o meu colega de Uganda quanto as regras da Casa; os orgaos da Uniao Africana... (*inaudível*) convidar em funcao das materias em debate para interagir com os parlamentares.

Por outro lado, se a ideia de uma Moção vincar, creio que o meu colega Felix sabe como dar curso a essa Moção.

Muito obrigado.

Please, switch of the microphone!

Eu dizia que com a anuencia de Sua Excelencia Senhor Presidente, foi-me permitido como último inscrito fazer...

Yes?

HON. FAYSAL TEBBINI (TUNISIA):

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#

#####

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÉ (MOZAMBIQUE):

- Tomamos nota do que disse. Eu deixarei para comentário de Sua Excelencia duas questoes da última intervengo, quanto ao acontecimento triste do falecimento...

Dizia quanto aos quatro pontos apresentados pelo último orador, deixarei os últimos dois para Sua Excelencia Senhor Presidente...

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

HON. PRIMEIRO VICE- PRESIDENTE - EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWE:

... na segunda linha do terceiro parágrafo "com a Mesa". Portanto, eu queria concluir a discussao que...

No parágrafo seguinte, a minha sugestao vai para... (*inaudível*) o último encontro da Delegação em Maio 2015... (*inaudível*)

Senhor Presidente tem a palavra para as considerares finais em torno do debate que fizemos agora sobre o Relatório de Actividades.

Muito obrigado.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais reconnaître en toute humilité que nous sommes dans un pays de paix et depuis la paix règne parmi nous. Le climat dans lequel nous travaillons est très convivial et empreint de respect mutuel.

Une fois de plus, merci à l'Égypte.

Monsieur le Président,

Nos collègues ont apporté beaucoup de contributions pour améliorer notre travail. Je crois que je les ai recensées en quatre groupes:

- le premier groupe concerne les ressources financières, cheville ouvrière de notre travail;
- le deuxième groupe concerne le problème de la ratification;
- le troisième groupe parle à peu près de la situation d'insécurité en Afrique du Sud;
- le quatrième groupe parle du personnel.

Donc, je vais essayer, de manière ramassée, de répondre à toutes les questions dans l'ordre chronologique dont elles ont été posées. Peut-être que je ne donnerais pas entière satisfaction, mais je m'arrangerais lors de notre prochain rapport que nous puissions intégrer les préoccupations de nos collègues.

Je voudrais dire, à mes collègues, que mes félicitations sont adressées au gouvernement et au peuple égyptien à la tête duquel le Président de la République, parce que votre présence, ici, a été suivie et organisée par le Président de la République.

Le Président de la République a accepté les compromis que je lui proposais jusqu'au dernier.

Par exemple: le problème de sécurité. Le Président m'avait dit qu'il sera lui-même présent, ici, à Sharm El-Sheikh pendant un nombre de jours et ce qu'il a fait. Le Président de la République a passé avec nous, ici, plus de 72 heures. Et on a senti, moi qui aime la liberté, je me sens plus contraint de rester sur place parce qu'on est vraiment suivi, de l'aéroport jusqu'ici, aucun détail n'a été mis de côté.

Le Président de l'Assemblée égyptienne m'a dit que pour l'organisation matérielle, il s'en occupait. Et à chaque fois que nous avons un besoin matériel, pour l'organisation de ces assises, le Président du Parlement égyptien répond via notre collègue ELGENDY qui est le point focal, ici.

Je voudrais donc dire, une fois de plus, que les remerciements ne s'adressent pas seulement à moi, mais à l'ensemble des membres du Bureau et du Secrétariat général qui ont suivi l'organisation de cette session.

Je m'en veux, si je ne vous le dirais pas, j'ai passé pratiquement un mois d'insomnie et jusqu'à présent je n'arrivais pas à trouver du sommeil tant que cette session n'avait pas démarré et j'en voulais aux autres. Je ne voulais pas que quelqu'un dorme pour qu'un détail nous échappe. Donc, j'ai été très rigoureux vis-à-vis de moi-même et rigoureux vis-à-vis des autres dont la contribution n'est pas à négliger.

Nous vous remercions pour cette partie.

La collègue, première intervenante, a soulevé un problème très pertinent. La démocratie en Afrique date d'une vingtaine d'années.

Exceptionnellement, dans certains pays on peut dire qu'elle a commencé depuis ; le cas de l'Égypte: 150 ans de pratique démocratique, même si ça ne s'appelait pas démocratie, mais ils ont commencé le choix d'après 150 ans.

Si vous regardez bien, la démocratie dans les pays francophones date de 1989, après la chute du Mur de Berlin, et ensuite après le discours de Feu François MITTERRAND à La Baule qui conditionnait l'aide au développement avec la pratique démocratique.

C'est dans cette foulée que les pays francophones s'étaient lancés, certains par ce qu'on avait appelé « conférence nationale souveraine » et d'autres par « dialogue », ainsi de suite et nous avons abouti à accepter le pluralisme qui n'est pas forcément la démocratie. Nous pratiquons le pluralisme politique parce que dans la plupart de nos pays, il y a des pays qui ont 200 à 300 partis politiques; ce qu'il y a des partis politiques sans idéologie et nous avançons avec.

Je crois que les Allemands basent leur notion de démocratie sur le libre choix des citoyens, c'est de cela qu'il s'agit. Le libre choix des citoyens doit être respecté et le résultat des urnes doit en faire foi.

Dans le rapport qu'ils ont dressé, ils ont relevé que la plupart des problèmes en Afrique, aujourd'hui, sont des conflits postélectoraux. Ils ont décidé qu'au regard de la conjoncture économique, de dire qu'on ne peut pas, vingt-cinq ans après, continuer à mettre de l'argent sans qu'il y ait une amélioration subséquente.

Mais nous leur avons répliqué de ne pas prendre des cas particuliers, mais d'une manière générale on peut dire qu'aujourd'hui certains pays en Afrique se livrent au jeu démocratique et acceptent l'alternance. Ce sont des exemples à suivre. On n'a pas réussi - je crois qu'eux aussi, ils ont leurs problèmes - c'est pour cette raison qu'ils ont diminué l'enveloppe à l'aide budgétaire de 15 millions à 7 millions et demi d'Euros.

Je crois qu'il y a deux facteurs:

- le premier facteur: ils ne sont pas satisfaits de ce que les peuples africains ou bien les gouvernants africains n'acceptent pas les résultats du peuple;
- deuxièmement, ils ont de problèmes avec la migration syrienne.

Donc, nous avons continué les démarches.

Quant au deuxième intervenant: effectivement les Commissaires de l'Union africaine doivent travailler avec nos commissions permanentes et je vais aller jusqu'à la fin pour dire que lorsque vous demandez à un commissaire de venir travailler, il ne sent pas obligé. Il ne sent pas obligé, pourquoi ? Parce que nous n'avons pas une force coercitive ; nous n'avons pas le pouvoir législatif. Voilà le fond du problème, et le Commissaire qui est à Addis-Abeba ne se sent pas lié avec nos activités, bien qu'ils viennent quand ils ont le temps parce que tous mettent devant le problème de temps.

Je suis d'accord avec vous que pour résoudre les problèmes de notre continent, il faut que nous travaillions en synergie, Commissaires de l'Union africaine et nos Commissions permanentes spécialisées.

Quant au suivi des activités des commissions, c'est un véritable problème. Il faudrait qu'on sache si ce que nous faisons est suivi. Il faut donc que ce suivi-évaluation soit présenté, soit dans les commissions conjointes, soit en plénière. Je n'en suis rien contre, mais il faudra qu'on sente que notre travail est valorisé parce que sinon ça n'aura pas de valeur pour nous.

Pourquoi les réunions avec les parlements régionaux ? C'est tout simplement parce que tous les parlements régionaux d'Afrique ont les mêmes problèmes. Ils ont de la peine à avoir le pouvoir législatif. Or, en ce moment, seul le Parlement de l'Afrique de l'Est dispose de pouvoirs législatifs. On s'est réuni pour que ce Parlement nous montre la méthodologie qu'il a employée pour avoir le pouvoir législatif qui est une collaboration entre nous, étant entendu que cette collaboration est dans notre Règlement qui nous invite à collaborer avec les Parlements nationaux et les Parlements régionaux. Mais il fallait qu'on se réunisse pour voir si l'expérience des uns peut aider les autres.

Pour la ratification, la proximité est de mise. Chaque fois que nous allons dans les pays - et c'est l'occasion pour moi de remercier nos collègues - dans tous les pays que nous avons visités, si vous voyez ce qu'on a dépensé au Parlement pour ces missions, c'est nettement en-dessous des efforts que les pays ont déployés pour que les missions réussissent et surtout que nos collègues des pays visités travaillent bénévolement. Tous se réunissent dans la capitale pour nous ouvrir les portes auprès des hautes autorités. La plupart de ces pays prennent également en charge votre Président en ce qui concerne les moyens matériels: je peux dire comme la voiture, parfois comme l'hébergement.

Donc, je le dis: pour faire ce travail, il aurait fallu beaucoup d'argent, mais les parlements nationaux participent beaucoup et les résultats sont là ; les résultats sont là parce que partout où on est passé, si ce n'était pas fait, c'est en voie d'être fait.

Le Burkina Faso qui venait de me recevoir ainsi que le Bénin y ont accédé parce qu'ils ont été avec moi pour rencontrer leurs Chefs d'États. Mais une innovation s'est faite: j'ai été reçu en vingt-quatre heures par le Président de la République mais accompagné de deux Présidents des Parlements nationaux.

Le Président de l'Assemblée nationale du Bénin s'est joint à moi au Burkina-Faso avec le Président, le Dr Salifou DIALLO, qui était notre hôte. Nous avons parlé au Président Rock Marc Christian KABORÉ qui était d'ailleurs surpris que les Chefs d'États qui s'engagent librement à accepter quelque chose et que cela devienne maintenant un moyen de négociation. Et il m'a rassuré que pour le Burkina-Faso, je dois considérer comme si c'est un problème réglé et ce sera fait.

Quant au Soudan, nos collègues ont fait également le même travail et nous avons été reçus par les différents ministres pour faire le plaidoyer.

Normalement, nous avons supprimé, compte tenu du manque de moyens, le déplacement des autres membres. C'est pour cela que la délégation d'un des membres qui va en mission est constituée des parlementaires locaux pour que nous puissions discuter avec les hautes autorités et ce sont ces parlements qui prennent les audiences parce que je ne peux pas arriver et rencontrer en moins de vingt-quatre heures tout le monde si les parlementaires membres du Parlement panafricain n'ont pas fait ce travail.

Il y a la définition du terrorisme. Je crois qu'il faudrait vraiment bien la revoir parce que le terrorisme aujourd'hui, et même, j'en connais des cas pratiques où certains autorités judiciaires, pour vous dépouiller de vos biens, vous inculpaient pour terrorisme. Vous étiez donc obligés de vous rendre pour payer quelque chose avant de vous laisser. Je crois qu'aujourd'hui, on est dans cette nasse.

Le terrorisme, c'est une réalité: ce qui se passe en Afrique centrale, ce qui se passe en Libye, ce qui se passe partout en Afrique, aujourd'hui, je voudrais vous rassurer que les actes d'incivisme, les actes meurtriers que nous vivons çà et là méritent d'être chassés, méritent d'être combattus et c'est pour cela que je suis d'accord qu'il faudrait qu'on essaie pour que les gens ne fassent pas de cela une mauvaise utilisation, à des fins personnelles.

Le taux de renouvellement affecte nos travaux. Vous ne pouvez pas accepter que pour une session comme celle-là, qu'on ait quarante et un nouveaux députés. À la dernière session, il y a eu des nouveaux députés. Ce Parlement, enfin de compte, risque de ne pas avoir la mémoire parce que s'il faut que tous les anciens partent et que de nouveaux viennent - et je crois que c'est une volonté pour que ne se constitue rien au sein de ce Parlement. C'est pour cette raison que nous disons que, si c'est à cause du Protocole, nous devons pousser pour qu'il soit ratifié et peut-être que nous aurons une stabilité.

J'ai instruit l'ancien Secrétaire général pour que seuls les cadres du Parlement soient des secrétaires des commissions parce qu'avec les cadres, ils peuvent concevoir des projets qui peuvent se vendre et attirer les capacités financières pour que ces projets puissent se tenir.

Un des collègues a parlé du recrutement du personnel et de la démission du SG.

Le Secrétaire général avait été recruté dans un contexte que les anciens connaissent. Il y a eu des débats pour plus d'un an pour recruter le Secrétaire général et nous avons soutenu, au regard - parce que ceux qui m'accusaient, moi je m'étais fié au CV de Monsieur Mourad Mokhtari, qui présentait un CV parfait et qui aurait été dans le passé Secrétaire général d'un parlement, l'un des plus grands parlements d'Afrique. Lorsqu'on l'a examiné, il présentait les dispositions pour travailler comme Secrétaire général.

Après donc sa nomination, Monsieur Mokhtari a pris le pouvoir. Comme tout homme, et je m'en tiens à la lettre de Mokhtari dans laquelle il disait qu'il démissionne pour des raisons familiales. S'il avait d'autres problèmes avec le PAP et qu'il les a dissimulés dans les raisons familiales, je n'en suis pas comptable. Mais je crois que ce qui s'est passé, ce que pendant les huit mois que notre Secrétaire général a passés, il n'y a pas eu une plus-value dans le travail. On l'a accepté en pensant qu'il allait s'améliorer et qu'il allait s'adapter pour amener la dynamique que nous attendons de lui. Mais il était le premier à démissionner pour convenance afin que le Parlement puisse avoir un budget conséquent et liquide qui puisse lui permettre de bien mener ses activités. Cela dépendra de vous, si vous voulez qu'on en arrive là.

Toutefois, l'argent que nous recevons, c'est vraiment une perfusion qui permet, une fois le salaire payé, qu'on ne fasse pas grand-chose.

Le problème de sécurité à notre siège: je m'étais engagé et cet engagement est formel. J'ai, en tant que Président, en tant que Sudafricain, j'ai des entrées. Je disais que j'ai associé mes collègues pour aller graduellement.

Vous vous souvenez bien que la dernière fois, l'incident nous a amenés à faire venir au Parlement, des officiers de police pour nous parler des dispositifs sécuritaires qu'ils vont prendre. Mais à cette époque, l'Afrique du Sud était dans un processus d'élections. Nous ne pouvions donc pas saisir les hautes autorités que sont les ministres de l'Intérieur et celui des Relations internationales. Maintenant que cette période est passée, nous avons sollicité une réunion avec les trois ministres pour que nous puissions, ensemble, examiner le problème.

Je puis vous assurer que la prochaine session en Afrique du Sud, beaucoup de choses se seraient déjà arrangées en matière de sécurité.

Quant à la préoccupation de l'Honorable KALYAN, il y a eu à ce jour, **quinze (15) pays** qui ont signé le Protocole. Et comme je vous l'ai dit, sur les quinze, **cinq** l'ont ratifié et **deux** ont déposé les instruments de ratification.

Donc, je vous ai dit qu'il s'agit d'un processus. Vous n'allez pas vous lâcher tant que votre pays n'a pas déjà déposé les instruments de ratification.

Tant que vous ne déposez pas les instruments de ratification, ce serait considéré comme si vous ne l'avez pas ratifié. Ceux des pays qui ont ratifié et dont les instruments ne sont pas encore déposés, doivent pousser leurs pays à le faire.

Je crois que ce processus va nous amener à faire un amendement ou bien à demander le report parce que normalement lorsqu'on avait amendé le Protocole à Malabo, il était dit qu'en 2017, le présent Parlement devrait être dissout pour mettre en place le nouveau Parlement.

Maintenant que nous n'arrivons pas à l'amender, lors du prochain Sommet, je vais proposer aux Chefs d'États qu'on repousse la dissolution à 2018 pour nous permettre, pendant la période 2017, d'avoir les 28 ratifications. Là, c'est l'une des propositions que je ferais au Sommet.

La lenteur au processus de ratification: ce n'est pas seulement le Protocole du PAP. Il y a plein d'instruments juridiques. Nous avons vu que depuis que l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) a été mise en place - aujourd'hui « UA », les Chefs d'États et de gouvernements ont pris 59 instruments juridiques dont il n'y a que dix (10) qui sont applicables aujourd'hui. C'est pour dire que ce n'est pas un problème avec le Parlement. Il y a un problème dans les processus de ratification de chaque

État pour que nous puissions arriver là.

La situation du personnel:

Chers collègues,

Je voudrais vous assurer que le Parlement panafricain a continué dans le processus de recrutement en tenant compte de l'équilibre régional et des pays.

Le dernier résultat du processus fait état de ce que nous avons mis l'accent à combler le vide, si on peut l'appeler ainsi. Ceux qui étaient en Afrique du Sud, par des cadres, et vous le saurez dans les tous prochains jours quand j'aurais signé la décision.

Mais aussi, il y a de ceux avec qui on s'était séparé pour des raisons évidentes. On n'avait jamais eu l'intention d'enlever un seul de nos agents du travail.

On était toujours, quelle que soit leur capacité de les réintégrer. Mais ceux dont nous nous sommes séparés - pour des raisons évidentes - ce sont: vous êtes staff, vous refusez de soumissionner parce que le Règlement dit que vous devez soumissionner, vous refusez de soumissionner, votre mandat arrive à terme, on ne peut continuer à vous garder. Je crois que le Secrétariat général a pris note pour vider tous ces contentieux en termes

d'indemnisation, si cela n'a pas encore été fait. Il faudra donc voir comment nos anciens collaborateurs qui ne sont pas là, est-ce que vous avez vidé leurs indemnités, le plus tôt possible et nous en rendre compte.

Le renforcement des capacités des commissions, nous ne faisons que cela.

La conclusion de la réunion avec le Vice-ministre de la Santé et de la Sécurité de l'Afrique du Sud, les conclusions, vous les saurez lors de la prochaine réunion.

Le rythme lent: Un autre collègue de l'Afrique du Sud a parlé du rythme lent de la ratification des instruments de l'Union africaine. Je suis entièrement d'accord avec elle. Il y a un rythme lent, très lent dans la ratification des instruments de l'Union africaine. Autant les Chefs d'États, de manière générale, acceptent, autant pour la ratification, cela pose un problème. Et je l'ai soulevé, je crois, lors du Sommet de Johannesburg où je demandais aux Chefs d'États si le Parlement n'est pas nécessaire, il vaut mieux le fermer que de continuer à dire [...].

Translation?

Translation?

We can go?

Est-ce que c'est bon?

It's ok?

Bon, je disais que le rythme lent de la ratification des instruments juridiques de l'Union africaine ; je disais que je suis d'accord avec notre collègue. Le constat fait par notre collègue Cécilia est l'amélioration du système de signatures. La liste, on vient de vous la donner.

Je crois que le problème que nous vivons aujourd'hui, c'est comme on dit: on a fait, c'est à vous de faire la suite parce que normalement la ratification ne devait pas nous incomber. Ce sont les signataires qui allaient pousser pour que ça soit fait. Maintenant, c'est nous qui le faisons parce que c'est nous qui voulons changer de statut, car tant que nous n'allons pas changer de statut, on restera toujours dans la même situation.

L'honorable AMONGIN, qui passe beaucoup de temps avec moi dans les Sommets, peut en être témoin. Les Chefs d'États acceptent, mais le problème est au niveau de la ratification auprès de leurs États. On a comme l'impression qu'une fois adopté, lorsqu'on rentre dans les États, c'est là qu'on commence à revoir que ce n'est pas bien. C'est pour cela que je dis qu'au niveau où nous en sommes, les États doivent ratifier et apporter des amendements après. Si vous ne ratifiez pas, on ne peut pas amender et on risque d'être bloqué.

Les membres du PAP des pays que nous visitons font partie des délégations pour rencontrer les autorités. Je l'ai déjà souligné parce que ce sont eux qui nous reçoivent, ce sont eux qui font tout.

L'honorable d'Algérie a parlé de missions d'observation: les activités non citées comme les missions d'observation. Je crois que tous les Présidents des Caucus envoient les membres dans des missions d'observation, mais le gros problème que nous avons au cours de ces missions, c'est que nous, en tant que Bureau, nous ne recevons pas le rapport des missions d'observation des élections. Nous avons discuté au cours de l'une de nos réunions pour demander qu'on nous envoie le rapport d'observation des missions pour voir quel est l'impact, quel est l'apport des parlementaires panafricains dans ces missions et puis toutes les doléances qui y sont soulevées, voire comment on peut y remédier.

L'absence des députés lors de nos sessions: c'est vrai, il faudrait qu'on ait le quorum, que les députés viennent. Une fois que vous y êtes, mais cette absence dans certains pays se justifie par des questions budgétaires parce que les gens vous diront qu'ils n'ont pas d'argent; votre parlement-là nous coûte cher, c'est-à-dire votre parlement, alors que c'est le Parlement panafricain, le Parlement des peuples africains, le Parlement des États africains.

Il faut effectivement qu'il y ait un leader dans chaque délégation pour qu'il puisse s'organiser, au même titre que la Présidente du Caucus, afin qu'il y ait un suivi effectif des différentes sessions - parce que j'en ai discutées avec certains Présidents d'Assemblées que j'ai réussi à convaincre pour dire que nous ne venons pas en mission en Afrique du Sud ou bien en Égypte - nous venons tenir des sessions parlementaires, et à ce titre on doit nous considérer comme des Parlementaires en session.

L'Honorable KASINGO a soulevé des inquiétudes sur la sécurité: je lui ai déjà répondu. Je confirme que les autorités sud-africaines sont dans de bonnes dispositions pour revoir la technique de sécurité à mettre en place. Quant à l'invitation de son Président, nous ne faisons que cela. Vous avez exprimé l'intention qu'on l'invite. Nous allons adresser la lettre d'invitation à votre Président. Il ne vous restera plus qu'à faire le suivi pour que votre Président puisse être là.

La formation des membres: elle est en cours. Je crois que cette formation est en cours. Les membres, on essaie de les former çà et là pour que nous puissions avoir de meilleurs rendements.

Revoir le Protocole: Le Protocole amendé, nous ne pouvons pas le revoir tant qu'il n'aura pas été ratifié par les vingt-huit (28) États. Donc, tout ce que nous faisons maintenant, nous devons accélérer la ratification.

L'honorable de la Sierra-Léone a dit que le rapport lui a été remis maintenant.

Monsieur le Secrétaire général,

Je vous ai demandé d'envoyer ce rapport, cela fait au moins quinze jours que j'y insistais. Si le collègue ne l'a pas reçu ou bien si vous ne l'avez pas envoyé, je vous prie de bien vouloir le faire dans le futur. Ce rapport doit être en possession des honorables députés quinze jours avant la session pour leur permettre de bien le lire et surtout que vous y incluez maintenant, les éléments financiers. Il faudrait qu'ils aient le temps de travailler ce rapport.

L'honorable Premier Vice-président qui a parlé de message de condoléance. J'ai présenté un message de condoléance, ici même hier, en votre nom. Nous l'avons remis au Président égyptien et il a dit qu'il va le faire lire au Bureau.

Je crois qu'on est en train d'avancer.

L'honorable de la Tunisie a évoqué le problème des membres. Je crois qu'il voulait parler de la représentation des membres de l'Afrique du Nord dans la direction des Commissions. Ça aussi, c'est un problème, un débat qui avait été engagé. Il fallait qu'on arrive à faire en sorte que toutes les régions soient à la tête de Commissions. Mais, comme je l'ai dit, notre démocratie, est-ce que c'est une démocratie d'idée ? Est-ce que c'est une démocratie

d'appartenance linguistique ou régionaliste ? Les élections se passent avec des critères et il peut y arriver que certaines régions n'aient pas de Président qui dirige des Commissions. Mais si ceci peut être remédié, sur le seul critère de compétence, cela aidera aussi pour que nous disions que nous sommes un continent panafricain. Il faudrait qu'on ait tout le monde à la place qu'il faut pour qu'il n'y ait pas de récrimination afin de dire que je ne suis pas représenté.

Voilà, Monsieur le Président, de manière ramassée ce que je peux dire. Lorsque j'étais à *Town Lodge*, le car n'est pas venu. Ici, c'est deux minutes et tout le monde doit être dans la salle. Essayons de montrer au pays hôte que les efforts qu'il a déployés sont bénéfiques par votre présence, ici, et votre participation aux débats de notre session.

Monsieur le Président,

Je vous remercie.

Chers collègues,

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Applaudissements

HON. PRIMEIRO VICEPRESIDENTE EDUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ:

- Obrigado Senhor Presidente.

Creio que não foi de uma forma resumida que respondeu as preocupações de muitos de nós, mas sim exaustiva, clara e directa. Penso que tenho autorização para dizer o nosso muito obrigado. E quero agradecer a todos vós, distintos colegas, que facilitaram a minha tarefa esta manhã de ser facilitador no diálogo entre nós e o nosso Presidente, no campo das actividades que temos levado a cabo na Casa. Posto isto, senhor Presidente, este lugar já não me pertence, tenho que deixá-lo para si.

Venha tomar o seu lugar e eu vou retomar ao meu.

Aplausos.

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Je vous remercie pour votre bonne compréhension. Je vais inviter le Secrétaire général à nous donner le deuxième point inscrit à l'ordre du jour.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole!

THE CLERK:

Presentation and debate of the report of the Permanent Committee on Audit and Public Accounts. It has been postponed pending some objects that are to be reflected in the report and transmitted.

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Je me rends bien compte que rien n'a été inscrit à l'ordre du jour.

Je vous remercie pour votre entière participation.

La séance est suspendue à 12h44

Wednesday 12 October 2016

Une minute de silence, de prière ou de méditation a été observée

M. LE PRÉSIDENT:

La séance est reprise!

Monsieur le Premier Vice-président,

Mesdames les Vice-présidentes,

Chers collègues,

Je vous souhaite la bienvenue dans cette salle de nos réunions.

Je salue la présence parmi nous, des hommes de médias, de nos interprètes et autres.

Monsieur le Secrétaire général, Veuillez nous donner l'ordre du jour de nos travaux!

Silence dans la salle

Monsieur le Secrétaire Général, Donnez-nous l'ordre du jour de nos travaux!

THE CLERK:

Mr President, Hon. Members, we have the names of New Members here and I call upon Hon. Beni Butmak

[Nigeria]

M. LE PRÉSIDENT:

Honorables membres,

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur, nous allons à présent procéder à la prestation de serment des nouveaux membres.

THE CLERK:

I will now call on Honourable Professor Geoffrey Lugwangwa [Zambia.

THE CLERK:

I call upon Hon. Beni Butmak *from Nigeria*

Applaudissements

M. LE PRÉSIDENT:

Honorables membres,

Conformément aux dispositions de l'article 38.1(g) et (h) du Règlement intérieur, j'ai le plaisir d'inviter à entrer dans la Chambre:

- S.E.M. Mahdi IBRAHIM, ancien ministre de la Communication du Soudan,
- Pr Ahmed El SAWALHY, Directeur et Chef de Mission du Bureau interafricain des Ressources animales (BIRA/UA),
- Dr Bruce MUKANDA du Bureau interafricain des Ressources animales (BIRA/UA),
- Hon. ONYANGO KAKOBA, Directeur de l'Alliance parlementaire africaine pour les réformes des Nations-Unies.

#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

J'invite le secrétaire général par intérim à donner lecture du premier point inscrit à l'ordre du jour.

Monsieur le secrétaire général par intérim!

THE CLERK:

The first item we have on the agenda today is Presentation and Debates on the Impact of Unilateral Coercive Measures on the Enjoyment of Human Rights the case of Sudan.

M. LE PRÉSIDENT:

J'invite maintenant **S.E.M. Mahadi Ibrahim**, ancien ministre de la Communication à faire sa présentation.

H.E. HON. MAHADI IBRAHIM [FORMER MINISTER COMMUNICATIONS SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

###

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

97 ##### ## ##### ##### #####

#####

% 7.4 ##### 2013 # 2012 #####
%24.6 #####
% 16 #####
2015 ##### ## % 3 ##### 1992 #####

774 ## ## # ##### ## #####

% 83 #####

1992 #####

#####

1956 ## ##### ## ##### ## #####
##_##### ## ##### ##

#####_##### #####

#####

..#####

..#####

..#####

..#####

#####

-2

#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

J'ai donc devant moi une liste de 33 intervenants et conformément à notre Règlement, je vais donner deux minutes à chaque intervenant parce que ce débat ne doit pas dépasser une heure, étant entendu qu'on a d'autres interventions.

Je vais donner deux minutes; j'aurais même pu dire une minute et demie à chaque intervenant. Donc ne revenez plus sur notre formule habituelle pour féliciter le présentateur. Dites ce que vous avez à dire pour que nous puissions avancer, en deux minutes!

Secrétariat, prenez note, deux minutes d'horloge!

Le premier inscrit sur ma liste est:

l'Honorable Muntaka Mohammed-MUBARAK. Il est du Ghana!

le deuxième, c'est l'Honorable Abdulrazak Sa'ad NAMDAS du Nigéria!

le troisième, c'est l'Honorable Abubacar MBAYA du Malawi!

le quatrième, c'est l'Honorable Sulaiman M. SISAY de la Sierra-Léone!

le cinquième, c'est l'Honorable Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan!

le sixième, c'est l'Honorable Elsayed FELEIFEL de l'Égypte!

le septième, c'est l'Honorable Faysal TEBBINI de la Tunisie!

le huitième, c'est l'Honorable Salek ABDERRAHMAN MUSA de la République Sahraouie!

le neuvième, c'est l'Honorable Djidda Mamar MAHAMAT du Tchad!

l'honorable ATCHADE Nourenou du Bénin!

HON. FAYSALE TEBBINI [TUNISIE]

#####

#####

#####

.####

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, Nous n'allons pas changer le Règlement intérieur à toutes les réunions.

J'ai bien dit que ce sujet sera référé dans la Commission de la Justice et la Commission des règlements. Là aussi, le Ministre de la Communication va intervenir parce qu'il faudrait que ça revienne en plénière avec une résolution.

Donc, il y a deux étapes où vous pouvez contribuer. Vous pouvez contribuer ici, vous pouvez aussi aller en commission.

Je ne sais pas s'il faut modifier le Règlement intérieur ! Le sujet est très important, chers collègues, c'est très, très important le sujet.

Moi, j'aurais préféré, vu l'importance du sujet, si on n'avait pas déjà fait un ordre du jour, qu'on en débâte toute la journée. Mais là, on est devant un fait que le Règlement intérieur nous oblige pour un débat, un exposé, les débats ne doivent pas dépasser plus d'une heure de temps.

Y-a-t-il d'autres observations?

Je peux continuer?

Thank you.

Yes!

Est-ce que dernièrement, il y a toujours ce problème. Quand on donne les noms, chacun réclame. C'est pour cela qu'on a opté pour donner la liste ! Est-ce que tout le monde a la liste des intervenants pour qu'on gagne, un peu en temps?

Bon, laissez donc.

Le Président poursuit la lecture de la liste d'intervenants

Hon. ATCHADE Nourenou du Bénin;

Hon. Sid 'Ahmed MOGUEYA de la Mauritanie;

Hon. Siniya AHMED NAH du Sahara Occidental;

Hon. Pr Mohamed LASKRI de l'Algérie;

Hon. Dr Zalikatou DIALLO de Guinée Conakry;

Hon. Patricia DANCAI-BANGURA de la Sierra-Léone;

Hon. Hashim OSMAN HASHIM du Soudan;

Hon. Bachir Ali AL-BATHANI du Soudan;

Hon. Muhammad REZA de Mauritiu;

Hon. Me Joseph MBAH-NDAM du Cameroun;

Hon. Djamel BENDIR KHATRI du Sahara Occidental;

Hon. Hashim OSMAN HASHIM - je crois que c'est doublé - du Soudan;

Hon. Mohamed Ould EBKER de la Mauritanie;

Hon. Claude D. M. KAMANDA de Sierra-Léone;

Hon. Oscar NSAMAN-O-LUTU de la République démocratique du Congo,

Hon. Mohamed EL-MUKHTAR HASSAN HUSEIN du Soudan,

Hon. Jamila KSIKSI DEBBECHN de la Tunisie,

Hon. Elhadj Diao KANTÉ de la Guinée Conakry,

Hon. Bertin BEA de la République centrafricaine,

Hon. Workya ROUAMBA du Burkina Faso,

Hon. Said Ibrahim SAID du Sahara occidental,

Hon. Auxillia MNANGAGWA du Zimbabwe,

Hon. Dr LAHAI Bernadette de la Sierra-Léone,

Hon. Mme Safia ELMI de Djibouti,

Hon. Moustapha ELGENDY d'Égypte,

Hon. Abdou Ndiaye du Sénégal.

Cela fait trente-cinq personnes sur la liste, trente-six personnes. Je vois les listes qui continuent de venir.

Et l'Honorable Billow KERROW du Kenya.

Trente-six personnes!

Deux minutes!

Secrétariat, prenez note!

J'invite donc le premier intervenant à prendre la parole, l'Honorable Muntaka Mohammed-MUBARAK du Ghana.
THE PRESIDENT:

Yes, Hon. MUBARAK, One minute, one more minute.

HON. MUNTAKA MOHAMMED- MUBARAK [GHANA]:

Mr. President?

HON. MUNTAKA:

Thank you, Mr. President. Mr. President, the microphone on our line is not working. I hope they will work on it.

HON. MEMBER:

Mr. President, point of order!

THE PRESIDENT:

Yes, point of order! Yes, you have the floor, Hon. Member.

HON. MEMBER:

Yes, we have sent our names to make our speeches but you did not mention our country, Ethiopia.

M. LE PRÉSIDENT:

Pardon!

Envoyez votre nom, on va l'inscrire.

Honorable MUBARAK, vous avez la parole!

M. LE PRÉSIDENT:

Madame,

Ce n'est pas un point d'ordre. Vous demandez ! Vous envoyez, on met votre nom.

Tous ceux qui veulent prendre la parole, envoyez-les, on va mettre vos noms, mais je dis, plus la liste s'agrandit, plus on va diminuer le nombre de minutes.

Envoyez votre nom ! Envoyez les noms. Tous ceux qui veulent intervenir, envoyez les noms.

M. LE PRÉSIDENT:

Excusez-moi!

HON. MEMBER:

I have sent it. I have sent our names.

THE PRESIDENT:

Madam, no problem.

Mr. Clerk, send somebody to collect the names. No problem.

HON. MUNTAKA MOHAMMED- MUBARAK [GHANA]:

Thank you Mr.

President. Mr. President, I am happy to have this opportunity to contribute to this very important statement that has been made by the former Foreign Communications Minister. Mr. President, the sanction by America and the powers that be on Sudan is a very unfair one. It is an inhuman treatment and there is a need for all of us to speak with a united voice to get this sanction lifted.

Mr. President, the reasons for these sanctions according to the Americans are three:

President Al Bashir wants to have total control of the country at all costs. They think that he wants to steal the resources of the country for his benefit and his cronies. They think that he also wants to change the multicultural identity of Sudan into a single Arab Islamic country.

Mr. President, for the past twenty years Sudan has survived.

Mr President, part of the accusation is that they were supporters of terrorism. However, since the sanction, terrorism across the world has increased. The people of Sudan are suffering unnecessarily and we the representatives of the people must be up and doing. This is because Sudan is one of us. Tomorrow it could be Ghana, the next day it could be Gabon, Cameroon or all of us. It is important that we unite behind Sudan to get this unjustified sanction lifted.

Mr. President, today in Sudan you would not be able to pay for even services abroad. If you decide to send your child to study abroad you would not be able to pay the child's school fees. There is a very extensive trade network in Sudan but because of this sanction they are not able to maintain their trades, or to be able to move within or to Sudan. Who suffers? President Al-Bashir and his top cronies who can be able to move easily?

The ordinary people of Africa are the ones who will be suffering because they will not be able to move freely. They will not be able to carry out their goods freely.

Mr President, as part of the sanction, there was an article which stated things that have to do with relief of human suffering. However, today you cannot export or import medical equipment into Sudan. What is the justification? This is unfair treatment to Sudan. Because of time, my plea is that the African leaders must unite, they must come together to make an effort.

HON. ABDULRAZAK SA'AD NAMDAS [NIGERIA]:

Thank you, Mr. President, for giving me this opportunity. I would like to say that since the 19th century when this content was partitioned by our colonial masters, they divided us all together. They have created imaginary lines called boundaries. They make brothers to live from different countries and it has been like that. We should not allow another form of colonization in the 21st century.

I would like to concur with the previous contributor that we should condemn the kind of sanctions imposed by the United States. In fact, any other country that wants to relate with Sudan have sanctions being imposed against her. This is very bad. I would like to say that the United States' action is terrorism in itself. This is because when you deny people opportunity to go to school, access health services or deny them access to development that

alone is terrorism. We have seen instances in Libya, Syria, Iraq and accusation fingers are pointed at the United States and other agencies and they do not do anything. The hypocrisy...

(Recording problem)

HATEM BASHAY [EGYPT]:

##

##

..

##

HON. SULAIMAN M. SESAY [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr President. The question of Sudan is a critical one. Sudan stood by Africa during the time Africa needed Sudan; today Africa should stand by Sudan.

The economic sanction against Sudan is a crime against humanity imposed by the United States of America. Is America a signatory? Can't they take America to the war crimes court for crimes against humanity? America is not even a signatory to that Convention. However, here we are and America is punishing Sudan. Will Africa stand to that?

I applaud the President of South Africa when he invited the President of Sudan to the AU summit in South Africa. That was good. We should applaud them.

What do we do then as members of the Pan-African Parliament? We should pass a resolution. We should all unite to support Sudan. I clearly remember that when the Americans bombed a factory that manufactures medicine for the people of Sudan, they later regretted and paid for it dearly. Why can't Africa wake up? The policy of divide and rule should stop. They want to divide one African country against the other. This is not acceptable to us. Let us all unite behind Sudan and do something. Let us all trade with Sudan. Let us not boycott Sudan. They are trying to divide African rulers.

Mr. Chairman, let us stand as a force. This is not acceptable. This is inhuman. This is a crime against humanity. They should bring the United States to the International Criminal Court in the Hague. This is not right: Africa, wake up! Africa is burning! Africa is on fire! Why can't we all march to Sudan and say enough is enough to the Americans. This has got to stop. Pan-African Parliament should take a stand and we should do it now. Thank you, Mr President.

HON. CHARLES MAJAK ALEER [SOUTH SUDAN]:

Thank you, Mr. President. I am a neighbor of Sudan and we have suffered from the sanction too.

Mr. President, what is known as a sanction, whether comprehensive or targeted, is a waste because it is the citizens that suffer and not the government. This is because government is a corporate body whereas people are individual persons and they are the ones who bear the dire sufferings for which those who have the power like America, who have the veto, bring to them.

Currently, it has become known that while the UN was formed to support the people of the world, it is doing the contrary. It has become the subject of making the weak nations suffer. These sanctions that have been imposed against Sudan for quite a very long time have made even the neighbors to suffer the spillover effect. Therefore, I call upon the Pan-African Parliament to unanimously adopt a resolution.

I call upon the Pan-African Parliament (PAP) to unanimously adopt the resolution that the sanctions be lifted from Sudan so that poverty is eliminated.

Applause

MR. PRESIDENT :

I now give the floor to Hon. Elsayed Feleifel from Egypt.

HON. ELSAYED ALI MOHAMED FELEIFEL [EGYPT]

##

##

Monsieur le Président, le Docteur, Vous êtes les bienvenus au Parlement panafricain.

Maintenant, je donne la parole à l'Honorable Faysal TEBBINI de la Tunisie.

Faysal!

HON. FAYSAL TEBBINI [TUNISIA]:

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Salek Abderrahman MUSA de la République Saharawi.

You have the floor.

HON. SALEK ABDERRAHMAN MUSA [SAHARAWI]

#####

.##### ##

.##### ### #####

.### ##### ##### ##### #####

200 ##### ##### ##### #####

.### ##### ##### ##### ##### ## #####

.#####

.##### ##### ##### ## ##

M. LE PRÉSIDENT:

Thank you! Merci.

Je donne la parole à l'Honorable Djidda Mamar MAHAMAT du Tchad.

Honorable Djidda, vous avez la parole!

HON. DJIDDA MAMAR MAHAMAT [TCHAD]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

On a toujours parlé « *d'Une Afrique ! Une Voix* » mais je pense, j'ai commencé par constater qu'on est en train de parler d'une Afrique et un groupement d'intérêts, parce que la situation actuelle au Soudan, au moment où nous parlons le Président El Béchir, le Président Al Sissi, le Président Déby du Tchad sont en train de fournir leurs efforts sur la demande du Président El-Béchir, pour un dialogue inclusif prôné par le régime du Soudan.

On accuse les Soudanais de terroristes, qu'ils soutiennent des terroristes alors qu'en principe, les terroristes utilisent quelle monnaie?

Au fond, si on voit que les terroristes n'utilisent que l'Euro et le dollar. D'où sortent l'Euro et le dollar ? C'est des États-Unis et de l'Europe.

Les armes que les terroristes utilisent sont fabriquées où ? C'est prouvé par A + B que c'est fabriqué aux États-Unis et en Europe. Et ils sont là pour sanctionner les Africains.

Moi, je me suis inscrit, peut-être, pour appuyer la résolution que vous et certains de mes prédécesseurs avez proposée. Je serai le premier à signer la résolution.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Nourenou ATCHADÉ du Bénin.

HON. NOURENOU ATCHADÉ [BÉNIN]:

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je serais très court et je voudrais intervenir pour poser deux questions.

Monsieur le Président,

Lorsque vous vendez des avions à une compagnie et vous l'empêchez d'assurer la maintenance et qu'à la suite il y a un crash avec mort d'hommes, qui est génocidaire?

Monsieur le Président,

Lorsque vous empêchez toute une génération d'avoir accès à l'éducation, vingt ans durant, qui est criminel?

Monsieur le Président,

Le criminel c'est Sarkozy de la France qui a tué Kadhafi et déstabilisé la Libye. C'est George Bush père qui a tué Saddam Hussein et déstabilisé l'Irak.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Applaudissements

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable **Sid'Ahmed O. MOGUEYA** de la Mauritanie.

HON. SID'AHMED O. MOGUEYA [MAURITANIE]:

Bissimillah Rahaman-Rahim.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Il est temps que notre Parlement, d'une seule voix, prenne des initiatives et des actions concrètes pour soutenir le Soudan victime d'un complot international ourdi par des grandes puissances.

Ces grandes puissances veulent étendre leurs influences en favorisant des conflits ethniques, tribaux, religieux et économiques.

Le problème du Soudan est une fourberie de la communauté internationale, menée par les puissances occidentales, en tête les États-Unis d'Amérique.

Et permettez-moi de vous lire la lettre adressée au Président Omar El-Béchir, par le Président Obama.

« Si vous remplissez vos obligations et choisissez la paix, il sera possible d'établir des relations internationales avec les USA, à savoir par exemple, la fin des sanctions économiques et nous envisageons, conformément aux lois des USA, de rayer le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme. En revanche, ceux qui transgressent ces obligations internationales, devront subir davantage des pressions et de l'isolement ».

Nous sommes fiers du peuple du Soudan, du Gouvernement du Soudan et de son Président, d'avoir dit non comme l'Émir Abdoukadr, comme Samori TOURÉ, comme Patrice Lumumba, comme Gamal Abdel-Nasser, comme Nelson MANDELA.

Applaudissements

Nous sommes fiers.

Certes, dans ces conflits nous déplorons des victimes africaines et innocentes, mais qui a fourni des armes qui les ont poussés à s'entretuer?

Ne soyons pas dupes! Regardons ce qui s'est passé au Biafra, en Libye, en Irak et dans le Sahel.

Il est temps que l'Afrique résolve elle-même ses problèmes! Qu'elle crée un comité international sur les droits humanitaires et qu'elle se mette, d'une seule voix avec le Soudan, pour briser ces sanctions qui sont injustes, unilatérales et dont les victimes sont les populations soudanaises.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Siniya AHMED NAH de la République Arabe Sahraouie.
HON. SINIYA AHMED NAH [SAHARAWI REPUBLIC]:

#####

 ##
 ###
 ###
 ###
 ###
 #####
 ##

.#####

HON. TAYEB LASKRI [ALGERIE]:

Merci

Monsieur le Président.

Je commencerais, tout d'abord, à dire par rapport à l'impact des mesures de rétorsion unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme qu'il faut impérativement clarifier.

Le rôle que joue le titulaire de mandat au titre des procédures spéciales dans le traitement de la question des droits de l'homme, ce sont des mesures coercitives unilatérales.

Comme tout le monde le sait - ça été repris à maintes reprises - l'application des mesures coercitives unilatérales a un impact sur l'exercice des droits de l'homme des citoyens des États ciblés et en même temps, en mettant de telles mesures coercitives unilatérales, a un impact sur les citoyens des États tiers non ciblés. Cela veut dire que lorsqu'il y a un État ciblé, c'est toute une région qui est ciblée.

Ce qui arrive au pays frère, le Soudan, est vraiment atroce. L'embargo économique imposé au Soudan depuis plus de quinze ans est injuste, est inacceptable pour des accusations non fondées. Cet embargo économique imposé au Soudan a des conséquences néfastes sur l'économie soudanaise et un impact direct sur la vie courante des citoyens.

Ainsi, comme plusieurs de mes collègues qui m'ont précédé l'ont dit, nous sommes totalement solidaires avec le Soudan et le peuple soudanais. Nous réclamons vivement la levée du blocus américain contre le Soudan et je soutiens de façon indéfectible la proposition qui vient d'être proposée, à savoir une motion à la fin de cette session pour demander la levée du blocus américain contre le Soudan.

Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je soulève l'hypocrisie des États-Unis et de la France face au Soudan.

La gomme arabique que tout le monde connaît est miraculeusement exclue de l'embargo économique imposé de plus de quinze par les États-Unis au Soudan.

Et vous savez pourquoi? Parce que tout simplement cette gomme arabique est au Soudan
[Microphone éteint].

Microphone!

C'est la fin qui est meilleure!

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Professeur.

On attend votre contribution à la rédaction de la résolution.

Nous voulons les termes forts qui vont être adressés à toutes les chancelleries occidentales présentes en Afrique et également au Congrès américain, s'il le faut.

Il est grand temps pour nous, Parlement panafricain, de nous distinguer face aux menaces qui pèsent sur notre continent.

Je vous remercie Professeur.

Je donne, à présent, la parole à l'Honorable docteur Zalikatou DIALLO, de la Guinée Conakry.
HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Nous venons d'écouter avec une attention toute particulière, l'exposé de cette personnalité du Soudan, qui a égrené un chapelet de désagréments dans tous les secteurs, dus à l'embargo que vit le pays avec à la clé une perte de 1,5 milliards de Dollars.

En général les embargos,... ce sont les populations qui payent le plus lourd tribut, l'exemple la Libye en est la preuve, la suite on la connaît.

A la fin, il nous a fait des propositions concrètes pour soutenir son pays, notamment une résolution du PAP, et la demande de la levée immédiate de l'embargo contre son pays. Je pense à mon humble avis qu'il serait souhaitable d'aller encore avec les stratégies beaucoup plus porteuses. Car les résolutions expriment cette solidarité oui mais il ne faut pas qu'elle soit simple profession de foi et un vœu pieu.

Le Soudan appartient à l'Union Africaine, à ce niveau il faut une solidarité et des agissements. Le Soudan appartient également à l'Organisation de la Coopération Islamique, à ce niveau il faut agir. Au niveau du Parlement Arabe ainsi de suite. Et pourquoi pas même au niveau de l'OPEP? Pour qu'il y ait un offensif tout azimut.

Avec cette redondance à mon humble avis, des négociations pourront s'engager à tous les niveaux pour qu'on trouve la solution idoine. Je souhaite vraiment que la solidarité du PAP, la solidarité africaine soit sans faille pour qu'on stoppe cette descente aux enfers du Soudan. Merci.

HON. PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA LEONNE]:

Thank you, hon. President, for giving me this opportunity. It is quite clear that we are all in agreement to support Sudan in seeking the lifting of the sanctions. While we do that, let us not forget how we came to where we are with the Sudan issue. We have to be very cautious; in Africa today, wherever there is a conflict, women and children are the weapons of that war. Let us learn from the Sudan experience moving forward.

As they always say, the core and fundamental principle of human rights is democracy. Democracy is also the core principle of fundamental rights. Those two have to go hand-in-hand.

As a way forward, we are all in agreement to support Sudan for the lifting of the sanctions. We could do that through a diplomatic process and we can partner with members who America recognises to have the same powers. I thank you.

HON. HASHIM OSMAN HASHIM [SUDAN]:*(Recording problem: inaudible sound)*MR. PRESIDENT:

Thank you very much. I now give the floor to Hon. Bachir Ali Al-Bathani from Sudan.

HON. BACHIR ALI BATANI [SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

20 # #####

#####

#####

#####

...#####
MR. PRESIDENT:

Merci beaucoup. I now want to give the floor to Hon. Muhammad Reza Cassam from Mauritius.
HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITIUS]:

Thank you, Mr. President. Allow me to first of all join the voices of my brothers and sisters, who have spoken before me, and express my total solidarity with the people of Sudan who are suffering from the unilateral coercive measures.

I would like to stress on the word "unilateral". This has already been the subject of a resolution by the United Nations Human Rights Council (UNHRC) in September 2014. That is what is stressed in that Resolution and I will read:

"Unilateral coercive measures and legislations are contrary to international law; international humanitarian law; the United Nations Charter and the norms and principles governing peaceful relations among states." There was a resolution among states and in that resolution the United Council also appointed a special rapporteur for three years to investigate on the negative impact on humanitarian rights following the imposition of sanctions. Earlier in August of this year, Mr. Idris Cheseri, the Special Rapporteur submitted his report to the Human Rights Council and made two fundamental points. Everybody knows about the negative impact it has on human rights. I am not going to go through that again.

The two points he made were, first of all, we do not have a mechanism to resolve sufficiently the dispute independently and impartially, a dispute between a government, a state that unilaterally imposes sanctions and a State that unilaterally suffers from the sanctions imposed. So, that is the first point. We need to have a mechanism to resolve the problems.

For the second point, and it is linked to the first point, is that there is no compensation and redress for the—
[Interruption.]—THE PRESIDENT:

Thank you, dear Colleague. I now give the floor to Hon. Joseph MBAH NDAM from Cameroon.
HON. MBAH NDAM JOSEPH [CAMEROON]:

Thank you, Hon. President. I hope you will give me the time because I have been running around looking for a microphone.

I have just a few things to say. The untold suffering of the Sudanese people can no longer be overemphasized. They have suffered over the years.

The adoption of a resolution to lift these sanctions is also foregone. But I believe that this issue is a Pan-African issue. We say "one Africa, one voice!" When Gadhafi started grave measures for us to seek a true independence and started putting in place mechanisms that would lead to a united states of Africa, Americans started... **(Inaudible)** and we put everything to rest. Today we are seeking condemnation and we are praying for the lifting of sanctions whereas we should be devising a mechanism for the rejection of these sanctions.

These sanctions have been set on us because we are economically weak. We are not united. And so they use the principle of divide and rule to subject Africans to be willing accomplices. Sudan should only serve as an example; African nations are sovereign and independent from these colonial masters. And this is America that has come **(Inaudible)** I would want for this to be done wherever... **(Inaudible)** it is not a member of the statute creating the International Criminal Court.

HON. BENDIR KHATARI DJAMEL [SAHARAWI REPUBLIC]:

(Recording problem. Arabic inaudible)

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Mouhamed Ould EBEKER de la Mauritanie.

Honorable Mouhamed Ould EBEKER de la Mauritanie!

HON. MOHAMED OLUD EBEKER [MAURITANIA]:

####

#####

40 ### ##### ## ##### ##

#####

#####

#####

##

#####

#####

#####

#####

##

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

...#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne parole à l'Honorable Claude D.M. KAMANDA de la Sierra-Léone.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA [SIERRA LEONNE]:

Thank you, Mr. President.

Mr. President, Having heard from the presenter, the ready script circulated and listening to Colleague Members of Parliament, I want to commend Sudan for its continued commitment to peace in Darfur and Southern Kordofan and the blue Nile. I also want to commend Sudan for its commitment in providing all possible assistance to South Sudan refugees.

I again commend Sudan for its national dialogue with all parties in Sudan for issues and that is ending the civil war, allowing political freedom, fighting against poverty and refertilization of national identity.

I also, want to commend Sudan for its commitment to fighting human trafficking and also for its leadership in addressing the issues, especially counselling over 260 estimates.

Finally Sir, I want to commend Sudan for its African University which all Sierra Leoneans have benefited from.

I call on Sudan to continue to pursue peace with the sister country of Sudan and also call on the Tripartite Working Committee of UNAMID to double its work so that its outcome could be made known to the people of Sudan.

Thirdly, I want to call on all concerned with the affairs of Sudan to consider the people of Sudan's welfare especially its wealth and property, the better preparation of our youth for the future and finally I want to call on all Africans to be united.

And finally, I want to call on all Africans to be on the total liberation of all African States including that of Sudan.

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je voudrais maintenant donner la parole à l'Honorable Pr Oscar Nsaman-O-LUTU de la République Démocratique du Congo.

HON. PR OSCAR NSAMAN-O- LUTU [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Merci Monsieur le Président pour la parole.

Mon intervention est simple:

Sincères félicitations pour le peuple soudanais pour le combat;

Félicitations pour le Ministre qui vient de faire sa présentation, car cette présentation a soulevé deux points.

Premièrement, on nous a rappelés, comme nous disons chez nous, que nous sommes des enfants des « *kimpa mvita, simon kimbangu et LUMUMBA* », par extension des KWAME Nkrumah et autres ; cela signifie que ce sont ces Africains qui ont donné leurs vies pour protéger l'Afrique.

Deuxièmement, nous disons « *One Africa ! One Voice !* ». On nous a rappelés pour dire maintenant qu'il est plus que temps que les Africains décident ensemble. Concrètement cela signifie que quand on applique la démocratie, cela ne signifie pas que quand les Africains ont dit non à la CPI, il y a un qui va se soulever pour dire je suis « oui » et on prend sa voix en considération. Non ! C'est la voix de la majorité qui compte.

#####

#

HON. ELHADJ DIAO KANTE [GUINEA CONAKRY]:

(Recording problem: inaudible)

HON. BERTIN BEA [REPUBLIQUE CENTREAFRICAIN]:

Merci Monsieur le Président.

Pour quiconque connaît l'histoire du Soudan et de son implication aux côtés des mouvements de libération des peuples africains...(inaudible)

La situation qui se passe au Soudan,... les peuples africains peuvent faire une démonstration de leur soutien au peuple soudanais... mesurer à sa juste valeur ces réalités patentées à ses côtés.

Récemment je me souviens que le Président Béchir se trouvant en Afrique du Sud lors d'une réunion au Sommet avait fait l'objet d'une interpellation et je crois que les autorités sud-africaines ont marqué leur refus devant la pression américaine pour procéder à cette interpellation.

Donc, il y a une solidarité claire des peuples africains aux côtés du peuple soudanais. Mais ce qui se passe dans le cas de cette sanction reflète exactement ce que le philosophe français Blaise PASCAL avait décrit: « **Ne pouvant faire que ce qui fût juste fût fort, on a fait que ce qui fût fort fût juste** ». C'est le droit de la force sur la force du droit. C'est exactement cela.

La Pax Americana, l'impérialisme américain qui domine le monde aujourd'hui, c'est cela. Mais il faut du côté des Africains une forte résilience. La position américaine ne saurait être figée, Monsieur le Président.

Il y a un pays comme l'Iran qui, hier, était listé comme un pays voyou, comme un pays terroriste, je crois qu'aujourd'hui l'Iran est revenu au sein du concert des Nations et discute avec ces États.

Donc, Monsieur le Président, je soutiens la position de ceux qui pensent effectivement qu'il faut une résolution forte, une position commune pour condamner, pour dénoncer cette situation.

Mais venant d'un pays voisin à celui du Soudan, la RCA, je voudrais quand même dire ceci: notre pays

aujourd'hui [...]. (*Temps de parole épuisé*)

LE PRÉSIDENT:

La cabine ne vous entend plus.

Non, la cabine!

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Workya ROUAMBA du Burkina Faso.

HON. WORKYA ROUAMBA [BURKINA FASO]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais dire que ces mesures ne sont rien d'autres qu'une forme d'esclavage, une nouvelle forme d'esclavage imposée par les États-Unis pour dissuader et tenir l'Afrique, et surtout que ces sanctions touchent des populations innocentes.

Je pense que notre devoir nous impose la mise en place de nouvelles dispositions au niveau du Parlement panafricain pour répondre au leitmotiv de notre mot d'ordre qui est « *Une Afrique ! Une voix !* ».

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci.

La parole est à l'Honorable Said Ibrahim SAID du Sahara Occidental.

(*Silence dans la salle*)

M. LE PRÉSIDENT:

Yes ! Yes, you have the floor!

HON. SAID IBRAHIM SAID [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SAHARAOUÏ]:

(11:05:28-11:07:29-Recording problem : arabic sound inaudible)

HON. AUXILLIA MNANGAGWA [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr President. The Government and people of Zimbabwe stand in solidarity with the people of Sudan on the imposition of sanctions on it. We call upon the Pan African Parliament to speak with one voice on this matter; one Africa one voice. We denounce this imposition of sanctions on Sudan in the strongest term because the biggest victims are women and children. The super powers are using their political powers to strangle the development of smaller countries. This is specially the case if there is oil and strategic minerals in a country. United States of America has lied a lot about our countries, we cannot tolerate this anymore. Zimbabweans have suffered for more than a decade now and our President His Excellency President Robert Mugabe is on record condemning these illegal sanctions. Our people are scattered as refugees in many countries now.

Mr President, African solution is for African problems. I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Dr Bernadette LAHAI.

HON. BERNADETTE LAHAI [SIERRA-LÉONE]:

Thank you, Mr President, for presenting this paper to us—

[*Interruption*]—

AN HON MEMBER:

Point of order, Mr President.

HON. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONNE]:

Mr President, I feel obliged as an African to take the floor. Africa has one destiny. We have had similar tasks through colonization. We fought our way to free ourselves from the scourges of our colonial masters. Today we have a common destiny. What touches Sudan should touch every other African country. What touches the women, children, and the youth of Sudan should touch all other women, children and youth of Africa because we have the same destiny.

I am not surprised by what is happening in Sudan. There is a bigger picture of the African continent forming the largest population and the largest number of countries in the UN. If today we are still struggling to sit on the highest decision-making body of the UN, then it is not only Sudan that is beseeched, it is the whole of Africa. That is why we call on Africa; the Heads of State, the Pan African Parliament to strongly resist any such sanction on Sudan or any other country. We must stand together. We must speak together with one voice. That is why the Pan African Parliament has been established. We are the voice of the people of Africa and what touches one African country touches the rest of Africa. We must robustly resist. This is what I have to say. I thank you very much.

THE PRESIDENT:

Thank you very much Honourable President. I will now give the floor to Honourable Billow Kerrow from Kenya—*[Interruption]*—

UN HONORABLE MEMBRE:

On a point of order Mr President. There is no Arabic translation.

THE PRESIDENT:

Translation please. Is it okay now, Honourable Billow Kerrow from Kenya.

HON. BILLOW KERROW [KENYA]:

Thank you, Mr President. I want to add my voice to those of our colleagues who have very strongly condemned the sanctions that have been placed on Sudan by the United States. Mr President, the USA and other western countries have used the war on terror to undermine many developing countries and it is also a reflection of our own weaknesses as a continent, because we are divided and we don't speak with one voice especially in the UN and other International Organizations.

Mr President, the United States (US) and other western countries have used the war of terror to undermine many developing countries and it is also a reflection of our own weaknesses as a country and particularly Africa, because we are divided and we do not speak with one voice especially in the UN and other international organisations. We have been told very clearly by the Hon Minister that there is no evidence whatsoever on the involvement of Sudan in any terrorism activities and that action of the US is a breach of international law. Mr President, I do not remember any Sudanese being arrested for involvement of terrorist activities but you hear about US, British and French nationals involved in terrorism activities. Yet, there are no actions whatsoever against those countries.

So I want to agree with my Colleagues who have suggested that we do two things. One, we must pass a resolution in this House calling on the Africa Union Leaders and our President, to immediately demand the removal of the sanctions.

And number two, Mr President, I want to also agree that as PAP we must push African Union Leaders to demand for UN reforms. I think it is really not acceptable that of the fifty to sixty years since the UN was set up these countries in the west are still enjoying veto powers and whatever resolution we pass in that House it still being vetoed by one country. I think it is time we have those reforms and this Parliament has the powers if we can utilize our African Union Leaders to the maximum. So I stand to support the suggestions that have been made and let us have motions on these two which we can pass and forward to the African Union leaders to enforce.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole à l'Honorable Safia Elmi DJIBRIL de Djibouti.

HON. SAFIA ELMI DJIBRIL [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président.

Au risque de me répéter, permettez-moi, Monsieur le Président et chers collègues, d'exprimer mon indignation sur les sanctions injustes qui frappent le peuple frère soudanais. Le Soudan est un pays souverain, comme l'ensemble des pays de notre continent.

Aussi [...].

AN HONORABLE MEMBER:

Point of order, Mr. President!

M. LE PRÉSIDENT :Microphone!HONORABLE MEMBER:

No Arabic translation!

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Il faut bien tenir vos écouteurs, parce que même-moi aussi ça coupe de temps en temps. Il faut trouver une bonne position pour maintenir votre écouteur.

Oui?

M. LE PRÉSIDENT:

It's Ok?

Madam you have the floor!

HON. SAFIA ELMI DJIBRIL [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président.

Je disais tantôt, permettez-moi, Monsieur le Président et chers collègues, d'exprimer mon indignation sur les sanctions injustes qui frappent le peuple frère soudanais. Le Soudan est un pays souverain comme l'ensemble des pays de notre continent.

Aussi, le mépris de l'Occident - oui permettez-moi l'emploi de ce terme - le mépris de l'Occident est tel que les pays africains qui reçoivent le Président soudanais sont sommés de procéder à son arrestation. Vous vous rendez compte ? Il n'y a plus aucun respect de la souveraineté d'aucun pays africain.

Ce qui m'amène à dire, chers collègues, que le respect, nous devons l'exiger nous-mêmes. Tous les pays de l'Afrique réunis forment plus du tiers de la communauté internationale. Où est passée la solidarité légendaire des pays africains ? La solidarité ancestrale de nos peuples!

Il est temps et urgent même, de se lever d'un seul bloc pour soutenir une résolution forte qui doit exprimer notre position commune contre les sanctions injustes et inacceptables contre nos frères et sœurs soudanais. Merci chers collègues.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable *Chief* CHARUMBIRA du Zimbabwe.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]:

Thank you very much, Mr President. I also rise to condemn the sanctions imposed on Sudan and to call that they be removed.

Mr President, a lot has been said already but let me make it clear that this whole issue of sanctions is aimed to remove strong African Leaders from office, those leaders who champion the anti-terrorist campaign. Mr President, sanctions are a tool for regime change so that the Americans can impose their own puppet leaders across the world.

Mr President sanctions are a tool for regime change so that the Americans can impose their own puppet leaders across the world and it is clear that they are after our resources that is why they want to remove those leaders. Mr President imperialism and colonialism are still very much alive as we speak. Last two weeks, I was in the SAIDEC meeting where I talked of wildlife and plant species while there are no wildlife talk in the developed world. They

#####

#####

.#####.

HON. HATEM MUSTAFA BASHAT [EGYPT]:

#####

1997 ## ##### #####

#####

#####

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

##

#####

#

##

##

##

#####

#####

% 90 ## ## ## ##

.

HON. ÉVELYNE BUTOYI [BURUNDI]:

Merci, Excellence Monsieur le Président, de m'accorder la parole.

Monsieur le Président,

Le cas du Soudan est flagrant, bien sûr, sinon beaucoup de pays africains sont dans de telles situations. Ici, c'est le cas de mon pays où on l'accuse de tous les maux ; on parle du génocide monté de toutes pièces, justement pour leurs intérêts.

C'est d'ailleurs une forme de colonisation qui continue à peser sur nos pays africains.

De grandes puissances interviennent dans nos États et veulent rester aux commandes, malheureusement en semant la zizanie alors qu'il y a des formes de résolutions pacifiques. Ici, je cite la réconciliation au sein des peuples et les grandes puissances veulent décider à notre place, veulent nous dicter des stratégies tenant compte de leurs intérêts.

Nous devons nous soutenir en tant qu'Africains comme d'ailleurs on l'a fait dernièrement lors du Sommet à Genève où beaucoup de pays se sont levés et dire non à la résolution qu'on voulait voter pour le Burundi, et j'en profite pour dire merci à tous les pays qui ont voté contre et tous les pays qui se sont abstenus.

En tout cas, au nom de mon pays, je vous dis franchement merci.

En tant que représentants du peuple, nous devons nous lever et dire non à cette injustice, à cette colonisation qui pèse sur nos pays, prendre les devants et dénoncer et dire non.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Aminata NIANG de la Mauritanie.

HON. ABDOULAYE NDIAYE [SENEGAL]:

Motion d'ordre, Monsieur le Président!

À votre première annonce, j'étais tout juste après Mustafa de l'Égypte.

Qu'est-ce qui s'est passé après?

M. LE PRÉSIDENT:

C'est qui?

HON. ABDOULAYE NDIAYE [SENEGAL]:

NDIAYE du Sénégal!

M. LE PRÉSIDENT:

Attendez! Abdoulaye NDIAYE du Sénégal.

Voilà la liste qu'on vient de me produire.

Vous êtes en dixième position dans la nouvelle liste que le secrétariat vient de reproduire [...].

HON. ABDOULAYE NDIAYE [SENEGAL]:

Non, c'est-à-dire à votre première annonce, tout juste après [...].

M. LE PRÉSIDENT:

Oui!

Cher collègue, Cher collègue, vous êtes inscrit?

HON. ABDOULAYE NDIAYE [SENEGAL]:

Il n'y a pas de souci. Il n'y a pas de souci!

M. LE PRÉSIDENT:

Honorable Aminata NIANG de la Mauritanie.

HON. AMINATA NIANG [MAURITANIE]:

Merci Monsieur le Président.

Bissimilah Rahaman Rahim.

Monsieur le Président,

Nous avons écouté avec consternation la communication faite par notre frère, Monsieur le Ministre du Soudan.

Monsieur le Président,

L'Afrique ne peut plus se taire sur ces actes. Nous avons assez subi, et il est temps que tout cela cesse.

N'avons-nous pas dit « *Une Afrique ! Une Voix !* » ?

Partant de ce principe, nous parlementaires panafricains, ici présents, aujourd'hui, nous condamnons avec la dernière énergie ces actes sauvages et ignobles et nous exigeons que le gouvernement américain lève ces sanctions.

Monsieur le Président,

Je profite de la présence de Son Excellence Monsieur le Ministre, pour déclarer au nom de la Présidente du Caucus des Femmes, au nom de tout le Bureau du Caucus des Femmes, toute notre solidarité au gouvernement soudanais, au peuple soudanais, et aux femmes soudanaises qui ont subi et qui continuent à subir les conséquences de ces actes et de ces sanctions ignobles et inacceptables.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Je voudrais, maintenant, donner la parole à l'Honorable Mohamed MOHAMED ALI FOULIEH de Djibouti.

HON. MOHAMED ALI FOULIEH [DJIBOUTI]:

Merci, Monsieur le Président, de m'avoir donné la parole. Que la volonté de nos peuples, en ce jour béni d'Achoura, qu'ALLAH accepte la volonté des peuples africains qui sont, ici, présents en cette terre bénie d'Égypte.

À travers le cas du Soudan, nous avons aujourd'hui l'opportunité d'aborder des débats très politiques et d'ailleurs, je crois que ce débat démontre l'utilité du Parlement panafricain, encore faut-il le dire.

Aujourd'hui, le monde est au bord de la 3^{ème} guerre mondiale et nous le savons, par la volonté diabolique des colonialistes et impérialistes qui décident unilatéralement de choisir certains pays pour imposer leur volonté et accaparer les biens minéraux, surtout le pétrole.

Nous avons connu le cas de l'Irak: Saddam Hussein a été assassiné mais l'Irak n'a pas été stabilisé. Nous connaissons le cas de notre leader Mouammar Kadhafi qui, malheureusement, a été assassiné mais la Libye n'a pas été stabilisée. Nous pensons et nous savons que chaque pays qu'ils choisissent se bat contre le Chef d'État.

Les mesures qui ont été prises sont contre le peuple et nous estimons que les peuples africains doivent savoir que cette guerre ne s'arrêtera pas puisque nous voyons dans le cas de la Syrie qu'un peuple entier est en train de souffrir et peut être éliminé de la carte mondiale parce que finalement les colonialistes ont décidé que l'État syrien devait disparaître.

C'est pourquoi notre engagement et notre volonté de recouvrer notre liberté et notre souveraineté doit être claire et sans ombre. La voix que nous avons exprimée, ce matin, sera entendue par les colonisateurs et les puissances occidentales.

Donc, nous devons, comme vous l'avez dit, par ma voix, j'ajoute à celles de mes frères pour soutenir le Soudan et donner un signal aux puissances occidentales pour qu'elles cessent [...].

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue.

La parole est à l'Honorable Martin Niteretse du Burundi.

HON. MARTIN NITERETSE [BURUNDI]:

Merci Monsieur le Président.

Je joins ma voix à celles de ceux qui m'ont précédé.

Excellence Monsieur le Président du Parlement panafricain,

Le Soudan, comme la plupart des pays africains, subit des coups injustes de la part des anciennes colonies, des anciennes puissances coloniales, coups aux arrêts des pré-colonialistes aux fins de déstabiliser l'Afrique et entraver le développement humain des Africains. Malheureusement, cela se fait, dans une certaine mesure, au vu et au su des pays africains.

L'on pourra se demander où est partie la solidarité africaine: « *Une Afrique ! Une voix !* ». C'est devenu un slogan.

Merci d'abord pour la solidarité africaine qui a caractérisé les pays africains lors de la session sur les droits de l'homme, la session de septembre, au cours de laquelle le débat était centré sur le Burundi.

Il faut, néanmoins, constituer un bloc fort contre cette injustice. Il est hors de question, Excellence Monsieur le Président, de se lamenter, de regretter après coup, il faut agir en temps opportun.

L'Occident a besoin de l'Afrique et c'est quand l'Afrique sera solidaire, unie davantage qu'aujourd'hui que l'envahisseur aura peur de ses actes ignobles et respectera par voie de conséquence, les pays africains.

Je vous remercie.

HON. SHITAYE MINALE TIZAZU [ETHIOPIA]:

Thank you, Mr. President and the Egyptian Parliament for hosting this august house here in this beautiful city. As Africans, we all know how we have sacrificed for freedom and independence. We know that we have lost lives and all our resources for peace and stability. After all these commitments and success, we face another problem which is the issue of stability and development in all aspects of our population.

For sustainable peace and stability we have to work hard hand in hand to improve these evils that inherently exist due to our colonial masters. The struggle towards this development, peace and democracy is by far strong and challenging for all African countries, including Sudan, even in the normal circumstances because all our human and material resources and capital was used by outsiders. We can imagine that if these natural conditions fired by sanctions slow down the economic and social development of the country especially at this time of globalisation, directly it would not fulfil all our people's needs and objectives and it leads to instability.

As it was stated by the former Sudanese Minister, the sanctions affect the total economy of the country, especially agriculture, which is the base of the country's development and is directly related to the Sudanese people. As we are responsible for the African people, it is the main activity of the Pan-African Parliament (PAP) to solve this issue to the benefit of the people of Sudan. The sanctions totally affect the way to development, peace and stability, which is directly related to the life of the Sudanese people. Though it is important to work towards...

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable Djantoun TRAORÉ de la Guinée.

HON. DJANTOU TRAORÉ [GUINÉE CONAKRY] :

Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole.

Sachant que les grandes puissances ont toujours fait de l'Afrique ce qu'elles veulent, je voudrais savoir s'il vous plaît, Monsieur le Président, quelles sont les dispositions que compte prendre l'Union africaine [...].

(Coup de maillet)

M. LE PRÉSIDENT:

Which language?

Arabic? Arabic? French?

It's ok?

Madame, allez-y!

HON. DJANTOU TRAORE [GUINÉE CONAKRY]:

Je disais que je remerciais Monsieur le Président de m'avoir donné la parole. Sachant que les grandes puissances ont toujours fait de l'Afrique ce qu'elles veulent, je voudrais savoir quelles sont les dispositions que compte prendre l'Union africaine pour, d'abord mettre fin à la situation actuelle du Soudan et surtout pour éviter que les cas comme ceux de la Libye et de l'Irak ne se reproduisent.

Concernant toujours le Soudan, nous ne pouvons qu'être solidaire au peuple soudanais et souhaiter vivement qu'il sorte de cette situation regrettable.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

A now I give the floor to Honorable Geoffrey LUGWANGWA from Zambia.

Professeur you have the floor.

HON. GEOFFREY LUGWANGWA [ZAMBIA]:

Thank you very much Mr. President and my apology for taking a little bit of time looking for a microphone.

Mr. President, since this is now my turn to join the family, allow me just one second to thank you and Members of the Pan-African Parliament for the soft words that I received from Colleagues.

Mr. President, what has been presented by the Hon. Minister exemplifies the ugly heads of imperialism and colonialism on the African continent to which as a Pan-African Parliament we must condemn very strongly. The aggression and the violation of the Sudanese people is unacceptable and we must send a very strong message to our brothers and sisters in Sudan.

Specifically, Mr. President, we must write to President Al-Bashar expressing our solidarity with him and his Government.

Secondly, we must write to President Jacob Zuma for having protected his brother when he came to attend the AU meeting in South Africa.

And thirdly, to show our strong commitment and solidarity, we must send a special commission to Sudan to study the strategic situation further. This aggression by the ugly head of imperialism is unacceptable and we must condemn it in the strongest terms possible. Thank you.

HON. ABDOU LABOU [NIGER]:

Merci Monsieur le Président.

Pour gagner du temps, je vais plutôt laisser écouler mes deux minutes. Je vais me retirer.

Je m'inscrirai plus tard.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher frère.

La parole est à l'Honorable N'DIAYE Abdou du Sénégal.

HON. ABDOU N'DIAYE [SÉNÉGAL]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Les relations internationales sont ce qu'elles sont, et généralement elles sont articulées autour de la volonté des grandes puissances. Ce qui fait que depuis Mathusalem, nous rencontrons toujours les mêmes problèmes, mais jusqu'à présent, c'est le statut quo au niveau de l'Afrique et ceci est dû peut-être au manque de volonté de nos Chefs d'États, disons même de nos pays respectifs.

Moi, ce que je préconise aujourd'hui, c'est dorénavant que le Parlement panafricain soit un parlement de participation. Pour ce faire, il faudrait articuler notre démarche sur l'organisation et la méthode.

Je voudrais au sortir de cette rencontre que l'intercommission de la Coopération et des Affaires Juridiques s'approprie de cette présentation là pour nous faire des propositions dans le sens d'une meilleure prise en charge de la question.

Le deuxième aspect: je voudrais qu'au retour dans nos pays respectifs, que nous organisions des points de presse dans ce sens pour demander à nos gouvernants d'être beaucoup plus vigilants, et pourquoi pas aussi, de nous engager avec nos gouvernements nationaux dans l'optique d'éradiquer ces insuffisances que nous notons dans la vie de manière globale.

Ensuite, également au niveau de la société civile africaine, il faudrait qu'une activité, des relations soient nouées, pour que nous puissions quand même prendre à bras le corps cette question importante parce qu'aujourd'hui, je crois que si nous laissons la chose avec nos gouvernants, nous aurons toujours le statu quo.

Il faut faire du bruit, « bruit » entre guillemets, pour que de manière intelligente, nous puissions faire face à ses nombreuses situations que nous rencontrons un peu partout en Afrique et dues à la volonté des grandes puissances.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole ne va pas loin, elle est juste à ta voisine de gauche, l'Honorable Aïssatou DIAWARA du Sénégal.

HON. AÏSSATOU SOW DIAWARA [SÉNÉGAL]:

Merci Monsieur le Président.

Je vous fais don de mes deux minutes.

(Rires de l'oratrice)M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable Tekele BARAMO de l'Éthiopie.

Honorable HON. TEKLE TESEMA BARAMO de l'Éthiopie!

Silence dans la salleHON. TEKLE TESEMA BARAMO [ETHIOPIA]:

Thank you Mr. President.

On this occasion, I would like to thank the Egyptian Parliament and the Egyptian Government for hosting this august Assembly in this very beautiful country. It is a model to host PAP outside the Republic of South Africa and in this regard I congratulate and thank the Egyptian Government.

Hon. Pan-African Parliament

Members, unless we struggle together nobody can give the opportunity that we want as a continent. These sanctions, as my Colleagues have said, are a crime against humanity. It is a crime against the people of Sudan. We all must condemn it by joining our hands, with one voice justas it has been said: one voice, one Africa! Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Ali AWADALLA du Soudan.

HON. ALI AWADALLA ALI [SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

#####

.###

#####

.#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est maintenant à l'Honorable Gabriel SMITH du Libéria.

HON. GABRIEL SMITH [LIBERIA]:

Thank you Presiding President.

Let me again thank the great people of Egypt for allowing us this opportunity...

Mr. President, let me begin by thanking the great people of Egypt for affording us the opportunity to hold our parliamentary sitting in this beautiful city. I want to add my voice to the many voices of solidarity with the people of Sudan. As I sat in my seat and listened to the Sudanese present...

This is the solidarity that we should portray in addition to what the President of South Africa said. The unity should be portrayed on the whole continent from the East to the west and from the north to the South. Together we are stronger.

M. LE PRÉSIDENT:

La cabine ne vous entend plus chère collègue. La parole est à l'honorable Jacqueline Amongin.

HON. JACQUELINE AMONGIN (MRS.) [UGANDA]:

Thank you Mr. President.

Mr. President, I want to add my voice to my colleagues who have talked expeditiously on this matter in regards to the freedom in one of the African countries and one of the African states that is Sudan Republic.

Mr. President, I would also like to add a voice saying that we should have a fact finding mission in Sudan as to show solidarity as the Pan African Parliament. And we should start grow as the continent when one of us is crying we should not celebrate because today it might be Sudan tomorrow it is another country.

Mr. President, so, as the Pan African Parliament we know prominent countries in Africa that are going through the challenges of conflict and imperialism and in most time we do not have action. But I want to encourage and also associate myself with the comments that the Members have said to say that Uganda as country we are together with Sudan because during our swearing ceremony, my President, the President of Republic of Uganda, his Excellency Yobel Kaguta Museveni fully protect the President of Sudan when he come to the swearing

ceremony and he went back safely. That is the solidarity that we should portray in addition to what the President of South Africa did. So, the unity should be portrayed in the whole continent, from the East to the North, South to the West that is together we are stronger.

Mr. President, thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Le débat général est clos!
(*Coup de maillet*)

Chers collègues,

Je voudrais, avant de donner la parole au Ministre de la Communication, vous rappeler que le problème du Soudan ne date pas d'aujourd'hui. Le Parlement panafricain a effectué plusieurs missions d'information au Soudan.

En 2009, je faisais partie d'une des missions qui s'était rendue au Soudan et nous étions jusqu'au Darfour. La situation au Soudan est très grave. Il est temps pour nous de réagir parce que nous représentons les peuples africains. S'il n'y a pas de peuples nous ne sommes pas députés et c'est le peuple qui souffre de manière générale.

Donc, je voudrais me résumer de tout ce que j'ai entendu. Il y a trois préoccupations majeures:

- Faire une résolution forte, la déposer au Congrès américain et à toutes les chancelleries occidentales ; ça c'est la voix du peuple qui s'exprime;
- Envoyer une lettre au Président El-Béchir pour dire que nous sommes solidaires des efforts et de la souffrance du peuple soudanais.
- Remercier le Président ZUMA, le Président MUSEVENI, le Président égyptien, parce que quand je suis arrivé, ici, le Président soudanais était en visite. Tous ces pays qui assurent la protection du Président soudanais lors de ses mouvements pour qu'il ne puisse pas être attaqué.

Je crois que si on résume cela et qu'on invite le Ministre de la Communication, comme personne ressource dans la Commission des Règlements et de la Justice, plus tous nos experts juridiques qui sont ici, tous les grands juristes que nous avons dans la salle, cela peut nous sortir quelque chose où on reconnaîtra qu'il y a un Parlement qui met déjà ses marques en place.

Je crois qu'à ce niveau, on est tous d'accord et personne ne démentira parce que tout a tourné autour de cela ; la souffrance au Soudan est une réalité!

En termes de questions, je n'ai pas noté beaucoup de questions. Je voudrais donc demander au Ministre de la Communication, je lui donne cinq minutes, juste le temps de faire ses observations et nous allons proposer que ce débat aille, nous aurons besoin de cette résolution avant la fin de nos travaux et il faut qu'on l'amène aux gens.

On aurait pu, n'eût été que nous sommes des députés civilisés, on aurait pu organiser des marches, mais nous disons que nous allons attaquer le système aussi au cœur pour dire que c'est l'Afrique qui est devant vous, nous n'en voulons plus. Ce problème ne concerne pas seulement le Soudan. La Libye est aujourd'hui un non État et tout le monde sait ce qui s'est passé en Libye.

Voilà l'Égypte qu'on est en train de combattre pour son tourisme. Il n'y aura plus rien, la situation au Soudan du Sud, elle est comme celle-là. Il faut que nous prenions position, nous représentants des peuples, dès à présent.

Monsieur le Ministre,

Vous avez la parole pour votre remarque, si vous en avez.

Applaudissements

H.E. MAHADI IBRAHIM [FORMER MINISTER OF COMMUNICATION OF SUDAN]:

Thank you Mr President of our Parliament. For many decades, I have never been as relieved as I am at this time right before every one of you.

Applause

I am impressed by the awareness of African Members of Parliament, the consciousness of the challenges that face our continent and the concern and passionate support that Sudan has gathered from each and everyone who stood and expressed himself or herself.

And all those who stood up to express themselves, and those who did not have the chance all have the same feeling, support and solidarity with Sudan. I salute each of you brothers and sisters for what you have expressed today. You have made my mission very easy because you have all taken the mission on your shoulders. You made it an African mission; you made it an African challenge. It is not only a Sudanese challenge but an African challenge.

Your very clear visions with the colonial designs are still there. It is not a story of the past. The ways and means can change, the face can be disguised but the reality and essence of divide and conquer is still there.

There is no other way than to applaud the spirit, the support, the solidarity and the consciousness and awareness of African leaders, African Members of Parliament and the leadership of the President of African Parliament.

I once again, find it a very easy responsibility today that there is nothing short of commending each and every one.

Mr. President, the three suggestions that you offered are of valuable significance - sending a delegation, sending messages to President Al Bashar, to President Jacob Zuma, to President Yoweri Museveni and President El Sisi.

These are extremely valuable because, it shows that this institution is not only frozen in just passing words but sending messages, sending missionaries and sending delegations and that is a very important and crucial move.

Today, Africa is standing up to its responsibilities.

M. LE PRÉSIDENT:

J'invite à présent l'honorable Onyango KAKOBA, Directeur de l'Alliance parlementaire africaine pour les Réformes des Nations-Unies, à faire sa présentation.

HON. ONYANGO KAKOBA [EXECUTIVE CHAIRPERSON OF THE AFRICAN PARLIAMENTARY ALLIANCE FOR UN REFORMS]:

Thank you, Mr President and Honourable Members. I am conscious of time because I have been asked to make this presentation within 15 minutes. However, I am also much thrilled by the presentation that has just taken place. I am thrilled because it is connected to what we are going to discuss. This is because if Africa had a voice on the United Nations Security Council, definitely most of these things would not be happening.

Mr President, probably as a beginning, we are two presenters. I am going to present on the Parliamentary Alliance for UN Reforms. This is an alliance that has been created to support the work of the African Union, which already has a common position on the United Nations reforms.

I am sure my sister, Hon. Maria, will present on the Parliament of the United Nations. The two are somehow related and I thought I had to clarify at the beginning.

Mr President and Honourable Members, when I was making my last speech as member of this August House in May, I made a quotation to the effect that "the ending of something is a new beginning". At that time I was quite positive that I would be coming back here in another arrangement to interact with you. That is why I am here today to interact with you on the issue of the United Nations reforms for Africa.

Therefore, I would like to thank the President of the Pan-African Parliament and Honourable Members for according me this opportunity to address you.

As the topic suggests, what we are talking about is the United Nations Security Council reforms that will be favorable to Africa. The purpose of my presentation is to introduce this alliance to you and ask for your support to this alliance. Because of time, as I have already pointed out, I may not read this document paragraph by paragraph, but I have just explained what is in this presentation.

As a way of background, Mr President, to understand this alliance, we need to make some connection with the development of the United Nations and, more particularly, the United Nations Security Council. Our alliance, as I said, is intended to support the work of the AU. We believe that if you read our funding charter, you will find that it embodies unique commitment to guarantee Africans inalienable rights to be represented and to participate

meaningfully in a world order that is capable of maintaining global peace and security based on the principle of sovereign equality.

Mr President and Honourable Members, you may recall that over 500 years ago, a number of Africans were taken abroad as slaves. What happened at that time later created an atmosphere for the colonialists to do what they wanted, i.e., to colonise Africa. What followed later was the Second World War. After the Second World War had ended, the powers that be or the winners at that time - the US, Britain, France, the Soviet Union (now represented by Russia) and China - sat and crafted the Charter of the United Nations, giving themselves powers and creating the permanent five seats as well as giving themselves veto powers. Of course, what they decided on was to bind on all the peoples of the world. At that time, if I may remember, the only sovereign countries in Africa were Ethiopia, Egypt and the Apartheid South Africa.

Later on, these five permanent members of the UN met together with the other six that were co-opted. Their first meeting took place in London in 1946. Unfortunately, at that time Africa was not represented because it was not yet a region. However, what happened was that during that meeting there was a region called Middle Eastern and that is what Egypt represented at that time. Later on as countries gained independence, the call to expand the United Nations Security Council increased and definitely these five powers had to give in. In 1965, the UN Security Council was expanded from six to ten and that expansion saw the first countries representing Africa for two years. There were as Mali, Nigeria, Uganda and Ethiopia at different times.

Of course, at that time because of the Cold War, you would say that the United Nations Security Council served some purpose. For instance, in Africa the African leaders were able to raise views on issues of decolonisation, opposition to Apartheid, economic and social development as well as disarmament. However, as the Cold War collapsed, the situation changed and the differences that had been brought about by the Cold War were off-loaded onto the United Nations. This one again aroused interest by member states to have representation on the UN Security Council.

Of course, very soon divergent views emerged. We had countries such as Germany, Brazil, India and Japan who wanted to be permanent members of the Security Council but also called for the increment of non-permanent members. On the other hand, we also had countries such as Italy, Spain, Argentina, Canada, Mexico, Pakistan and others who were calling for the increment of non-permanent members. If you look through it, you would realise that they were shifting their rivalries. For instance, Germany was rivaling Italy and India was rivaling Pakistan. Those were the differences that they brought on board.

Later on, as you will read from this paper, you would realise that the group that had Germany was called the G4 and these other ones first called themselves the Coffee Club and later named themselves "Uniting for Consensus". Amidst all this Africa also had to come out. Africa seriously started looking into the issue of the UN Security Council reforms in 1997 during the Harare Declaration, but it never came very prominently.

As the agitation increased, in 2005, the AU set up a high-level panel in Ezulwini, Swaziland to come up with a paper.

That high-level panel came up with a paper that was later approved by the extraordinary meeting of the Council of Ministers in Addis Ababa in 2005. Later on, the Heads of State adopted it in the Libyan city of Sirte in 2005 the Security Council. There are also other proposals that called for the reform of the General Assembly itself and the reform of the secretariat as well as establishing a peace-building commission. What we have now is peacekeeping, but I think the African leaders mentioned that we should also have peace building in order to prevent peacekeeping. This is because you have peacekeeping only when you have conflict, but it is better to prevent it. They also proposed for the establishment of a new human rights commission that would be representative of all regions.

Of course, in consonance with that consensus, the Heads of State also established a committee of ten to canvass for the African common positions. That committee of 10 consists of Sierra Leone which is the chair. Others are Senegal, Republic of Congo, Kenya, Zambia, Algeria, Equatorial Guinea, Uganda, Libya and Namibia.

However, you would realise that as all this is happening, Parliament has been very much silent yet as Parliament you have a great role to play. That is why a group of Africans across the globe and others in the diaspora sat and came out with this alliance in order to support the work of the African Union to make sure that these reforms are effected.

Therefore, our alliance is intended to work with you parliamentarians to make sure that these reforms are achieved. We know that once we have this and have permanent seats, definitely the issues that the powerful five decide for us will be decided by all of us as Africans and you know that most of them affect us.

Mr President and Honourable Members, if you look at my paper, we have objectives and I invite you to read them. In the interest of time, I will go straight to talk briefly about the unique nature of our organisation. The unique nature of this organisation is that it brings together different minds - we have parliamentarians, academicians and other people with expertise on issues of the United Nations and the African Union.

Secondly, it has an executive committee and because it is concerned with parliamentary work we thought that the executive committee should consist of people with experience on these issues who are both sitting and former Members of Parliament. Within here, we have a representation that is led by Her Excellency the Fourth Vice-President, Hon. Bernadette Lahaye who is the deputy chairperson. The members include Hon. Charumbira and Hon. Victor from Swaziland. Other members include Aminata Niang, Abdulrazak Namdas from Nigeria and our colleague, Hon. Mustafa Elgendy from Egypt. We also have Hon. Mateme from South, which is the prospective host country because we are working on the mechanism. Others who are not members of PAP are from Kenya as well as Prof. Howard who is a former member of PAP just like I am.

Mr President and Honourable Members, this group also has people from the diaspora because people in the diaspora have a big role to play. In most cases the role they have been playing is sending us money back home, but we also need their ideas. That is why we have an international secretariat in Geneva and we also have a regional office in Uganda. As I said, arrangements are being made for another office in South Africa which is effectively going to be the headquarters of the organisation.

What are the campaign strategies? As you will realize, pushing for this reform needs a campaign strategy. For over 10 years, the heads of state have not made a headway and therefore in order to assist them, we have to have a strategy.

The first strategy that we intend to employ is to make sure that we mobilize Africans parliaments and through parliaments mobilize Africans. In this, we intend to raise 10 million signatures of Africans (both on and offline) that we intend to dispose to the different organizations with the most paramount among them being the Pan-African Parliament. Once we are through with this, we shall dispose this petition to you so that you debate it.

This petition is to ask our leaders in Africa to work on the reform and if this reform is not achieved by 2020, we call upon them to engage in a practice of non-cooperation with the United Nations Security Council. We believe that if we move like that, they will have to act.

This is because even the amendment that was made in 1965, when the number was increased from six to ten, it was because of the pressure and threat by the Non-Aligned Movement to pull out of the United Nations. That is when they listened. We believe that if we move in such a way they may have to listen.

The other strategy that we are working on is that we understand and realise the importance of the committee of the 10 Heads of State and we are already in consultation with them to engage them. We have got positive responses and shared with them ideas on how we can help them push this. We believe that your support, now that you are on board, will help us. Furthermore, we intend to work with universities and institutions of learning to make sure that we push this agenda. We also plan to harness the support and create synergy with other stakeholders outside Africa who are pushing for the same reforms.

What have we done so far? As of now, we have made some headway. This is because in the first place, we have opened up and are in consultation with the city and very soon we shall have our first meeting with those Heads of State.

Secondly, we have already signed a memorandum of understanding with one of the universities in Nigeria. As I said, we are working with Sokoto University to make sure....

.... The good news is that the problem is being tackled and PAP has a pivotal role to play in this reform. As a result of that role, as we sacrifice for a world where all can live in security and dignity, proud of who they are and wherever they are, I am convinced that when years have rolled past and the blazing light of truth is focused on the 21st century in which we live, men and women will know and children will be taught in schools that we have a

finer world, a better people, a more noble civilization, because PAP was willing to give unmatched support to the global call for the UN Security Council reforms. I thank you for your kind attention.

Applause

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Avant de continuer, je voudrais que la Commission Permanente des Règlements, des Privilèges et de la Discipline qui va travailler, mentionne également, dans les lettres de remerciements, deux pays frères. On va remercier toute l'Afrique pour les efforts que nous faisons, mais deux pays frères qui se sont aussi illustrés dans la protection et l'accueil du Président Omar El-Béchir. Il s'agit du Premier ministre éthiopien et du Président Paul KAGAME qui l'ont protégé durant le dernier Sommet de l'Union africaine au Rwanda.

Je voudrais donc, en ce moment, inviter l'honorable Maria Ivone Rensamo Bernardo SOAREZ à prendre la parole. Elle est membre de l'Alliance parlementaire africaine pour les réformes des Nations-Unies.

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

Excelsas Autoridades Egípcias aqui presentes Honoráveis Deputados do Parlamento Árabe

Suas Excelências...

THE PRESIDENT:

No translation!

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigada.

Excelsas Autoridades Egípcias aqui presentes

Honoráveis Deputados do Parlamento Árabe

Suas Excelências Senhoras Vice-Presidentes do Parlamento Pan-Africano e Senhor Vice-Presidente Distinto Secretário-Geral Interino do Parlamento Pan-Africano e Respeitados Membros da Sua Equipa Estimados Jovens Deputados, Meus Pares

Caros Convidados

Excelências

É sempre uma honra dirigir-me aos Mandatários do Povo Africano nas Sessões do Parlamento do continente que nos viu nascer - o continente Africano.

Honra-me faze-lo desta vez em particular porque acabamos de celebrar 150 anos do Parlamento Egípcio.

Senhor Presidente do Parlamento PanAfricano

A intervenido que Vossa Excelencia proferiu no aniversário do Parlamento Egípcio, encheu-nos o coraído de orgulho de sermos africanos, um povo com homens e mulheres que fizeram e continuam fazendo história - a história do resistente povo africano.

Excelencias

Associo-me a Sua Excelencia o Presidente da Aliança Parlamentar Africana para Reforma das Nações Unidas na minha qualidade de elo de ligação entre o Parlamento PanAfricano e a Campanha Global para o estabelecimento do Parlamento das Nações Unidas.

Mais de 70 anos após a sua criação, as Nações Unidas precisam de reforma. Para enfrentar os desafios deste novo século, as Nações Unidas tem de se tornar mais eficazes, mais representativas e mais democráticas.

Os procedimentos adoptados

recentemente na eleição do novo Secretário-Geral são sintomas de que precisa realmente de ser mais democrática.

Todavia, permitam-me felicitar o novo Secretário-Geral das Nações Unidas, Sua Excelência António Guterres, com quem partilho o cordão umbilical da lusofonia, pela sua recente eleição.

A composição do órgão mais importante das Nações Unidas - o Conselho de Segurança - deve ser expandida, em particular à África, este nosso continente deve, sim, ter dois assentos permanentes no Conselho de Segurança.

Penso que o privilégio do direito de veto de que gozam os membros permanentes deve ser posto em causa.

Há uma semana atrás, o Alto Comissário das Nações Unidas para os Direitos Humanos apelou ao Conselho de Segurança a adoptar, sem mais delongas, critérios para restringir os membros do Conselho de Segurança de usar o veto em situações em que há sérias preocupações e suspeições de cometimento de crimes de guerra, crimes contra humanidade ou genocídio.

Se um único é capaz de bloquear qualquer decisão, o Conselho de Segurança continuará a ser incapaz de proteger as pessoas das atrocidades em massa, bem como incapaz de manter a paz e segurança internacionais.

A este respeito, permitam-me sublinhar que é preciso melhorar a capacidade do sistema das Nações Unidas para abordar mais eficazmente todas as situações onde os direitos humanos são violados, incluindo por governos anti-democráticos, que usando violência contra adversários políticos, os impedem de exercer o seu direito humano e cívico de fazer política em oposição aos governos, tal como temos estado a assistir em vários países do mundo.

A este propósito, permitam-me olhar para o meu país Moçambique, que se depara com o desafio de construir consensos na mesa das negociações para a paz, que estão em curso, envolvendo o Governo da Frelimo e a Renamo, maior partido da oposição.

Que construamos rapidamente as pontes para uma paz efectiva, para que a onda de assassinatos e confrontos que hoje vivemos passem para a história.

Que a paz em Moçambique venha e com ela se consolide a democracia multipartidária.

Que a paz chegue a todos os países africanos hoje, onde há conflitos armados.

Que nos olhemos como irmãos africanos e saibamos respeitar opiniões contrárias às nossas e que acima de tudo saibamos respeitar a vontade do povo expressa por via do voto.

Sabemos que uma reforma do Conselho de Segurança é difícil porque uma alteração da Carta das Nações Unidas requer formalmente o Acordo de todos os cinco actuais membros permanentes. Portanto, quando se trata de reforma das Nações Unidas, temos que olhar para além do Conselho de Segurança, um esforço especial que tem sido apoiado pelo Parlamento Pan-Africano desde a sua criação, há quase nove anos, é a campanha para a criação de uma Assembleia Parlamentar das Nações Unidas.

Há cinco meses, numa Resolução adoptada por unanimidade, o Parlamento reafirmou o seu posicionamento de uma Assembleia Parlamentar das Nações Unidas, sendo ela necessária para reforçar a participação democrática e representativa dos cidadãos de todo o mundo nas Nações Unidas.

A lógica por detrás da advocacia a favor de um Parlamento das Nações Unidas é simples. O Parlamento Pan-Africano e o Parlamento Árabe são disso exemplos vivos.

Assim como a União Africana e a Liga Árabe, bem como outras Organizações Regionais têm em seus corpos estruturas que permitam aos membros do Parlamento estarem envolvidos no trabalho, as Nações Unidas devem criar um Parlamento.

De acordo com o posicionamento do Parlamento Pan-Africano, tal Parlamento Global poderia inicialmente ser composto por Deputados Nacionais, mas eventualmente também por Deputados eleitos por voto directo dos cidadãos.

O Parlamento Africano poderia apresentar os seus pontos de vista sobre todos os assuntos importantes e sobre as políticas relacionadas com as actividades das Nações Unidas, de modo a promover exigências por informação, participação, supervisão *vis a vis* diversos órgãos das Nações Unidas.

Esse Parlamento seria estabelecido na base do artigo 22 da Carta das Nações Unidas.

A decisão ou aprovação pelo Conselho de Segurança ou de seus membros Permanentes não seria necessária embora fosse desejável.

Uma das figuras-chave envolvidas nesta campanha foi o ex-Secretário-Geral das Nações Unidas Boutros Boutros-Ghali; muitos membros do Parlamento Pan-Africano e outros Parlamentos em todo o mundo deram o seu apoio a esta campanha a favor da criação de um Parlamento Global. Por isso, convido a Vossas Excelências e outros Membros do Parlamento Pan-Africano a continuarem a dar todo o apoio a esta campanha.

Há três anos, a Assembleia Legislativa do Leste Africano também apoiou esta iniciativa. Por ocasião desta reunião conjunta, permitam-me chamar ao Parlamento Árabe a apoiar os esforços para um Parlamento Global das Nações Unidas. Por enquanto, o objectivo da campanha é identificar um número de países que estariam abertos a estabelecer um grupo de amigos do Parlamento Global das Nações Unidas.

Os Governos Africanos devem estar na vanguarda com todo o seu apoio. Para as Nações Unidas celebrarem com êxito os 75 anos da sua existência, a acontecer em 2020, um grande presente que se poderia dar, era a decisão de se estabelecer este Parlamento Global.

Escusado será dizer que a reforma da estrutura das Nações Unidas afecta uma série de questões relacionadas com a Governação Global. Por exemplo, um Relatório apresentado pela Comissão sobre Segurança Global, Justiça e Governação, co-presidida pelo ex-Presidente Nigeriano das Relações Exteriores Ibrahim Gambarino, ano passado, incluía 80 recomendações.

Um livro fundamental, publicado há três anos pelo professor Joseph Schwartzberg da Universidade de Press das Nações Unidas, intitulado "*Transformando o Sistema das Nações Unidas, Projectos para um Futuro Viável*", original em Inglês, foi muito bem recebido por Boutros Boutros-Ghali.

O livro inclui uma análise abrangente destas matérias. O debate é longo e complexo, mas existe uma preocupação comum sobre a necessidade de melhorar o carácter democrático do sistema das Nações Unidas, de modo que os cidadãos de todo o mundo tenham uma voz mais forte na organização mundial. Portanto, aqui e agora, eu gostaria de apelar a todos os Deputados do Parlamento Pan-Africano, assim como do Parlamento Árabe para que possamos trabalhar conjuntamente para a criação deste Parlamento Global - o Parlamento das Nações Unidas - onde África, o nosso continente, deverá fazer ouvir bem alto a sua voz.

Uma África, uma voz.

Muito obrigada.

Aplausos

M. LE PRÉSIDENT:

Le débat général est ouvert!

Le premier intervenant est l'Honorable Sulaiman M. SISAY de la Sierra-Léone.

Vous avez la parole!

UN HONORABLE MEMBRE:

Vous pouvez citer d'abord tous les intervenants s'il vous plaît, comme nous n'avons pas de listes.

M. LE PRÉSIDENT:

Pardon?

UN HONORABLE MEMBRE:

Citez d'abord tous les intervenants parce que nous n'avons pas de listes.

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur, le Règlement intérieur est clair. Si quelqu'un veut intervenir, à la fin d'un débat, il peut soulever le bras, on va lui donner la parole. Mais pour le moment, je voudrais vous rappeler, qu'il est dit dans le Règlement, que les gens doivent s'inscrire la veille. Mais l'article 43 du Règlement intérieur dit que tout intervenant peut soulever le bras. On ne refuse pas la parole aux députés.

Donc, permettez-moi qu'on puisse avancer.

Les interprètes sont payés à l'heure. Et quand on dépasse leur créneau horaire, ça va devenir un problème.

Nous sommes déjà à 12 h 35 et nous avons deux heures de pause pour reprendre les travaux.

Donc, permettez-moi qu'on aille. S'il y aura des gens qui ne se sont pas inscrits, on va leur donner la parole ou bien qu'ils envoient les noms, on verra.

Oui Sulaiman, vous avez la parole!

HON. SULIAMAN M. SESAY [SIERRA LEONNE]:

Thank you, Mr President. Creating another pressure group is a welcome news and founders of this Alliance should be applauded. Incidentally, the President of Sierra Leone, Dr Ernest Bai Koroma is Chairman selected by the African Heads of State to pursue this matter in the UN and he has been doing a very good job on that. All of us should applaud him. The Alliance as I said is good. Africa needs a permanent seat in the Security Council to solve the imbalance created when the UN was created.

As I said earlier on, dividing Africa is not good. We should all unite in terms of this effort to get a permanent seat in the Security Council for Africa. Then the question of which country to be selected to represent Africa in the Security Council will come up. Which two countries? The Western powers will again begin to divide us. They will take South Africa, Nigeria, Egypt, and they will begin to box us as if we are not one. We should unite as Africans to protect Africa. We should unite. If we don't we will have problems because they are resisting all the efforts of Africans to get a position in the Security Council.

I can clearly remember during the time when China was admitted to the Security Council. Before then it used to be Taiwan and when Taiwan was kicked out and China admitted the Tanzanian Ambassador by then, Dr Salim Salim danced on the floor of the UN. The western powers never forgave him for that. They still held it against him and when they wanted to make him UN Secretary General, they kicked against it because he sided with China during that time when China was admitted to the UN. So Africa we should beware. We should unite. We should speak with one voice - one Africa one people.

I applaud the Alliance. It is a good thing and I hope all African countries will embrace it. I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur le Secrétaire général, c'est deux minutes de parole! Deux minutes!

Le deuxième intervenant est l'honorable Bachir AL-BATHANI AL-BATHANI du Soudan.

HON. BACHIR ALI BATANI [SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Manuel BISSOPO de la Mozambique.

HON. MANUEL ZECA BISSOPO [MOZAMBIQUE]:

- Muito obrigado Senhor Presidente.

Quero, em primeiro lugar, saudar e felicitar as belíssimas apresenta^oes postas aqui pelos painelistas sobre o tema em debate e saudar também...

Interrupção

Som de martelo

Interrupção

MR. PRESIDENT:

...Translation!

Yes?

HON. MANUEL ZECA BISSOPO [MOÇAMBIQUE]:

-... saudar

também a iniciativa da Mesa do Parlamento Pan-Africano ao trazer este tema ao debate nesta sessão especial...

Som de martelo

MR. PRESIDENT:

Translation French, English! French

Cabine française! Cabine anglaise!

Silence dans la salle

M. LE PRÉSIDENT:

Cabine française! Cabine anglaise!

Silence dans la salle

HON. SANTOSH VINITA KALYAN [SOUTH AFRICA]:

On a point of clarity, Mr President. You are calling for translation in French but there is some recording that is carrying on in English.

MR. PRESIDENT:

Please, Colleagues, we do not have the translation. I cannot hear you. We do not have interpretation. Please sit down.

Silence dans la salle

You have a floor honorable member.

HON. MANUEL ZECA BISSOPO [MOÇAMBIQUE]:

Obrigado Senhor Presidente.

Eu queria, em primeiro lugar, saudar e felicitar as belissimas apresentações dos painelistas sobre o tema em debate e saudar também a Mesa pela iniciativa ao trazer este tema ao debate nesta Sessão especial do Egipto, que coincide com as comemorações dos 150 anos do Parlamento Egípcio porque este tema é extremamente importante para os deputados e povos africanos...

MR. PRESIDENT:

Cabine française! Cabine anglaise!

MR. PRESIDENT:

Hon. Stantos Vinita Kalyan, you have the floor now.

HON. SANTOS VINITA KALYAN [SOUTH AFRICA]:

Mr Speaker. I was trying to make a point while we are waiting for the translation. Mr President the matter is sorted out now. Thank you very much.

THE PRESIDENT:

Hon Manuel Zeca Bissopo from Mozambique.

HON. MANUEL ZECA BISSOPO [MOÇAMBIQUE]:

- Obrigado Senhor Presidente.

Dizia que, em primeiro lugar, quero saudar as belíssimas apresentações feitas sobre este grande tema de interesse dos povos africanos e dos Estados que também coincide com os 150 anos do Parlamento Egípcio.

Saudar também a Mesa do Parlamento por ter identificado este tema e discutir nesta Sessão especial.

De facto, o contexto político, económico e social da África de hoje, exige que uma Organização como as Nações Unidas não fique presa às regras do passado. Sabemos que quase todos os discursos políticos dos últimos três ou quatro Secretários das Nações Unidas têm falado da transparência e reforma desta organização mundial, mas as Nações Unidas estão presas a um tratado constitutivo, à Carta de São Francisco... **(o take não termina)**

THE PRESIDENT:

Thank you very much. I will now give the floor to Hon.

Zalikatou Diallo - Guinea.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE-CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Nous apprécions à plus d'un titre une telle présentation et cette démarche de cette Alliance parlementaire africaine, qui permet aux Africains de s'impliquer dans les réformes des Nations-Unies.

Il faut être un acteur majeur pour pouvoir influencer le cours des décisions. Cela est très important et ce processus enclenché pourrait être couronné de succès, si la persévérance est de mise.

Toutes nos félicitations à cette belle initiative!

Il faut que l'Afrique s'implique pour qu'au bout du compte, que l'Afrique figure parmi les membres permanents ; qu'on ait au moins un ou deux représentants et que l'Afrique voit également le nombre de pays représentés au niveau des membres non permanents revus à la hausse.

Force est de reconnaître quand même que l'espoir est permis, dans la mesure où, bien que le processus soit lent, mais au bout du compte, lorsqu'on voit cette initiative franco-mexicaine pour encadrer le droit de veto en cas des crimes d'atrocités massives, cela déjà est un signal que nous pourrions aboutir à la réforme du Conseil de Sécurité, si la persévérance est là.

Je souhaite vraiment que le PAP s'implique plus activement encore afin que nous soutenions également cette initiative franco-mexicaine, qui est déjà soutenue 80 États membres des Nations-Unies.

Bonne chance vraiment à cette Alliance parlementaire qui bénéficie tout notre soutien.

Merci.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

A now I give the floor to Honorable Hunadi MATEME from South Africa.

SPEECH

FROM HON. HUNADI MATEME [SOUTH AFRICA]:

M. LE PRÉSIDENT:

Merci chère collègue.

La parole est à l'Honorable Muntaka Mohammed MUBARAK du Ghana.

HON. MUNTAKA MUHAMMED MUARAK [GHANA]:

Thank you, Mr President, for the opportunity. Let me just say that the alliance for the UN reforms is a very useful group. However, let me state that we need to be very careful. Before we even get the two seats, we need to unite ourselves first. If we are not careful, the battle to get these permanent seats could be the source of our greater division. We heard a Colleague talk about one Africa one people, but we still have barriers that prevent us from free movement from one point to another in Africa. Our citizens are prevented from free movement. If you go to our individual countries, we need visas before we can access each other's country.

Mr President, it is impossible for you to go asking for two permanent seats when you are that divided. I would like to entreat the alliance to make fast-tracking unity and integration among Africa as part of their objectives because when we arrive at getting these two seats, which countries in Africa are going to take the seats? Will Ghana represent the whole of West Africa or Africa or it will go there to represent itself? Will South Africa be a permanent member representing only South Africa or all of us when we have closed our doors to each other? We should be careful not to sow seeds of further divisions. Let us pursue the agenda of uniting ourselves and our people before we go in for these seats. Other than that, we will be tampering with fire because we are very divided and still do not see each other as one, and do not even recognise ourselves as each other's keeper. Let us ensure that this alliance pursues this vigorously.

Just as they say, it is not tackling the problem. The main problem in Africa is that we need to be able to stand together. I do not think getting these permanent seats will be easy. If you want, just try and say that after 2020 we will not attend the UN General Assembly and you will see how many Heads of State would be rushing to New York.

Thank you very much, Mr President.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Zakayo K. CHERUIYOT du Kenya.

HON. ZAKAYO K. CHERUIYOT [KENYA]:

Thank you, Mr President, for availing me this chance to also add my voice to the Hon Members before me on this historic occasion of our meeting in Egypt.

This is really the time for Africa to start looking at our issues and we have good examples to follow. The threats to world peace have shifted significantly from the Cold War. When we look, the issues of supremacy by world powers, race and military threats to the neighbors have since changed and now the main threat is poverty. Poverty has really unleashed...

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup cher collègue.

Je donne la parole à l'honorable Auxillia du Zimbabwe.

Honorable Auxillia!
(*Silence dans la salle*)

She not in the Chamber! I now give the floor to Hon. MUHAMMAD REZA from Mauritius.

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITUS]:

Thank you Mr. President.

It has been more than seventy years since the United Nations has been created and one of its main objectives was to maintain peace and security. How can you maintain peace and security if you have five countries which have VETO rights, five countries you decide whether our forces should go in or out; five countries you decide who is right and who is wrong; five countries you apply double standards? When it comes for example to Israel, United States will always object to any action, any sanction even though the Israeli may be oppressing the Palestinian. When it happens, these five member States have veto right but control security issues in Africa when none of them are from Africa.

How can they control security issues when they have vested interests in arm conflicts, when they are the greatest manufacturers of arms? They are the suppliers of arms and they control the financial systems which finances terrorism and arms trafficking.

Mr. President, it has been now more than ten years since the C10 Declaration was adopted - since the 'Ewulwini' Agreement was passed. Ten years is a long time. Africa has a big block and I fully support today's resolution that we need action. We need to be loving not only our African part because we are all in favour of having permanent seats for Africa. But also non-African countries should lobby that we need change because we cannot be dictated to by five permanent countries.

HON. MBAH NDAM JOSEPH [CAMEROON]:

Thank you, Mr. President for giving me the floor. I want to start by lauding the initiative and to say that this again is another Pan-African issue, an issue of one Africa, one voice!

I will go back and continue to reiterate the fact that until Africa becomes one so that we function as a block, we function as a continent vis-à-vis the other blocks, we will always continue lagging behind and making noise.

I want to bring back to the fore the very fundamental principle that we debated several years ago in this House concerning the United States of Africa. Dr Kwame Nkrumah raised it and many other leaders of our independence did same. But we have gradually walked away and we are going to continue to face the rest of the world in dispersed ranks which will never give us any success.

Indeed, if we were to get the two seats that would be a source of division if we are not yet a United Africa. I just think that I should reiterate that it is high time this issue is brought unto the fore and brought unto the Pan-African Parliament desk. This Association will do well in sensitizing, in raising awareness but in the end, it will be our leaders who should speak one voice and who would decide which country would have to go whereas if we were a United States of Africa we could face the United States of America as a block.

It is at that point in time that we would be able to play a leading role within the Security Council.

I thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'honorable HON. CLAUDE D.M. KAMANDA du Sierra Leone.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA [SIERRA LEONNE]:

Thank you, Mr. President. The debate for today is on two issues. One is the two permanent seats for Africa at the United Nations (UN) and the other is on the resolution on the United Nations Permanent Assembly (UNPA).

The idea for this Assembly was formed back in the 1920s and again reaffirmed in 1945. We need to applaud the former President, Ms Gertrude Mongella, when in 2008 she appended her signature on the campaign that was established in 2007. On 24th September 2007, the Pan-African Parliament (PAP) unanimously adopted a Resolution calling for the establishment of the United Nations Parliamentary Assembly (UNPA) and we are here again to reaffirm that Resolution as a body.

We need an Assembly because the UN Charter is inadequate to preserve peace. The UNPA will increase the democratic profile and internal democratic process in the UN. This will allow citizens to be directly associated with the decision-making policy. This body will enhance accountability and legitimacy of the UN system and exercise oversight over the UN system. We call on all Members present to reaffirm the position that was taken by the former President of PAP.

I am not against the formation of the African Parliamentary Alliance for UN reforms but the reason given for the establishment of this Alliance that Parliament has been silent is not true at all. In 2013, over 800 Members of Parliament appended their signatures to the establishment of the UNPA and the seat for Africa. Over 100 MPs also appended their signatures for the establishment of this Alliance and the establishment -

Interruption. M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'honorable Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan.

HON. CHARLES MAJAK ALEER [SOUTH SUDAN]:

Thank you, Mr. President. This issue of making reforms in the UN is so vital and needs our combined efforts to make changes in the power restructuring of the UN. Currently in the UN Security Council, there is already circulating something known as new trusteeship. Under the new trusteeship, taking power will be decided by the UN Security Council. This is new colonialism so as to take resources.

That is our problem.

South Sudan has resources and there is no way to take them except to create insecurity to be followed by such measures.

This issue of the power restructuring will never change unless we change those five members who have veto powers which they use to bully other nations. It also has to change by making other hard decisions such as refusing to cooperate. If we have power in our own way, we can make them succumb by sabotaging and not cooperating with their interests otherwise this issue will continue. We have seen the same trend. They have taken several years without yielding results. This means we have to change this strategy and adopt new strategies for us to achieve what we want.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'honorable Oscar NSAMAN-O-LUTU de la République Démocratique du Congo.

HON. OSCAR NSAMAN-O-LUTU [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Mon intervention, c'est tout simplement, un appel et un rappel. Peuples africains, réveillez-vous!

L'esclavagisme est en train de revenir avec force. Pour cela, à nous de prendre la responsabilité.

Ainsi, on félicite tous ceux qui prennent des responsabilités telles que l'Alliance parlementaire, pour que nous puissions avoir la voix au chapitre, au niveau le plus élevé. Mais sachez que, sans solidarité, nous ne pourrions rien.

À titre exemplatif, dernièrement il était question de désigner un Secrétaire général à la Francophonie. Le quota revenait à l'Afrique. Mais quelle fût notre surprise, que c'est plutôt le Canada qui a présenté un candidat.

Pourquoi cela? Manque de solidarité parmi les Africains!

Africains, réveillons-nous, mettons-nous ensemble pour, une fois de plus, revenir sur ce que nos aïeux, LUMUMBA, Kwame NKRUMAH ont dit.

Il ne sert à rien de se plaindre, envoyons les messages, envoyons les délégués, au besoin. Une résolution ne ferait pas du mal, pour pouvoir exprimer ce que nous sommes en train de dire, pour soutenir l'Alliance parlementaire.

Je vous remercie.

HON. ELHADJ DIAO KANTE [GUINÉE CONAKRY]:

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je voudrais saluer la création de cette Alliance et vous rassurer que je suis de ceux qui soutiennent ses efforts.

Cependant, Monsieur le Président, je voudrais apporter deux petites corrections dans le rapport qui nous a été présenté, parce que l'histoire est têtue.

Je sais que l'Afrique a été représentée au Conseil de Sécurité, par la Guinée, en 1972, par une dame, notre tante Jeanne Martin CISSÉ et je crois qu'on ne doit pas taire des telles choses dans le document.

Deuxième correction, Monsieur le Président, avant Syrte en 2005, quelqu'un l'a dit, tout à l'heure, je rappelle que le Parlement panafricain a eu à débattre au cours de sa deuxième session en 2004, exclusivement sur la transformation du Conseil de Sécurité. Je pense que dans le rapport, il faudra peut-être mentionner cela.

Ceci étant, Monsieur le Président, permettez-moi de rappeler un petit choc, pour dire pourquoi nous devons conjuguer nos efforts pour que cela soit.

À la 35^{ème} Session des Nations-Unies, c'était le tour de l'Afrique et de l'Europe, pour présenter un Secrétaire général. Notre frère Salim Ahmed Salim de Tanzanie était candidat.

Nous avons fait 56 tours de scrutins et pendant les 56 tours, l'Afrique était majoritaire. Mais l'Afrique opposait son droit de véto, pour ne pas que notre candidat passe. Et puisque nous avons obtenu également l'accord de la Chine, de s'opposer à l'autre, la Chine aussi, entant que membre du Conseil permanent, opposait son véto au passage de l'Européen.

Ce qui fait qu'après 56 tours de scrutins, on a été obligé de perdre notre poste et qui est revenu à l'Afrique du Nord, c'est en ce moment-là que Monsieur De Cuellar est devenu Secrétaire général.

C'est pour dire que nous devons aller, aujourd'hui, en rang serré.

Je rappelle que nous représentons 28 % des membres de Nations-Unies. Pour cela, nous devons aller.

Pour les camarades qui s'inquiètent sur le fait, qui va le représenter, je pense que nous allons d'abord obtenir le droit, l'accord que nous soyons au moins [...].

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue, la cabine ne vous suit plus. Je voudrais à présent donner la parole à Abdulrazak Sa'ad Namdas du Nigeria.

HON. ABDULRAZAK SA'AD NAMDAS [NIGERIA]

Thank you, Mr. President. I am also a member of the Parliamentary Alliance for United Nations Reform. Having listened to the presenters, the works of three authors came to mind. One is by Ngugi wa Thiong'o, namely, *Weep Not Child*, translated to mean: do not cry my child. If he was here, I would have said further that I have no option but to cry. Africa has been divided, exploited, suppressed, strangled, maimed and coerced into conflicts by the First World countries. It was against this background that the United Nations was also formed to create peace and ensure that there is no war. The post-United Nations existence has even abated more crisis in parts of Africa. That is why 70 years after the United Nations was established up to now, we do not have permanent representation at the United Nations.

I therefore urge parliamentarians that we should be part of this alliance to ensure that we call on the United Nations to reform. If that will not do, we should do the "Afriexit" just like "Brexit". We should also exit to give ourselves time because we cannot continue to stay with people who are not being fair to us.

The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) is meant to cater for refugees and take them back home. Right now, refugees are permanent citizens in some of these countries. There are even children who are born to no country because they are neither here nor there. They keep giving us issues. This is the time that we should join hands.

Finally, we do not have legislative powers. If you investigate, you would find that part of the reason why there was no ratification of the Mobutu Protocol is because of the---

HON. BERTIN BEA [RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]:

Merci Monsieur le Président,

Malins et vicieux, comme ils le sont, les Occidentaux, c'est-à-dire Américains et Européens: ils s'abritent désormais, derrière les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour nous infliger un nouveau type de colonialisme.

Évidemment, cela ne saura échapper à notre vigilance, ni à notre sagacité.

C'est ainsi que notre pays, la RCA, qui vit depuis un certain temps de mendicité internationale, est depuis placé sous embargo, exactement dans les mêmes conditions ou similaires au Soudan, dont on a parlé depuis ce matin.

L'armée centrafricaine n'a plus le droit d'avoir les armes. Or, qu'est-ce qu'on peut dire d'un État digne de ce nom, s'il n'a pas une armée?

Il y a des missions onusiennes partout dans le monde. Au Congo Démocratique, au Soudan du Sud, mais ces pays, ont leurs armées en place.

Malheureusement, ce n'est pas le cas en Centrafrique.

J'ose compter sur la solidarité, encore une fois de plus, des compatriotes Africains, ici, pour que la question centrafricaine soit placée au cœur des préoccupations qui sont les nôtres.

Parlons du sujet qui nous intéresse, la réforme des Nations-Unies.

C'est un vieux sujet, Monsieur le Président.

Encore une fois de plus, ou bien nous acceptons de rester dans une logique suicidaire, ou bien nous pensons que nous devons avoir notre place, en tant qu'Afrique, au sein du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Malheureusement, on est toujours divisé. Nous allons toujours continuer en tant qu'Africains, j'étais heureux d'écouter notre doyen de la Guinée Conakry, dire que c'est en fait les Africains eux-mêmes, comme disait Lénine, qui donnent la corde avec laquelle les Occidentaux vont nous pendre et vont continuer à nous flétrir, Monsieur le Président. J'en ai terminé.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Abdou LABO du Niger.

HON. ABDOU LABO [NIGER]:

Bien, merci Monsieur le Président.

Il y a un adage qui dit: « *Tous unis, nous vaincrons !* ». « *L'union fait la force !* ». C'est ainsi que l'adage du Parlement africain: « *Une Afrique ! Une voix !* » a toute sa raison d'être, ce matin.

Monsieur le Président,

Il ne suffit pas de penser à la réforme du système des Nations-Unies, mais réfléchissons plutôt sur ce qui va faire de l'Afrique, une Afrique unie parce que même si le système des Nations-Unies était réformé, je me rappelle déjà des années durant, peut-être que le doyen du Guinée va nous le confirmer, quand il s'était agi [*Microphone éteint*] ce n'était que des intentions du choix des deux pays qui allaient nous représenter aux Nations-Unies. Jusqu'aujourd'hui, c'est la guéguerre ! On n'est pas arrivé à cela !

Alors, mettons plutôt l'accent sur « *Une Afrique ! Une Voix !* ». Une fois cela obtenu, je pense que, pour ce qui est de la réforme du système des Nations-Unies, à mon sens, ce sera plus facile parce qu'en ce moment-là ce serait 54 voix qui vont s'exprimer - donc 28 % du système des Nations-Unies - face à ce que nous appelons le veto.

Et donc, à l'Alliance parlementaire, je demanderais également de réfléchir: est-ce que le système actuel de veto est encore fiable ? Je sais que c'est non!

Alors, réfléchissez et trouvez-nous une autre manière de parler au niveau des Nations-Unies parce qu'il n'est pas normal que 5 pays sur 193 et poussière décident de la marche de ce monde. D'ailleurs, je ne dirais même cinq, c'est un!

Merci.

MR. PRESIDENT:

Thank you very much!

A now I give the floor to Honorable Workya ROUAMBA du BURKINA FASO.

HON. WORKYA ROUAMBA [BURKINA FASO]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais soutenir l'initiative de la création de l'Alliance pour la réforme des Nations-Unies qui, de mon point de vue, permettra de redéfinir des stratégies communes de façon inclusive pour l'Afrique.

Ensuite en deuxième point, je pense qu'elle permettra aussi de prévenir les conflits eu égard aux différentes menaces terroristes que nous vivons dans nos différents pays.

Et enfin, je pense aussi que l'Alliance permettra d'aboutir à une paix, gage de sécurité pour l'ensemble des pays de l'Afrique.

Et comme nous sommes là, nous avons notre adage encore qui dit toujours que nous sommes « *Une Afrique unie* », je pense que dans cette lancée là l'Alliance, à mon sens, serait vraiment la bienvenue.

Je vous remercie.

HON. MOHAMED OULD EBEKER [MAURITANIE]:

####

SPEECH

FROM HON. CHIEF CHIRUMBIRA [ZIMBABWE]:

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'honorable Martin NITERETSE du Burundi.

HON. MARTIN NITERETSE [BURUNDI]:

Merci Monsieur le Président.

Je passe!

HON. EVELYNE BUTOYI [BURUNDI]:

Merci Monsieur le Président.

Je passe!

HON. VICTOR BURUKUKIYE [BURUNDI]:

Merci Monsieur le Président pour la parole.

Monsieur le Président, chers collègues, tout le monde peut constater avec moi que la Charte des Nations Unies parfois appelée la Charte de San Francisco n'est ni une bible ni un coran pour ne pas être modifiée ou mise à jour. Je me dis que depuis 1945 le monde a largement évolué, les réalités mondaines sont autres.

Toutefois, les buts et les objectifs ainsi que les principes transcrits dans cette Charte bien qu'ils restent nobles et valables sont délibérément bafoués par les grandes puissances, qui se sont réservées le droit d'objectiver les moins puissants. C'est pourquoi je soutiens totalement et forcément toute initiative visant un nouvel ordre mondial à partir d'une réforme profonde des organes des Nations Unies, le modus opérantes de cette organisation ainsi que la participation et la représentativité valable, équilibrée et efficace de l'Afrique.

C'est pourquoi je profite de cette occasion pour en appeler à la conscience collective pour tous les africains pour prendre ce long chemin pour l'Afrique.

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRESIDENT

Merci beaucoup.

La dernière personne inscrite sur ma liste est l'Honorable Aminata NIANG de la Mauritanie.

HON. AMINATA NIANG [MAURITANIA]:

Merci Monsieur le Président.

D'abord, permettez-moi de remercier l'Honorable Onyango KAKOBA pour cette présentation riche et claire.

Monsieur le Président,

Nous saluons cette initiative de mettre en place une telle organisation car, comme nous le savons tous ici, que notre continent est le grand marginalisé du système des Nations-Unies.

Monsieur le Président,

Si le continent est obligé de se soumettre aux résolutions des Nations-Unies et appliquer ces mesures, pourquoi ne réclame-t-il pas la voix qu'elle devrait avoir dans ce système?

Il est temps que l'Afrique puisse occuper la place qui lui sied au sein du système des Nations-Unies et il est temps également que notre continent fasse entendre sa voix et défendre les intérêts des peuples africains.

Ce faisant, Monsieur le Président, nous soutenons avec force cette initiative de créer l'Alliance parlementaire pour la réforme des Nations-Unies et nous demandons à ce que le Parlement panafricain puisse faire une résolution pour appuyer cette initiative afin qu'il puisse combattre et défendre les intérêts des peuples africains.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. DR. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONNE]:

Thank you, Mr. President. I stand here wearing two hats. I stand here as a Member of the Alliance but I also come from Sierra Leone, whose President is currently the chairman of the sitting.

Hon Members, allow me to tell you what my President, the chairman, recently said at the United Nations General Assembly (UNGA) meeting. He said that UN reform is important for the achievement of Agenda 2030 and Agenda 2063. He said that the UN must now move with the times and speed up the reform. He gave stern warning to the UN should they continue to hold on to the edict and structure established 71 years ago. He stated that the UN lacked the democratic competencies to tackle development, security and other challenges facing Africa without Africa sitting on the UN Security Council.

Without a strong African voice at the highest level of global platform in decision-making and the energetic voices of Africa with the largest youth population on the continent that is mostly affected by UN decisions, no solution

offered by the UN will be successful and sustainable. He referred to the Azzouini Consensus and such declaration that we must as Africans, resist the divide and rule attempt by the UN.

My President is happy with the establishment of this Alliance. He is looking forward to a visit by the executive of the Alliance to Sierra Leone so that together with the Alliance and the other 10 members of the UN Security reforms will sit and see how they can map out a way forward for us to achieve this reform. That is the message I have for you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'honorable Elimi.

UN HONORABLE MEMBRE:

Motion de procédure!

M. LE PRÉSIDENT:

Oui, vous avez la parole!

UN HONORABLE MEMBRE:

Monsieur le Président, j'étais parmi les premiers à m'inscrire hier. Mais vous dites que c'est terminé.

Je ne peux pas comprendre cela.

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, J'ai dit que les gens qui n'avaient pas les noms sur les listes pouvaient lever la main.

On vous donne la parole.

UN HONORABLE MEMBRE:

Ce n'est pas normal!

On s'inscrit à l'avance et puis il faut que nos noms figurent sur la liste.

Ce n'est pas normal!

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, Je ne saute aucun nom. Voilà toutes les listes que j'ai, votre nom n'y figure pas.

Mais si vous voulez parler, demandez la parole.

Voilà les listes que j'ai, votre nom n'y figure pas.

Et même, les collègues qui ont envoyé des papillons pour demander la parole, je le leur ai donné.

Si vous voulez parler, envoyez votre nom ! Vous allez parler. Ça ne sert à rien de contester.

Les députés, on ne refuse jamais la parole à un député.

Vous êtes payés pour parler!

Oui, vous avez la parole, chère collègue.

HON. SAFIA ELMI DJIBRIL [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président.

J'ai suivi attentivement la présentation de l'Honorable

KAKOBA que je soutiens pleinement. Mais, Monsieur le Président, chers collègues, nous savons que depuis la création de l'Organisation mondiale [...].

M. LE PRÉSIDENT:

On n'entend pas.

HON. SAFIA ELMI DJIBRIL [DJIBOUTI]:

Pardon!

Mais nous savons que depuis la création de l'Organisation mondiale, elle est dominée voire accaparée par les puissances occidentales.

L'Afrique est entièrement mise à l'écart des grandes décisions qui régissent l'ordre mondial. Depuis la Déclaration de Syrte en 2005, l'Union africaine avait pris l'engagement de lutter pour la réforme des Nations-Unies en faveur de l'Afrique.

Or, plus de onze ans après et malgré la création d'un comité de dix Chefs d'États et de gouvernements, aucun changement n'a vu le jour.

Où est-ce que le bât blesse, chers collègues?

Pourquoi l'Afrique a-t-elle du mal à plaider sa propre cause?

Aujourd'hui, une alliance parlementaire a été créée pour remédier à cette léthargie donnant un coup d'accélérateur au processus de réforme des organes décisionnels de l'ONU, notamment le cercle très fermé du Conseil de Sécurité.

Mes chers collègues,

En tant que parlementaires, élus légitimes de nos peuples respectifs, une grande responsabilité nous incombe.

Nous devons assurer pour que l'Afrique soit incluse dans le concert des nations comme une puissance à part entière, écoutée et respectée. Et il ne tient qu'à nous pour que cela arrive, parce qu'il est certain que les grandes puissances occidentales n'accepteront pas facilement de nous ouvrir la porte pour devenir membres permanent du Conseil de Sécurité.

Pour atteindre notre objectif, l'Afrique doit être unie plus que jamais, quitte à faire une grève, quitte à faire une grève simultanée contre les systèmes immuables des Nations-Unies en désertant durant toute une séance, voire deux le siège de l'Assemblée générale.

Un boycott simultané et sans exception pour que notre voix soit entendue, écoutée et prise en compte.

En tout état de cause, il est grand temps d'adopter de nouvelles stratégies choques pour amorcer un changement d'attitude et de considération à l'égard de l'Afrique. Merci.

HON. MAMEDI SIDIBÉ [MALI]:

Merci Monsieur le Président.

Je pense qu'à l'avenir, il faut que l'administration fasse en sorte que lorsqu'on s'inscrit, que les noms puissent figurer sur la page qui vous est remise.

Monsieur le Président,

Je pense qu'il ne faut pas seulement avoir la main sur le cœur, il faut agir souvent avec raison. Comment pouvons-nous, puisque nous sommes financés, même le Parlement panafricain est financé par l'Union européenne, la GIZ, etc., comment peut-on nous faire entendre alors sur la scène internationale pendant que notre capacité intrinsèque de nous prendre en charge n'est pas effective?

Donc, je pense qu'il y a une question de jeu d'intérêts ; les puissances vainqueurs ont eu à se grouper selon leurs intérêts et le monde était alors bipolaire: l'Occident et les pays de l'Est avec à leur tête la Russie.

Donc, c'est ce monde bipolaire qui nous a gérés jusqu'à ce moment, jusqu'à l'effritement du monde socialiste.

Tant que nous ne nous organisons pas, depuis 1963, on a la main sur le cœur: il faut que nous nous unissions mais c'est juste émotionnel ; les actes concrets ne sont pas pris. Tant que cela n'est pas, je ne pense pas que nous puissions trouver ce que nous voulons.

Hier, nos devanciers, les pères fondateurs de l'Afrique, à travers les non-alignés, ont fortement appuyé la Chine pour que la Chine soit aujourd'hui présente. C'est maintenant notre tour, c'est notre capacité intrinsèque de nous organiser, de nous prendre en charge, qui fera que nous serons respectés ou pas.

Je pense que [...].

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, La cabine ne vous suit plus.

Y a-t-il encore d'intervenants dans la salle?

Allez-y!

HON. SANTOSH VINITA KALYAN [SOUTH AFRICA]:

Can we as PAP have a resolution to give impetus to the work of the AU Committee of ten as stated in the document under the objectives? Nowhere in this document does the Alliance state that it has concerted with the C10 (Committee of ten) and that they in fact need and support or welcome the intervention of the impetus.

Perhaps, Mr. President, a motion could be tabled to talk about the Ezulwini Consensus and perhaps commit it from another angle so that we do not offend the motion adopted by the Heads of State. I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Madame, Honorable.

C'est bien comme vous avez parlé, mais malheureusement votre nom ne figurait pas sur la liste. J'ai dit, tous ceux qui veulent prendre la parole, ils n'ont qu'à parler. Cela ne me gêne pas.

Votre résolution, je suis légaliste, je suis très légaliste. Je pense qu'on va réfléchir. Effectivement, la première chose à faire, c'est d'appuyer le Comité de dix et en marge, nous pouvons aussi engager des démarches pour mettre en place une institution parlementaire, parce que les deux, il ne faut jamais être en dehors d'un système qui se met en place.

Honorable DIAWARA vous avez la parole!

HON. AISSATOU SOW DIAWARA [SÉNÉGAL]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Cette Alliance est la bienvenue et je la soutiens.

Cependant, Monsieur le Président, nous devons être unis réellement et faire de l'Afrique « *Une Afrique ! Une voix !* », une réalité.

Ne pas s'en tenir seulement aux paroles, si nous voulons avoir la place qui nous revient de droit dans les instances mondiales.

Ce qui se fait sans nous, ne peut pas être bien fait sans nous. Ce qui impose notre présence permanente aux Nations-Unies.

Monsieur le Président,

Nous devons cultiver la tolérance, l'esprit de bonne camaraderie, la solidarité agissante entre nos pays.

L'exemple: s'il n'y avait pas deux soudans les États-Unis n'auraient pas osé ce qu'ils ont fait.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Son voisin de droite.

Please, it's not a problem, I will give you the floor, just a moment my president.

UN HONORABLE MEMBRE:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais, tout d'abord, saluer la création de l'Alliance, mais cependant m'interroger sur un certain nombre de questions par rapport à son organisation financière, c'est-à-dire comment elle fonctionne et puis aussi les caractères de l'entité proprement dite. Est-ce que c'est une ONG ou bien c'est un cadre consultatif ? Etc.

La deuxième chose, je crois aussi que les objectifs sont très ambitieux, mais il ne faudrait pas qu'on se voile la face. Quand même, il y a des préalables à réaliser pour l'atteinte de ces objectifs-là parce que nous sommes une communauté bien organisée et en Afrique, il y a l'organisation des Chefs d'États qui est l'organisation des pays l'UA.

Donc, je crois qu'à mon avis, le premier préalable c'est de comprendre au mieux l'attitude globale de nos Chefs d'États, de nos pays par rapport à ce qui se fait de manière globale dans le monde, parce que nous sommes à peu près dans une position de sous-domination. En tout cas, nous ne prenons pas nos responsabilités face à beaucoup de situations qui se présentent à nous.

Le deuxième, c'est par rapport à la philosophie que certains pays, je ne dirais d'un pays à un autre ou d'un groupe de pays par rapport à un autre pays, parce que par rapport au mécanisme des Nations-Unies, vous n'êtes pas sans savoir, et c'est triste de le dire mais dans beaucoup de parlements nationaux, ces parlements ne constituent que des chambres d'enregistrement ; ils sont sous la domination de l'Exécutif.

Mais concrètement, je crois, il faut une révolution entre guillemets pour prétendre à développer une certaine stratégie qui va dans une perspective de régler effectivement ces insuffisances-là, notées çà et là.

Je crois que globalement, ce qu'il y a lieu de dire, c'est qu'il faudrait quand même que nous marquions des ruptures par rapport à la manière de pratiquer [...].

C'est vrai que nous faisons beaucoup de discours, mais généralement quand nous sortons nous oublions tout et nous mettons tout dans nos tiroirs. Je crois, qu'aujourd'hui, l'heure est venue de prendre les choses en main, mais avec une très bonne communication.

Je vous remercie.

HON. JATTA FABAKARY TOMBONG [GAMBIA]:

Thank you, Mr. President. Let me first of all seize this opportunity to thank the presenters Hon. Kakoba and Hon. Maria Suwareh for their brilliant presentation and to you Hon. President for allowing this very important issue and topic to be tabled before this august body for debate.

Hon. President, the issue of reforms of the United Nations, the particular reference to the UN Security Council, is very urgent. If we reflect that following the end of the First World War a nation of nations was constituted. Within thirty years, the Second World War broke out that led to the formation of the United Nations and one of its key objectives was to prevent another world war.

After seventy years, it is more than necessary now for the UN security to be reformed with a view to ensuring the maintenance of international peace and security within the ambits of democracy. Imagine Hon. Speaker, one country over ruling the whole world on issues and there are double standards in this application.

The contributors talked relating this to the issue of Sudan, Sudan played a pivotal role during the liberation struggle of Africa. What happens now with the west is, if you resist them or you do not dance to their tunes, you do not will to their powers, you are labelled with all forms of names. It is high time that Africa with 54 countries, but what we should learn from it Hon. President, is that African leaders must now know that they must not allow ridges to be put between them. They must unite, talk to each other, befriend each other, help each other out in unity. When wed are united, we will be a world power.

Let me end up by saying that a united Africa, just translates into a super power and a united Africa Hon. Speaker, is a threat to the Western World.

I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Je voudrais attirer votre attention, les interprètes travaillent selon les heures, nous sommes déjà à 14 heures, nous aurons trente minutes de pause déjeuner, pour venir, ici, à 14 h 30, si vous le permettez afin de continuer notre travail. Mais, sinon on continue. Tout député qui a payé son transport pour venir, ici, doit parler.

Quels sont ceux qui veulent encore prendre la parole?

Oui, vous avez la parole!

HONORABLE MEMBER:

#####

####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Y a-t-il des gens qui veulent intervenir sur ce sujet?

Le débat général est clos!

Coup de maillet

Chers collègues,

Je crois que cette présentation nous sert d'information.

L'Honorable KALYAN qui est de la Commission des Règlements vient de nous dire qu'il faudrait que l'Alliance prenne langue avec le Comité de dix. Et le collègue vient de proposer qu'il faut informer tous les parlements nationaux parce que notre Règlement intérieur est clair: le Parlement panafricain collabore avec les parlements nationaux et les parlements régionaux.

Donc, je crois que ce que nous allons faire, c'est de suivre, comme on l'a appris, nous prenons acte et nous invitons nos collègues à aller:

- rencontrer le Comité des dix, parce que quelqu'un l'a dit, ici, il y aura des implications financières et la procédure d'accepter les ONG dépend d'un pays à un autre;
- ensuite, il faudra que les parlements nationaux soient informés et les parlements régionaux, également.

Donc, nous prenons seulement note de l'exposé et nous affirmons que c'est important. Il faut qu'il y ait cette organisation mais qui doit être greffée avec ce que nos Chefs d'États sont en train de faire.

Ceci me donne l'occasion de vous dire ce que j'ai répondu au cours d'une interview. Nous devons être clairs: le Parlement panafricain prend les résolutions sur les sujets qui ont déjà été préalablement traités par les Chefs d'États parce que nous sommes un organe de l'Union africaine. Nous n'avons pas une voix délibérative indépendante. C'est pour cette raison que nous sommes en droit, aujourd'hui, de nous saisir du problème du Soudan, qui est un problème traité au sein de l'Union africaine et dont les Chefs d'États africains manifestent beaucoup d'intérêts.

Donc, je donne la parole aux deux intervenants, deux minutes à chacun, s'il y a des éclaircissements et nous allons suspendre nos travaux.

Honorable KAKOBA Onyango, vous avez la parole!

HON. KAKOBA ONYANGO:

Mr. President, I want to thank all the Hon. Members. Mr. President, our intention was to introduce to you this organization and you know that as we are handling the issues of reform we have a partner. Our aim was just to introduce our organization to you so that we work together. As we agree, we shall be supporting the work of the Pan African Parliament. I thank you for that clarification.

The rest of the issues that have been pointed out were - from here, if PAP so wishes we could have national chapters as are in the other Parliaments. But ours was to give you the information.

The other one that I want to point out is the issue of unity. Definitely, it would enure to the benefit of all of us. As good enough, I have already been in touch with some of them and there would be successful meetings. We shall impress upon them to make sure that they are united.

The veto powers of those are reflected in the common positions because the view of that common position is that, even the Permanent Members from Africa should also have veto powers.

Last but not the least, I would also like to thank - the other time when we were here during the Speakers Conference in South Africa, we got the chance to meet the Speaker of the Sudan National Assembly and we thank him very much for that opportunity that he gave us to meet him. I pray that he makes a follow up. I thank you very much for your kind attention.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable SOAREZ pour deux minutes!

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigada Senhor Presidente.

Penso que todas as intervenções que foram aqui feitas, são reveladoras de quanto interessante vai ser, termos os dois assentos no Conselho de Segurança das Nações Unidas.

Eu penso que é importante que nos unamos como africanos para que tenhamos todas as condições...

MR. PRESIDENT:

Translation! Interpretation! It is ok?

Go ahead Madam!

HON. MARIA IVONE BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Obrigada Senhor Presidente.

Dizia que África deve unir-se e apoiar-se para que seja potência mundial do futuro.

MR. PRESIDENT:

Interpretation, please!

Yes, Madam!

HON. MARIA IVONE BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Obrigada.

Temos recursos humanos, temos mulheres, homens, jovens capazes no continente africano e nós podemos com os recursos naturais que também temos, ser o continente que vai fazer toda a diferença nos próximos anos.

Vamos procurar melhorar a nossa forma de servir ao nosso povo, a nossa forma de representar o nosso povo e vamos também melhorar a nossa forma de fiscalizar a acção do Executivo nos nossos países.

Uma África, uma voz.

Muito obrigada.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Nous venons donc de suivre les explications complémentaires!

Le Parlement panafricain prend acte de cette information et invite les leaders africains à prendre attache avec le « Comité des 10 » pour qu'ils puissent mener ensemble la même réflexion, mais également nous demandons que cette action soit portée dans nos parlements nationaux parce que nous dépendons d'abord des parlements nationaux.

Au fait, vous avez suivi les interventions ! Tout le monde, ici, est acquis à la cause mais nous ne pouvons pas de nous-mêmes, ici, vous dire qu'on fera ceci, il faudrait que cette impulsion vienne aussi de la base parce que nous sommes soutenus par la base, est notre base ce sont les parlements nationaux, ce sont les parlements régionaux.

Donc, le Parlement prend acte, prend note, et vous invite à chaque fois que vous avez des informations complémentaires à venir nous les présenter.

Ceci étant, je vais proposer la suspension de notre séance pour une heure de temps. Nous reprendrons les travaux, ici, à 15 heures zéro, zéro.

La séance est suspendue!

COMMUNIQUÉ:

Quelques communiqués, Monsieur le Secrétaire général!

Just one moment please: announcements!

THE CLERK :

De 16 h 30 à 18 h 30: Nous aurons les réunions des Commissions permanentes suivantes:

Transport, Industrie, Communication, Énergie et Technologie en salle Suez Canal;

Santé, Travail et Affaires sociales en salle Naim Vallet;

Coopération, Relations internationales, et résolution des conflits en salle Bibliotheca Alexandria;

Éducation, Culture, Tourisme et Ressources humaines en salle Abou Souden.

Juste [...].

Justice et droits de l'Homme en salle "Assouan".

Demain, commence la Conférence des Femmes!

Tous les membres sont invités à cette Conférence: Hommes et Femmes.

Nous avons une dernière communication: Le Bureau du Caucus des Femmes est invité à une réunion, ce jour, à 18 h 30 en salle Siwah.

M. LE PRÉSIDENT:

La Conférence des Femmes, c'est à quelle heure demain et s'il n'y aura pas les travaux?

SECRETARY:

La Conférence des Femmes commence demain, après-midi, à 14 h 30.

M. LE PRÉSIDENT:

Donc, il y a un programme le matin.

SECRETARY :

Oui on a une plénière le matin ; dans la matinée!

M. LE PRÉSIDENT:

Merci.

Coup de maillet

La séance est suspendue à 14h08 minutes

La séance est reprise à 15 heures

M. LE PRÉSIDENT:

Veuillez vous asseoir!

La séance est reprise!

Coup de maillet

Monsieur le Secrétaire général, je vous donne la parole pour donner le programme inscrit à l'ordre du jour.

MME LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE:

Présentation et débat sur la stratégie de développement de l'élevage de l'Afrique par le Bureau interafricain des Ressources animales.

M. LE PRÉSIDENT:

Présentation et débat sur l'exposé des stratégies de développement de l'élevage de l'Afrique par le Bureau interafricain des Ressources animales.

Je donne donc la parole au Pr Ahmed Elchouali, Directeur et chef de mission à faire son exposé.

Monsieur le Directeur, vous avez la parole!

Oui!

Motion!

HONORABLE MEMBRE:

Excusez-moi d'intervenir par motion, Monsieur le Président. Je crois bien que vous voyez bien ce qui se passe dans la salle. La plupart des députés ne sont pas là et je crains que le Prof avec le brillant exposé qu'il a donné, qu'il n'y ait pas d'intervenants parce que les auditeurs ne sont pas là. Je ne sais pas s'il faille encore attendre les quelque dix ou vingt minutes.

M. LE PRÉSIDENT:

Pardon!

UN HONORABLE MEMBRE:

Je vous remercie.

Je demande si on ne peut attendre quelque dix ou vingt minutes parce que la salle est presque vide, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

La salle est comment?

HONORABLE MEMBRE:

Les Honorables députés ne sont pas encore là, ils ne sont pas encore nombreux dans la salle. Je crains fort qu'il termine et qu'il n'y ait pas d'interventions suffisantes.

M. LE PRÉSIDENT:

Quelle est la disposition qui exige le quorum à la reprise des travaux?

HONORABLE MEMBRE:

Il n'y a pas de quorum, tout simplement c'est pour la bonne marche, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Oui, mais quelle est la disposition réglementaire que nous devons [...]. Nous devons renvoyer la session ? Est-ce qu'il y a une disposition réglementaire ? C'est une reprise des travaux. On a suspendu les travaux, on les reprend. C'est une suspension ! Si c'était le début et qu'on exigeait le quorum, cela peut se comprendre.

Ne vous inquiétez pas, cher collègue, la salle va se remplir.

Je crois que la seule chose que j'aurais pu demander, c'est peut-être, j'ai déjà ouvert les travaux, c'est demander au Secrétariat général de voir les techniciens pour qu'on réduise un peu la climatisation dans la salle.

Il fait trop froid. Donc, essayez de nous diminuer la climatisation dans la salle.

HONORABLE MEMBRE:

Il fait vraiment trop froid.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEÉ CONAKRY]:

Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Oui!

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEÉ CONAKRY]:

Je rejoins l'Honorable du Congo. C'est juste vous demander d'accorder le quart d'heure académique pour que la salle soit un peu plus remplie, comme nous le souhaitons, pour la qualité des débats. Cela permettrait au plus grand nombre de députés puissent participer au débat.

Deuxièmement, nous n'avons pas reçu la copie de la présentation, comme les présentations précédentes.

M. LE PRÉSIDENT:

Donc qu'est-ce qu'on fait? On suspend à nouveau les travaux, Madame?

Qu'est-ce que vous proposez?

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEÉ CONAKRY]:

Je ne demande pas de suspendre. Nous accorderons peut-être le quart d'heure académique et ensuite, peut-être le temps pour nous fournir la documentation nécessaire.

M. LE PRÉSIDENT:

Faites-nous une proposition, Madame!

On suspend à nouveau les travaux pour les reprendre à quelle heure?

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEÉ CONAKRY]:

Là c'est une corde. Dans quinze minutes!

M. LE PRÉSIDENT:

Madame, le Secrétariat me dit que les commissions doivent adopter leurs rapports cet après-midi. Les rapports qui seront soumis à la plénière.

Si vous demander qu'on suspende, on a fait venir des gens pour travailler, est-ce que ces gens seront disponibles demain?

Je ne sais pas.

On a pourtant dit que les gens devraient être à côté. Maintenant, qu'est-ce qu'on fait?

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEÉ CONAKRY]:

Nous continuons alors!

M. LE PRÉSIDENT:

Venez nous faire l'exposé!

Parce qu'il faut savoir ce que nous voulons ! Si les commissions ne se tiennent pas, vous allez accuser le Président. Moi-même, je n'ai pas mangé, je suis resté à attendre quinze heures.

Moi, non plus!

Mr. Director, you have the floor!

HONORABLE MEMBRE:

S'il vous plaît, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Oui!

HONORABLE MEMBRE:

Oui, Madame Zalikatou a parlé de la documentation. Est-ce qu'au moins les documents sont là pour nous qui sommes présents dans la salle, s'il vous plaît?

M. LE PRÉSIDENT:

S'il vous plaît?

HONORABLE MEMBRE:

Les documents! Est-ce que les documents sont là pour nous qui sommes présents dans la salle?

M. LE PRÉSIDENT:

Les documents!

Il paraît qu'on déposé des copies à l'entrée ! Les copies sont à l'entrée!

Les copies sont là en cinq langues. Je vois le portugais, le français, l'arabe et l'anglais. C'est à l'entrée!

Silence dans la salle

Please, Director! Can you take a seat for few moments?

PR AHMED ELCHOUALI [DIRECTEUR ET CHEF DE MISSION]:

Ok ! Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Please, just a few moment!

AN HONORABLE MEMBER:

Mr. President they only have this morning paper.

M. LE PRÉSIDENT:

Please!

UNE HONORABLE MEMBRE:

Ils ont seulement les papiers, les informations de ce matin à l'entrée!

M. LE PRÉSIDENT:

Mais c'est un exposé, vous pouvez suivre, prendre notes et réagir.

UN HONORABLE MEMBRE:

Oui, Monsieur le Président, les documents ne sont pas prêts, on peut suivre.

M. LE PRÉSIDENT:

Vous pouvez réagir après l'exposé. Le document est même très volumineux, c'est pour le lire à la maison.

Suivez l'exposé et vous allez réagir. On vous remettra le document pour approfondir vos connaissances.

On peut aller?

Silence dans la salle

Chers collègues,

J'invite maintenant le Pr Ahmed El Sawawi, Directeur de la mission à faire sa présentation.

2000 ### ## ##### ##### # #####
 ##### # ##### 2050 ### #####
 ##### # ##### # #####
 ### ##### # ##### # ##### #
 ##### # ##### # ##### # ##
 ### ##### # ##### # ##### # #
 ##### # ##### # ##### # ##### #
 ## ##### # ##### # ##### #
 ##### # ##### # ##### #
 .##### # ##### # ##### # #####
 ##### # ##### # ##### # ##### # #
 ##### # ##### # ##### # ##### #
 .### ##### # ##### # ##### # #####

HON. ZALIKATOU DIALLO (MRS) [GUINEA CONAKRY]

Merci Monsieur le Président.

La qualité de l'exposé a été très claire, et nous avons suivi les mutations qu'a connues cette institution de 1951 à nos jours. On a vu qu'elle a été adaptée progressivement aux différentes réalités, il y a eu quand même beaucoup de progrès.

Enfin, les stratégies nouvelles citées ici, j'ai quand même une préoccupation pour la question de la compétitivité au niveau des éleveurs, agriculteurs africains, dans la mesure où pour vaincre ce challenge de la compétitivité, comment vaincre ce challenge si au niveau des pays développés il y a la subvention pour les éleveurs ? Et souvent il n'est pas rare que les écrans de télévision nous montrent en boucle les manifestations chaque fois que les pays industrialisés veulent diminuer la subvention faite aux éleveurs.

Donc les africains sont confrontés à ce problème et quelle est la stratégie que le BIRA préconise pour les éleveurs ? Ils ont parlé d'un fonds mobilisé de 19 millions d'Euros pour un premier projet. Je voudrais savoir les Etats bénéficiaires, il a parlé que ce sont les Etats africains. Quels sont les critères de sélection pour que les Etats bénéficient de ce fonds ? Merci.

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITIUS]:

Thank you Mr. President.

Mr. President, I think first of all we have to commend the African Union Commission for coming up with this livestock development strategy for Africa. I would like also to congratulate the two speakers for their excellent presentation. They provide the potentials, challenges and the strategy for implementation. I would like just to mention that the challenges are there but it is not difficult to get from there, you have the public and private sector funding. Mr. President, I from Mauritius we set up a lot of funds, there is a lot of interest I can tell you from international investors whether it is institutional investors or public investors to invest into the food sector in Africa. Because food security is very important for the world and precisely is the one of the sector which is most promising. So private sector funds are there.

Mr. President, but in order for them to put the money into Africa, the African countries must themselves **had them** through public investment. It **serves nothing** to try to keep cattle if you not able to transport those cattle's to the market. It has nothing to keep cattle if the European Union will not allow you in the case you do not fulfill all the sanitary norms. So, there is a lot of investment that has to be done by the public sector and I have no doubt that with the help of this... we are on the right track.

Mr. President, thank you.

HON.PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA LEONNE]:

Thank you Honorable Chair. I would like first to thank the two presenters for presenting such a brilliant presentation.

Mr. President, the first step for food security in Africa should be the ability for Africans to be able to feed themselves. There are countries in

Africa that cannot afford three meals a day. If we want to alleviate poverty and hunger we should be able to produce our own food including sufficient protein which means producing more livestock and livestock products.

Mr. President, health issues is also very prevalent with the livestock of Africa. At so many times we do not have the technology to detect diseases earlier in the livestock that we try to produce. If we cannot detect this disease it sometimes means that when we eat this livestock the disease will transfer to ourselves and end up losing lives.

Mr. President, most African countries have done a lot or very well in other agricultural sectors but they are lacking behind in livestock and livestock products. These strategies that I saw today will make an impact if only they are implemented all across Africa. Collaboration and cooperation is important between African countries to help each other in terms of food security, livestock and livestock products. Because if one country is doing well in one area instead of exporting to Europe, America and Western world we encourage those countries to first look at how they can help other African countries for export within our own development.

Mr. President, so, development of livestock is very important as a key and we encourage for the improvement of livestock and livestock product in Africa.

Mr. President, thank you.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA [SIERRA LEONNE]:

Thank you Mr. President. I join the other speakers to thank the presenters.

Mr. President, my take is on the enormous challenges we have had and I see the future of our continent in terms of livestock very much challenging. The issue about the environment not addressed, conflict between vegetable farmers and that the others also not addressed. But in all we believe that if more work is done and more preference is given to livestock then definitely we would promote Africa.

Mr. President, we want to call on the group to ensure that more advocacy is done as they call on the various Members of Parliament so that we are aligned to the process even back in our homes so that at the end of the day we would come back and say praise ourselves what has been done. Mr. President, thank you very much.

HON. ELHADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je n'ai pas suivi l'exposé, mais je ne voudrais pas quand même perdre l'occasion de dire ce que je sais de l'élevage.

J'ai eu la chance d'être pendant moins d'un an Ministre de l'Élevage et en 2008, nous étions dans cette même salle pour parler des maladies de l'élevage en ce qui concerne la grippe aviaire. C'est pour cela que quand on parle de l'élevage, je suis intéressé, mais je sais qu'il y a des problèmes communs à toute l'Afrique. L'un des problèmes communs, c'est comment trouver des médicaments pour lutter contre les maladies des cheptels.

Le deuxième problème que nous avons, c'est comment trouver la nourriture pour nous permettre de garder les animaux à l'enclos. Il y a un cas particulier en ce qui concerne la Guinée, par exemple, c'est le conflit entre éleveurs et cultivateurs et paysans. C'est un problème très sérieux que j'ai eu beaucoup de difficultés à résoudre et qui n'est toujours pas résolu.

Donc, Monsieur le Président, j'aurais souhaité suivre l'exposé pour savoir si dans le Plan d'action il est prévu ; qu'est-ce qu'il faut pour la cohabitation entre les éleveurs et les cultivateurs, d'une part, et d'autre part comment trouver les médicaments pour les maladies qui guettent le cheptel et pratiquement vont à une vitesse très galopante en Afrique?

Voilà les problèmes que je voulais évoquer, peut-être qu'ils ont été résolus.

Si c'est le cas, je m'en excuse et si ce n'est pas le cas, ce sont des questions que je pose.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. ELHADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je n'ai pas suivi l'exposé, mais je ne voudrais pas quand même perdre l'occasion de dire ce que je sais de l'élevage.

J'ai eu la chance d'être pendant moins d'un an Ministre de l'Élevage et en 2008, nous étions dans cette même salle pour parler des maladies de l'élevage en ce qui concerne la grippe aviaire. C'est pour cela que quand on parle de l'élevage, je suis intéressé, mais je sais qu'il y a des problèmes communs à toute l'Afrique. L'un des problèmes communs, c'est comment trouver des médicaments pour lutter contre les maladies des cheptels.

Le deuxième problème que nous avons, c'est comment trouver la nourriture pour nous permettre de garder les animaux à l'enclos. Il y a un cas particulier en ce qui concerne la Guinée, par exemple, c'est le conflit entre éleveurs et cultivateurs et paysans. C'est un problème très sérieux que j'ai eu beaucoup de difficultés à résoudre et qui n'est toujours pas résolu.

Donc, Monsieur le Président, j'aurais souhaité suivre l'exposé pour savoir si dans le Plan d'action il est prévu ; qu'est-ce qu'il faut pour la cohabitation entre les éleveurs et les cultivateurs, d'une part, et d'autre part comment trouver les médicaments pour les maladies qui guettent le cheptel et pratiquement vont à une vitesse très galopante en Afrique?

Voilà les problèmes que je voulais évoquer, peut-être qu'ils ont été résolus.

Si c'est le cas, je m'en excuse et si ce n'est pas le cas, ce sont des questions que je pose.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. DR BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONNE]:

Thank you Mr. President. I think this topic is very good and very apt.

Mr. President, when we look at some of the diseases that Africa is suffering from, they are mostly related to protein deficiency. Especially in children nowadays we are struggling with protein deficiency marasmus and we are also struggling with protein deficiency as a result of the consumption of large quantities of carbohydrate which is *Kwashiorkor*, and that is going to affect not only the childhood development but it also has an impact on adult life in terms of productivity.

Mr. President, in Africa we have a lot of countries that are landlocked and because they are landlocked some of them do not have very good rivers so the meat protein is going to be very important. Therefore, whatever we can do to improve on the livestock sector is going to be very important.

The presenter has enumerated what will happen if we continuously import livestock from outside, it is going to affect our foreign exchange and is also going to affect our capability and ability to produce.

Mr. President, I have looked at the strategies, they are very good. But one strategy that we want to see is, most countries do not have a food safety bill, and when we are talking of food we are not just talking of crops we are also talking of fisheries and livestock and without a food safety policy even accessing international market with our livestock is going to be a problem even if we are to produce in large quantities. So I hope that we would look at that.

Mr. President, also we must look at the role of the households in livestock production. Most households in Africa have small ruminants. Some have one goat, one sheep and they come in handy also in terms of income. So what is going to be the place of this project with small household ruminant development? It is also going to be very important and I would want to see what is the strategy in that.

Mr. President, I thank you very much.

HON. PRINCESS NCENGENCE DLAMINI (Mrs)[SWAZILAND]:

Thank you

Mr President. I also want to thank the speakers, it was a very good presentation. The Director of AUIBAR alluded at the beginning of his presentation and said something about special needs and coming from the southern part of Africa I feel like our situation is a special need situation right now. We are hit hard by a drought that has been ongoing for a number of years but the last two years has been very intense, Hon President.

HON. PATRIC MAYOMBE MUBYOKO [R.D.C]:

Monsieur le Président, merci de la parole que vous m'accordez.

Je félicite sincèrement les deux intervenants, leurs exposés ont été très clairs et très enrichissants.

J'aimerais ici insister sur un point Monsieur le Président sur le domaine de l'élevage dans notre pays, l'autosuffisance alimentaire entre autres grands problèmes que nous avons en Afrique c'est le problème de manque de démocratie.

Monsieur le Président dans beaucoup de pays s'il y a des guerres par ci par là c'est ce qui défavorise l'éclosion de l'élevage dans notre continent et ce à cause du manque de démocratie. Les Chefs d'Etats qui se cramponnent au pouvoir, qui ne veulent pas partir, qui changent de constitution à tout moment. Ce qui fait que pour qu'on accède au pouvoir, il faut les renverser de force et ça provoque des guerres. Ce sont ces guerres qui détruisent le cheptel en Afrique. Nous avons un problème très sérieux, il va falloir que nous prenions conscience de cela.

Le second problème que je voulais évoquer Monsieur le Président, c'est le fonds dont on nous a parlé, les 19 millions d'Euros. J'aurais voulu qu'une grande partie de ce fonds soit affecté dans l'installation des laboratoires pour la prévention des maladies animales. Par exemple la mouche tsé-tsé, Monsieur le Président il arrive des moments où un cheptel de bovins, des ovins, des chèvres, sont morts comme ça à cause des épidémies et sans compter les pauvres et ça amène les gens en arrière. Ce qui fait qu'on ne sait pas progresser.

Par contre, si nous avons des vaccins pour prévenir toutes ces maladies on pourra garder un cheptel important et on va limiter l'importation de la viande.

Enfin Monsieur le Président, je voudrais parler d'un autre problème qui est celui du commerce interafricain. Il n'est pas normal qu'au 21^{ème} siècle nous importons de la viande qui vient du Brésil ou de je ne sais pas alors que le Soudan voisin a, comme le collègue l'a dit plus de 150 milliers de têtes de bœufs. Nous pouvons importer entre nous et nous satisfaire entre nous africains, plutôt que d'importer de la viande gelée qui a fait des années dans les....

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT :

Merci, cher collègue.

Il fallait bien préciser votre penser en disant que chez toi, dans la zone forestière, parce que nous savons que l'élevage en zone forestière, on est tout le temps victime, pendant que les autres pleurent à cause de l'eau, nous nous sommes victimes des épidémies et nous perdons tout le bétail. C'est bien de cela qu'il s'agit.

L'Honorable Fayçal de la Tunisie!

Silence dans la salle

L'Honorable TEKLE TESEMA BARAMO de l'Éthiopie!

Silence dans la salle

HON. ABDALLAH BARKAT IBRAHIM [DJIBOUTI]:

C'est Abdallah BARKAT.

Merci Monsieur le Président.

Je félicite les présentateurs pour leur brillant exposé.

Pour ce qui est de l'élevage, chacun de nous sait que l'importance de l'élevage, au niveau continental, les produits se négocient à un prix vraiment très fort, au niveau des différents marchés.

Donc, le Bureau interafricain des ressources animales est un organe technique de l'Union africaine.

Au niveau des pays, au niveau des communautés sous-régionales, au niveau continental, nous avons de bonnes stratégies et des bons objectifs de développement de l'élevage, mais le problème, c'est la mise en œuvre. Généralement, il se pose un problème de mise en œuvre pour différentes raisons, pour certaines c'est peut-être ce sont les ressources financières, pour d'autres ce sont des problèmes techniques et pour d'autres encore, c'est un problème de capacité: capacité technique.

Je pense qu'on est en droit de proposer différents scénarios: un des scénarios qui pourrait être proposé, c'est au niveau du PAP, les Assemblées sous-régionales.

Les communautés régionales pourraient être appuyées pour mettre en place des mécanismes contraignants envers des pays membres de l'Union africaine en vue de mettre en place les bonnes pratiques de développement de l'élevage puisque le développement, à partir de la base, pose un problème, peut-être, en tant que Parlement, différents parlements que ce soit le Parlement continental ou les Assemblées régionales, de réfléchir à ce mécanisme avec les experts.

Merci.

M. LE PRÉSIDENT :

Le débat général est clos.

Je donne la parole au Directeur pour complément d'information.

Docteur, quelques compléments d'information.

HON. ONYANGO KAKOBA []:

Thank you very much Mr. President. I would also like to join colleagues to thank the presenters for their excellent expose'.

Mr. President, I think in summary what the presenters have told us is that the livestock sector in Africa is a highly underdeveloped sector and that to develop it will need to transform the traditional ways of doing things and make our famers, the small scale farmers commercial oriented and modernized.

Mr. President, this strategy in the way that I understand it, is based on intensive strategic change which is multifaceted. I think that it is a very complicated strategic direction and I would like to hear the comments of the presenters on how to implement that complicated multifaceted intensive strategic change.

Mr. President, secondly, I would also like to hear their comments on the challenge of preserving and protecting the originality and natural state of the African livestock, because in the health conscious environment we are leaving in now, it is said that the more traditional, the more natural the livestock are the better for our health. How do we preserve and protect that in the context of modernization?

Mr. President, thank you.

HONORABLE MEMBER:

The two presenters, I hope as they add up to their presentation as it has been said by other Members already that most of the livestock programmes in the African countries are on traditional pioneered programmes whereas our colleagues from the developed countries have got highly mechanized mechanisms through which even when the production is finished beef stuff can stay for more than one year and it would still have shelf life on the market. Would there be a deliberate sensitization and funding to where our traditional livestock farmers can get an avenue of having a modern processing industry. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Monsieur le Directeur,

Je voudrais vous rassurer que ce que vous êtes venu chercher ici, comme soutien, vous l'avez. Parmi les différents membres, ici députés, la plupart sont des éleveurs et des planteurs.

Donc, je crois que c'est un sujet qui nous préoccupe et nous tous, nous avons besoin de cette stratégie pour nous amener à améliorer nos rendements et surtout le Professeur LONGO vient de le soulever: la meilleure viande c'est celle qui est faite chez nous, naturellement.

Est-ce qu'on peut avoir des soutiens pour améliorer notre production traditionnelle et obtenir l'autosuffisance alimentaire?

Voilà de manière ramassée, ce que les collègues veulent dire.

Je vous donne deux minutes pour faire vos observations.

Je vous remercie.

HONORABLE MEMBER:

Thank you Hon. President and Hon. Members. I thank you so much for most of the interventions that have been made and we are looking at your support. Some of them are suggestions which would take an hour of consideration.

I would like just to clarify a few points. The Strategy is available at our website in the four official languages of the African Union and I am even going to take the E-mail addresses of all of you and I would send the link just to have the electronic version of this Strategy.

During the development of this Strategy all our member states were involved starting from the Technical Director of the Veterinary Service up to the Minister responsible for Livestock or Agriculture. For example, in Sudan His Excellency Dr Faisal Hassan was involved in it since the beginning until it was endorsed. We really count on our member states in terms of the implementation. Our role at the technical office of the AU is just to support our member states technically and financially as much as we can. Of course, all animal health issues and diseases is included and this is what we achieved as I have said in my presentation.

This office was initiated to control rinderpest and we managed to eradicate rinderpest in 2011 globally with our partners and from the continent. It is the first time an animal disease after a small pox for human beings was eradicated.

I thank you for your support and maybe I would give the floor for just one minute with your permission to Dr Pros to respond to a few things.

Dr. Pros:

Thank you very much Mr President and Hon Members. Just a few questions that I can recall from the questions that have been asked.

The first one is that what is the criterion for distributing the funding to the member states? First of all, all the member states...

DR. BRUCE MUKANDA:

Thank you very much Hon. President and Hon Members. Just a few questions that I can recall from the questions that have been asked. The first one is that, what is the criterion for distributing the funding to the member states? First of all, all the member states are beneficiaries so we would not be choosing between one and the other, they would all benefit equally. As they have said in the presentation this money is meant for building the capacity of the member states and the regional economic communities to be able to implement the strategy and we are hoping that as we go along we would raise more money for the actual investment that we need to do the livestock sector. But right now we need to have the capacity first.

There was a question on we would be able to deal with this complex strategy. Yes, we agree it is a complex strategy. The sector itself is a very complex sector as well. But as the Director said earlier, we sat together with the technical levels, the political levels, the policy makers and worked out the implementation modalities and within the detailed implementation modalities we have worked out ways on how we would link with each other and how each country would be able to implement its part in order to ensure that it is accomplished. I have just presented a summary of these modalities but the details would be found in the detailed document that is going to be e-mailed to you.

Then there was a question on the originality of the livestock. Yes, indeed, we are currently running another project that is dealing with the animal genetic resources for the preservation of the indigenous livestock that we have and within this among the things that we are doing is to set up regional gene banks where we would preserve the genetic material for all our livestock; and also the traditional knowledge that we have in keeping livestock, that is beneficial.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup Docteur.

Chers collègues, je sou mets à la Chambre la présentation sur le développement de l'élevage en Afrique du Centre interafricain des Ressources animales (BIRA/UA).

Pas d'observation? Pas de remarque? Le Parlement panafricain prend note.

Monsieur le Secrétaire général...

Demande de parole d'un honorable Député

Cher collègue, demandez la parole si vous avez quelque chose à dire. Oui.

HONORABLE MEMBRE

Est-ce qu'on peut avoir les deux exposés?

M. LE PRESIDENT:

Oui, ils ont dit qu'ils vont prendre vos liens, ils vont vous envoyer les exposés et les stratégies. Je crois que c'est ce que j'ai entendu. Merci.

Secrétaire général adjoint les annonces.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Je rappelle que les Commissions suivantes se réunissent... (inaudible) Santé, Travail: Salle...

Coopération, Relation Internationale: Salle...

Education, Culture, Communication: Salle...

Justice, Droits de l'Homme: Salle Assouan.

M. LE PRESIDENT:

Merci beaucoup.

Honorables membres, nous sommes à présent arrivés à la fin des travaux, la séance est par conséquent suspendue jusqu'à demain jeudi 13 octobre 2016.

La séance est suspendue à 16h43.

Thursday, 13 October, 2016

The House met at 9:05

[The President in the Chair]

A moment of silence for prayer or meditation was observed

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Veillez vous asseoir!

Coup de maillet

La séance est reprise!

Chers collègues,

Une fois de plus, je vous souhaite la bienvenue dans cet hémicycle, devenu hémicycle du Parlement panafricain. Je salue la présence parmi nous des hommes de presse et de tous nos invités.

Je salue également la présence de nos interprètes qui font un travail de fond pour que nos travaux puissent se dérouler dans des bonnes conditions.

Je souhaite et j'espère que tout le monde s'est bien levé ce matin et que, dans le même esprit qu'hier, nous allons continuer nos délibérations.

Sur ce, je vous informe que j'ai reçu un avis de motion appelant les États membres de l'Union africaine à ratifier le Protocole à l'Acte constitutif de l'Union africaine, relative au Parlement panafricain, adopté à Malabo.

La motion sera inscrite à l'ordre du jour de nos travaux, dès que possible. Invitation des autres à entrer dans la chambre.

Honorables membres,

Conformément aux dispositions de l'article 38 (1), alinéa (g) et (h) du Règlement intérieur, j'ai l'honneur et le privilège d'inviter à entrer dans l'hémicycle:

- S.E.M. Ousmane KE CAMARA, Ambassadeur de la République de Sierra-Léone et Président du Conseil de Paix et Sécurité pour le mois d'octobre 2016;
- S.E.M. Abdel Salaam UI Amed, Directeur général adjoint de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

J'invite à présent, le Secrétaire général par intérim, à donner lecture du premier point à l'ordre du jour.

THE CLERK:

Good morning, Your Excellencies and Honourable Members. The first item today is the: Presentation and Debate of the Peace and Security Council of the African Union on the status of peace and security in Africa.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Présentation et débat sur le rapport du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine sur la paix et la sécurité en Afrique.

J'invite à présent S.E.M. Osman K. Kamara, Ambassadeur de la République de Sierra-Léone, Président du Conseil de Paix et Sécurité pour le mois d'octobre à faire sa présentation.

AMBASSADOR OSMAN K. KAMARA [REPRESENTATIVE OF AU FROM SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr. President, for giving me the Floor. The President of the Pan-African Parliament, Your Excellencies, Members of the PanAfrican Parliament and distinguished ladies and gentlemen, greetings to you all. On behalf of the Peace and Security Council and on my own behalf, I would like to first of all express my sincere gratitude to the Pan-African Parliament for inviting the chairperson of the AU Peace and Security Council to participate in this Third Ordinary Session of the PAP. I am here to represent the Chairperson of the Peace and Security Council of this month, His Excellency Ambassador Catherine Nwagi of the Republic of Kenya, who is currently attending the Extraordinary Session of the Assembly of the African Union on Maritime Security Safety and Development in Lome, the Republic of Togo. She sent many regards and best wishes to the PAP and looks forward to successful deliberations in this Session.

Permit me Excellencies and Hon. Members of Parliament, to extol the intrinsic words of the Leadership of my President, His Excellency Dr. Ernest Bai Koroma, for his excellent leadership and for his revered policy to capacitate, empower and promote women, youth and the disabled in senior positions within and outside Sierra Leone. His policy which is also a catalyst for peace and stability in the continent is geared towards the vulnerable group and if replicated across the continent, has the effect of bridging inequality, increase inclusivity in governance and constitute a quintessential step for durable peace and stability in post conflict countries on the Continent.

Your Excellences, distinguish ladies and gentlemen, the Peace and Security Council appreciates this tradition of your esteemed Parliament of inviting the Chairperson of the Council to your Sessions. These mechanisms promote and coordinate the synergy in our efforts as an AU Organ within the Framework of Peace and Security Architecture which is our blue print for promoting peace, security and stability in our Continent. Africa has recently adopted Agenda 2063 and we must do everything within our midst to achieve the goals of this Agenda. It is an honour for me to present to the Esteemed Parliament the current status of peace and security situation in our Continent. Since our last Session during which the Peace and Security Chairperson briefed Parliament on the status of peace and security on the Continent.

The Peace and Security Council has continued to deploy sustained efforts to consolidate the progress made in promoting lasting peace and stability on the Continent. While progress has been made in resolving some of the

conflict and crisis situations on the continent with the support of the Regional and Economic Commissions, Regional Mechanisms for the Conflict Prevention Management and Resolution and our Partners, many challenges evidently remain on the Continent Peace and Security Landscape.

Over the past decade the threat of terrorism has grown significantly and continues to grow in various parts of Africa. Headlines bear green stories of terrorist attacks against innocent civilians in Libya, Tunisia, Egypt, Mali, Nigeria, Burkina Faso, Cameroon, Chad, Somalia and Kenya to name a few. The notorious and so called Islamic States Militant Group in the Middle East has also expanded its influence in Africa. In Libya the Terrorist Group is taking advantage of the current crisis which is also compounded by the absence of effective Central Government to recruit, train and expand its influence in our Continent.

Relationship between the various Terrorist Organisations on the Continent remain a mockery and the collective impact of their actions amount to a serious threat to our peace and Security and a test to Africa's collective will and ability to decisively combat and eradicate terrorism.

Hon. President and Hon. Members of Parliament, besides terrorism the general peace and security situation in our continent is still a challenge which needs our coordinated efforts.

Mr President, I will provide a brief overview of the main peace and security challenges with the Council, which the Council had been seized with and continue to be in.

In South Sudan, the overall political security and humanitarian situation remains volatile despite the signing of the peace Agreement by the warring parties in August 2015. As the Parliament is aware, from 7 July 2016, there has been deadly clashes between the SPLM in Government and the SPLM in the Opposition in the capital city of Juba. In the past few days, there have not been any glimmer of hope that this conflict will abate. Given this disturbing and unpredictable situation, more need to be done to ensure that the Agreement is fully implemented and the parties comply with the various provisions of the Agreement.

We encourage the countries of the Region to intensify engagement with the parties to ensure a return to peace.

The countries of the Region through IGAD have made a decision to deploy a regional protection force to protect civilians. This decision which has been supported by the Council and United Nations Security Council, efforts are currently underway to deploy the force.

The African Union through the former President, Mr Alpha Omar Konare, who is also the AU High Representation to South Sudan has been playing a significant role in ensuring the implementation of the Peace Agreement in South Sudan. The Peace and Security Council will visit South Sudan by the end of this month to gather information on the ground and express its solidarity with the people and Government of South Sudan. But of utmost importance is that the South Sudanese people themselves ought to make peace in their country as nobody else can do that.

In Burundi, the situation remains unpredictable despite emerging signs of improvement in security situation especially in the capital city, Bujumbura. Only an all-inclusive and unconditional inter-Burundian dialogue based on the respect of the Arushia Agreement and the Constitution of Burundi will make it possible to find a lasting political solution to the current crisis.

The dialogue in Arushia-Tanzania under the urges of its African Community with participation of the former President, Benjamin MKAPA of Tanzania has resumed though some impediments on the conduct of an inclusive dialogue persist. There has been a resistance from the Government side to allow those in prison to participate in the dialogue. The efforts by the East African Community and the East African mediator, His Excellency President Yoweri Kaguta Museveni, President of the Republic of Uganda to help the Burundians find a lasting solution to the crisis have been deployed.

The African Union Commission is currently pursuing efforts for the deployment of human rights observers and military experts in Burundi as agreed between the Government and the African Union High Level Delegation of Heads of State that visited Burundi in February this year. Unfortunately, only 68 human rights observers and military experts have been deployed. The consultation and other procedures are underway to increase this number to 200 despite financial challenges.

The Peace and Security Council visited Burundi in June 2015 and it has been making decisions to ensure that the situation in Burundi comes to its normalcy.

In Somalia, progress has been made in the political process with the implementation of Vision 2016 to watch the holding of elections which were planned to take place in August/September 2016, based on a consensual electoral model as established by the Somali stakeholders.

The State Formation Process is almost completed though it must be noted that the process of State formation continues to face clan conflicts as opposing clans compete for influence, power and land. AMISON continues to put efforts to improve the humanitarian situation by opening up many supply routes to facilitate the delivery of humanitarian assistance. Al Shabaab has been heavily weakened but retains the capacity to stage deadly attacks as evidenced by its recurrent attacks. Of particular concern is the fact that the EU has reduced its funding for AMISON troop allowances by 20%. Although, it has enhanced the payment procedures to AMISON troops contributing countries through a long sum payments approach is aimed at accelerating disbursement. This measure does not fill the gap created by the 20% cut. Also the European Union's, decisions to alter the payment procedure of troop allowances to the Burundi national defense force contingent would adversely affect the effectiveness of operations.

Given these challenges, the Peace and Security Council has called on the UN Security Council to enhance financial support to AMISON through the utilization of UN assessed contributions, bearing in mind that in deploying a mission in Somalia, the UN is acting on behalf of the UN Security Council which has a primary responsibility for the maintenance of international peace and security and aims at creating conditions conducive for the long-term stabilization and reconstruction of Somalia.

The peace and Security Council, has also endorsed the revised AMISON concept of operations focused on efforts towards enhancing AMISON and Somalia National Security Forces operations and setting indicative time lines for an exit strategy of AMISON from Somalia.

In the Democratic Republic of Congo, the situation remains marked by issues related to the electoral process, the conduct of political dialogue and the continued insecurity in the provinces in the east of the country. The African Union appointed the former Prime Minister of Togo and panel of the Wise Member Mr. Edem Kodjo as the facilitator in the Congolese national dialogue.

The countries of the region are deploying efforts to persevere in the implementation of a framework agreement thus enhancing their corporation to neutralize the negative forces operating in the East of DRC.

In Mali and the Sahel, the situation has been marked by the pursuits of efforts to implement the Agreement for Peace and Reconciliation in Mali.

The security situation in Mali has been characterized by the terrorist attacks in Mali against the, Malian Armed Forces, the international forces, the MINUSMA and the operation Barkhahane.

The Peace and Security Council has welcomed the new dynamics noted in the implementation of our agreement, issuing from Algiers Process and encouraged the Malian party to redouble their efforts to promote lasting peace and reconciliation in Mali.

More than ever, there is a need for the speedy establishment of an intervention force to be deployed in Northern Mali to combat terrorist and criminal groups operating in this part of the country. This is what the AU Commission has started working on and the Peace and the Security Council will be briefed after the finalization of the consultations regarding the establishment of an intervention force to be deployed in Northern Mali to combat terrorist and criminal groups.

In Libya, the situation in Libya continues to be of a great concern. The political insecurity and humanitarian situation requires our attention. The AU continues to closely follow the situation to make sure that the Libyan Political Agreement is implemented fully, that the GNA secures the necessary endorsement from all Libyan stakeholders and the need for a better coordinated international action.

Looking ahead, the AU, through the High Representative for Libya, the former President of Tanzania, Jakaya Kikwete intends to play an enhanced role both in assisting the new Libyan Government through concrete actions, including assisting in security sector reforms and national reconciliation.

The African Union also intends to contribute to the strengthening of existing regional security arrangements, including the Nouakchott Process as an intelligence gathering and sharing platforms to better prevent extremist groups from launching attacks in the region and the neighbouring countries.

In the Central African Republic, the political and security situation has improved considerably following the successful organisation of the presidential and legislative elections and the establishment of a new government. It was in this context that the peace and security council at its 586th meeting on 31st March 2016 decided to lift the suspension of the participation of the Central African Republic in the activities of the African Union as well as all other measures taken to ensure that stakeholders in the Central African Republic work irreversibly for the restoration of a normal constitutional order.

However, the security situation is still marked by incidents of violence and abuses committed against the population by unidentified armed individuals who often operate with elements of the terrorist groups of the Lord Resistance Army. It is in this context that the LRA still continues to pose a threat to peace and stability in the Central African Republic and its eradication requires increased African and wider international co-operation.

The humanitarian situation has improved significantly. Notably, the number of Internally Displaced Persons (IDPs) has declined significantly since February 2016. However, there are still thousands of Central African Republic refugees, mainly in the neighbouring countries. The country continues to face shortage of food. It is estimated that about 2.35 million people are in a situation of food insecurity and also need healthcare support and access to safe drinking water. Yet, post-conflict reconstruction demands in the country are huge and the country requires our support.

In Sudan, the situation relating to the national dialogue and cessation of hostilities in Darfur and the two areas of the Blue Nile and South Kordofan remain unresolved to date. Of significance was the signing of a roadmap agreement which captured key concessions that had been made by the Sudanese parties.

On 21st March 2016, the Government of Sudan signed the roadmap agreement. The opposition parties and the armed movement expressed reservations over the document and are yet to sign it. On 18th April 2016, the Sudan Call, comprised of some Sudan opposition parties and armed movements, unilaterally declared a cessation of hostilities in the Blue Nile and South Kordofan states for a period of six months. Subsequently, the Government of Sudan also made a significant announcement for a period of four months, starting Saturday, 18th June 2016.

At the same time, Darfur has faced further challenges from January 2016 when fighting erupted between the Sudan Armed Forces and the Sudan Liberation Army of Abdul Wahid Nur in the Jabel Marra area of Central Darfur at the initiative of this Movement. Following these clashes, the African Union/United Nations hybrid operation in Darfur (UNAMID) report indicated that the clashes resulted in the displacement of over 100,000 people. Meanwhile, UNAMID continued to implement its given mandate, albeit with some challenges. In June 2016, the AU Peace and Security Council and the United Nations Security Council renewed the mandate of UNAMID for another period of 12 months.

In April 2016, an administrative referendum was conducted by the Government of Sudan to determine whether Darfur should be a unitary state or retain the five states. On 23rd April, 2016, it was announced that more than 97 per cent of voters supported the option of maintaining the five-state structure. In May 2016, a Joint Working Group established in 2015 by the African Union (AU), the United Nations (UN) and the Government of Sudan to develop a strategy that would lead to a smooth exit of the UN Army, visited Darfur and agreed that there was some improvement in the security situation. The Joint Working Group agreed to resume its work on 17th October, 2016.

In the Western Sahara, a conflict which has been on the decolonisation agenda of the UN for over 50 years remains unresolved to date. The continued impasse prompted the outgoing UN Secretary-General, Ban Ki-moon, to visit the region in April 2016, where he cited the threats posed by extremists and terrorist groups operating across borders and the growing frustration and deterioration of the humanitarian situation in the camps as worrying developments. Morocco did not welcome the outgoing Secretary-General's visit; expressed disaffection over the use of the word "occupation" by the Secretary-General during his visit, accused Mr. Ban Ki-moon of partiality, and expelled 81 MINURSO and three AU personnel within a 72-hour deadline, therefore throwing MINURSO and the entire peace process into total paralysis. The AU's position is clear in this case. Western Sahara is a case of decolonisation in our hands, needing urgent solutions to ensure that the Sahrawi obtain their political rights through a self-determination referendum.

As we work towards creating conditions conducive for peace, security, stability and prosperity of our continent, we also have a fundamental obligation to respond positively, wherever possible, to the constant and legitimate

demands of our people, including the respect and promotion of human rights and fundamental freedoms. This is one of the best approaches of preventing violent conflicts and instability in our continent.

It is noteworthy, that more and more of our member-states are conducting peaceful elections often accompanied by peaceful handover of power.

Africa has stood firm against unconstitutional changes of government. The success in this aspect should extend to the entire political space of our countries, especially through consolidating peaceful handover of power and ensuring smooth political succession. In all this effort, Africa must mobilise robust and early response to bring an end to crises wherever they are on the continent.

In order to achieve our goal of silencing the guns by 2020, it is critical that we strengthen our ability to carry out preventive diplomacy and mediation. I take this opportunity to encourage organs of our Union to take advantage of tools available to them by the Commission to tackle structural conflicts prevention. We witnessed a remarkable decision by our Heads of State and Governments on the Peace Fund during the 27th Ordinary Session of the AU held in July in Kigali, Rwanda. It is time for member-states to make use of the proposals in the report by Dr. Kaberuka on the Peace Fund to find resources from within and resolve crises and conflicts for a peaceful continent.

I conclude by reiterating the Peace and Security Council's appreciation to the Pan African Parliament (PAP) for its unwavering commitment to discharge its mandate. I wish this Session a fruitful deliberation.

Applause

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Excellence Monsieur l'Ambassadeur.

Chers collègues,

Le problème de paix et de sécurité en Afrique, c'est un problème très important. Et je voudrais recueillir votre indulgence pour donner d'abord la liste de ceux qui se sont inscrits pour prendre la parole, ensuite ceux qui ne se sont pas inscrits, qu'ils puissent s'inscrire pour que tout le monde puisse parler, mais ça sera dans le respect de notre Règlement.

Ainsi, j'ai une liste devant moi. La première personne inscrite sur ma liste est:

- l'Hon. Evelyne BUTOYI du Burundi.

Ensuite, il y a:

- Hon. Abdulrazak Sa'ad NAMDAS du Nigeria;
- Hon. OKOT Ogong Félix de l'Ouganda;
- Hon. Domai GATPAN KULANG du Sud Soudan;
- Hon. Djidda Mamar du Tchad;
- Hon. Maria Ivone SOARES du Mozambique;
- Hon. Mustafa Abdelaziz ELGENDY d'Égypte,
- Hon. Abdou HAROUNA du Niger ;
- Hon. Thandi Cecilia MEMELA de la République Sud-africaine;
- Hon. Hélio de Jésus Pina SANCHEZ du Cap Vert;
- Hon. Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan;
- Hon. Muhammed Reza Cassam de Maurice;
- Hon. Victor BURIKUKIYE du Burundi;
- Hon. El hadj Diao KANTE de Guinée Conakry;
- Hon. Aubin NGONGO LUWOWO de la République démocratique du Congo ;

- Hon. Aminata NIANG de la Mauritanie;
- Hon. Felisberto Alves VIEIRA de Cap Vert;
- Hon. Sid'Ahmed MOGUEYA de Mauritanie;
- Hon. Martin NITERETSE du Burundi;
- Hon. Docteur Bernadette LAHAI de Sierra-Léone;
- Hon. Loide L. KASSINGO de la Namibie;
- Hon. Ernesto MULATO de l'Angola;
- Hon. Joseph MALANJI de la Zambie;
- Hon. Zalikatou DIALLO de la Guinée Conakry;
- Hon. Mohamed EBEKER de la Mauritanie;
- Hon. Aissatou SOW DIAWARA du Sénégal;
- Hon. Saleh KEBZABO du Tchad.

Ceux de nos collègues qui souhaitent intervenir, n'ont qu'à envoyer leurs noms qui seront ajoutés à cette liste.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je viens de suivre, comme mes collègues, avec beaucoup d'intérêt votre exposé. L'Afrique continue à être secouée par beaucoup de conflits. Vous avez effleuré un peu ces conflits mais je puis quand même faire une remarque en disant qu'aujourd'hui, nos conflits sont de trois natures:

- La première cause des conflits, c'est le terrorisme!

Le terrorisme, aujourd'hui, se développe en Afrique comme le cancer. Aucun pays n'est à l'abri de cette menace. Des efforts sont faits mais les terroristes aussi multiplient les nouvelles approches pour atteindre nos pays.

- La deuxième, ce sont les conflits postélectorales!

La plupart du temps, aujourd'hui, ce sont les crises qui naissent des conflits postélectorales ou de l'application de la démocratie, le non-respect des normes édictées par nos pays.

- Troisièmement, le problème de la migration et des changements climatiques.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, Bien que d'autres causes, comme la pauvreté, soient ambiantes, le népotisme et autres, mais nous remarquons quand même que notre Organisation ne se saisit pas des problèmes à temps et a toujours tendance à jouer les sapeurs-pompier.

Qu'est-ce qui peut justifier une telle approche lorsqu'on sait que les conflits en Afrique se préparent et se mettent en place, mais l'Union africaine vient toujours en dernière position.

Vous voudrez bien, Monsieur l'Ambassadeur, éclairer l'auguste Chambre pour cette prise de position tardive qui fait à ce que la résolution des conflits en Afrique prenne du temps. Mais également la plupart aussi de nos conflits sont menés de l'extérieur. On a beau dire, il y a toujours la main extérieure dans les conflits en Afrique.

Et la résolution, encore malheureusement, est obligée d'être entachée par ceux-là qui provoquent des conflits.

Donc, Monsieur l'Ambassadeur, lorsque vous aurez à donner des explications, clarifiez-nous sur le retard ou bien le fait que l'Union africaine ne soit pas proactive ou ne fait pas une diplomatie préventive lorsqu'il y a des conflits, mais essaie de jouer à la diplomatie résolutive pour résoudre les conflits qui ont déjà pris du terrain.

Je donne donc la parole à la première personne inscrite sur cette liste qui n'est autre que l'Honorable Evelyne BUTOYI du Burundi.

Madame, vous avez la parole pour vos deux minutes de parole.
HON. EVELYNE BUTOYI [BURUNDI]:

Merci Excellence Monsieur le Président, de m'accorder la parole.

Excellence,

Je voudrais d'abord saisir cette occasion pour éclairer l'opinion sur la situation sécuritaire dans mon pays, le Burundi. La sécurité est rétablie dans tout le pays et surtout dans certains quartiers de la capitale de Bujumbura qui ont connu l'insurrection, et aujourd'hui, mes chers collègues, toute la population vague à ses occupations quotidiennes et nous nous en réjouissons.

Pour le moment, il y a le dialogue inter-burundais qui est en cours et tout Burundais y est convié, justement, pour y donner ses contributions pour que chaque fois qu'il y ait des élections qu'elles ne soient plus émaillées de crises répétitives qui ont endeuillé le Burundi.

Les Burundais voudraient bien que leur pays ne replonge plus dans ces crises répétitives et ils s'asseyent ensemble à l'intérieur, et ce dialogue va aussi être exporté vers la diaspora burundaise.

Les crises répétitives qu'a connues notre pays, sont liées aux facteurs exogènes et endogènes. Endogènes pourquoi ? Parce que chaque fois qu'il y a des élections, il y a l'opposition qui s'oppose au verdict des urnes. Et là, ils sont alimentés par les partenaires externes qui ne voudraient pas que notre pays avance et se développe.

Ces partenaires externes s'organisent pour troubler et semer la confusion. En tant qu'Africains, je voudrais qu'on dénonce cela, parce que nous autres, nous voudrions qu'il y ait la paix et la sécurité dans notre pays et que le développement suive son cours normal,

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Abdulrazak Sa'ad Namdas du Nigeria.

HON. ABDUL RAZAK SA' AD NANDAS [NIGERIA]:

Thank you, Mr. President and colleagues for giving me this opportunity. First of all, I want to commend the presenter of this paper, he did a very nice research.

However, I was listening rapt attention to know whether he would say something about my country, Nigeria, which is also a devil with serious crises particularly terrorism, the Boko Haram crises. I did not hear that but I want to say that part of the problem is also corruption of the leadership. I recall that in my country, when about twenty-five billion dollars was set aside in other to purchase military equipment to face the Boko Haram military leaders just sat down and shared the money as if they were taking a breakfast and that was really a problem. So it is the incoming Government that came and discovered that even the Boko Haram were more prepared, more armed than even the military just because of corruption. I think by the time our individual governments in Africa fight corruption some of this thing will go. Right now the issue of Boko Haram has really gone down to a certain extent.

But I want to emphasis that in Africa too, we really also have little issue of a religious conflicts. We are in democracy today; I think there is need for our leaders to outgrow this kind of a religious crisis. We should be tolerant of one another, ethnic crisis we should be tolerant of one another. We should discover that for us to live in democracy we have to live with people and we have to respect their cultures and religion. I think most of the time politicians are being used to create this crisis in order to get elected into office not because they are religious or anything. I think when we are able to sort out this the content will come back.

Mr. President, thank you for the opportunity.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable OKOT Ogong Félix de l'Ouganda.

Silence dans la salle

Honorable OKOT, is not in the Chamber!

Now, I give the floor to Honorable Domai GATPAN KULANG from South Sudan!

Silence dans la salle

He is not in the Chamber?

Now I give the floor to Honorable Djidda Mamar Mahamet from Chad!

He is not in the Chamber?

Now let me give the floor the Honorable Maria Ivone SOARES from Mozambique!

HON. MARIA IVONE SOARES [MOZAMBIQUE]:

Muito bom dia Senhor Presidente.

Bom dia aos Senhores Vice--Presidentes que o acompanham e a todos os meus colegas Deputados Africanos aqui presentes

Excelência quero felicitar ao orador por nos ter trazido...

Batidas de martelo

M. LE PRÉSIDENT:

English, French is good!

English interpretation. Is it OK?

Oui le français est bon! L'anglais, l'anglais!

The French is channel number 3. I think English is number 2. Then you take channel number 2.

Madam you have the floor!

HON. MARIA IVONE SOARES [MOZAMBIQUE]:

Can I continue?

M. LE PRÉSIDENT:

Yes!

HON. MARIA IVONE SOARES [MOZAMBIQUE]:

Thank you Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT:

You can start.

HON. MARIA IVONE SOARES [MOZAMBIQUE]:

Ok thank you.

Mr. PRESIDENT:

English? French is good.

Madam MP you have the floor, please!

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Can I continue?

Mr. PRESIDENT:

Yes!

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Thank you Mr. President.

Mr. PRESIDENT:

You can start.

HON. MARIA IVONE RENSANO BERNARDO SOARES [MOÇAMBIQUE]:

- Muito bom dia Senhor Presidente do Parlamento Pan-Africano.

Minhas saudações são extensivas aos Vice-Presidentes que o acompanham, assim como aos membros do Secretariado que permitem, que as nossas actividades decorram num bom ambiente de trabalho.

Saúdo a todos os meus colegas Deputados aqui presentes, Deputados Africanos com uma grande responsabilidade para garantir a paz e a segurança no nosso continente.

Cabe a nós legislar e por isso estamos aqui.

Excelências

Quero felicitar ao orador por ter trazido um tema extremamente importante, que tem a ver com a paz e a segurança no nosso continente.

Eu sou de Moçambique e neste momento o meu País tem estado a tentar encontrar uma solução pacífica para o problema pós-eleitoral que nós tivemos.

Como sabem, desde 2013, têm havido confrontações militares entre as forças governamentais e a força residual do maior partido da oposição, que à luz do acordo geral de paz era suposto essas forças residuais serem integradas naquilo que é o nosso exército - as Forças de Defesa e Segurança; e porque nunca houve o cumprimento cabal do Acordo Geral de Paz, até hoje continuamos a espera que a nossa força residual seja integrada para que Moçambique tenha um exército republicano, onde todos os moçambicanos se revejam nele e que possa, efectivamente, proteger a todos os moçambicanos.

Há negociações que estão a ter lugar. Gostava de apelar a todos aqui presentes para que possam fazer o que estiver ao vosso alcance para influenciar para que a paz em Moçambique venha o mais rápido possível.

Sem a paz, fica tudo comprometido.

Obrigada.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue, le micro est parti.

À présent, je donne la parole à l'Honorable Mustafa Abdelaziz ELGENDY de l'Égypte.

Silence dans la salle

Honorable Mustafa is not in the Chamber?

Now let me give the floor to the Honorable Abdou HAROUNA from Niger!

Yes!

HON. ABDU HAROUNA [NIGER]:

Bissimi lahi rahmani rahim!

Bonjour Honorable Président, Honorables membres du Parlement, Chers invités.

Honorable Président,

Vous avez devant vous un jeune parlementaire qui représente deux couches sociales.

D'abord, je veux parler au nom de mon pays, le Niger, qui est malheureusement encerclé au Nord, frontière Libye, zone très riche en uranium, pétrole et ciment, qui subit les activités, les atrocités de Daesh, ISIS ou je ne sais quoi, avec le problème causé en Libye par ces forces colonialistes dont vous savez.

Au Nord-ouest, frontière Mali, zone riche en or, qui subit les atrocités d'Al-Qaïda, ISIS et je ne sais quoi d'autre.

Au Sud-est, zone riche en pétrole et or. Nous sommes avec nos frères du Tchad, Nigeria, Cameroun, victimes des atrocités de ce qu'ils ont appelé Boko Haram ou je ne sais quoi.

Monsieur le Président,

Le Niger, le Nigeria, le Mali, le Tchad, le Cameroun souffrent et se débrouillent seuls, avec tous ces problèmes de terroristes et de terrorisme qui tuent chaque jour, les mères, les enfants et les pauvres populations de nos pays respectifs.

Je me pose la question: où est le reste de l'Afrique ? C'est cela ma question, Monsieur le Président.

La deuxième couche sociale que je représente, c'est cette jeunesse africaine qui a grandi dans les années soixante-dix, quatre-vingt et quatre-vingt-dix ; on était nourri d'espoirs pour ce continent [*Temps imparti épuisé*].

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, Le micro est parti.

Je suis désolé.

Je donne la parole à l'Honorable Thandi Cecilia MEMELA de l'Afrique du Sud.

Hon. Cecilia, you have the floor.

HON. THANDI CECILIA MEMELA [SOUTH AFRICA]:

Thank you, Mr President and good morning to everybody in this House.

Mr President, peace, security and development are two sides of the same coin. There can be no peace without development and there can be no development without peace. Lack of development creates fertile environment for lawless unstable Government and chaos.

In the same vein, happy citizenry are the best defenders of the government and democracy. Therefore as Africans we have a joint responsibility to promote peace and development because they are two sides of the same coin. I then say to every woman who is here, and anybody who is a woman must know that we are the pillars of the nation. Let us stand up for the security of our countries. We plead with the men who might be tired of fighting to give us the space; we are able to fight for our freedom. Peace for our children; and what is happening in Morocco right now can actually come to an end. Let the women be in the forefront, we will do it.

HON. HÉLIO DE JESUS PINA SANCHES [CABO VERDE]:

-... preocupam-me, enquanto Deputado Africano, os conflitos que ainda existem em África. Ontem, nós discutimos aqui, a possibilidade de África ter um lugar permanente no Conselho de Segurança das Nações Unidas, que é o órgão mundial que promove a paz e a estabilidade no mundo e pergunto: como é possível, se ainda em África temos tantos conflitos.

Senhor Presidente

É necessário que este Parlamento tome medidas diplomáticas no sentido de promover a paz, pois, eu saíria desta Sessão e do meu mandato muito frustrado se, efectivamente, esta Assembleia não fizer nada, no sentido de promover a paz e a segurança no mundo.

Eu sou oriundo de um país pequeno em termos de dimensão, mas grande em termos de dignidade do ser humano - Cabo Verde.

Sou neste momento eleito por um partido que esteve 15 anos na oposição e que agora ganhou as eleições, e estou aqui ao lado do meu colega que estava no poder que agora está na oposição e que o seu partido aceitou pacificamente os resultados das eleições.

Creio que a democracia é o caminho e que os dirigentes têm que ter consciência de que sem a democracia, não podemos ter o desenvolvimento e o bem-estar dos povos em África.

Muito obrigado Senhor Presidente.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan.

Honorable Charles, you have the floor!

HON. CHARLES MAJAK ALEER [SOUTH SUDAN]:

Thank you Mr. President. I would like to make clear some of the issues of the events of July this year in Juba.

Mr. President, on the 7th July, the forces loyal to Riek Machar came for security guards at the check point plus.... On the following day the President calls for the meeting between him and the President. When he came, he came

with some forces numbering to three hundred, however, he was allowed to get into the palace and afterwards one of his forces wanted to break into the palace by force and he was prevented. Thereby he shoots the gun and from there the fire erupted.

Mr. President, the Riek Machar himself had a pistol inside the palace and this has been expressed even it has been reported in the recent United Nation meeting. So, you could see sometimes that South Sudan suffers from misreport. In most cases it is always unfair blame which is very unfortunate without identifying who really made the mayhem.

Mr. President I would like to say that, some of our problems are being manufactured outside the country very unfortunately. So, that is the situation which is being described. Secondly, the abounding guy after Mashar flight the country was elected just a minute to put that point because is very important, was elected by political bureau of the SPLM the opposition to take over and so now the implementation is going peaceful.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Muhammed Reza Cassam de l'Île Maurice.

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM [MAURITIUS]:

Mr. President, where are we with the control of blood diamonds and other minerals that have been taken away from our soil to finance these armed conflicts?

Mr. President, I would also like to make an appeal. We all know that the King of Morocco has written to express his intention and willingness of Morocco to join the African Union (AU). We all know the circumstances under which Morocco left the Organisation of Africa Unity (OAU) after it had recognized the sovereignty of the Sahrawi Arab Democratic Republic. So in order to avoid any conflict or exacerbation of conflicts, I would urge the Assembly through the Corporations Committee to come up with an initiative like a fact-finding mission so that people of this House and the AU would know the state of the territory of Western Sahara which is currently being occupied by Morocco and is under dispute. What is the condition of the Sahrawi people living in refugee camps in Algeria?

Only then we would know the real intention of Morocco when it decided to join the AU. I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Victor BURIKUKIYE du Burundi.

HON. VICTOR BURIKUKIYE [BURUNDI]:

Merci Monsieur le Président pour la parole.

Monsieur le Président,

La question sur la paix et la sécurité est très cruciale. Malheureusement, la solution souvent recherchée à cette problématique se base sur des fonds erronés. Ici, je donnerais un exemple du Burundi où la communauté internationale fait une lecture erronée sur ce qui se passe là-bas. Mes collègues l'ont bien dit et on ne le dira jamais assez qu'il n'y a pas de conflit au Bureau, car il n'y a pas deux belligérants en présence.

C'est pourquoi même le dialogue inter-burundais d'Arusha risque de traîner en longueur car il n'y a pas vraiment de matière, étant donné que le vrai dialogue inclusif est en train de se passer, de se mener à l'intérieur du pays avec la participation de tous les Burundais.

La réalité, Monsieur le Président, deux choses: c'est qu'on a constaté une volonté délibérée et acharnée des Occidentaux de vouloir changer le régime en place par tout moyen possible.

Tout a commencé en 2014 avec le boycott des élections de 2015 sous prétexte d'un troisième mandat du Président NKURUNZIZA. Mais avec la détermination des Burundais, les élections ont bel et bien eu lieu. Ils ont tenté même de coups d'État, monté de rébellions, de groupes terroristes, tout cela sans succès. Maintenant, ils en sont à l'instrumentalisation des organismes et instances onusiens, en l'occurrence l'Office des droits de l'Homme et la Cour pénale internationale. Mais les Français l'ont bien dit: « À malin, malin et demi ». Ils nous ont éveillés et maintenant on a tout compris.

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci

beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable El hadj Diao KANTÉ de Guinée-Conakry.

HON. EL HADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE-CONAKRY]:

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mes félicitations à Monsieur l'exposant pour la clarté de son rapport et je regrette en même temps que je n'ai pas à ma disposition ce document assez important que je souhaiterais avoir.

Monsieur le Président,

Il vous souviendra - il souviendra aux honorables représentants ici - qu'il y a un plan de lutte contre le terrorisme international qui a été accepté par tous les États membres des Nations-Unies.

Or, tous les foyers de tension que nous connaissons aujourd'hui s'approvisionnent en armes fabriquées dans les États membres des Nations-Unies.

Monsieur le Président,

Je pense qu'à ce niveau, il y a une hypocrisie. Nous devons sortir de cela pour pouvoir trouver la solution.

Un autre problème, Monsieur le Président, il y a l'absence d'un plan de prévision des conflits. Or, tous les conflits que nous connaissons - que nous avons en présence - sont prévisibles et nous pouvons, il est plus facile selon moi, prévenir ces conflits et les éteindre que d'éteindre les foyers de tension.

Je ne prends que l'exemple des élections sur notre continent: un président qui a fait deux ou trois mandats et qui veut briguer un quatrième mandat, l'Union africaine se tait, le PAP se tait, les élections ont lieu, il y a protestation et nous courons à la rescousse. Je pense que c'est une hypocrisie. Nous devons sortir de cela, Monsieur le Président, et prendre nos responsabilités pour prévenir les conflits.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Aubin NGONGO LUWOWO de la République Démocratique du Congo.

Bruit du microphone)

Cherchez un micro qui marche.

HON. AUBIN NGONGO LUWOWO [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Merci, Monsieur le Président, pour la parole.

Monsieur le Président,

Je viens de la République Démocratique du Congo et je crois que l'actualité revient régulièrement sur une zone de mon pays qu'on appelle la zone de Béni, qui est devenue plus célèbre que la capitale de mon pays, parce qu'il s'y passe des choses inadmissibles.

Les Congolais et les Congolaises sont tués chaque jour ! Les terroristes éventrent, brûlent les maisons, tuent, à l'indifférence de toute l'Afrique. Mais d'où viennent ces terroristes ? Ils sont des ADF (Alliance des Forces Démocratiques) - je ne sais pas de quoi ? - mais qui viennent de l'Ouganda. Ils ne font rien en Ouganda, mais ils viennent tuer les Congolais.

En dehors des ADF, il y a les FDLR, ils viennent d'où ? Ils viennent du Rwanda qui est un pays voisin. Ils viennent tuer des Congolais. Ils se sont installés depuis 94. D'autres viennent d'où ? De l'Ouganda, LRA. Et tout cela, à l'indifférence totale de toute l'Afrique qui considère que ce que vivent les Congolaises et les Congolais, c'est un problème des Congolais, et pourtant il est créé par nos voisins, par des terroristes venus de l'Afrique.

Monsieur le Président,

Cette situation est inadmissible ! Tous les jours, nous entendons le Conseil de Sécurité et de Paix parler de la paix et de sécurité en Afrique, mais nous n'avons rien vu de concret fait par l'Afrique ou l'Union africaine au secours de notre pays. Il y a certains bataillons composés de Sud-africains, de Namibiens et d'un autre pays, on leur dit merci. Mais en réalité, l'Afrique n'est pas assez intéressée au problème du terrorisme au Congo. On entend parler et dénoncer d'autres terroristes mais ceux du Congo, on dirait que c'est une affaire des Congolais eux-mêmes.

De deux, Monsieur le Président! Monsieur le Président,

À quoi sert l'Union africaine, Monsieur le Président?

Est-ce que c'est [*Temps imparti épuisé*].

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue. Le micro vous a lâché.

Je donne la parole à l'Honorable Aminata NIANG de la Mauritanie.

HON. AMINATA NIANG [MAURITANIE]:

Merci Monsieur le Président.

Je passe.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole à l'Honorable Felisberto Alves Vieira du Cap Vert.

Silence dans la salle

Je donne la parole à l'Honorable Hon. Sid'Ahmed O. MOGUEYA de la Mauritanie.

HON. SID'AHMED O. MOGUEYA [MAURITANIE]:

Merci Monsieur le Président.

Je passe.

HON. FELISBERTO ALVES VIEIRA [CAP VERT]:

Monsieur le Président, j'étais ici.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, vous avez la parole!

La Mauritanie passe.

Quant à vous du Cap-Vert, prenez la parole!

HON. FELISBERTO ALVES VIEIRA [CABO VERDE]:

- Obrigado Senhor Presidente.

Obrigado honoráveis Deputadas e Deputados

Queria saudar o Senhor Embaixador pela importante e eloquente comunicação

O tema segurança em África é um tema complexo e muito importante.

Queria, em primeiro lugar, manifestar a minha solidariedade às diferentes comunidades africanas que estão sendo vítimas de terrorismo, de tráfico humano, tráfico de órgãos e que também são vítimas de negação de direito inalienável da liberdade ao pão, a palavra e ao exercício do direito de voto.

Uma das condições fundamentais para que África seja efectivamente moderna, próspera, em paz consigo própria e democrática, é o respeito pela Constituição e o respeito pelas regras do jogo democrático.

Não há democracia pujante sem oposição e não há democracia pujante sem o cumprimento das regras do jogo democrático. Quem governa, tem que respeitar a Constituição e respeitar as minorias, respeitar as Leis

da República. E quem faz a oposicao tem que fazer também nos marcos da Constituicao, exercer o direito de apresentar propostas e constituir alternativas.

É no jogo democrático, como dizia Max Weber, que a Democarcia se fortalece, cumprindo a ética de responsabilidade de quem governa, a ética da crítica de quem faz a oposicao e, por isso, defendo que o Parlamento Pan-Africano deve continuar a aprofundar essas discussões e constituir um documento que pode ser intitulado como o novo paradigma para o caminho da paz, do progresso e da segurança em África para que todos os povos, todos os Estados possam aprofundar, assimilar e apropriar-se deste documento. Mas o fundamental é o cumprimento da regra dos jogos democráticos e a Constituicao dos países e a democracia.

Muito obrigado.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole à l'Honorable Martin NITERETSE du Burundi.

HON. MARTIN NITERETSE [BURUNDI]:

Merci, Excellence

Monsieur Président du PAP.

L'Afrique subit des atrocités d'Al-Qaïda, de Boko-Haram, d'Al-Shabaab et je ne sais quoi. Ces groupes dits terroristes, utilisent quelle monnaie, pour se procurer de la logistique nécessaire et indispensable à leurs actes ignobles.

N'est-ce l'Euro et le dollar?

Ils utilisent les moyens sophistiqués en armements et en communication.

Mais qui leur fournit donc ces moyens?

N'est-ce pas l'Occident qui en fabrique ? Car l'Afrique ne fabrique point.

Monsieur le Président,

L'Afrique connaît des conflits menés de l'extérieur et de l'intérieur. Ces conflits menés de l'extérieur sont fréquents. Ces derniers jours, on peut citer le cas de la Libye de Kadhafi et dont tout le monde est témoin des conséquences néfastes de cette invasion.

Qu'en a fait le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine pour protéger la Libye et les Libyens?

Concernant les conflits menés de l'intérieur, les leaders politiques anti--démocratiques se coalisent avec les grandes puissances occidentales pour rejeter les résultats issus des scrutins et de ce refus naissent des conflits.

C'est le cas du Burundi où la manipulation de l'opinion internationale orchestrée par les opposants radicaux des certaines capitales occidentales, voulant occuper de nouveau le Burundi, sont sources de zizanies et de confusions.

Je vous rappellerais que toute personne qui se rend au Burundi, trouvera une situation totalement différente à celle décrite par certains rapports dont les auteurs sont un peu plus ou moins manipulés.

Par ailleurs, je vous signalerais que le Burundi a entamé le processus de sortir de la CPI qui est conçue par le Burundi comme un instrument d'oppression sur les autorités démocratiquement élues.

Il faut, Excellence Monsieur le Président, plutôt s'attaquer aux causes [*Temps de parole épuisé*].

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue.

La parole est à l'Honorable docteur Bernadette LAHAI de Sierra-Léone.

Honorable Bernadette LAHAI, you have the floor!

HON. DR. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONE]:

Thank you very much, Mr. President. Let me thank my Ambassador, Ambassador OUSMAN KAMARA for delivering such a brilliant exposition on the peace and security situation in Africa.

Let me also start my intervention by quoting what Martin Luther King Junior said: that, "Peace is not the absence of war or the guns but it is the presence of justice". Everywhere in Africa, at whatever level, there is injustice. Women are unjustly treated by men, youths are unjustly treated by the elderly, the governor unjustly treats the governed, the ruling parties unjustly treat the opposition, and the rich unjustly treat the poor and so at the end of the day, if all these people cannot access justice because most of our Judiciaries are not independent - they are politicized and because the rule of law is selective and not everybody is equal before the law, some of these vengeances are exhibited in arms uprisings and continuous upheavals. What we are saying in Africa is that, if we are going to have peace let us first of all pursue justice. You will not be peaceful if you are hungry. You are insecure if you are illiterate. You are insecure if you do not have access to energy. You are insecure if you do not have access to money and good employment. You are insecure if you do not have skills for you to do what you are supposed to do. So injustice and peace and security is not just the war that we should talk about. We should talk about the availability of the basic goods of life.

How can you pursue peace if you go to bed hungry and if you are illiterate? According to Max law, you seek first the lower basic tenets of life, that is, food, shelter, health, and education; then you will go to the higher orders of life which is security, love and selfactualization. So for us Parliamentarians, let us pursue justice. Let us give justice where justice is due. Most of the conflicts in Africa are as a result of injustice. That is where I think we should pay attention. Let us first seek justice and then we can pursue all the others. I thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable Loïde L. KASINGO de la Namibie.

HON. LOIDE L. KASINGO [NAMIBIA]:

Thank you Hon. President. To me the root cause of war in Africa and elsewhere are among others, greed and exclusiveness. Greed in terms of corrupt activities and also the greed of people who are armed and people who would want to take over the democratic governing of the countries.

Let me go to exclusiveness. Exclusiveness in the economy, politics and religion. When you come to political exclusiveness, we must ensure that our Constitution and also electoral processes include everybody. Namibia, a country that I come from, has a population of 2.2 million but we have eight political parties and we are living in peace. Those people who are Heads of State must ensure that everybody is included economically and politically. My President who is also a product of the Pan African Parliament (PAP), when he resumed power came up with the Plan called Arambeh Prosperity Plan which is aiming to narrow the gap between the rich and the poor, to decrease unemployment and to give shelter to everybody. So we must influence our Governments to be democratic and to include everybody whenever they resume power.

Concerning the questioning of the Sahrawi...

Interruption

M. LE PRÉSIDENT:

Merci chère collègue.

La cabine ne vous entend plus.

La parole est à l'Honorable Ernesto MULATO d'Angola.

HON. ERNESTO JOAQUIM MULATO [ANGOLA]:

Obrigado Senhor Presidente por me passar a palavra.

Eu começo por felicitar o Orador que nos trouxe aqui, mais uma vez, este tema que é recorrente nesta nossa Casa.

Eu vejo que este tema que é frequente aqui, que cada vez que nos debatemos paz e segurança, so esgrimimos as nossas posições, nao encontramos formas de podermos ajudar.

Eu gostaria de entender do nosso Orador, o que é que o Parlamento Pan-Africano, os seus deputados, para além das recomendações que fazemos aqui, para além das resoluções, o que se pode fazer para que a nossa posição ou a nossa voz possa contribuir naqueles países onde existem conflitos.

Participamos nas observações, os nossos relatórios não têm nenhum impacto, não participamos nas negociações, apesar de termos aqui *workshops* que dão indicações de como se pode proceder uma mediação.

Logo, gostaria de sentir do Embaixador, o que é que se pode fazer para podermos contribuir melhor para esta causa da paz e segurança.

Muito obrigado.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Joseph MALANJI de la Zambie.

Honorable Joseph MALANJI!

He is not in the Chamber!

Now I give the floor to Honorable Zalikatou DIALLO from Guinea Conakry.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Je joins ma voix à celles de mes prédécesseurs pour adresser mes félicitations à l'Ambassadeur CAMARA pour la clarté de son exposé et surtout il nous a fait l'état des lieux de la situation sécuritaire en Afrique qui nous préoccupe tous.

Les efforts consentis par l'Union africaine et tous les autres acteurs méritent d'être salués, soutenus et encouragés, si nous voulons que l'aspiration n° 4 de l'Afrique pour 2063, à savoir: « *Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité* », soit une réalité.

Je suis d'avis avec ceux qui estiment que la prévention des conflits doit être notre véritable crédo. Endiguer l'évolution des conflits à l'état larvaire est plus profitable. Cela, je crois aux vertus du dialogue. C'est un remède efficace dont on doit en faire usage chaque fois que cela est nécessaire.

J'ai une préoccupation, comme bon nombre de mes prédécesseurs, concernant la Libye qui est devenue un sanctuaire pour les groupes terroristes. Il y a eu pourtant des résolutions des Nations-Unies, un accord qui n'est jusqu'ici pas entré en vigueur.

Je voudrais savoir quel est le principal obstacle à sa mise en œuvre et qu'est-ce que l'Union africaine et les Nations-Unies et tous les autres acteurs envisagent de manière effective pour que les accords soient mis en œuvre ?

Je vous remercie.

MR. PRESIDENT:

Thank you very much.

Now, I give the floor to Honorable Mohamed Ould EBEKER from Mauritania.

Silence dans la salle

I give the floor to Honorable Aissatou SOW DIAWARA from Senegal.

HON. AISSATOU SOW DIAWARA [SÉNÉGAL]:

Merci Monsieur le Président. Monsieur le Président,

Je commence par féliciter S.E.M. CAMARA pour son exposé qui a touché du doigt les problèmes réels de sécurité en Afrique.

Monsieur le Président,

J'ai une préoccupation: « la paix, la sécurité, la stabilité », comment y arriver si nous qui la recherchons ne faisons rien pour cela ?

Une fois élus, nous oublions qu'il faut se conformer à nos Constitutions, à la lutte contre la pauvreté, la bonne distribution des ressources en tenant compte de l'équité évidemment, organiser des élections de manière

démocratique et tous ceux-là sont les maux qui gangrènent notre continent. Ce qui donne aux terroristes un terrain fertile.

Remettons-nous en cause, Monsieur le Président.

Poussons notre réflexion et revoyons notre manière de gouverner, seul gage de trouver la paix, la stabilité et la sécurité dans notre continent.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable Saleh KEBZABO du Tchad.

Il n'est pas dedans?

HON. SALEH KEBZABO [TCHAD]:

Je suis dedans, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, vous avez la parole!

HON. SALEH KEBZABO [TCHAD]:

Monsieur le Président,

Je voudrais saluer tous les collègues, après un an d'absence, je reviens dans notre hémicycle.

Malheureusement, Monsieur le Président, je ne pourrais pas m'exprimer comme je le souhaiterais, parce que je suis de ceux qui déplorent qu'on ait deux minutes pour parler d'un sujet aussi important.

Le représentant de l'Union africaine nous a fait un rapport dont je pense qu'il est incomplet parce que j'aurais souhaité une situation d'analyse plus analytique pour nous permettre d'entrer dans le vif du débat.

Il y a des questions très importantes qui ont été survolées. Je pense en particulier, à la question des élections en Afrique.

Il a, certes, dit qu'il faut une passation de pouvoir en douceur, mais il n'a pas dit ce que l'Union africaine a fait exactement dans toutes les élections qui viennent de se passer en Afrique.

La camarade du Mozambique nous a rappelé dans quelle situation ils sont. Nous avons la situation au Congo-Brazzaville, nous avons la situation avant les élections, au Congo-Kinshasa, nous avons les crises postélectorales au Gabon et au Tchad, ainsi de suite.

Tout cela, de mon point de vue, mériterait un débat plus approfondi dont on aurait pu apporter des contributions beaucoup plus importantes et constructives, si on avait le temps d'aborder ces questions en profondeur.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Honorable député.

Maintenant, je donne la parole à l'Honorable Claude KAMANDA de Sierra-Léone.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA [SIERRA LEONE]:

Mr President, I must congratulate my Ambassador to the AU, Amb. Kamara. We tasted bitterness of war in Sierra Leone but we stood as a people, with the women in the front to see that we end the civil war. I use this opportunity to urge all conflicting nations to come together as a people and see how best those conflicts can be resolved.

Mr President and Honourable Members, conflicts in Africa range from insurgencies, political violence, terrorism, foreign aggressions, ethnic violence, post-war violence and civil war and we believe the Peace and Security Council was established for the maintenance of continental peace and security.

Today, we see different conflicts in Algeria, Tunisia, Morocco, Egypt, Sudan, South Sudan, Libya, Burundi, Uganda, Central African Republic, Democratic Republic of Congo, Chad, Mali Mauritania, Nigeria, Mozambique, etc.

Mr President and Hon. Members, I have three questions for my Ambassador—

- 1. What is the position of the AU Peace and Security Council on the sanctions of the US on Sudan?
- 2. The average position of Africa is that the continent is not peaceful. What is the hope for Africa as we push for permanent seats in the UN?
- 3. African parliamentarians were hosted in Midrand, South Africa and one of the African MPs was shot by the armed men in Midrand and no statement was made by the AU, especially the Peace and Security Council. Can we know why?

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole à l'Honorable Joseph MBAH-NDAM du Cameroun.

HON. JOSEPH MBAH-NDAM [CAMEROON]:

Thank you Mr. President. I want to start by saying that the report as presented gives a catalogues of a crisis we are experiencing on the whole continent.

Mr. President, the role of the Security Council to my mind is here to be well defined. The Security Council intervenes very late in the day. It is necessary for us to be able to define very clearly that intervention as the composition of a continental military force, this is lacking.

Mr. President, I come from Cameroon, one of the reasons where you have Boko Haram, we have not yet accepted that this escalation of terrorism is as a result of the fact that Libya has been rendered destructive in the sense that when Gaddafi he was killed the people are yet to come to terms and this has caused the multiplication of terrorism.

Mr. President, I join my voice to my colleagues from the region where I came Cameroon, Nigeria, Chad and Niger to say that we have not failed the involvement of the Peace and Security Council, we are here to see active participation. Because we believe that it is complaisant and that is why we have these pockets of terrorism around the whole continent. Mr. President, I thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT:

Thank you, now I give the floor to Honorable Sanfo HALIDOU from BURKINA FASO.

HON. HALIDOU SANFO [BURKINA FASO]:

Merci.

Monsieur le Président,

Je remercie d'abord Son Excellence pour nous avoir donné l'occasion de nous exprimer sur un sujet aussi crucial pour l'Afrique.

Dans un premier temps, je voudrais regretter comme mes collègues de l'absence de plan d'action de prévision des conflits ou de prévision d'attaques de pays africains. Mais enfin, c'est aussi une lueur d'espoir d'entendre que le Conseil de Paix et de Sécurité envisage mettre en place une force d'intervention qui, manifestement, sera maintenant une réponse aux problèmes d'insécurité dans nos pays.

Pendant que nous évoquons ou nous discutons de la question, mon pays, le Burkina Faso, vient de faire l'objet d'une attaque terroriste féroce dans sa partie frontalière avec le Mali. C'est pour dire que ces attaques, aucun pays ne peut le réussir seul, nous avons besoin donc de la solidarité africaine, de la solidarité entre les Africains pour pouvoir arriver à bout de ces situations.

Il faut donc espérer que le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, c'est-à-dire cette force qu'on espère, qui sera bientôt mise en place, soit effective, parce que vous savez que ces actes plombent sérieusement

les efforts de développement de nos pays respectifs. Donc, espérons qu'en tout cas, le Conseil de Paix et de Sécurité aille rapidement à cette solution.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Mai Abdullah de l'Égypte.

HON. MAI ABDALLAH [EGYPT]:

#####

##

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

0 #####

#####

#####

#####

#####

0#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci chère collègue.

La cabine ne vous entend plus.

La parole est à l'Honorable Abdou N'DIAYE du Sénégal.

HON. ABDOU N'DIAYE [SÉNÉGAL]:

Merci, Monsieur le Président, je passe.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Tekle Tesema BARAMO de l'Éthiopie.

HON. TEKLE TESEMA BARAMO [ÉTHIOPIA]:

I thank you, Mr. President. I would also like to thank the presenters for bringing this important issue to this august assembly.

Mr. President, of all the problems that affect Africa, the most important one is the issue of peace and security. As we all know, most African countries are affected by the 21st century challenge of terrorism, fundamentalism and insurgencies. In this regard, Ethiopia is doing its best to bring peace and stability in the region, especially in Somali, South Sudan and so on.

As Africans, it is very important to go for the integration of Africa as a region. This will bring the cooperation of all the African countries and regions together.

Unless we co-operate with each other and show our solidarity to each other, we cannot handle this 21st century peace and security issue individually. Secondly, it is very important to develop strong institutions at the AU level. In this regard, I would like to ask our Ambassador about the capacity of peace and security institutions in Africa. Where are we now in combating these issues in Africa? I thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole à l'Honorable Isabelle SILIKAM du Cameroun.

HON. ISABELLE MAMAMOUROU SILIKAM [CAMEROUN]

Merci, Monsieur le Président, de me passer la parole.

Monsieur le Vice-président, Honorables membres du PAP, Je félicite l'Ambassadeur pour son brillant exposé.

Monsieur le Président,

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis tellement préoccupée par la question de Boko-Haram qui sévit au Nord Cameroun, au Tchad, au Nigeria et au Niger. Ils tuent les femmes, les enfants, les hommes, même les femmes enceintes.

Monsieur l'Ambassadeur,

Quelles sont les précautions que le Conseil de Paix et Sécurité et l'Union africaine ont prévu pour éradiquer ce Boko-Haram dans ces parties d'Afrique ?

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable MNANGAGWA du Zimbabwe.

MNANGAGWA Auxillia du Zimbabwe.

Silence dans la salle

Elle n'est pas dans la Chambre?

Je donne la parole à l'Honorable Agnès LASUBA du Sud Sudan.

UNE HONORABLE MEMBRE:

She is in!

M. LE PRÉSIDENT:

She is where?

HON. AUXILLIA MNANGAGWA [ZIMBABWE]:

Sir, my questions have already been talked about.

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Agnès KWAJE LASUBA du Sud Soudan.

Agnes?

HON. AGNÈS KWAJE LASUBA [SOUTH SUDAN]:

Thank you, Mr. President. I wish to add my voice in commending the Ambassador for his presentation on the peace and security in Africa. Indeed, the wake of peace and security in Africa is very alarming and it is scaring particularly for us in South Sudan. We have lost many lives and it has delayed development.

Mr. Ambassador, the UN Resolution 1325, is on women protection and children on conflicts areas and yet women and children are been raped and killed; where is the protection?

My other question, Mr. Ambassador, I would like to know the difference between protection force and intervention force? Thank you Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Evelyn NAWASES de Namibie.

HON. EVELYN NAWASES [NAMIBIE]:

Thank you, Hon. President. Mine is really just to echo what my colleague from Angola has said and that is basically on the repetition of these debates, hon. President. I have been a member of this Parliament since 2006 and we have been discussing this conflict of Africa since I joined. I just want to ask the ambassador - I know we are still in advisory capacity as Pan African Parliament but there has been so many brilliant ideas with regard to conflict in Africa - whether there are any measures that have been taken in terms of feedback with concrete decisions that have been made at the level of the AU. Thank you so much.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Victor Hlatshwayo du Swaziland.

HON. VICTOR HLATSHWAYO PHESHEYA [SWAZILAND]:

Thank you, Hon. President. Special thanks go to the presenter from the AU, Ambassador Camara. However, I would like him to kindly develop a good relationship with the committees which handle the issue of peace in Africa, especially our committee from PAP.

We want to say that the issue of peace cannot be overemphasized because it is the pillar where the African people can build whatever concept they may look at, including peace, security, development, education and anything else.

I also want to appeal to the Ambassador here that he should take this to the AU that the committees that look at peace issues in Africa should be fully supported - not only by external sponsors but by AU herself because it seeks to support the efforts by AU to bring peace in Africa.

We have a number of missions which he has touched upon, including the one for Sahrawi, South Sudan, DRC - a number of members have talked about that and Burundi - as a followup mission.

Hon. President, before you take away the time, I want to appeal to the African countries - because it seems most of the crises that we face in Africa touch on the issues of neighbourhood areas. As neighbouring countries which develop, the mentality of supporting each other - we highly condemn the attitude of providing a route or a conduit from Western Powers and attack our neighbouring countries. The concept of peace must be developed

from the country and its neighbours which positively impacts on the regional peace, which will, basically at the end of it all, positively impact on the entire continent.

Hon. President, we also appeal for programmes that will not only help the governments but help in educating the people from the neighbouring countries so that the issue of peace is understood from childhood to all the levels in Africa. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Shitaye MINALE de l'Éthiopie.

HON. SHITAYE MINALE TIZAZU (ETHIOPIA):

Thank you, Mr. President. I would like to thank the Ambassador for the presentation. Everybody knows the impact of peace and security and how it affects the condition of each country and its citizens. Our discussion has to go beyond the impact of peace. We have to think about the solutions and the causes and effects of peace and security. We have to think about what causes insecurity in each and every country and on the continent as a whole and what the solution for insecurity is.

The Peace and Security Council of the African Union (AU) has to go beyond presenting information. I am not saying that information is not important but the AU has to go beyond giving information. What exercise has been done to improve the condition of Africa in terms of peace and security? Good experiences from different countries have to be tapped and presented to other African countries on the continent.

Since we represent the people of Africa, we have to be part and parcel of the solution to bring peace to the continent.

In general, I urge the Peace and Security Council and the presenter to go beyond giving information. Good things are found in the continent. We have to find the solution to bring peace and security to Africa. We talk a lot about the impact and consequence of peace and security but how can we improve this condition? Who are the actors in this condition? How can we deal with that serious condition in the continent? We have to deal with that position.

L'orateur continue de s'exprimer

M. LE PRÉSIDENT:

Chère collègue, la cabine ne vous suit plus. Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Suilma Beiruk de Sahraouie.

HON. SUELMA BAIRUK [SAHARAWI]:

- Gracias señor

Presidente quiero felicitar al orador por su presentación voy ser prevé solamente quiero decir o mas bien diagnosticar los muchos problemas que tenemos a nivel de Africa muchos se hablo aquí y los informes tray, los conflictos pro-electorales

El terrorismo la no finalización de la descolonización en Africa la mayoría de estos conflictos es el resultados es la injusticia pero hay un factor muy importante y es el culpable de todo que sufrimos en Africa como dijo mi compañera Lahai de Sierra Leona si hay hambre

falta de enseñanza hay problemas de salud hay problemas de alimentación hay muchísimos problemas pero el problema grande problemas es la influencia externa en los problemas de Africa y no quieren desde fuera no quiere que Africa soluciones sus problemas y hemos visto

continuamente las intervenciones de otros países de fuera en todos los problemas que tenemos en Africa en libia en todos los países como digo en el Sahara mismo cada vez que el consejo de seguridad llega una acuerdo para encontrar una solución justa y doradora para el conflicto del Sahara Francia interviene con su derecho al veto y no deja que las cosas se puede o se llega una solución y por eso también comparto lo que ayer se dijo aquí lo que hoy también dijo aquí necesitamos también la presencia de Africa en el consejo de seguridad.

Muchísimas gracias

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Patrick MAYOMBE de la République Démocratique du Congo.
HON. PATRICK MAYOMBE MUMBYOKO [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Monsieur le Président, je vous remercie pour la parole que vous m'accordez.

Ma première intervention
[Microphone éteint]. M. LE PRÉSIDENT:

Microphone!

Silence dans la salle

HON. PATRICK MAYOMBE MUMBYOKO [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Ok! Merci Monsieur le Président.

Ma première partie de l'intervention a été ramassée par mon compatriote NGONGO à propos de la situation qui prévaut au Congo et dont l'Union africaine s'était vue dans un silence de mort alors qu'il y a des gens qui meurent tous les jours à Béni. C'est très déplorable!

Deuxièmement, Monsieur le Président, après avoir suivi l'intervention brillante de l'Ambassadeur et des différents intervenants qui se sont succédé, je crois que tout le monde doit tirer la conclusion que l'Union africaine - en ce qui concerne la paix et la sécurité - a échoué ; a échoué parce que l'Union africaine ne parvient pas à maintenir l'ordre, la paix et la sécurité en Afrique. Vous le remarquez, c'est à cause du manque de démocratie que beaucoup d'amis l'ont épinglée, ici.

Monsieur le Président,

L'Afrique doit arriver à avoir une loi-type qui introduit l'alternance au sein de l'Acte constitutif de l'Union africaine, de sorte qu'il n'y ait plus de président qui s'accroche au pouvoir éternellement. Si on peut partir du Sud au Nord, Zimbabwe, Angola, Congo Brazza, Ouganda et tous ces collègues, excusez-moi si je peux citer votre pays, le Tchad et tout ça, des Chefs d'États qui restent éternellement au pouvoir croyant qu'ils sont irremplaçables et s'ils partent, le ciel va tomber. Par contre, s'il y avait alternance, je crois bien que la démocratie jouerait bien son rôle. Il n'y aurait pas de guerre partout en Afrique. C'est ainsi que je trouve que les structures de l'Union africaine ne sont pas bien formulées, Monsieur le Président.

Les Chefs d'État africains se sont constitués en syndicat en ce qui concerne la Conférence des Présidents. Normalement, il devrait y avoir un organe qui serait constitué selon ma proposition, des anciens Présidents qui ont légué le pouvoir de manière démocratique comme celui qui était au Ghana, au Bénin et tous les Chefs d'États qui ont démocratiquement libéré le pouvoir.

Je crois qu'ils constitueraient un conseil de sages pour faire pression sur les autres parce que sinon, comment comprendre par exemple qu'au Burundi, le Chef de l'État a fait un mandat, il a prolongé son mandat, aujourd'hui au Congo, le Président ne s'est pas encore prononcé, peut-être que nous allons tomber dans ce cas où des Chefs d'États s'éternisent *[Temps de parole épuisé]*.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Bachir Ali du Soudan.
HON. BACHIR ALI MOHAMED AL-BATHANI [SUDAN]:

0 #####
0 #####

#####

190

#####

M. LE PRÉSIDENT :

Merci cher collègue, la cabine ne vous suit plus. La parole est à l'Honorable Saloum CISSÉ de Guinée.

HON. SALOUM CISSÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Je félicite le Président du PAP et le Bureau, pour la programmation de ce thème très intéressant. Mon seul regret, c'est que nous ne rentrions pas en procession de ce texte avant, pour une bonne lecture et une bonne contribution. C'est mon seul regret!

Monsieur le Président,

La paix en Afrique est une préoccupation majeure. Mais le problème fondamental, c'est la prévention des conflits au niveau de nos pays. Est-ce que la Conférence des Présidents, au niveau de l'Union africaine, pose avec clarté le diagnostic des problèmes quotidiens ? C'est le point d'interrogation!

Le nœud gordien actuel, comment faire taire les armes au profit du dialogue ? L'Union africaine doit avoir une force de défense commune, si possible. Très souvent on dit que c'est la présence du gendarme qui discipline.

La réalité, la démocratie est menacée! Qu'est-ce qu'il faut pour arrêter ces dérapages?

Donc, allons au-delà des résolutions et des catalogues pour des solutions définitives.

Voilà ma proposition!

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci.

La parole est au Pr Nsaman O-LUTU de la République Démocratique du Congo.

LUTU!

HON. NSAMAN O-LUTU [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]:

Oui.

Monsieur le Président, merci pour la parole.

En ce qui concerne le rapport, je dirais qu'il est dommage que j'ai eu l'impression que le rapport ait insisté plus sur les effets que sur les causes.

À cela, je dirais, la typologie que vous avez avancée, concernant les types de conflits: terrorisme, postélectoral, migration et changement climatique; il faut ajouter la combinaison de un, deux, trois, qui se trouvent être aussi une grande cause de crise.

Dans ce cadre, je soutiens le point de vue de mon collègue et compatriote Ngongo LUWOWO, en ce qui concerne Béni. En plus, je voudrais que le PAP puisse dénoncer les mentors des ADF, des FDLR et tous ceux qui soutiennent ce conflit-là.

En outre, nous dénonçons la création des opposants de carrière, c'est-à-dire les Occidentaux qui sont des mentors. Ils créent des opposants artificiels qui ne vivent que de l'opposition. Ils sont payés parce qu'ils sont opposants, à telle enseigne qu'il est difficile, malgré le dialogue inclusif que nous souhaitons de tout cœur, de pouvoir aboutir. Il faut dénoncer cette influence.

Nous suggérons la solidarité entre les pays africains pour que nous puissions, d'abord, compter sur nous et rejetons ou plutôt demandons à ce que l'intervention de forces onusiennes puisse être, de moins en moins, dans les conflits africains, car on est en train de transformer cela en marché d'armes.

Je m'arrête là, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci

beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'Honorable Claude KAMANDA de la Sierra-Léone.

M. LE PRÉSIDENT:

La parole est à l'Honorable Patricia Umu Dancay-Bangura de la Sierra Leone.

HON. PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr. President for giving me the floor. I would like to take this opportunity to thank my Ambassador from Sierra Leone, His Excellency, Key Kamara.

Mr President, why do we in Africa not learn from experiences? I have said this over and over. We should learn from each other's experiences. We had our own conflict in Sierra Leone 15 years ago. The African Union (AU), all of Africa and the world should have learned from our experiences. During that conflict in Sierra Leone, the fighters would come across a pregnant woman and bet money on whether she was carrying a boy or a girl. They would split her stomach to see what was in there. The worst atrocities were committed during our conflict. What caused that?

This division is what causes our problems. What should happen is that if a neighbour is having problems, the other neighbours should come in and support. But, instead they go in, start looting and creating more problems.

THE PRESIDENT:

Thank you very much. I now call upon Prof. Elsayed Feleifel of Egypt.

HON: PROFESSOR ELSAYED ALI AHMED FELEIFEL [EGYPT]:

/##### ##### ## ## ##### ## #####

.#####

.## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##

2017 ##### ##### ##### ## ##### ## #####

.##### ##### ##### #####
2017 ##### ## ##### ##### ##### ## #####
.#####

.#####

##

!!#### #########
HON. PRIMEIRO VICE PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Agora dou a palavra a distinta colega Siniya Ahmed Nah de Saharawi.
HON. SINIYA AHMED NAH [FROM SAHARAWI DEMOCRATIC REPUBLIC]:

##

150 #####

84 ## ## ##

#1966 ## ##

#####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci chère collègue.

Je donne la parole à l'Honorable Gabriel Smith.
HON. GABRIEL B. SMITH [LIBERIA]:

Thank you Presiding. The previous speaker have said this is very important topic that in mind two minutes would not do justice in this case, however, we make our position. They can be no development without peace. Insecurity of Africa speaks to the fact of our own development it is historic, it is systemic.

Mr. President, Africa has going through a series of historical injustices but it started by ourselves. Go back to the period of slavery, the stronger villagers, the stronger town and the stronger communities enslave members of other community. The white then saw it, the western world and exploited ourselves hence developing slave trade, the beginning of bought of our people out of here taking them in Europe to work on their plantation and develop their country while Africa remain undeveloped.

Mr. President, the next step was, when they saw that in the mercy of all of the systemic injustice that have been done to us we were trying to come with our development between 60s up to 80s they started with coups. They take African elite in order to train them in Europe and America and bring them back to fight against their own government. They started with coups or military governments.

Mr. President, then they moved into the period of guerilla warfare. When they saw that coups could no longer undermine our system of government they brought war. Liberia is a classic example of that. Sierra Leone is

another classic example. Libya is another classic example. These are the historical injustices that we have suffered occasioned by the lack of peace in our continent.

Mr. President, now, what can we do? Can a Pan-African Parliament on its own derive a solution to the systemic problem that we have? In my view, no. We must develop an agenda of engagement with the AU Heads of State so that we as Africans can derive a common solution that will address our problems. If we did not give the West the opportunity they will never undermine our development as it is being done.

Mr. President, think about the AU, who sponsors the AU's program? Who sponsors the PAP's program? Is it not the western world? So, they will continue to dictate to our programs. What they want us to discuss are those things that we shall discuss. So those issues that are very germane to the development of Africa will always be relegated because there will be no sponsorship for those kinds of programs.

Mr. President, thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Domai GATPAN KULANG du Sud-Soudan.

HON. DOMAI GATPAN KULANG [SOUTH SUDAN]:

Thank you Mr. President.

The issue of peace and security in Africa is alarming as my Colleagues have put it. As for me, I will change it to peace and good governance simply because security is the pattern of every Government. It will be peace and good governance because with good governance there will be the rule and law, transparency and accountability. PAP must take the initiative in initiating peace and good governance and not security. Security must be a responsibility of any government in Africa. The Egyptian case is a good example. We are now in Sham-El-Sheikh and despite any rumours that can take place, the government is taking responsibility for the security.

In my case in South Sudan, Hon Riek Machar must accept the new arrangement taken by the leadership of his own group that he was replaced in a way that he must denounce violence because we do not need violence anymore.

PAP must take the initiative of peace and good governance, taking into consideration the Agenda 63 of silencing the guns. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La Parole est à l'Honorable ROUAMBA Workya du Burkina-Faso.

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA-FASO]:

Merci,

Monsieur le Président, de me donner la parole.

Bien entendu, j'ai mon point de vue à donner sur la question sécuritaire.

Je voudrais, ici, dire qu'aujourd'hui en Afrique, les États ne se battent plus entre eux. Ce sont les États en interne, c'est-à-dire les fils, les politiques, les gouvernants, les personnes frustrées, la pauvreté, la misère qui font que nos politiques, les fils de chaque État se lèvent et prennent des armes et se combattent entre eux...

UNE HONORABLE MEMBRE:

English translation, please!

M. LE PRÉSIDENT:

Allez-y!

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA-FASO]:

Donc, les fils se combattent entre eux.

Je voudrais juste apporter ma contribution, aussi modeste qu'elle soit, pour dire que les questions de sécurité devront prendre en compte les femmes, les jeunes, les enfants, toute la population entière.

M. LE PRÉSIDENT:

Madame, la cabine ne vous suit plus.

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA-FASO]:

Pardon!

M. LE PRÉSIDENT:

La cabine! Anglais! Anglais!

Oui!

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA-FASO]:

Je peux?

M. LE PRÉSIDENT:

Oui.

UNE HONORABLE MEMBRE:

Donc, je recommence alors?

M. LE PRÉSIDENT :

Non, non!

Vous concluez!

HON. ROUAMBA WORKYA [BURKINA-FASO]:

Je voudrais dire qu'il faut associer toutes ces personnes parce qu'aujourd'hui, dans nos États, les femmes et les jeunes sont tous des gendarmes. Il ne faut pas se limiter aux hommes qui portent les tenues pour notre sécurité. Nous devons être tous notre propre gendarme et pouvoir nous impliquer dans les questions sécuritaires dans nos États.

Dans un quartier donné, chacun connaît son voisin, chacun sait qui est qui, qui peut rentrer et qui n'est pas une personne fiable en qui on peut faire confiance.

Il faut donc qu'individuellement toute la population soit impliquée pour résoudre effectivement cette question sécuritaire.

Si nous nous limitons seulement aux hommes en tenue qui vont sur le front, nous n'allons pas arriver à bout de cette question-là. Le problème est véritablement interne, ce ne sont plus des États entre eux qui se battent.

Voilà, c'est ce que je voulais ajouter.

Merci.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup!

La parole est maintenant au dernier intervenant, l'Honorable Hatem Bashat de l'Égypte.

HON. HATEM BASHAT [EGYPT]:

#####

##

##

##

##

##

##

##

 ### ##### ### ## :## ##### #####
 ##### ### ### # ##### # #####
 ##### ##### ### ##### ## ## #####
 ### ### ##### ### ## ##### # #####
 ##### ##### ##### #####
 ## ### ## ## ##### ##### #####
 ## ##### ## ##### ## ##### #####
 .#####

####.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Je donne la parole est à l'Honorable NAAH ONDOUA Sylvestre du Cameroun.

Honorable NAAH ONDOUA Sylvestre du Cameroun!

Silence dans la salle

Il n'est pas dans la Chambre!

L'Honorable NAAH ONDOUA Sylvestre n'est pas dans la Chambre?

HON. NAAH ONDOUA SYLVESTRE [CAMEROUN]:

C'était pour la sécurité alimentaire.

M. LE PRÉSIDENT:

Ah, d'accord!

Merci!

Chers collègues,

Nous sommes, maintenant, arrivés au terme de ce débat bien passionné et dont beaucoup d'idées ont jailli.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je voudrais vous prier d'être notre porte-parole.

Certains problèmes posés, ici, par nos collègues sont réels. Ces problèmes de paix et de sécurité, nous qui sommes-là depuis le début du Parlement ou presque, on les a déjà débattus sous toutes les formes, mais ça revient. On n'a pas eu un seul instant, un début de résolution des problèmes par l'Union africaine.

D'ailleurs, les événements qui se sont succédé au Mali, en Côte d'Ivoire, par-ci et là, en Libye, comme les collègues l'ont soulevé, n'ont pas trouver de solutions fiables.

Nous voulons, que nous - ces événements nous intéressent, pourquoi - parce que nous sommes des élus et ce sont nos électeurs qui meurent. Quand il y a conflit quelque part, ce sont les électeurs qui meurent. Mais malheureusement nous ne sommes pas associés à ce débat. Nous voulons que le Parlement soit beaucoup plus associé à ce débat de paix et de sécurité et que les contributions venues du Parlement, soient prises en compte.

L'Honorable Saleh a posé un problème ainsi que l'Honorable SMITH du Libéria.

Chers collègues,

Je n'ai jamais connu, depuis que je suis au Parlement panafricain, un taux de participation et un taux d'intervenants comme celui que je connais ici. Hier, cent cinquante personnes ont pris la parole ; et si vous vous souvenez bien, on a commencé notre plénière à neuf heures pour la suspendre à quatorze heures. Ce matin, plus

de soixante demandes de parole ont été enregistrées. Et si vous faites un petit calcul arithmétique, soixante fois deux, cela fait cent vingt minutes ! Et effectivement, nous sommes à cent vingt minutes.

Maintenant, cela dépend de vous. J'ai dit hier que vous êtes payés pour parler. Si vous voulez parler toute la journée, il n'y a pas de problème. Mais il y a un ordre du jour que nous avons tous arrêté et que nous devons respecter. Nous allons voir comment l'améliorer afin que le débat soit plus proactif.

L'Honorable Saleh a également soulevé un problème très important. Et je me réjouis que l'Honorable Saleh soit resté conséquent envers lui-même parce qu'il nous avait fait une motion pour demander qu'on revoie notre participation aux missions d'observation des élections. Aujourd'hui, il revient là-dessus avec des cas.

Mais le gros problème, c'est quoi ? Le gros problème c'est que le Parlement panafricain ne reçoit aucun rapport des missions et les députés n'apportent aucune contribution. Nous n'allons pas nous limiter à ce que nous entendons à la radio ou dans les médias, de manière générale. Il faudrait que les rapports

d'observation des élections reviennent ici pour que nous apportions notre contribution pour la bonne marche de la démocratie. Le gros problème, Monsieur l'Ambassadeur, ne négligez pas ce problème de la démocratie.

D'ailleurs, lorsque nous avons discuté avec GIZ qui est en train de diminuer sa contribution, il a été établi clairement qu'il y a un recul dans le processus démocratique. Et ce processus se ressent de plus en plus. Certains collègues, lorsqu'ils prennent la parole, semblent négliger l'impact d'une mauvaise élection parce que les conflits ne naissent pas - personne ne peut me dire qu'un conflit peut naître dans rien. Il y a toujours un conflit à la suite de quelque chose.

Les élections sont mal organisées, quelqu'un veut changer la Constitution, quelqu'un mange seul, comme on dit chez moi, cela crée des problèmes. Et il ne faut pas le négliger parce que dès qu'il y'a eu mort d'hommes, cela devient un conflit.

Donc, que l'Union africaine nous aide à nous impliquer davantage dans les missions d'observation et surtout nous envoyer les rapports pour que nous puissions apporter des contributions afin que le processus démocratique puisse bien se dérouler.

Un dernier collègue a parlé des mesures. Il y a la Charte africaine de la démocratie, des élections et de bonne gouvernance. Mais vous savez que les instruments de l'Union africaine sont appliqués ou bien sont applicables à tête chercheuse. Nous voilà, aujourd'hui, nous nous battons à ce que le Parlement devienne un organe législatif. Ce n'est pas une affaire facile.

Donc, Monsieur l'Ambassadeur, je voulais que vous preniez tous ces problèmes au sérieux et que les autres préoccupations - ça dépend de vous, on va vous donner la parole pour réagir - mais, sachez que le problème de paix et de sécurité préoccupe les parlementaires panafricains.

La paix, un collègue l'a dit, il n'y a pas de développement sans la paix et la paix sans développement est nulle. Or, nous voulons que - le combat du 21^{ème} siècle aurait pu être le combat du développement - si nos États avaient accepté la bonne gouvernance, la démocratie et le respect des résultats des urnes. Nous nous serions maintenant lancés au développement, et c'est ce développement qui allait empêcher la migration des jeunes.

Ceci étant la discussion générale est close.

Coup de maillet

J'invite Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur à répondre aux préoccupations.

H.E. OSMAN K. KAMARA [REPRESENTATIVE OF AU, SIERRA LEONNE]:

Thank you, Hon. President for giving me the floor for the second time.

Let me use this opportunity to thank this Honourable House for the excellent contributions to this very important subject. I know by listening to all of you, that you have a very thorough idea on how to resolve conflicts in Africa and how best you can contribute to the role the Peace and Security Council (PSC) is playing in trying to resolve this very notorious issue of peace and security in the continent.

Starting from His Excellency, he raised very serious issues on terrorism and in fact his latest intervention also addressed most of the issues that were raised. Terrorism is very serious in our continent. In fact, there are several sessions of the PLC devoted on how to resolve this issue in our continent. We have tried by adopting resolutions to be applied in member States by way of regulations. We have tried to adopt resolutions to forestall

the financing of terrorism, resolutions to see how best terrorists are treated, resolutions on good governance that will prevent the act of insurgency and terrorism in the countries. But as you rightly mentioned, when there is bad governance in countries, you do not know where insurgency will come from. So, that is why it is very important to accept the tenets of democracy. We cannot as PLC dictate what happens in countries with respect to peace and security in the continent. We can only provide resolutions which member states should apply in their countries in order to make sure that people comply with what you mentioned, vis-a-vis electoral results, constitutional provisions, Agreements. If these Agreements are made by member States or people within the country, political actors should comply with those Agreements. The constitution is there for all of us. We should respect the tenets of the Constitution, the dictates of our Constitutions in order to avoid insurgency. We conduct frequent elections to ensure that every member of the country is included in the decision-making process in the country and also in the governance of that country. So, these are very important.

You also mentioned climate change. These are also issues that we have to take into consideration and how can we do that? It is by regulations. We all know the Agreement that has been adopted in Paris. So by applying these various provisions within our respective countries, to a large extent, we can succeed in eradicating issues that bring about discontent among people in the society. We must know how we manage our environment, how to manage our resources in the natural seas. These are all issues that should be taken into consideration.

Mr President also mentioned about the delays, the slow pace of the African Union. To some extent, it happens. But we must also realize that the Commission has a constraint because they are working for member States. They cannot take independent action without being authorized by member States. I remember when these people were struck in the three countries of West Africa, we also raised the question as what did the African Union do in that regard? They were slow until when they called an Extraordinary Session for them to be instructed by member states to take action. They are slow because they need instruction from member states and for them to convene an extraordinary session, they have to get a certain quorum. So, that makes it difficult for them to act in certain situations.

Moreover, prevention of conflict is very important. As I speak to you now, we have a particular committee at the Peace and Security Department which is called Post Conflict Constructional Development (PCCD) that will help to come up with ideas and issues that Member States should do in order to prevent conflict. We have in the West African Region, the Early Warning Mechanism and we also have it now at the AU. These are all mechanisms that AU and Regional Organizations have adopted to ensure that they track potential areas of conflicts even before they emerge. I agree with the point that there are sometimes delay on the part of the Commission but they are also putting in place mechanisms to ensure that conflict is prevented even before they emerge.

Let me conclude my intervention on your aspect Hon. President. We must realize that the point that conflict prevention is very costly came out very glaringly in our discussions and the cost of financing our Peace and Security in Africa is been borne by Westerners. That came out glaringly in our discussions. So for us to have peace and security in the Continent we must be ready to fund our peace and security cost. That is why the Leaders in the last Summit adopted a decision which mandated Member States to form our Peace and Security Fund in the Continent through our assessed contributions or through a 0.2% levied on all selected imports in our respective countries. So for us to have peace and security in our continent we have to be ready to fund our peace and security operations. All along they have been funded by our partners and what we have to realize is that sometimes when we needed them most they were not forthcoming and sometimes they give conditions. So if we are doing it on our own, it is very important that you as Members of this august body when the issue of funding of peace in Africa is put before this Parliament you should advocate for that on behalf of our continent as well, because now the decision has been adopted.

The last meeting that we had with Dr. Donald Kaberika to advice on the implementation mechanism of that particular decision, we have Member States saying that this have to go through protracted procedures in Parliament. So I crave your indulgence to ensure that when this decision is put before our respective Parliaments, it is given the desired response that is needed for us to have sufficient funds to fund our peace and security operations in our continent.

Let me go to Burundi. As I mentioned, Your Excellencies, I may not call names because I cannot get all the names correctly but I will try and if I do not call your name do not say that I do not have regard for you. As I mentioned, it is very clear that the security situation in the country has improved gradually but we are just pleading with all actors to encourage this Inter-Burundian Dialogue and also to comply with the agreement that is in place.

If the Government has agreed to sign an agreement for the deployment of certain Human Right Observers, those who are going to be deployed are Africans. They will report on what is on the ground and the AU is only doing that to ensure that the humanitarian situation improves especially for women, children and those who are in need of security are given due attention. So if the Government accepted only 68 of the 200 Human Right Observers to be deployed and in fact refused to even sign the agreement - The AU can only help you when you agree to sign. Nobody will intervene there forcefully. We know that the situation as it is today is not the same as when the issue erupted. I made it categorically clear that the situation has improved and especially in Bujumbura.. But there are also incidents of violence in certain parts of the country. So I crave your indulgence to help the AU to help resolve this situation and to continue the improvement. Perhaps, if you encourage all those - during the interventions one Hon Member even mentioned that Perhaps we should encourage all those to let it be an inclusive dialogue including those in the diaspora. That could go a long way. If that continues I do not think the African Union (AU) will force issues within Burundi and the situation has not gotten to that because it is not a situation wherein they articulate Article 4 of the Constitutive Act.

Let me make it very clear that I actually mentioned Nigeria during my presentation when I spoke about terrorism on the continent but I did not digress into Nigeria simply because in my opening statement I said let me focus on specific areas of peace and security in the continent. I believe it is gradually improving in that particular part of the world especially in the Lake Chad Basin.

So it is not a deliberate act. It is simply because I would like to look at areas that are hot spots at the moment and I thank you for the very kind sentiments you expressed.

For Mozambique, let me first of all, thank you for the sentiment expressed. I did not even need to mention you because all what you said here is very much important for the peace and security of the Continent. If we go by all what you mentioned in your intervention I believe there will be peace and security not only in your country but also in the entire African continent.

Of course, an intervention by Niger also relates to what Nigeria mentioned concerning the incident of terrorism in the Lake Chad Basin. But I did not specifically emphasize Niger because I thought I needed to mention something to bring out from all the other regions that I consider to be hot spots. I know that Niger is also part of this Lake Chad Basin but the incident in these other Regions are those that the Commission deem fit to highlight at the moment because there are sessions to be devoted on the Boko Haram issue specifically by the Peace and Security Council.

South Africa made it very clear and let me reiterate it that peace and security are inextricably linked. If we do not have the available finances it would be very difficult for us to have peace and security. I mentioned earlier that our peace and security operations are being funded from the outside world and South Africa actually underscored that position.

So it also boils down to the point that we need to accept our responsibilities and take responsibility of our own peace and security operations. Therefore, the decision taken by our leaders during the last Summit is very telling and we must support them to ensure that the AU Peace and Security Council and the Commission itself have sufficient funds to fund our peace operations on the Continent.

Cape Verde also mentioned issues relating to good governance on the continent. The President did mention that. So the issue that I raised which I addressed concerning good governance; frequent elections; bridging the gap between the rich and the poor; allowing inclusivity in government, also underscore that point. So we need to have good governance in a country in order to ensure peace and security on the continent as a whole.

South Sudan - you also reiterated what I presented regarding the clashes between the SPLM in opposition and the SPLM in government. All what we are saying here is that we need to comply with the agreement signed between the two Parties. Last year they signed an agreement to have an Interim Government in place and also to adopt a Post Conflict Reconstruction Mechanism, Reconciliation, Healing and Justice Mechanisms. These were adopted but they were yet to be implemented when these clashes erupted. We are craving your indulgence. The Peace and Security Council of the AU had a Session on South Sudan and adopted a decision calling on the two Parties to take into account the humanitarian situations and then resolve their differences and comply with the dictates of the agreement.

The Heads of State recently in New York during the meeting of the General Assembly also reiterated that particular resolution issued by the Peace and Security Council. Somebody mentioned earlier that you also have

to help yourself. A representative from Sierra Leone mentioned that we need outsiders to help us to keep the peace in our countries, but we also need to keep the peace. We need to help ourselves. If I do not open my doors I do not create the conditions for people to come into my back yard, they would not come. So we crave your indulgence. We are not doing this because we hate South Sudan. It is a sovereign nation and it is an infant country which we need to nurture to grow. So we are just bringing about the principles of good governance and the principle of inclusivity for you to take them because it is a new country.

I remember that one of your delegates during the emerging of the Summit had an appointment with countries like Sierra Leone just for you to get views on how we actually solved our problems.

So this is why the Peace and Security Council (PSC) is doing this. The PSC would be travelling to South Sudan very soon to see what is going on in the Country. We will then inform the appropriate Commission and come up with a resolution. We will still continue to plead with you to work together in order to bring about peace and stability in that country. The control of arms and trafficking in Mauritius is very important.

I believe you all know that one of the Vice Presidents is part and parcel of the negotiations of the Arms Trade Treaty. There is an international mechanism for the Protection of Arms. In West Africa, we have the ECOWAS Mechanism which prohibits the proliferation of arms and ammunitions into the hands of nonstate actors. This was our position during the negotiations for this Arms Trade Treaty.

There is this document but it falls short of accountability mechanisms. I will crave your indulgence as PAP to also adopt in your resolution for the inclusion of an accountability mechanism in that International Instrument. That would be a very good contribution from this august Body. Even though there is this international mechanism to prevent the trade in arms into the hands of non-State actors, we also ask you to include this as a Protocol and as an addendum that there should be an accountability mechanism for those who violate the provisions of this Arms Trade Treaty.

Of course, the representative from Mauritanian also mentioned about compliance with democracy and the provisions of the Constitution. All these are talking about good governance. So, with good governance, I believe we would have to a large extent stability in our country.

In Sierra Leone, the Hon. Member also made mention of good governance and justice and in fact, she mentioned that justice and peace are inextricably linked. With peace and justice in the country inequality is breached, there is fairness and there is inclusivity in governance. So, justice is inextricably linked with peace. Where you have justice and where you have equal representation in Government and where you have equal opportunity to State's institutions, then there is justice in that country and to a large extent there will be peace and stability also in that country. So, I thank her for that contribution.

In Namibia she also mentioned the same thing - greed, exclusivity, exclusiveness, political exclusivity. All these are issues that will bring about instability in the country. So, we need to try to have an inclusive government, frequent elections in order to bring about peace and stability in the country.

I believe that this should be part of the resolution that will be adopted by Honourable Members of this distinguished Body.

In Angola, Hon MULATO also mentioned the same thing and the need for us to have a resolution adopted by this Body in order to help the PSC in discussing peace and security on the continent.

Guinea also talked about prevention of conflicts. I mentioned about early warning mechanisms in the West African Sub-Region and there is also now an early warning division or department within the African Union. This will help to tract down hotspots and then find a way of resolving those issues even before they emerge into conflicts. So, note that the Peace and Security Department of the African Union is not thinking about this but they recently organized a session wherein they called those various wrecks that have adopted this early warning mechanism including West Africa and Central Africa. There are also some countries that are yet to establish early warning mechanisms. So, this particular institution will help to track down hotspots and then try to find a solution to them even before they emerge into serious conflicts. So it is not that the peace and security department of the AU is not thinking about this but recently they organized a session wherein they called those various representatives that have adopted this mechanism including West Africa and Central Africa. There are also some countries that are yet to adopt this mechanism. This particular institution would help to track hotspots and then try to find a solution to them even before they emerge into serious conflicts. Senegal also mentioned issues related to that.

Then the Honourable Member of Parliament from Sierra Leone, I thank him for his sentiments. He also mentioned what actually the PSC is doing to support South Sudan with respect to the sanctions that have been imposed there.

I want him to know that every year, the African Union adopts a resolution supporting South Sudan. We are working with South Sudan in solidarity.

The African Union is always in solidarity with South Sudan and the resolution always decry the sanctions and always talk about how those sanctions should be lifted.

And regarding the issue of hope for Africa and an African being shot in high profile Africa, I do want to name - being shot in Southern Africa, it is very important that - I initially mentioned that when the issue of Ebola emerged in the three countries in West Africa, the African Union was a bit slow in taking action on that. That is because sometimes they have to wait for member States to give them specific instruction. When I actually queried some of the leaders, they responded to me that we have to have an extraordinary session to give us specific instruction on how to respond to this issues. Apart from that, when somebody is shot in another country, there is what we call, especially if he is a diplomat, there is what those who are legal minds will know that there is conflict of law issues.

In the particular country, the State pathologist would have to apply the laws regarding conflicts, especially those who are from other countries, the issue of immunity comes in. But I believe the duty falls on the national authorities to apply the state laws first of all to protect the individuals concerned to address the situation. When an issue comes up like this, the national authorities are expected to take action and then the continental organization will later intervene. In other words, let me just make it clear now that peace and security on the continent as I earlier mentioned, is a very expensive exercise and we therefore need to have the necessary resources. We have specific projects which are funded by outsiders.

As I mentioned to you, there are certain operations which are not feasible because the funding situation is very precarious at the moment. So I need to crave Your Excellency's indulgence to really support the decisions taken by our leaders in order to ensure that not only the Commission is sufficiently funded, but also the Peace and Security Department because it has special budget.

It is like the Security Council which maintains global peace and security and Africa promotes peace and security on the continent.

An Hon Member asked a question about the difference between an intervention force and a protection force. Intervention is something that is decreed by either the PSC or the United Nations Security Council by way of sanctions. The protection force that is going to be deployed in South Sudan is as a result of an Agreement by IGAD countries. The countries from IGAD come together and say, let us provide a protection force without any decree from any of these institutions. So, those forces are not going there to enforce the peace, they are only going there to ensure that there is protection and a humanitarian situation for especially children, women, and the vulnerable. So, that is why we call them protection force.

What happened in Libya as a Member mentioned, was a specific resolution by virtue of Chapter Seven of the United Nations Resolutions. So, it is different from what is going to happen in South Sudan. Protection force by IGAD countries is there to protect children, women and the vulnerable people in the society.

I think I have collectively looked at some of those whose names or countries I did not call. It is not because I actually deliberately did not want to call you, it is because of the time-limit that I have been given. I hope my brief intervention answers collectively all your questions.

I thank you for the honour.

Applause

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur.

Je soumetts à la Chambre entière le rapport du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine sur la paix et la sécurité en Afrique.

Pas d'observation!

Pas de remarque!

Le Parlement prend note et décide d'envoyer ce rapport à la Commission Permanente des Relations internationales, de la Coopération et du Règlement des conflits pour formuler des résolutions.

Il en est ainsi adopté!

Coup de maillet

Monsieur le Secrétaire général, Vous avez la parole pour le deuxième point inscrit à l'ordre du jour.

THE CLERK:

Excellency, the second item on the agenda is the introductory remarks on the PanAfrican Parliamentary alliance for Food Security and Nutrition and addressed by the FAO of the United Nations.

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

Le deuxième point inscrit à l'ordre du jour et qui sera fait par le représentant du FAO, le Dr Abdesalam Ould Ahmed, Assistant du Directeur général de l'Organisation des Nations-Unies chargé de l'alimentation et de l'agriculture sera précédé par le mot introductif de Dr Bernadette LAHAI, Quatrième Viceprésidente et qui est Présidente de l'Alliance parlementaire panafricaine pour la sécurité alimentaire.

J'invite donc le Dr Bernadette LAHAI à faire son mot introductif afin que Son Excellence puisse nous délivrer le message.

Honorable membre, vous avez la parole!

HON. DR BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONNE]:

Thank you, Mr. President for giving me the floor. Mr President,

His Excellency the Assistant Director General of the Food and Agriculture Organization,

My Dear Sister, Caroline Roderique Beket, who is also Special Coordinator for Parliamentary Alliance of the FAO, Colleagues, Members of the Bureau, PAP Members,

It is my pleasure to introduce to you the Pan-African Parliamentary Alliance on Food, Security and Nutrition as well as the Bureau of the Alliance. But let me start by thanking the President, Honourable Roger NKODO DANG, for all the support and political will that this Alliance has enjoyed.

Also, on the FAO Front, to thank Caroline Roderique Beket, the Special Coordinator for Parliamentary Alliances for her untiring efforts which have brought us to this signing of the MOU and later on signing of TCP.

The journey has been long, starting from the Food and Agricultural Organization, Second International Conference on Nutrition that was jointly organized by FAO and the World Health Organization in Rome in November 2014 in which the outcomes of the Rome Declaration on Nutrition and Framework For Action respectively aimed at addressing today's major nutrition challenges and identifying priorities for enhanced international cooperation on nutrition.

In that Conference, Members of Parliament from Africa and outside of Africa held meetings on the margins and committed and endorsed the Rome Declaration on Nutrition and the Framework Action and called on FAO to provide technical assistance to Parliamentarians in Africa so that they will meet severally to also help in the implementation of the endorsement.

As a result of this parliamentary pledge, Parliamentarians in Africa from seven countries were invited to attend the Sixth Forum of the Latin-America-Caribbean Parliamentary Front on Hunger in Lima, Peru. Out of that meeting, the Parliamentarians asked that FAO also established similar Pan-African Alliance on Food and Security and Nutrition on the continent where, currently the continent is grappling with the issue of food security and nutrition. As a result, very recently in Zambia, under the IPU, FAO and Pan-African Parliament met African Members of Parliament and their Speakers to start initiating the need for a Pan-African Parliament Alliance, which was a very successful one.

In May this year, the FAO made a presentation before the plenary, introducing why in fact the role of the Parliamentarian has become urgent and imperative in the fight against food security and nutrition and that culminated in a one-day workshop in August again this same year in which five Committees which we think are very pivotal in the fight for food security and nutrition came together on a one-day workshop to deliberate on the situation and how the Parliamentary Front should be structured, and how it should look at what should be the priority actions and what should be the priority areas of cooperation.

We were very honoured by the presentation by the Coordinator of the Parliamentary Front against Hunger from the Latin-America-Caribbean. We also had the Minister of Agriculture and Food Security of the Saint Vincent and Grenada who was there to share with us how as a result of the Parliamentary Front, they have succeeded in attaining the MDG1, which is to have a proportion of people going to bed hungry and also those living under \$1.5. And also as a result of that they have promulgated 20 model laws in food security in 20 countries in the Parliamentary Front with a membership of 500.

What lessons they have learnt also had to do with the political will because this Parliamentary Front Warehouse is in no less institution than the house of the Prime Minister in Saint Vincent and Grenada. But also there is a zero fund for fighting hunger and also a cross-cutting Ministerial alignment. So we benefited from this at the end of the day and the Members of the Pan-African Parliament discussed the fund that our Parliamentary alliance will take and also the priorities.

We came up with three priority areas - Capacity building for Members of the Parliament of the Pan-African Parliament in food security and nutrition in all the debates and also access to all information, but also to help the alliance to grow.

Also, it was to ensure that we undertake exchanges especially on alliance because there is now the European Parliamentary Alliance on Hunger. They were supposed to be here to present a paper on their experiences and also the Caribbean, Latin America Alliance.

At the end of the day, we arrived at a Communique to reinforce our commitment as a Pan-African Parliament to the issue of food security and nutrition. We called upon the FAO to establish a Memorandum of Understanding which will precede the technical corporation project which is now being discussed by the FAO and the Pan-African Parliament, which would be signed before the end of the year as soon as the two parties agree on the content of the technical corporation project.

So Honorable Members, we are here today, we have arrived after almost a year of the journey and allow me at this junction, to please call on the Chairpersons or their Vice Chairpersons of the following Committee Members who will form the Bureau of the Pan-African Parliament Alliance on Food Security and Nutrition. If the Chairperson is not here but the Vice is, I want them to join me here on the podium.

I will like call on Hon. Abdoulie K. Jawla, who is the Deputy Chairperson, Committee on Rural Economy and Agriculture, Environment and Natural Resources) since the position is still vacant to join me here if he is here.

I call on Hon. Jacqueline Muhongayire: (Deputy Chair of the committee on Transport, Industry, Communications, Energy and Technology) if she is here.

Hon. Amoussouvi Kpadenou (Deputy Chairperson Commission on Gender, Family, Youth and People with Disability) to join me up here.

I will like to call on Hon. Jean Patrice France Quirin (Chairperson on Health, Labour and Social Affairs).

Lastly, Hon. Siniya Ahmed Nah (Deputy Chairperson Committee on Justice and Human Rights).

With all that, these five Committees were very pivotal because food security is not only about producing the food, it is about transporting the food, processing the food, using energy and also ensuring that there is food information and communication.

It is about gender, women and children because in Africa, agriculture is feminized and the issue of food security affect greatly women and children. That is why Africa is grappling with high under-weight of children and also high stunting which affects the children even on the day one of their inception and they live up to be very weak and unproductive adults in life.

Of course health is wealth, you are what you eat and you eat what you grow. A healthy nation has to be looked at from the point of food security. That is why the Health Committee is very important.

Lastly, we are now looking at food from the human rights perspective and we are encouraging a lot of our constitutions now to have food as one of those basic needs. So that if a government fails to provide food as well as the facilities to enable food production in a country, then citizens of that country can hold their government to account.

Honourable Members, join me to welcome the new bureau. The bureau is headed by one of the Vice Presidents of the Pan-African Parliament and I am the President. I have been working on this with FAO and today we are happy that we have reached a long journey. However, this is not the beginning of a new journey because as we sign the Technical Cooperation Programme (TCP), the project will hit the ground on 1st January next year. It will be for an initial two years period wherein we are going to implement the programme and the FAO is providing the financial resources. We too, as Pan-African Parliament have our own obligation. We will provide the seat and the secretariat for the alliance and also the staffing as well as whatever is in the MoU and the TCP in terms of what are the true responsibilities to make sure that we adhere to it.

Honourable Members, I thank you very much. All the Pan-African Parliamentarians will form the general assembly of the Food and Security Alliance in Africa and the other members of the five committees will form the executive committees.

I thank you very much for your encouragement, especially Mr President, who has given all the political will and all the encouragement.

I also thank the FAO for providing the necessary resources for us as the Pan-African Parliamentarians to play our role in feeding our constituents without whom we would not be parliamentarians. Thank you very much and God bless us all.

Applause

HON. PRIMEIRO VICE PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Muito obrigado doutora Bernadette Lahai, distinta Quarta Vice-Presidente do nosso Parlamento pelas palavras introdutórias, também gostaria, em nome da Mesa e em nome de todos os integrantes membros do Parlamento Pan-Africano, de felicitar a todos aqueles colegas que foram indicados para integrar esta Alianza cujo trabalho vai iniciar; e também fazer votos de muitos sucessos no vosso trabalho para o benefício do Parlamento Pan-Africano e do nosso continente.

Agora dou a palavra ao distinto orador Abdelsalam Ould Ahmed, Assistente do Director Geral da Organizagao das Nagoes Unidas para proceder a apresentagao da sua alocugao.

Devemos ter em conta que as 14 horas e 30 minutos teremos a abertura da Conferencia das Mulheres e, sendo assim, o tempo deve ser usado como deve ser e manteremos os dois minutos para cada interveniente.

Tem a palavra.

MR ABDELSALAM OULD AHMED [ASSISTANT DIRECTOR GENERAL/FAO]:

Thank you very much, Mr President, for giving me the Floor. Your Excellency, Roger Nkodo Dang, the President of the Pan-African Parliament, Your Excellencies Vice--Presidents of the Pan-African Parliament, distinguished Members of the Pan-African Parliament, ladies and gentlemen.

On behalf of the United Nations Food and Agriculture Organisation, I bring you all greetings and congratulations from the Director General, José Graziano da Silva, on this very historic moment of the launching of the Pan-African Parliamentary Alliance for Food and Nutrition Security.

Dr Graziano sends his regrets for not being able to join you to celebrate this important milestone, but his heart is very much with you.

He has asked that I convey his strong commitment and continued collaboration with you the African countries and the people you represent.

Mr President and Honourable Members of Parliament, ladies and gentlemen, on September 2015, leaders of the world agreed on the 2030 Sustainable Development Agenda. It is the most comprehensive, integrated and inclusive development agenda that the world has ever imagined. Of the 17 Sustainable Development Goals, Goal

No. 1 and Goal No. 2 have been dedicated to eradicating poverty and hunger as well as malnutrition. This is not a coincidence. If we don't eradicate poverty and hunger, it will simply be impossible to achieve the remaining Sustainable Development Goals and the broader goal of leaving no one behind.

It will certainly be impossible to achieve peace and security and development - the subjects that you have been discussing just a few minutes ago.

Mr President and Honourable Parliamentarians, ladies and gentlemen, over the last decades, there have been enormous progress in the fight against hunger around the world and not least in the continent of Africa. The proportion of the undernourished people has decreased in Africa from 27.6 persons in 1990 to 20 persons now. Twelve countries were even able to achieve the Millennium Development Goals, while five others were on track to achieving it soon. There is, however, a lot more to be done, Over 793 million people go hungry to bed each night and from that, 232 million are in the African continent. In addition, almost all countries in Africa are confronted, in various degrees, with a triple burden of malnutrition while hunger, child stunting and obesity always go hand-in-hand.

Honourable Parliamentarians, it is possible to eradicate hunger in our lifetime. As the FAO Director General has stated on several occasions, solutions exist. All the regions of the world produce more food than they consume and over onethird of this food is just lost at the production or wasted at the consumption phase. The problem is not lack of food, but insufficient access to safe and nutritious food, in particular by, the poor and vulnerable populations - many of them are women and children.

A combination of interventions to boost agricultural production and productivity, cut food loss and waste, provide social protection and cash transfers to rural and urban poor and build resilience to shocks, crisis and climate change will go a long way towards eradicating hunger.

Mr President and Honourable Parliamentarians, the key factor in all the successful development experiences around the world has been political will. This is why today's launching of the Pan-African Alliance for Food and Nutrition Security is a major step as it demonstrates unequivocally the collective political will of the representatives of the African nations and your determination to eradicate food insecurity and poverty.

It supports the commitment of the African leaders for a hunger-free Africa as stated in the Malabo Declaration in 2014, to which the FAO Director General has given his pledge and subscribed to it entirely.

Mr President and Honourable Parliamentarians, you are central to the process of ending hunger and malnutrition. You have a crucial role in setting the political and legislative agenda of your countries. You are the ones who enact the laws. You have budgetary and oversight roles on public spending and public policies and on setting the national priorities. You have an incomparable influence on public opinion and on the society at large. This is why the alliance you are launching today will enhance your individual and collective efforts to end hunger and malnutrition.

We at FAO are proud to be your partners in the effort.

Today, we will sign a Memorandum of Understanding that formalises our partnership and paves the way for the Technical Co-operation Programme, the supportive legislative and policy measures towards achieving food security and nutrition. In short, these measures are geared towards translating political will into action on the ground.

On behalf of the FAO Director General, I would like to congratulate you all for this achievement and to thank the President of this Parliament, His Excellency Roger Nkodo Dang and Vice-President, Her Excellency Bernadette Lahai, for the great leadership in this process. I would also like to thank her for having been elected president of the Alliance.

I also thank all the members of the bureau of the alliance.

Allow me also to thank my colleague, Caroline who is.....

HON. PRIMEIRO VICE PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

-... Primeiro partilhar convosco que nao é por acaso que os nossos países e a nossa Uniao Africana tem dado uma importancia extraordinária a questao da agricultura.

Como se disse, a agricultura *versus* nutricao tem os seus efeitos na saúde, na educa[^]ao e também posso acrescentar no emprego, se tivermos em conta a questao do agro-processamento.

E creio que nao é por acaso que os nossos Chefes de Estado e do Governo decidiram e bem, por exemplo, afectar uma parte dos nossos ornamentos ao sector da agricultura.

No ano passado, na Cimeira dos Chefes do Estado e do Governo havida em Johannesburgo na África do Sul, uma das grandes decisoes tomadas neste domínio, foi a questao do empoderamento da mulher em várias vertentes, uma delas o acesso da mulher a terra, a criacao de condinoes para que as mulheres possam ter acesso ao financiamento e também esse financiamento, criando condinoes para que a nossa mulher e os nossos agricultores deixem de trabalhar com a chamada enxada de cabo curto. Teremos que ver também nos nossos debates como passado um ano, efectivamente, estes propósitos foram implementados a nível de cada um dos nossos países.

Tenho uma lista de 25 oradores:

- Professor Elsayed Feleifel - Egipto;
- Mamedi Sidibe - Mali
- Professor Ogenga-Latigo Norris Wodamida - Uganda
- Djantou Traore - Guiné Conacry
- Mohamed Laskri - Argélia
- Dr. Hunadi Mateme - África do Sul
- Saloun Cisse - Guiné Conacry -Bachir Al-Bathani - Sudão
- Auxilia Mwangagwa - Zimbabwe
- Zalikatou Diallo - Guiné Conacry
- Marie Izabiliza - Ruanda
- Muhammad Uteem - Maurícias
- Amoussouvi Kpadenou - Togo
- Aminata Niang - Mauritania
- Mohamed Ould Ebeker - Mauritania
- Estevão Rodrigues - Cabo Verde
- Claude Kamanda - Serra Leoa
- Francisca Domingos Tomás - Mozambique
- Hatem Bashat - Egipto
- Jacqueline Muhongayire - Ruanda
- Gloriose Nimenya - Burundi
- Patricia Dancay-Bangura - Serra Leoa
- Abdallah Ibrahim - Djibouti
- Sylvestre Naah Ondo - Camarões Dou a palavra ao primeiro orador, Ilustre Professor Elsayed Feleifel. Dois minutos para cada interveniente e pezo a colaboração do Secretariado para controle do tempo.

HON. ELSAYED FELEIFEL [EGYPT]:

#####

#####

(FAO) ### ##### ## ## #####
 ## ##### ## ## ##### ## ## ## ##
 ## ##### ## ##### ## ## ## ## ## ## ## ##
 ##### ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##
 ##### ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##
 ##### ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##
 ##### ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##

.....####

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÉ [MOÇAMBIQUE]:

- Tem a palavra o distinto colega Mamede Sidibe do Mali.

HON. MAMEDE SIDIBÉ [MALI]:

Merci Monsieur le Président.

Je pense que la mise en place de cette Alliance est bonne, mais je m'interroge sur la manière de sa mise en place parce que fondamentalement les domaines couverts par l'Alliance rentrent dans le cadre des activités de la Commission de l'Économie rurale, agriculture, ressources naturelles et environnement.

En fait, de mon point de vue, tout comme chez nous, la FAO a comme partenaire privilégié le ministère de développement rural et le ministère de l'agriculture.

Nous savons que la Commission de l'Économie rurale est une commission également transversale. Quand on parle d'économie rurale, ça touche les femmes, ça touche la santé, ça touche tous les aspects.

Quand on voit bien une telle activité, je pense qu'on risque de galvauder de sa substance les missions fondamentales de la Commission de l'Économie rurale au profit d'une telle Alliance. Normalement, elle aurait dû être pilotée par la Commission de l'Économie rurale, mais puisque c'est une action transversale, les autres commissions pouvaient s'ajouter à l'économie rurale. Mais pour la mettre en place d'une façon paritaire, je pense qu'il y a des éléments qui manquent à ce niveau-là.

Une composition de 50 % de tous les membres la Commission de l'Économie rurale plus des commissions intéressées, j'en suis d'accord. Mais essayer d'en faire une Commission mixte, il risque d'y avoir un double emploi.

La Commission de l'Économie rurale étant une commission déjà transversale, une autre commission mise en place derrière une commission transversale, je pense qu'il y a un effort d'ajuster au niveau du PAP.

Merci Monsieur le Président.

HON. PRIMEIRO VICE PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Tem a palavra o distinto Professor Ogenga-Latigo de Uganda.

HON. PROF. OGENGA LATIGO [UGANDA]:

Mr President, while we welcome the Report on Hunger, Malnutrition and Food Security in Africa which is elucidated by the FAO representative, and also welcome the new Alliance from our Parliament, the challenge of hunger as well as food security, agricultural and rural transformation is what Africa must take with utmost urgency.

By 2015, Mr President, the world population will climb to 10 billion and it will need 50% more of the food that it produces now to feed itself against the challenge of climate change. For Africa, the challenge is even greater because by 2050, our population will double from the present 1.2 billion to 2.4 billion.

By 2015, our population will double from the present 1.2 billion to 2.4 billion; a quarter of the world's population will be in Africa; 60 per cent of our population will live in cities and will depend on others for food; 40 per cent of the world's children will be Africans; 1 billion Africans will be below 18 years of age; and 73 per cent of the

Africans will be less than 15 years old and dependent on others. Therefore, it is critical that Africa gives utmost priority to agricultural development.

In this regard, I would like to propose a number of things:—

- (1) We must earnestly institute measures to adopt modern agricultural practices and technology;
- (2) We must urgently implement the Maputo Declaration and other resolutions on agricultural development financing;
- (3) Through the African Development Bank we must create an African Rural Development Agency in the mould of the World Bank's International Development Association (IDA) to avail concession of credit for agriculture and rural transformation; and
- (4) We must urgently consider holding a special conference on food security and agricultural modernisation to chart a clear way forward for Africa.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Obrigado dou a palavra ao distinto colega Djantou Traore da Guiné Conacry.

HON. DJANTOUN TRAORÉ [GUINÉE-CONAKRY]:

Merci, Monsieur le Président.

Je passe.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- I call now Prof. Mohamed Laskri.

HON. MOHAMED LASKRI [ALGERIA]:

Merci Monsieur le Président.

Je tiens à remercier donc notre collègue, Dr Bernadette LAHAI, pour le rapport et pour la présentation et notamment pour le projet de lancement de cette Alliance.

Avant de venir à une remarque sur l'Alliance parlementaire, il est bon de rappeler certains concepts concernant le thème abordé, à savoir ce que [...].

AN HONORABLE MEMBER:

No English!

HON. MOHAMED LASKRI [ALGÉRIE]:

Pas de traduction!

AN HONORABLE MEMBER:

No English! No English!

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

English!

AN HONORABLE MEMBER:

Yes!

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

English, please!

HON. MOHAMED LASKRI [ALGÉRIE]:

Merci.

Merci Monsieur le Président.

Donc, je disais que je tenais à remercier notre collègue Dr LAHAI Bernadette pour le rapport relatif à l'atelier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et notamment pour le lancement de l'Alliance parlementaire panafricaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

J'ai une remarque à faire par rapport à ce rapport, mais avant cela, je tiens à rappeler certains concepts qui me semblent importants pour justifier ma remarque.

D'abord, il s'est dégagé une définition autour de laquelle un consensus mondial a été établi.

La sécurité alimentaire est assurée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive afin de mener une vie saine et active.

Aussi, il est à rappeler que la sécurité alimentaire comporte quatre piliers à savoir:

- l'accès;
- la capacité de produire sa propre alimentation - et cela a un lien avec le pouvoir d'achat;
- la disponibilité, quantité suffisante d'alimentation et là, aussi bien sur le plan de la production intérieure que des stocks, de l'importation ou des aides;
- la qualité du point de vue nutritionnel des aliments et la stabilité concernant l'accès disponibilité et qualité, à savoir les capacités d'accès, les prix, le pouvoir d'achat, disponibilité, qualité des aliments, etc.

Mais qui doit assurer ces quatre piliers fondamentaux pour la sécurité alimentaire. Eh bien, c'est l'État. D'où l'intervention et le rôle de l'État. L'État est le garant de la sécurité et par voie de conséquence, c'est le garant du bien-être du citoyen. Et s'il y a une gouvernance inappropriée, cela entraîne un impact négatif sur le développement et la santé publique, sur la pauvreté, sur la pénurie d'eau, etc.

Rappelons les Objectifs du Millénaire pour le Développement dont la date butoir s'est achevée en fin 2015. Malheureusement, sur le chiffre officiel annoncé, il n'y a que 15 pays qui ont atteint le premier objectif, à savoir l'éradication de la pauvreté et la faim. Donc l'État, doit avoir [*Temps imparti épuisé*].

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra a Senhora Deputada Hunadi Mateme da África do Sul.

HON. DR. HUNADI MATEME [SOUTH AFRICA]:

Thank you very much, Mr. President. I welcome the decrease from 27 per cent to 20 per cent. I further suggest that we be told which regime and in which country so that we can monitor the progress we are making.

I also agree with the Hon Member who said that with regard to the Maputo Declaration principle on financing, 10 per cent of the budget should be devoted to agriculture. That one must also be observed. Africa is blessed with an abundance of arable land. However, the land that can produce tonnes and tonnes of food to feed the whole world is not utilised to benefit Africans. We remain beggars and examples of what malnutrition looks like. We are also a dumping zone for products that are not wanted elsewhere on the globe. I submit that we resuscitate the subsistence farmer to enable families to feed themselves. The spinoff from that will ensure that unemployment will decrease.

I also submit that Africa should desist from selling land to foreigners. We should desist from awarding long periods of leases for land such as 90 years. We need a road map on the progress that we will make in nourishing the citizens of the continent. I propose that progress on the sustainable development goals (SDGs) be a standing item whenever the Pan-African Parliament (PAP) sits.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra ao distinto Deputado Saloun Cisse da Guiné Conacry.

THE SPEAKER:

Hon. Cisse is not here.

Ok, now I call [...]

HON. SALOUN CISSÉ [GUINÉE CONACRY]:

J'étais à l'infirmerie. Donc, je passe.

THE SPEAKER:

Merci.

I call Honorable Bachir Al-Bathani from Sudan.
HON. BACHIR ALI MOHAMED AL-BATHANI [SUDAN]:

#####

#####

#####

..#####

HON. PRIMEIRO VICE PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

English! English!

HON. BACHIR ALI MOHAMED AL-BATHANI [SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

217 79 # #####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####.

#####.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULEMBWE [MOZAMBIQUE]:

Tem a palavra a distinta colega Auxilia Mnangagwa do Zimbabwe.

HON. (MS.) AUXILLIA MNANGAGWA [ZIMBABWE]:

Thank you very much, Mr. President. The food issue is very important and needs to be discussed thoroughly in our continent. It has caused malnutrition in our children and affected their performance in schools. When there is hunger in a home, there is no peace. It is the same in a country. The uprising and labour unrest that we experience today is also caused by hunger due to no food on the table. This causes absenteeism in work places affecting production and weakens the economies of several countries. I strongly recommend that we come up with tangible resolutions on this subject in order to alleviate this problem of shortage of food.

I thank you Mr. President.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra a colega distinta Deputada Zalikatou Diallo da Guiné Conacry.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais commencer, tout d'abord, par féliciter l'Honorable Bernadette LAHAI pour cette noble entreprise et le Représentant de la FAO qui a fait également un brillant exposé.

La mise en place de cette Alliance est le fruit d'un effort louable qui, à coup sûr, pourrait être un plus dans la lutte contre la faim à travers le continent africain.

Pour réaliser la sécurité alimentaire en Afrique, il y a assez de préalables. Mais celui qui est un des plus importants, c'est la mise en place des législations au niveau de tous les États pour que les populations aient accès à des aliments de qualité et suffisants.

Il n'y a que vingt pays qui ont légiféré, de nos jours, et il faut que le nombre soit revu à la hausse. Cela est très important parce que la sécurité alimentaire est un bon gage de santé qui nous permet de lutter contre le marasme, le kwashiorkor, ensuite les mauvaises pratiques alimentaires également, l'obésité, j'en passe.

Nous ne pouvons que souhaiter une réussite totale à la nouvelle Alliance et un partenariat fécond avec la FAO pour que les objectifs soient atteints afin que nous puissions atteindre à date, les Objectifs pour le Développement Durable.

Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigado. Dou a palavra a distinta colega Marie Izabiliza de Ruanda.

HON. MARIE MÉDIATRICE IZABILIZA [RWANDA] :

Merci, Monsieur le Président, de m'avoir accordée la parole.

Je voudrais d'abord adresser mes félicitations à la 4^{ème} Vice-présidente et le Directeur adjoint de la FAO pour la clarté de leur exposé.

Monsieur le Président,

J'ai une seule question. Je voudrais savoir le mécanisme de suivi et d'évaluation que le PAP mettra en place pour que le Programme de sécurité alimentaire et de la nutrition soit approprié par les parlements nationaux et comment les rapports de suivi et évaluation seront collectés et analysés par l'Alliance parlementaire africaine?

Pour vous partager un peu l'expérience de notre pays, le Rwanda, ce domaine de sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national, les ministères concernés par cette question à savoir: le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Administration locale, le Ministère du Genre et de la Promotion de la Famille et les ONG internationales qui œuvrent dans ce domaine, ont mis en place un Comité de coordination qui est chargé de coordonner toutes les activités en matière de sécurité alimentaire et la nutrition afin d'éviter la duplication. Ce comité fait le suivi et l'évaluation de ce programme.

Souvent, la Commission de l'Agriculture au Parlement est invitée dans les ateliers et séminaires organisés par ce Comité. Ce comité collabore très étroitement avec les organes et des instances de base qui sont chargés de la sensibilisation et de la mobilisation.

Au sein de la « communauté village », il y a le comité de dix personnes chargé d'apprendre aux familles comment préparer le repas équilibré, comment on traite les enfants mal nourris, ainsi que l'hygiène alimentaire et faire le jardin potager.

Pour éradiquer la malnutrition, notre Président a initié un Programme appelé « *Une famille, Une vache* ». Il s'agit de donner une vache laitière à des familles vulnérables et beaucoup d'organisations et le secteur privé.

Merci.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigado. Dou a palavra ao colega distinto Deputado Muhammad Uteem das Maurícias

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITIUS]:

- Thank you, Mr. Chairman. The right to food is the most fundamental human right. Ensuring zero hunger should be the top-most priority of every nation. It is not enough to ensure that a person has food. It is equally important to ensure that the kind of food he is eating provides him with a balanced diet. It is not about the quantity of food but the quality of food.

Malnutrition - both under-nutrition and over-nutrition - results in extra expenditure on health-care. This is extra expenditure that can be avoided through education and if the government takes the necessary practical steps.

Mauritius has one of the highest rates of diabetes per person in the world. It has an alarming rate of cardiovascular disease. Obesity among children has reached beyond acceptable

proportions. Mauritius has taken certain tough decisions such as introducing hot meals to certain schools where there are poor people. We banned the sale of drinks having a high sugar content in schools. Recently in the budget, we also decided to levy a special tax on food and drink having a high sugar content. Those are only a few examples of how the government can be proactive. It is in this context that we welcome the partnership between the PanAfrican Parliamentary Alliance for Food and Nutrition Security with the Food and Agriculture Organisation (FAO) for implementation of a technical cooperation programme.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULEMBWE [MOZAMBIQUE]:

Merci beaucoup.

Now I call Honorable Amossouvi KPADENOU from Togo!

HON. AMOUSSOUVI KPADENOU [TOGO]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrais demander que le PAP prenne en compte les suggestions du premier intervenant, parce que ces suggestions sont très intéressantes.

Ce sont les observations que je voudrais faire, donc je ne voudrais plus les répéter.

Merci Monsieur le Président.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra ao respeitado colega Aminata Niang da Mauritânia. She is not here?

HON. AMINATA NIANG [MAURITANIE]:

Je suis là!

Merci Monsieur le Président.

Bissimilarah Rahaman Rahim

Monsieur le Président,

Le développement de l'agriculture est un élément crucial dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, d'ailleurs, les États africains se sont engagés lors du Sommet de Malabo, à mettre en place un certain nombre de programmes, notamment, la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique. Ils se sont engagés également à renforcer le financement des investissements dans le

secteur agricole. Ils se sont engagés aussi à éliminer la faim en Afrique d'ici 2025 et à réduire à moitié la pauvreté d'ici 2025, de même à stimuler le commerce intra-africain des produits et services agricoles, entre autres.

Je pense que cette nouvelle collaboration entre le PAP et la FAO devrait mettre l'accent sur la mise en œuvre de ce programme existant déjà, car nous savons que 65 % des Africains dépendent de l'agriculture comme source de subsistance, mais que l'Afrique a le rendement le plus faible du monde.

L'accent doit donc être mis sur le développement de l'agriculture pour pouvoir éradiquer ce problème que nous vivons tous et qui est l'insécurité alimentaire.

Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigado. Chamo agora o respeitado Deputado Mohamed Ould Ebeker da Mauritânia.

He is not here. I call now Honorable Estevão Barros Rodrigues from Cape Verde.

HON. ESTEVÃO BARROS RODRIGUES [CABO VERDE]:

- Muito obrigado Senhor Presidente.

Caros Colegas Deputados

Tendo em conta a importância do tema, gostaria que o nosso Parlamento continental em colaboração com a FAO e outras organizações ajudassem na identificação e divulgação de casos de sucesso, nomeadamente, em termos de aplicado de pelo menos 10% do orçamento nacional na agricultura e, sobretudo, da inclusão de mulheres e jovens em actividades rentáveis na agricultura.

Muito obrigado.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Muito obrigado Senhor Deputado. Chamo agora o nosso colega Kamanda da Serra Leoa.

HON. CLAUDE D.M. KAMANDA [SIERRA LEONE]:

Thank you Mr. President, I join other Colleagues to thank the presenters especially...

Dr Bernadette Lahai who is an expert in agriculture. Mr. President, Hon. Members, and yesterday we discussed about livestock and all the challenges surrounding it. Today we are here gathered discussing about food security and nutrition.

Mr. President, Hon. Members, Africa as a continent cannot feed itself. Now we standing the number of horrible land labor available to us majority of what we eat, we import. President, Hon. Members, taking into consideration the growing population of Africa as a continent, we are calling on the FAO to double up with its partners so that at the end of it Africa can feed itself.

Mr. President, Hon. Members, the issue about alliance came up yesterday and again today-I am calling on the secretariat to clear up the issue on Parliamentary Committees to that of Parliamentary alliance as per the rules of procedures. Thank you.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Obrigado. Dou a palavra a distinta Deputada Francisca Domingos Tomás de Mozambique.

HON. FRANCISCA DOMINGOS TOMÁS [MOZAMBIQUE]:

- Muito obrigada Senhor Presidente pela palavra.

Em primeiro lugar, gostaria de saudar a criação e o lançamento da Aliança Pan-Africana.

Excelências

A segurança alimentar nutricional é um tema transversal que exige a participação de diferentes sectores para a sua melhoria.

A erradicação da pobreza em África que se traduz, entre outros, na falta de alimentação, deve constituir uma das maiores preocupações dos Parlamentos ou dos Parlamentares africanos.

Com efeito, o futuro do nosso continente e dos nossos povos depende, em grande medida, das políticas e iniciativas que adoptarmos com vista a combater a fome que afecta uma grande parte da nossa populacao no continente.

Senhor Presidente

Em Mozambique, anualmente tem havido pessoas em situacao de inseguranca alimentar aguda, devido a choques climáticos como cheias e secas que afectam negativamente a producao agrária, a principal fonte de renda das famílias rurais.

Este ano, Mozambique está a sofrer os efeitos de *El niño* que se caracterizou pela escassez de chuva nas regioes de sul, centro e excesso de chuva em algumas zonas de do Norte do país.

Como consequencia desta situacao, muitas famílias nao conseguiram colher as principais culturas alimentares e mesmo as famílias que conseguiram colher, a produtividade nao foi a desejar.

Excelencias

O Governo de Mozambique está a fazer face a situacao, adoptando o Plano Estratégico de

Desenvolvimento do Sector Agrário, assegurar a implementacao dos quatros pilares da seguranca alimentar e nutricional, nomeadamente: a disponibilidade, acesso, uso e utilizacao, e estabilidade; assistencia alimentar e meios de producao, como por exemplo, sementes e outros insumos agrícolas.

A terminar, Excelencia, gostaria de informar que em Junho de 2015....

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Tem a palavra o distinto Deputado Hatem Mustafa Bashat do Egipto.

Dou a palavra a distinta Deputada Jacqueline Muhongayire de Ruanda.

HON. JACQUELINE MUHONGAYIRE [RUANDA]:

Thank you very much Mr. Vice President of Pan African Parliament.

Mr. President, first of all, I wish to join my voice to my colleagues to thank the Honorable Vice President, Benardette Lahai and the PAP Bureau for this initiative to establish the Pan African Parliamentary Alliance for Food Security and Nutrition.

Mr. President, as we all know, a number of instruments have been signed and adopted by our African Union member states including the CADAP signed in Maputo in 2003. That programme requires member states to promote food and nutrition security and addressing challenges of the vulnerable and food insecure population. This is at pillar number three. And at the Malabo Declaration, African leaders committed themselves to change positively the status of malnutrition and food insecurity.

Mr. President, I wish that this new network should focus among others on the neighboring policy and legal institutional framework and enhancing regional integration, harmonization of food and nutrition security policies. We have been in regional economic communities and within African countries, but it is also an urgent need to enhance the free movement of food within the regional economic communities and within African Members State countries. There is also the need to implement adequate arrangements to help the needy households to achieve food and nutrition security through internal mechanisms as my Colleague Hon. Marie Mediatrice Izabiliza said from her experience as the best practice from Rwanda.

Mr. President, quickly, if I can conclude, as we all know, mainly the women from the other area... (*time over*)

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra a nossa distinta colega Nimenya do Burundi.

HON. GLORIOSE NIMENYA [BURUNDI]:

Merci, Monsieur le Président, de m'accorder la parole.

Je voudrais aussi joindre ma voix à celles de mes prédécesseurs pour remercier, d'abord, le Bureau du PAP et l'Honorable Bernadette pour la mise en place de cette Alliance parlementaire panafricaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Comme tout le monde le savait, avoir accès à une bonne alimentation est l'un des droits fondamentaux de la personne humaine. Alors ici, je voudrais peut-être en tant que Parlement panafricain, exhorter le Parlement panafricain avec cette mise en place de cette Alliance, à faire des plaidoiries au niveau des partenaires comme la FAO et d'autres pour que cette Alliance puisse collaborer étroitement avec les Alliances des parlements nationaux qui existent et qui vont naître également afin qu'on échange et qu'on facilite les techniques modernes pour la production. En effet, pour que la population ait de la nourriture, il faut d'abord une production suffisante.

Les pays africains, nous avons des potentialités mais il nous manque l'éducation et aussi des techniques modernes pour qu'on puisse produire beaucoup plus et enfin une éducation appropriée à une bonne alimentation.

Je crois que la FAO et d'autres partenaires pourront, peut-être, étendre leur accompagnement au niveau des techniques, au niveau des parlements nationaux, faire des plaidoiries pour que les gouvernements qui ont pris leur engagement à assurer une bonne alimentation à nos populations, puissent mettre en œuvre cet engagement.

Je pense qu'il faut avoir une disponibilité et une production suffisante pour nourrir nos populations.

Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Chamo agora a respeitada colega Patricia Umu Dancay-Bangura da Serra Leoa.

HONORABLE PATRICIA UMU DANCAY-BANGURA [SIERRA LEONE]:

Thank you, hon. Chairman, for giving me the Floor. I want to congratulate the new Alliance for PAP headed by the able fourth Vice President, Dr Bernadette Lahai. I will go straight to the point: Malnutrition is very prevalent in Africa. So let us go back to the basics. Let us go back to our backyard gardens while we are waiting for those investors that come in and take our land for production to be exported out of our countries. Let us start with the basics of going to the backyards and growing our yams, corn, tomatoes, cassava.

Let us also have a curriculum in our schools to teach early nutrition to our children. Once they learn good nutrition values, they will continue with them wherever they go. Thank you, hon. President.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Obrigado

Tem a palavra o distinto colega Abdallah Barkat Ibrahim do Djibouti.

HON. ABDALLAH BARKAT IBRAHIM [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président.

L'Alliance parlementaire panafricain pour la sécurité alimentaire qui est proposée, est une bonne chose. Mais, il y a plusieurs questionnements.

Premièrement, est-ce que le rapport qu'on nous a donné, que Madame Bernadette a proposé, est passé au sein des Commissions d'abord, avant de venir à la plénière ? On a dit que la Commission Agriculture est associée, la Commission Genre, la Commission Santé et la Commission en charge des Transports, sont concernées.

Ma question est de savoir si ce rapport a passé au sein de ces commissions?

Ensuite, j'ai lu dans le rapport qu'il y aura un comité exécutif. Quels sont les critères de désignation des membres de ce comité ?

Au point 11, paragraphe 9, la version française, en tout cas, n'est pas compréhensive. Donc, je pense qu'il faut revoir la traduction, peut-être, de ce paragraphe.

À la page 14, on parle de Protocole d'accord qui serait signé avant notre départ d'ici, entre le PAP et la FAO. Mais, je me demande, pourquoi le projet de ce Protocole d'accord n'est pas disponible pour les parlementaires.

Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Tem a palavra o colega Senhor Deputado Sylvestre Naah Ondo dos Camaroes.

HON. SYLVESTRE NAAH ONDOA [CAMEROUN]:

Monsieur le Président, je vous remercie.

Je remercie également le Directeur général de la FAO pour tous les efforts que cet organisme fait pour éliminer la faim en Afrique, en particulier.

Je voudrais souligner qu'il n'y a que le changement climatique qui constitue un frein à la sécurité alimentaire en Afrique. En effet, le problème de la sécurité alimentaire en Afrique, est étroitement lié à celui de la sécurité, tout court.

Il est évident que, tant qu'il y a des guerres en Afrique, la sécurité alimentaire ne sera jamais assurée.

En effet, un pays comme le Cameroun qui reçoit de milliers d'immigrés venant des pays voisins en guerre, peut difficilement assurer sa sécurité alimentaire sans une aide internationale conséquente.

D'un autre côté, même les pays en guerre ne peuvent, eux aussi, assurer leur sécurité alimentaire tant que les guerres empêchent toute stabilisation des populations et la mise en valeur des terres qui leurs sont affectées.

Aussi, je voudrais donc souligner, qu'il convient de toujours associer, dans les instances internationales où on discute des problèmes liés à la sécurité alimentaire, celui de la sécurité tout court.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra ao respeitado Deputado Abdallah Barkat Ibrahim do Djibouti.

He is not here? Now, I call honorable Professor Geoffrey Lugwangwa from Zâmbia.

HON. GEOFFREY LUGWANGWA [ZAMBIA]:

I thank you, Mr President. I would like to join Colleagues in thanking Dr. Bernadette Lahai, our Vice President, for the efforts she has made to ensure that this Alliance is off the ground.

Mr President, Nutrition is extremely important on the continent. Two hundred and seventeen of our people are malnourished. This shows that as Africans we do not know what we eat. The scientific basis of our food is not extensively researched. Very little is known about the micro-nutrients that are in the home grown food especially our natural food that is grown on the African continent. There is little advocacy...

: *Recording problem*

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Dou a palavra a estimada Deputada Mai Ebrahim do Egipto.

HON: MAI ABDULLAH [EGYPT]

#####

250 ### ##### .#####

9 ###

% 60

#####

#####

#####

#####

#####

#####

...#####

HON. PRIMEIRO VICE
PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÉ [MOZAMBIQUE]:

- I call now Gabriel Smith from Liberia.
HON. GABRIEL B. SMITH [LIBERIA]:

Thank you, Mr President. I would like to add my voice to the many voices that spoke before me by saying that it is unacceptable for the continent that is very richly endowed with gold and other natural resources, very good soils, great waters and very important factors for agricultural development that our children, brothers and sisters can die of hunger and malnutrition. It is unacceptable. However, the question is, what can we do as a people?

Again, I go back to the historical problems that we suffered from. Taking my own country Liberia, for example, until the coming of the settlers, our people focused on agricultural development. They had their own system of nutrition. They ate comfortably and lived for 100 plus years. Unfortunately, we have abandoned all those natural health practices that we had and are trying to adapt to a system that is not ours.

Therefore, I would think that one thing that we need to do in this modern time is about our educational system. Can we introduce agriculture in our school system from the elementary up to the university level? At the university level we can focus on research and development. At the level of elementary and secondary school, our children should be taught basic agriculture. Let them learn to work with their hands.

At the level of Parliament, one critical way by which we can intervene to empower our farmers is to create a system for agricultural loans that are directed to farmers who are directly involved in food crop production. This is because most of the loan systems we have around our countries are directed at people who are producing rubber, cocoa or palm oil. We want people who will produce food that we can eat on a daily basis for our sustenance. Thank you.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÉ [MOÇAMBIQUE]:

- Tem a palavra o distinto Professor Ahmed Sidi da Mauritânia.
HON. AHMED OULD SIDI OULD ALALIM [MAURITANIA]:—

Merci Monsieur le Président.

Je ne vais pas revenir sur l'importance du sujet que les collègues ont abordé largement, je voudrais surtout insister sur l'interdépendance entre la faim et la santé.

Vous savez celui qui a faim, la malnutrition entraîne des maladies et ces maladies ont un coût extrêmement important. C'est pourquoi, je voudrais que dans nos écoles, dans nos facultés, qu'il y ait de la recherche sur les valeurs caloriques de nos aliments ; qu'il y ait aussi des conseils ou une large information du public sur des dangers de la super alimentation et que nous nous rapprochions de nos facultés de médecine pour qu'il y ait des programmes et des cours sur la nutrition et de la recherche sur la nutrition.

Je vous remercie.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÉ [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigado. Excepcionalmente vou dar a palavra ao colega Mamedi Sidibe que insiste.

Tem a palavra. Parece que nao está na Sala.

Caros Colegas

Senhoras e Senhores

Do debate havido, tiro a conclusao que há questoes dirigidas para nós próprios que estamos a pensar na cria^ao da alianza, portanto, para o PAP e outras para o distinto representante da FAO.

Nessas circunstancias, darei 2 minutos, por causa do tempo que nao temos, á minha estimada colega Quarta Vice-Presidente e depois darei 5 minutos ao Distinto Representante do Director Geral da FAO.

Tem a palavra.

HON. BERNADETTE LAHAI [SIERRA LEONNE]:

Thank you very much Mr. President. Let me take this opportunity to thank everybody who has taken the floor on this very important issue. For the lack of time, I will limit myself to the issue of the alliance itself which a few Members have raised questions on. Of course, the question of why the Agriculture Committee is not taking the lead here, let me say that I am an agriculturist myself. I have worked all my life in agriculture, my PHD is in agriculture. But I believe and I have worked with FAO. I believe that food security although based on agriculture is not only an issue of food production, It is a cross cutting issue. It cuts across all sectors - transport, energy, health, education, gender, human rights and the countries that succeeded in achieving the Millennium Development Goals (MDGs) won, but did not put the food security in a silo in agriculture ministries. They established corporation, collaboration, inter-ministerial committee so that the issues are looked at from the holistic point of view and not just an issue of production.

You need transportation to move your food from the farm gate, you need a healthy farming population for you to produce the food. If you do not make food an issue of human rights, then you cannot hold your Government accountable when they fail to provide an enabling environment for farmers and people in the food production to provide food.

You need to also situate it within the issue of gender because in Africa food production is feminized. The issue of children is also important because, our children are the most affected when we suffer from malnutrition, either over-malnutrition or under--malnutrition. This is why in this Parliamentary Alliance, we have solved a cross cutting issue. Let me say that it is not the people who are in the agricultural committee that are the most fervent and ambassadors of food security. In the parliamentary Alliance in Latin America and the Caribbean, it is a voluntary alliance of members who are committed to food security. They are people who have been working on food security. They formed the alliance, not necessarily in the committee on agriculture.

This thing about why the agriculture committee is not taking the lead has been discussed over and over. We are bringing together the parliamentarians who are committed and are champions. When we go down to the national parliaments, the alliance is not going to be housed by the committees on agriculture. It is going to be a voluntary alliance, bringing together women and men who have a passion for agriculture, food security and nutrition and are going to commit their time and energy to it.

Honourable Members, you will agree with me that even in our parliaments we have parliamentary alliances. These are quite different from the statutory committees that are established in our parliaments. Therefore, even in the Pan-African Parliament, there is nothing in the statute or rules of procedure that said that the Parliament cannot establish a parliamentary alliance. The two are different, one is statutory and the other is not. In addition, the other is voluntary - bringing together parliamentarians who are men and women who feel they are committed to certain issues.

In this Parliament, we used to have the Alliance on Climate Change. In our Parliament, we have the alliances on corruption as well as maternal health and they are not situated in the committees that are dealing with those issues. This is because the alliances bring together men and women outside of the committees who are passionate and have the will and zealousness to take these issues up. I think that is the answer I would have as to why the committee on agriculture is not taking the lead in the alliance. This is a parliamentary affair, but we must have a bureau.

In the workshop we had on the 1st of August, we discussed the form in which the alliance will take in terms of the structure. We were also led by the parliamentary forum in Latin America and the Caribbean who have been working with the FAO ever since. We looked at the structures they have put in place, how the structure works and their achievements. Therefore, most of the thinking and insight into the structure was also something we learnt because they were successful stories.

In that situation, the report should not have gone to any one committee, somebody was asking why this report did not go to a committee. Individuals were selected from these committees, which we think was very important. Four members were selected from each of the five committees for the workshop.

We discussed the importance of the alliance as well as the priority areas. This is how we came up with the MoU, which was discussed by our lead officers in the Pan-African Parliament and FAO for us to reach this stage.

Therefore, what I am saying is that as Parliamentarians, we have to look at the gaps in the agricultural sector because those gaps are the things that we are going to address. They are gaps in policies, legal systems as well as gaps in the implementation of the agricultural policies so that we can promulgate laws and advocate for increased financial allocation to the Ministries of Agriculture, Health, Gender as well as Transport and Infrastructure so that they work together to improve food security in our countries.

Therefore, the alliance is not going to be situated in one committee. An alliance is different from the statutory committee and it is voluntary. Members will come in there and work. Even at the national level, we will not situate the alliance in the committees on agriculture, health or human rights. It is going to be an alliance of men and women who fell very passionately about food security and they would like to join this alliance.

THE SPEAKER:

Time!

DR BERNADETTE LAHAI:

I think we do not have much time, but I encourage members to let this alliance grow. Let us give it a chance. It is in our interest as Members of Parliament to go out there and ensure that we fill in the gaps. Let us advocate for food security in our national parliaments because a dead constituent will not vote for us to be here. We are representatives of the people and what is most crucial to our people is food security.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Agora, tenho o privilégio de chamar o Distinto Assistente do Senhor Director Geral da Organizado das Nagoes Unidas para a Alimentado e Fome.

MR. ABDELSALAM OULD AHMED [FAO REPRESENTATIVE]:

Thank you very much, Mr. President. I would like to thank the hon. parliamentarians for their interventions and excellent comments. The Food and Agriculture Organisation (FAO) is a partner in this Alliance. We are here to support you, your efforts and ultimate goals. I will make a few remarks.

Africa has made progress but it may not be sufficient. Not all countries achieved the millennium development goals (MDGs). However, some good progress has been made and if it is scaled up, we can end hunger in the continent.

Food security is a cross-cutting issue. It is not a matter of production. May be that is the mistake that all of us made three decades back by only insisting on production. It is a matter of access to food, poverty and a vulnerable population that cannot buy or easily access food. It is also a matter of quality of food, as several speakers have mentioned, and a balanced diet because malnutrition is another form of hunger. Even if you were to eradicate hunger tomorrow, if we still have the same rates of children lacking access to minerals and vitamins and the obesity problem, we will still have a huge problem, not only in public health but also in terms of productivity. This is why FAO has a comprehensive definition which was endorsed by all the member countries in the FAO Summit in 1996. Access to safe and nutritious food is an essential element of the equation.

There is also the matter of resilience because unfortunately, economic systems are often affected by shocks such as droughts and international price fluctuations. More important are crises and conflicts in the continent which deprive many of the access to food security. The biggest enemy to food security are wars and conflicts and instability. We need to have a means to provide not only emergency interventions to support those that are in need but transitory support in terms of cash transfer and other means. This is what we catalogued as social protection.

We also need to look into the challenge in the long term and not only now. Things are moving very rapidly. Population growth and immunisation are increasing in the continent and are changing the equation in terms of urban encroachment on fallow land and many others. Climate change is also an issue. In this Alliance, FAO will provide information and analysis so that you are all fully aware of the content of the challenges today, the status of the reflection, statistics and data that are available to FAO and are often provided by the member countries.

It will facilitate exchanges of information and best practices. Within countries, there are already national parliamentarians that are active on the front on food security and nutrition. We will facilitate the exchanges inside Africa but also the exchanges of your experience and knowledge with other parliamentarians' alliance. Finally, we will provide support for your advocacy and capacity-building depending on the demand that you will be expressing.

FAO is very much looking forward to that and our Director-General has pledged his support to the Parliamentary Alliance in Africa, Latin America and Europe as a key dimension of our partnership strategy. We are looking forward to supporting you in this endeavour.

We believe that Africa can end hunger. It has made progress, has human resources and as this debate has shown; it has full consciousness of the importance of this challenge.

We can end hunger and we will support you in that.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULEMBWE [MOZAMBIQUE]:

- Obrigado.

Ilustres e Caros Colegas

Membros desta Casa

Pela excelência das apresentações feitas neste último período do dia pela aliança que acabamos de criar no nosso Parlamento Pan-Africano e pelos substanciais subsídios dos ilustres deputados e deputadas dados ao longo do debate, numa palavra, por aquilo que julgo ter sido um verdadeiro processo desta última parte do nosso trabalho de hoje desta manhã, peço-vos uma salva de palmas, sobretudo para os dois apresentadores.

Agora chamo o Senhor Secretário-Geral Interino para fazer os anúncios.

Applause

THE CLERK:

Thank you, Your Excellency. Hon. Members, I just have a few announcements to make. One is that the women's conference will start today from 2.30 p.m. to 6.00 p.m. All Members are supposed to attend. You are all welcome to attend that Session.

There will be a group photo immediately after we adjourn just outside this door on the right where the Pan-African Parliament (PAP) logo is together with the guests that have come today.

The third announcement is that the organisers have complained about some missing headphones. Maybe some people took them thinking that they have to keep them until after the Session. We appeal that if you have a headphone, please, leave it here. We are supposed to collect them after every event.

Usually they take your passport before they give you your headphones. We appeal that we cannot let them do that to our Members of Parliament (MPs). We do not want any headphones to go missing. It is an appeal.

The Egyptian Government had invited us to their celebrations. Any Member who was here on the night of the 8th can claim their night back from the hotel. You will be refunded one night on the 8th for attending the Egyptian Parliament celebrations.

The Members of the Southern African Caucus should remain in the Chamber after the adjournment as per the request by the chairman of the Caucus.

The last announcement is about the meetings. There is a Committee meeting from 2.30 p.m. to 3.30 p.m. The Committee on Rural Economy, Agriculture and Natural Resources will be meeting at the Bibliothéque Alexandria. There is a joint meeting of the Committee on Rules, Discipline and Privileges and the Committee on Justice and Human Rights. They will meet in Room C1.

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWE [MOZAMBIQUE]:

Obrigado Senhor Secretário-Geral. Em estrita observância do Regulamento e em vosso nome, declaro o fim desta sessão.

Muito obrigado e até as 14 horas e 30 minutos.

Monday, 17 October, 2016

The House met at 09.00 am

[The President in the Chair]

A moment of silence for Prayers or Meditation was observed

M. LE PRESIDENT:

Veillez vous asseoir!

La séance est reprise.

Chers collègues, je vous souhaite la bienvenue dans cette salle dénommée Salle des Plénières. Je salue la présence parmi nous de nos interprètes et des hommes des médias. J'invite donc à ce niveau Monsieur le Secrétaire général par intérim à donner lecture du premier point inscrit à l'ordre du jour.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole.

THE CLERK:

Good morning, Your Excellencies and Hon. Members. The topic for today is: PRESENTATION AND DEBATE ON THE REPORT OF THE 2016 SPEAKERS' CONFERENCE

M. LE PRÉSIDENT:

J'invite l'Honorable **JOAQUIM EDUARDO MULÉMBWÈ, 1er Vice-président** du Parlement panafricain à nous donner les recommandations de cette conférence.

Honorable, vous avez la parole.

No translation?

Which language?

English?

French?

Spanish?

It's ok?

French, number 3; English, number 2.

Translation, Interpretation.

THE CLERK:

Honorable Members, they are having a technical problem, so they have asked to be given a few minutes to sort it out.

M. LE PRESIDENT:

Chers collègues,

On s'excuse du dérangement technique.

Je crois que tout est revenu à l'ordre ! Interprétation, vous l'avez en toutes les langues?

Je donne donc la parole au Premier Vice-Président pour qu'il nous présente le rapport de la Conférence des Présidents des Parlements et Sénats 2016.

Monsieur le Premier Vice-président, vous en avez la parole!

HON. PRIMEIRO VICE--PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

Muito obrigado Senhor Presidente. Passo a apresentar o Relatório da 7ª Conferência Anual dos Presidentes dos Paramentos Africanos.

1. **Antecedentes**

O **Artigo 18º** do Protocolo que institui o Parlamento Pan-Africano exige que o PAP trabalhe em estreita colaboração com os Parlamentos das Comunidades Económicas Regionais e os Parlamentos Nacionais ou outros órgãos deliberativos dos Estados Membros.

Neste contexto, o PAP organizou a 7ª Conferencia dos Presidentes dos Parlamentos Nacionais em Midrand, África do Sul.

A Conferencia teve como abordagem o sério défice de comunicado existente entre o PAP e os

Parlamentos Nacionais e Regionais. Também chegou-se a conclusao que o resultado de muitas decisões da Uniao Africana, nao ou mesmo nunca chegaram atempadamente as destinadas instituigões.

Com base nisto, o PAP organizou a Conferencia para informar os Presidentes dos Parlamentos Nacionais, o seu papel e funções, e como poderia ajudar a desenvolver um quadro de cooperacao que irá beneficiar a todos.

2. INTRODUJO

A 7ª Conferencia dos Presidentes dos Parlamentos foi realizada em Midrand, África do Sul, de 6 a 7 de Agosto de 2015.

A Conferencia foi organizada sob o tema "*2015, Ano do empoderamento das Mulheres e Desenvolvimento da África rumo a Agenda 2063*".

Os objectivos da Conferencia foram:

- Criar uma Plataforma de diálogo e contacto entre o Parlamento Pan-Africano e os membros dos Parlamentos;
- Criar uma estrutura para a ratificacao e a domesticacao das decisões da Uniao Africana e política;
- Discutir as modalidades para garantir que os cidadaos da África através dos seus Parlamentos estejam cientes das políticas e decisões da Uniao Africana;
- Disseminar as informagões de trabalho efectuado no Parlamento Pan-Africano e as decisões da Uniao Africana.

3. A Conferencia foi organizada de forma que após cada apresentacao, os participantes pudessem expor livremente as opiniões, preocupagões e desafios ou compartilhar nos seus respectivos países que mais tarde formaram a base para as recomendagões finais como foi apresentado através do comunicado final de 2015 adoptado no final da Conferencia.

4. A Conferencia contou com a presenga de vários dignatários, membros da Mesa, Presidentes dos Parlamentos Nacionais e Secretários Gerais dos Pralamentos Regionais e Nacionais, e representantes de organizagões regionais.

PROCEDIMENTOS DA CONFERÊNCIA

O Secretário-Geral Interino do Parlamento Pan-Africano, o Senhor Yusupha Jobe saudou os participantes da 7ª Conferencia dos Presidentes dos Parlamentos Nacionais.

No seu discurso, informou a Conferencia sobre o ritmo lento da ratificando da Uniao Africana, das decisoes tomadas pelos Estados membros e as implicares que tais Protocolos podem causar.

Apesar disso, e de outros desafios enfrentados pelo Parlamento Pan-Africano, ele deu um Panorama sobre o que Parlamento Pan-Africano tinha a intendo de fazer para atingir os objectivos previstos.

ABERTURA OFICIAL

Discurso do Presidente do Parlamento Pan-Africano, Sua Excelencia....

Roger Nkodo Dang

Em seu discurso de abertura, Sua Excelencia o Presidente do Parlamento Pan-Africano,

Excelentíssimo Roger Nkodo Dang, deu as boas vindas a todos os participantes e manifestou a sua satisfação pelo empenho demonstrado pelo grande número dos Presidentes dos Parlamentos Africanos para assistir a Conferência, apesar das suas agendas ocupadas nos respectivos países e pelo apoio contínuo ao Parlamento Pan-Africano.

Ele fez referência ao artigo 18º do Protocolo do PAP que requer uma cooperação estreita com os Parlamentos das Comunidades Económicas Regionais, os

Parlamentos Nacionais e outros órgãos deliberativos dos Estados Membros e informou aos participantes da iniciativa do Parlamento Pan-Africano de criar uma plataforma de diálogo e cooperação conforme exigido pelo Protocolo do PAP.

Outrossim, deixou claro que era apenas através da criação de uma boa comunicação e estratégias de cooperação com as partes interessadas, que o PAP poderá ser capaz de alcançar os seus objectivos e que o seu gabinete estava determinado a trabalhar neste sentido.

Na sequência, fez referência ao artigo 3.1 que obriga o Parlamento Pan-Africano a conduzir o processo da implementação efectiva das políticas e os objectivos da União Africana. Por essa razão, afirmou que o Parlamento Pan-Africano

providenciou o Fórum para promover a implementação dos instrumentos jurídicos da União Africana: Programas e Políticas, e mais especificamente a ratificação do Protocolo do PAP.

O Presidente do PAP, tendo em conta o tema da Conferência, exortou aos participantes a garantirem que as mulheres sejam educadas, tenham acesso ao capital e ao poder político para ajudar a realização da agenda da União Africana 2063.

DISCURSO DO CONVIDADO DE HONRA SUA EXCELÊNCIA QUETT KETUMILE JONI MASIRE, EX-PRESIDENTE DA REPÚBLICA DE BOTSWANA

A Conferência contou com a presença do ex-Presidente Sua Excelência Quett Ketumile Masire Joni como convidado de honra, que fez não só uma apresentação informativa, mas também muito viva.

O ex-Presidente aplaudiu o Parlamento Pan-Africano pelo acolhimento com êxito da 7ª Conferência dos Presidentes dos Parlamentos e disse que o tema da Conferência foi relevante e oportuno, uma vez que estava proporcionando uma oportunidade para o PAP partilhar ideias para a domesticação da Agenda 2063.

Elogiou o novo Presidente do Parlamento Pan-Africano e disse que estava confiante, que através da sua experiência como ex-Primeiro Vice-Presidente e trabalhando em estreita cooperação com a ex-Mesa, ele estaria em posição de elevar o PAP a um nível superior e também auxiliar na sua transformação de um organismo consultivo a totalmente legislativo, tal como foi aprovado pelos Chefes de Estado em Malabo, na Guiné Equatorial, em 2014.

Em referência ao tema, disse que somente seria possível se as mulheres forem totalmente habilitadas, incluindo terem o direito a propriedade e gerir os seus próprios negócios, e estar na posição de acesso a produção e serviços financeiros.

O ex-Presidente mostrou-se preocupado com o número de declarações feitas, contudo, pouca acção concreta havia sido tomada para implementar.

Deixou claro que as mulheres não seriam emancipadas por palavras, mas por acções concretas derivadas de tais declarações. Apesar dos progressos registados em algumas áreas, disse que a diferença ainda era grande para promover a igualdade do género.

Neste sentido, referiu-se às numerosas declarações feitas sobre o empoderamento das mulheres de 1975 até a data.

Reconheceu que muitas reuniões e seminários tiveram lugar ou tinham sido realizados, mas a situação das mulheres permanecia a mesma.

Referiu que a mudança começa em casa e as casas pertencem às mulheres, para enfatizar a importância das mulheres e como a sua capacitação poderia ajudar a África a desenvolver.

Ele sugeriu o seguinte para a melhoria de África:

- Grande vontade política para alavancar as mulheres através do estabelecimento de quotas especiais para serem preenchidas somente por elas;
- A aplicacao imediata da Agenda 2063 da Uniao Africana;
- Responsabilizar os Governos pelos compromissos assumidos;
- Trabalhar no sentido da melhoria da gestao dos recursos naturais para óptima utilizagao e o benefício de todos;
- Sistemas de governagao viáveis que permitam que as mulheres lutem contra a corrupçao e o desvio de fundos públicos;
- Estreita relacgao de trabalho do Parlamento Pan-Africano com os Parlamentos regionais e nacionais;
- Esforços conjuntos e robusto acompanhamento de mecanismos para monitorar os compromissos nacionais para a ratificagao e domesticado das decisoes da Uniao Africana;
- Transido do Parlamento PanAfricano de instituido consultiva para legislativa, a fim de permitir a plena aplicado das medidas.

O antigo Presidente fez uma homenagem aos países que haviam estabelecido Comités Nacionais com vista a capacitar as mulheres. Acredita que a avaliado sobre os progressos na década das mulheres iria mostrar melhores níveis de progresso.

Em conclusao, convidou os participantes da Conferencia a nao subestimar o poder das mulheres, pois elas tem a capacidade de mudar a África, sendo elas guardias da paz e da seguranca.

Nomeado e Eleido da Mesa da Conferencia dos Presidentes dos Parlamentos Nacionais

Por recomendado do Presidente do PAP e para o bom funcionamento da 7ª Conferencia dos Presidentes dos Parlamentos Nacionais, os

participantes propuseram a eleido dos membros da Mesa.

As nomeagoes e eleides seguiram-se da seguinte forma:

Presidente: Sua Excelencia Ilustre

Jacob Mudenda - Presidente do Parlamento Nacional do Zimbabwe

Vice-Presidente: Sua Excelencia

Ilustre Dr. Badria Suliman Abbas - Vice-Presidente da Assembleia Nacional do Sudao

Relator: Sua Excelencia Ilustre

Kidega - Presidente do Parlamento Regional da EALA

Relator: Sua Excelencia Ilustre Ipaye Emilie Béatrice Vice-Presidente e Presidente do Parlamento Regional do CEMAC

RELATÓRIO DO PROGRESSO SOBRE A ASSINATURA E RATIFICADO DO PROTOCOLO DO PAP

O Presidente do PAP apresentou uma visao geral dos progressos organizados até agora sobre a ratificado do Protocolo.

Segundo ele, embora cerca de 6 países haviam assinado o Protocolo, apenas um havia ratificado.

Ele disse que o número de países que ainda nao assinaram e ratificaram o Protocolo era preocupante, e exortou aos participantes a envolverem os seus governos a considerarem com urgencia a assinatura do Protocolo. E ele disse que o atraso na ratificado do Protocolo do PAP foi atribuído a invisibilidade do PAP no continente e pelo facto de que primeiro foram os Membros do Executivo a assinarem os Protocolos, antes dos Parlamentos poderem ratificá-lo.

Em conclusao, sugeriu que para o PAP ser mais visível no continente, fosse importante que o PAP rodasse os seus locais de Conferencia ou

Sesoes entre todos os seus países membros.

DECLARADO DA 25ª CONFERÊNCIA DA UNIÃO AFRICANA SOBRE O TEMA 2015 ANO DO EMPODERAMENTO E DESENVOLVIMENTO DAS MULHERES RUMO A AGENDA 2063 - SUA EXCELÊNCIA A SRA. GERALDINE FRASIER - ENVIADA ESPECIAL DO BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO PARA ASSUNTOS RELATIVOS AO GÉNERO

Na sua Exposigao, a Senhora Frasier disse que as mulheres eram a espinha dorsal do desenvolvimento e afirmou que o desenvolvimento africano com vista ao empoderamento das mulheres estabeleceu uma estratégia de 10 anos que se concentrará em:

- **Crescimento inclusivo** - acesso as oportunidades económicas para todos, garantindo que as mulheres e as meninas sejam incluídas
- **Transido gradual** - enquanto se protege o meio ambiente
- Ela também destacou áreas de principal prioridade do Banco como sendo:
- Desenvolvimento de infra-estruturas que beneficiam as mulheres, meninas e crianzas;
- Governangas para garantir uma utilizagao correcta dos fundos públicos, os fluxos financeiros ilícitos ultrapassaram os fundos financeiros no exterior e investimentos estrangeiros directos;
- Integração regional centrada em três acordos comerciais para assegurar o crescimento;
- Participação do sector privado para estimular a criação de emprego para as mulheres e homens;
- Aptidoes e tecnologia, a fim de criar riqueza e ao mesmo tempo para construir habilidade.

Em conclusão, a Senhora Frasier informou aos participantes que o Banco desde 2009 teve uma integração de género de 66%.

UMA ANÁLISE DAS IMPLICAÇÕES DOS PROGRESSOS DA DÉCADA DA MULHER AFRICANA (2010-2020) PARA O EMPODERAMENTO DAS MULHERES EM ÁFRICA: DESAFIOS E SUCESSOS - NOUBATOUR ADOUMTAR, DIRECTOR SÉNIOR DO PROGRAMA QUE REPRESENTA A DIRECÇÃO DAS MULHERES E DESENVOLVIMENTO DA COMISSÃO DA UNIÃO AFRICANA

O Senhor Adoumtar apresentou um historial sobre a situação das mulheres e informou aos participantes que a Década da Mulher Africana foi uma resposta continental à situação das mulheres e foi o resultado da Reunião Extraordinária dos Ministros responsáveis pelas questoes de género realizada em Dezembro de 2008 e às recomendagoes do Conselho Executivo em 2009.

Ele informou aos participantes que até a data o progresso feito foi o estabelecimento de estratégias para se concentrar em advocacia, capacitagao e apoio técnico e financeiro, embora exista o Fundo Africano das Mulheres, e mobilizar outras fontes.

Segundo ele, como parte das conquistas na Comissao da Uniao Africana foi que a maioria dos projectos foram financiados pelo Fundo Africano das Mulheres através do qual os Estados-Membros concordaram em contribuir com 1% e encarregaram a Comissao a mobilizar fontes adicionais. Para além do mais, desde 2011 até a data, a Comissao aprovou 192 projectos.

A nível regional e nacional, informou a reuniao que os Estados-Membros colocaram diversos programas em prática para apoiar a Década da Mulher.

O Sr. Adoumtar mencionou os seguintes desafios enfrentados pela Comissao:

- Propriedade do DFA na RECs, órgãos e níveis dos Estados-Membros
- Dotagoes orgamentais
- Um apelo para o acompanhamento da aplicagao

- Apresentagao de relatórios sobre Declaragao Solene da Igualdade de Género
- Assinatura e ratificagao do Protocolo de Maputo
- Disponibilidade de recursos de informagao
- Surgimento do vírus Ébola
- Conflitos armados

Apesar dos desafios experimentados, ele afirmou que muitos estudos destacaram o impacto positivo da promogao da igualdade de género no crescimento económico.

Em conclusao, ele disse que a promogao do acesso das mulheres aos recursos e participagao nos processos de tomada de decisao contribuiriam igualmente para a realizagao da Agenda 2063.

MELHORIA DO ACESSO E PROPRIEDADE DA TERRA ÀS MULHERES - DRA. JOAN C. KAGWANJA - CHEFE DA DIVISÃO DA INICIATIVA POLÍTICA DA TERRA (LPI) INTEGRADO REGIONAL E COMÉRCIO - COMISSÃO ECONÓMICA DA ONU PARA A ÁFRICA

Na sua apresentagao, a Dra. Kagwanja informou à Conferencia que era um facto conhecido que as mulheres possuíam menos terra do que os homens, as mulheres estavam em desvantagem em relagao aos homens em todos os níveis de propriedade da terra e que a igualdade foi mais visível nas esferas de gestao e de acesso.

Ela disse que a importancia da terra estava na redugao da pobreza, o crescimento económico e a seguranga alimentar, por essa razao era imperativo o auxílio para a obtengao de direitos de propriedade das mulheres. Ela mencionou, ainda, as principais áreas a serem consideradas para melhorar o acesso das mulheres á terra:

- Desenvolvimento Económico
- Fundo Cultural
- Ambiente Jurídico
- Crise Político-social

A Dra. Kagwanja também referiu que a exclusao das mulheres do controle da terra foi antieconómica e antidemocrática, foi importante reconhecer a complexidade da situagao e reforjar o acesso das mulheres á terra e, ao mesmo tempo, respeitar as relagoes sociais e familiares.

Em conclusao, a Dra. Kagwanja destacou o programa conjunto LPI-PAP relativo a terra que vai igualmente abordar as deficiencias ao acesso da terra pelas mulheres.

POSICÃO DO PARLAMENTO AFRICANO A CONFERÊNCIA DAS NAÇÕES UNIDAS SOBRE AS MUDANZAS CLIMÁTICAS, COP21, PARIS, FRANCA, DE 30 DE NOVEMBRO A 11 DE DEZEMBRO DE 2015 - SUA EXCELÊNCIA HAROUN KABADI, PRESIDENTE DA ASSEMBLEIA NACIONAL DO CHADE

Sua Excelencia Kabadi informou aos participantes sobre a próxima Conferencia das Nagoes Unidas sobre Mudanzas Climáticas, COP21, em Paris, Franga, de 30 Novembro a 11 Dezembro de 2015. Ele ressaltou a importancia da Conferencia e como ela afectará o continente se nao fosse representado num evento tao importante.

Ele também lembrou aos participantes sobre as mudangas visíveis das condigoes atmosféricas e como a África tinha comegado a enfrentar essas consequencias.

Em conclusao, ele disse que tinha esperanga que a Conferencia teria uma participagao plena de todos da África que pudessem dar uma contribuigao significativa e defendem a sua posigao como teria sido acordado na Conferencia.

A Conferencia dos Presidentes também se debrugou sobre a apresentagao relativa ás mulheres, paz e seguranga em África tomada do Parlamento Pan-Africano pelo povo de África feita por Sua Excelencia Dra. Bernadette Lahai, Quarta VicePresidente.

Das conclusoes

Na sequência das deliberações e debates sobre as apresentações, a Conferência adoptou um comunicado final como se segue:

A Conferência Anual dos Presidentes dos Parlamentos Africanos convocada pelo Parlamento Pan-Africano, de 4 a 5 de Agosto de 2016, em Midrand, Johannesburgo, África do Sul

DE ACORDO COM o artigo 18º do Protocolo ao Tratado de Criação da Comunidade Económica Africana relativo ao Parlamento Pan-Africano que permite ao PAP trabalhar em estreita colaboração com os Parlamentos Regionais e Nacionais, nomeadamente, mediante a convocação de fóruns consultivos anuais com os Parlamentos das Comunidades Económicas Regionais e países, e outros órgãos deliberativos para discutir questões de interesse comum;

TOMANDO NOTA que o tema geral da Conferência dos Presidentes de 2016 é "*Da Adopção e Ratificação dos Tratados da União Africana, em particular o novo Protocolo do Parlamento Pan-Africano: Quais as Vantagens para África?*"

TENDO EM CONTA as apresentações e debates sobre as vantagens e os efeitos da assinatura e ratificação do Protocolo do Acto Constitutivo da União Africana relativo ao Parlamento Pan-Africano pelos Estados Membros Africanos e Plano de Acção para alcançar poderes legislativos;

RECONHECENDO os desafios enfrentados pelos Parlamentos Regionais e Nacionais nos seus esforços para contribuir para uma ratificação á adopção ao contexto nacional e implementado célere dos Tratados da União Europeia, particularmente o Protocolo ao Acto Constitutivo da União Africana relativo ao Parlamento Pan-Africano;

REAFIRMANDO o empenho na aplicação eficaz das resoluções da Conferência Anual dos Presidentes dos Parlamentos em África em 2015 e sublinhando a importância do papel dos Parlamentos no processo de ratificação dos Tratados da União Europeia, particularmente desculpe, creio que há um erro grave, onde se faz referência a União Europeia, suponho que seja a União Africana, particularmente o Protocolo de Malabo;

LEVANDO em consideração as contribuições valiosas e enriquecedoras dos Presidentes dos Parlamentos Regionais e Nacionais sobre as suas funções e acções em relação a ratificação do Protocolo revisto do Parlamento Pan-Africano, bem como as recomendações da Reunião dos Secretários-Gerais dos Parlamentos realizada no dia 3 de Agosto de 2016;

CONSTATANDO com satisfação que até à data, o Mali e a Serra Leoa ratificaram e depositaram instrumentos de ratificação de Protocolo de Malabo e 10 outros países o assinaram:

- i. Insta os Governos dos Estados Membros da União Africana a assinarem e a ratificarem o Protocolo de Malabo e a depositar os instrumentos de ratificação junto da Comissão da União Africana a fim de obter as 28 ratificações dos Estados Membros necessários para que o Protocolo de Malabo entre em vigor.
- ii. Apela aos Parlamentos Nacionais e adopta uma abordagem pro-activa através de estruturas parlamentares como comissões e Questões durante a Plenária de modo a chamar a atenção dos seus Governos para a ratificação do Protocolo de Malabo.
- iii. Exorta a Assembleia da União Africana a garantir que no âmbito da União Africana as funções estejam segregadas entre os órgãos legislativos, executivo e judicial como reforço no contexto da Agenda 2063;
- iv. Insta aos Parlamentos Regionais a reforçarem as suas prerrogativas, a fim de promoverem a integração regional para a consecução de um Parlamento Continental com plenos poderes legislativos, exortando igualmente os Estados membros da SADC a acelerarem a transformação do Fórum Parlamentar da SADC no Parlamento Regional.
- v. Apela aos órgãos da política da União Africana que aumentem o orçamento do Parlamento Pan-Africano e insta também os Parlamentos Nacionais a aumentarem o seu apoio financeiro às actividades do Parlamento Pan-Africano;
- vi. Recomenda o reforço na função de supervisão e responsabilidade das Comissões do PAP, especialmente no que diz respeito a fiscalização orçamental através de suficientes períodos de Sessão;

- vii. Recomenda o reforço de capacidade dos membros do PAP, de forma a desenvolver leis-modelos e ainda fortalecer o Secretariado do PAP, de modo a facilitar efectivamente o trabalho do PAP, particularmente através da prestação de serviços de investigação, tendo em vista o desenvolvimento de leis-modelos;
- viii. Apela a criação ou realinhamento de Comissões Parlamentares para acelerar a ratificação ou adesão aos Tratados da União Africana;
- ix. Recomenda ao PAP que identifique e designe em todas as regiões africanas, em colaboração com os Parlamentos Nacionais, personalidades capazes de defender a causa da aceleração da ratificação dos Tratados da União Africana, em particular o Protocolo de Malabo;
- x. Apoiar um processo consultivo e inclui a sociedade civil e todos os intervenientes na ratificação do Protocolo de Malabo, a nível nacional, a fim de obter o apoio popular ao trabalho do Parlamento Pan-Africano;
- xi. Empenha-se na aplicação eficaz a nível nacional das resoluções adoptadas nas reuniões anuais dos Secretários-Gerais e Presidentes dos Parlamentos Africanos e na apresentação das informações a este respeito na próxima Conferência.
- xii. Junta-se à União Africana nos seus apelos às Nações Unidas, no sentido de fixar uma data para a realização do referendo no Sahara Ocidental, de modo a permitir que a população daquela região, a última colónia em África, exerça o seu direito a autodeterminação.
- xiii. Condena vivamente todas as formas de terrorismo, no mundo inteiro, particularmente em África, manifesta solidariedade com os países e as pessoas afectadas por este flagelo e compromete-se a trabalhar em conjunto, a fim de quebrar o ciclo do terrorismo, incluindo através da harmonização das estruturas jurídicas.

CONCLUSÃO

A Conferência foi encerrada oficialmente por Sua Excelência Roger Nkodo Dang, Presidente do Parlamento Pan-Africano.

No seu discurso de encerramento, o Presidente agradeceu aos participantes a sua participação pro-activa e a adopção do comunicado que fizeram da Conferência um sucesso.

Reiterou a necessidade de acção para garantir a implementação das resoluções.

O Presidente salientou que os Presidentes eram os progenitores do Parlamento Pan-Africano, uma vez que o PAP só poderia avançar com o apoio dos Presidentes dos Parlamentos Nacionais.

Ao encerrar a reunião, o Presidente agradeceu ao Governo da África de Sul a sua hospitalidade e solicitou ao Governo Sul Africano que continuasse a acolher o Parlamento Pan-Africano.

Excelência Senhor Presidente, acabo de apresentar o Projecto de Relatório da Conferência.

Applaudissements

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Monsieur le Premier Vice-président.

Chers collègues,

Monsieur le Premier Vice-président, dans son effort de synthétiser, vient de nous faire le rappel de l'ancienne Conférence des Présidents de 2015 et la Conférence de 2016. C'était un effort de montrer que nos actions se suivent. Et dans ses efforts, il a présenté les résolutions de la dernière Conférence de 2016.

L'objet de ce rapport c'est quoi ? L'objet de ce rapport, c'est pour dire quels sont les engagements que nos différents Présidents des Assemblées ont pris. C'est cela l'objectif et c'est à vous, quand vous êtes au courant de ça, de vous adresser à vos Présidents durant l'année pour qu'ils respectent les engagements qu'ils ont délibérément pris.

Sur ce, c'est généralement des rapports qui ne doivent pas appeler au débat, mais comme nous sommes là pour débattre et non combattre, je donne donc la parole à ceux dont les noms sont inscrits sur ma liste.

La première inscrite, c'est Dr Zalikatou DIALLO de la Guinée Conakry.

Vous avez la parole!

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Je félicite, de prime abord, le Premier Vice-président du Parlement panafricain pour la clarté de son exposé, avec une présentation qui nous a vraiment édifiées sur les Conférences des Présidents d'Assemblées et Sénats d'Afrique, ces deux dernières années.

Ces Conférences permettent, à mon humble avis, d'accroître la fluidité de l'information entre les différents parlements et surtout la mise en œuvre des recommandations prises. C'est là où le problème est vraiment crucial. Pour cela, le rythme très lent de la mise en œuvre de l'internalisation des Résolutions et des Traités de l'Union africaine pose problème.

Les Présidents prennent certes, des engagements, mais il serait souhaitable qu'un comité de suivi de la mise en œuvre des résolutions soit mis en place, pour convoquer des réunions périodiques à ce niveau et des rapports.

Une fois que les États membres déposent ces rapports, cela va sans dire que c'est une forme de pression pour la mise en œuvre des recommandations prises au cours de ces différentes Conférences des Présidents des Parlements et Sénats d'Afrique.

Je vous remercie.

HON. DJANTOUN TRAORÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci, Monsieur le Président, pour la parole.

Je remercie l'Honorable Joaquim pour la qualité de sa présentation. Je remercie également le PAP pour l'heureuse initiative de réunir chaque année les Présidents des Sénats et Parlements du Parlement panafricain pour ces rencontres annuelles au cours desquelles de nombreuses recommandations sont faites.

Mais le plus important est qu'ils doivent tout faire pour la mise en œuvre desdites recommandations relatives à la signature et à la ratification du Protocole de Malabo dans leurs pays respectifs, à leur retour.

Ils doivent tout mettre en œuvre auprès du Gouvernement, parce que d'une manière générale les Présidents des Parlements sont issus des partis au pouvoir, donc ils doivent tout faire auprès de leurs gouvernements pour non seulement signer mais ratifier le Protocole et déposer les instruments ratifiés auprès de la Commission qui en a la charge.

Cela permettra à l'Union africaine d'obtenir le maximum de pays ayant ratifié pour pouvoir mettre en exécution le Protocole de Malabo. Je vous remercie.

HON. ERNESTO JOAQUIM MULATO [ANGOLA]:

- Obrigado Senhor Presidente.

Começo também por felicitar o Primeiro Vice-Presidente pelo Relatório que nos acaba de apresentar. Coloco uma questão ao Senhor Vice--Presidente, o Relatório tem como foco central a ratificação da Carta e tendo o Vice-Presidente feito um balé diplomático por vários países, incluindo o nosso, eu gostaria de sentir da vossa parte, no vosso encontro com o Presidente da nossa Assembleia Nacional, com que impressão saiu? Isto é, para nos poderem municiar, para que no nosso regresso, nós saibamos como aproximar, mais uma vez, à Mesa para o efeito.

Era apenas esta a questão que eu gostaria de colocar.

HON. ANTHONY MUMBA [ZAMBIA]:

thank you Mr. President; I will pass.

HON. NOE MBONIGABA [BURUNDI]:

Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole.

Je remercie, également, le Premier Vice-président qui vient de nous faire une présentation très claire.

Et pour ce faire, je voudrais faire l'observation suivante par rapport au rapport. Il sied de noter qu'il y a une faible visibilité des activités du PAP vis-à-vis des parlements nationaux et d'autres institutions nationales.

Alors, j'aimerais proposer, au niveau du PAP, qu'il y ait l'initiative d'un projet de bulletin d'information qui serait un document écrit et qui transmettrait des informations officielles des activités du PAP au niveau des Parlements nationaux.

Cela permettrait, également, de publier dans ce bulletin des engagements pris au niveau du PAP tels que les résolutions et d'autres. Et cela augmenterait la visibilité du PAP vis-à-vis des parlements nationaux.

Je vous remercie.

HON. PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr President, for giving me the floor. With regards to African Union (AU) Treaty, I would say Sierra Leone has done a marvelous job since the last Parliament in 2012. We have recently ratified the Malabo Protocol. I think we are the second country that did that in West Africa. A Treaty that has been languishing for 11 years was ratified in 2012 and that is the Maputo Protocol. Some of us have done a marvelous job in coercing and talking to our male counterparts to help us pass that Treaty.

We are very proud of that and we continue to encourage those who have not ratified the Maputo Protocol to do so because it has been long overdue since 2003.

When it comes to the Speakers' role, Mr President and Honorable Members, I think Speakers of the African National Assemblies have a role to play in empowering female parliamentarians. I speak from the experience of my country, Sierra Leone. When Speakers do not put the right efforts to empower female parliamentarians, there is always a problem...

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, chère collègue.

Chers collègues,

Je voudrais, à la suite du Premier Vice-président et des interventions que je viens de suivre, qui sont de nature à améliorer notre travail, vous dire le bien-fondé que nous avons à vous présenter ce rapport. Le bienfondé, ici, c'est quoi ? C'est que vous aussi, en retour, quand vous rentrez dans vos parlements nationaux - d'ailleurs un des collègues MULATO de l'Angola vient de poser la question - c'est de connaître que les Présidents l'ont accepté. Quand vous rentrez, demandez à vos Présidents, pourquoi vous n'appliquez pas ce que vous avez accepté ? Je crois que c'est aussi simple que cela. C'est pour cela que ce rapport vous est soumis.

Une de nos collègues de la Guinée a dit que dans nos pays, la plupart des Présidents d'Assemblées et de Sénats sont des partis au pouvoir. Cela veut dire qu'ils ne devraient pas avoir de difficultés à obtenir des ratifications. Le rôle que nous vous donnons ici, c'est qu'une fois rentrés dans vos parlements nationaux, essayez de rappeler ces engagements à vos Présidents qui les ont pris, pour que la prochaine session, cette Conférence ne soit pas nulle. Mais également, nous voulons, conformément aux dispositions de notre Règlement intérieur, que nous continuions à entretenir ces relations avec les Présidents d'Assemblées et de Sénats d'Afrique afin que notre Parlement puisse progresser.

Tout en remerciant tous les pays qui ont fait des efforts pour signer le Protocole de Malabo, la balle est maintenant dans les mains des pays qui ne l'ont pas encore signé ou ratifié pour qu'ils le fassent. À ce titre, les différents Présidents ont pris des engagements, ici, et vont le ratifier dans les tous prochains jours. Sur ce, je déclare clos le débat.

Je donne la parole au Premier Viceprésident pour les éléments de réponse.

Le débat est clos!

Coup de maillet

M. LE PREMIER VICEPRÉSIDENT: HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE-EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Muito obrigado Senhor Presidente. Creio, em primeiro lugar, ser o meu dever, agradecer vivamente as contribuições que foram apresentadas ao longo do debate. Posto isto, em primeiro lugar, dizer que terão notado

que se tentou fazer a ponte entre a 7ª e a 8ª Conferências para fazer uma lembrança do que aconteceu antes da 8ª reunião da Conferência dos Presidentes dos Parlamntos Nacionais.

Da discussão, há uma proposta no sentido de que se crie um Comité de acompanhamento. Eu creio que devemos tomar nota e poderá servir de reflexão nos próximos tempos e, aliás, terão verificado que tanto no Relatório da Conferência de 2015 como neste, há necessidade do acompanhamento das decisões que são tomadas e, a título exemplificativo, diria que uma das decisões da 7ª Conferência para se acautelar esta questão de acompanhamento, foi a institucionalização de pontos focais do Parlamento Pan-Africano nos nossos Parlamntos Nacionais acolhemos a sugestão e para efeitos de reflexão sobre a hipótese de criação de um Boletim de Informação que iria completar estes esforços todos que visam melhorar a comunicação entre o PAP e os Parlamntos Nacionais e Regionais, e também a preocupação no sentido de se garantir a transmissão efectiva e atempada das decisões da União Africana através do Parlamento Pan-Africano.

O Colega Mulato quis saber com que impressão voltamos de Angola.

A escolha de Angola foi casual e foi o primeiro país que nós visitamos depois de no ano anterior, termos feito trabalho no Malawi, em companhia de Sua Excelência Senhor Presidente do Parlamento Pan-Africano e foi também reconhecendo aquilo que são as influências que a República de Angola tem tanto na região da África Austral como na região dos Grandes Lagos, e diríamos também no continente.

Nós voltamos de Angola com a sensação de que as entidades relevantes, sobretudo, quero aqui sublinhar os pronunciamentos de Sua Excelência Senhor Vice-Presidente da República e de Sua Excelência Senhor Ministro das Relações Exteriores que nos garantiram, que iriam fazer o exercício para que, efectivamente, se de o passo concreto em frente e o exercer a sua influência junto dos outros países. Portanto, gostaríamos de agradecer aquilo que foi a colaboração... **(nao termina)**

(Technical problem, no Recording:)

PRESENTATION AND DEBATE ON THE REPORT OF THE PERMANENT COMMITTEE ON AUDIT AND PUBLIC ACCOUNTS ON THE CONSIDERATION OF THE INTERNAL AUDIT REPORTS OF THE PAN-AFRICAN PARLIAMENT.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]:

Ladies and gentlemen, I am here to present the first Report to the Plenary by the Committee on Audit and Public Accounts (CAPA). Before I present and go into the details of the Report, I want to make some clarifications and confirm that this committee is not the one responsible for the budget processes. There is a separate committee that looks at the budget. There were Members who were asking when the budget issues would be explained or presented by the CAPA.

The second issue I want to clarify is that, as a Committee we assess reports by the internal auditor and external auditors from the African Union (AU) or any other source as assigned. Our duty is to seek compliance with procedures.

In this Report, you will also note that we are looking at reports from the 2013/2014 period. These appear a bit outdated but that is how we proceed in finance. We have a duty to present all the reports that have not been presented to the plenary.

Have said that, as per procedure, we do not present a report to the plenary before we present it to the Bureau. This report has been presented to the Bureau and the last paragraph confirms that. We are grateful to the Bureau for its support of this committee and even the Report itself. The Bureau is very much committed to issues that need to be addressed.

I will not read thoroughly everything because that will consume too much time. The Report has 23 pages. I will seek your indulgence in the belief that Members have had enough time to look at the Report. It was distributed in this Chamber on Thursday morning. Some Members may have seen the Report this morning but it is because they were not present on Thursday morning. I will assume that Members have had the Report for four days.

In doing the work of the committee, we are guided by the rules of the AU. We are an organ of the AU.

The resources and monies that we spend are public monies channeled through the AU or development partners. We have a duty to ensure that the public knows how we deploy their resources.

We have to make sure that we adhere to the AU financial rules, regulations and other procedures.

With regard to those regulations, we have an internal audit office. I am on page two of the English version of the Report. I am just trying to summarize what is on page 2 of the Report. We have an Office of the Internal Auditor which, on a day to day basis does internal audit work. Sometimes it flags out issues to management and even to the Bureau, through the President and the Internal Auditor, then tries to seek clarification or corrections. That is the way every organization, even in the private sector, operates. We need to have an internal auditor who does that.

External auditors visit the PanAfrican Parliament (PAP) once a year. They also assess and produce reports. We have reports of both the internal and external auditors. The duty of the committee is to look at those reports, review them, confirm some issues with management and then report to you as we are doing this morning.
HON. CHIEF FORTUNATE CHARUMBIRA (ZIMBABWE):

Thank you.

- Appraisal of the economy and efficiency with which financial, physical and human resources are employed;
- Conduct any investigation as and when deemed necessary from the findings of the internal auditor's planned audit activities or when requested by CAPA or bureau of the PAP;
- Monitoring and evaluating the effectiveness of risk management system of PAP.

To explain the last bullet, "monitoring and evaluating effectiveness of risk management of PAP" simply means that there may be no problem now, but the internal auditor can flag out that if we continue doing things in this way, there is a likelihood of financial prejudice to the organisation.

For this report, as reflected under on page 4, under 3.0, we looked at:

- The internal audit work plan.
- Audit of the accounts and transactions of PAP for the six months ended 31 December 2013
- Report on the review bank reconciliatory statements of the PAP bank accounts for the period January 2015 to December 2015.
- The report on the management of the computer, laptops and communication equipment at PA.

Again, it should be noted that..... review them and confirm some of the issues with management and then report to you as we are doing this morning.

Pursuant to this important aspect of management, you are all aware that in accordance with Rule 22, your Parliament established a committee on Audit and Public Accounts (CAPA) on 14 October 2015. However, you will note that although the committee was established on that date, it only became fully operational almost a year later in 2016.

In terms of the mandate, when the plenary established CAPA under Article 3 of the resolutions, it says CAPA shall:

- a) Consider the internal and external reports relating to the Pan-African Parliament and recommend appropriate measures for an effective implementation of the recommendations arising therefrom.
- b) Consider the reports of the Board of External Auditors on the African Union and recommend appropriate measures for effective implementation therefrom, and,
- c) Exercise all other functions as are incidental and auxiliary to the discharge of this mandate.

In pursuing that, what is on page 4 of the report shows you what, then, the committee does - the top five bullets.

- Review of the reliability and integrity and the operating information and the means used to identify, measure, classify and report such information;
- Review of the system established to ensure compliance with the AU rules and regulations;

Although the committee had been set up in October 2015, we first met to do the review in August 2016 and we would like to thank the Bureau for their support.

On page five, you can see the membership of the committee. It is composed of 15 members, three of whom are nominated by each of the five regions of PAP.

In terms of methodology, under item 4.0, we looked at documents which we read, assessed and invited staff, led by the acting Clerk, Mr Yusupha Jobe to make some clarifications and explain certain areas. The list of the staff that we interviewed is on page 6. With regard to the Internal Audit 2016 Work Plan, under 5.3 on page 6, we looked at issues of fixed assets, stocks, accounts receivable, bank cash balances, accounts payable, reserves, salaries and ticketing. These are mainly the issues that are highlighted. Some of the issues will come again as we go so I do not want to get into details at this stage.

On page 7, we then talked of a new software called SAP. Most of you members know SAP. It is a software solution for integrated management purposes to interface all the units in a particular organization. Therefore, SAP has now been implemented in PAP.

Mr President, on page 7 we made some recommendations based on the work plan and report by the internal auditor. The observations made are that:—

- Sometimes management does not respond to internal audit queries within the required AU rules of 10 days.
- Training on SAP in PAP needs to be upgraded.
- Sometimes we do not have mechanisms in PAP to follow up on staff who may be lacking in their jobs.

On page 8, under 6.2, Fixed Assets, there are a lot of financial jargons and I do not want to complicate matters for members. However, the whole issue about fixed assets is that when you make an expenditure, you have to trace it and say whether it is a capital expenditure which then is recorded in the books as capital and it becomes a fixed asset. There is some observation there that we need to strengthen this area. This is because when something, for example, is supposed to be a fixed asset, if you take that expenditure as an expense, it distorts the financial statements down the line since the asset will be subjected to depreciation over time. Therefore, if you do not do that, it means you are not considering depreciation. I said this is a bit much of jargons, but it is in issue.

There are also differences in the way the assets are entered in the asset ledger. We were told that some of our staff are not properly qualified and are inexperienced and have, therefore, not been able to do these things. The Acting Clerk kept assuring us that this was in 2013 and since he has now joined, these things will be history very soon because he is sorting out all these things.

On page 9 - 6.3 delay and nonretirement of impress advance.

If members have read this one, in short, there are times when members of staff carry money on a mission. For example, our agricultural committee will be meeting in Nairobi and members get their tickets from North Africa, West Africa, Central Africa, South Africa and East Africa; and they are all required to meet in Nairobi. A member of staff is given cash for the per diem and the rest. It may be that the committee has 30 members and assuming the per diem is \$200 per person it becomes some substantial amount of money to get to members.

When you get to Nairobi, some members of the committee fail to attend for various reasons. Instead of 30 members coming only 19 or 12 attend. This means the member of staff remains with change. It is expected that when they go back to PAP, they have to account for the money with 48 hours and within seven days, all that money should have been paid back to PAP. This is the AU rule. However, it has been common practice for members of staff not to pay back that money. They keep it until through the bureau or such reports they are forced to pay.

There are various amounts that staff owe by not paying back. This is a breach of the rules. The rules also say that if any member of staff was given money and they fail to account or pay back the amount, they cannot again be given more money for another mission. However, the audit reports indicate that sometimes staff, who in fact owe PAP from previous advances, still get money to go on other missions.

We are simply saying this thing should be corrected. I would also like to say that since this one involves names of people who owe money, we insisted in CAPA that we would not report this unless we were given the specific

names and amounts because we did not want to report rumors. That information was provided to CAPA name by name as well as the amounts owed.

When we interviewed the Acting Clerk, he assured us saying that this problem of non-retirement of imprest is likely to become a thing of the past because of the new system of SAP. He said what SAP does is that if money is given to you, it is reflected on the system that you owe the organization until you retire it.

Therefore, it will automatically be deducted from your salary or whatever is due to you. However, our contention is still that we should not leave the system itself to follow up. Staff should be responsible and retire imprest as required other than being forced.

On page 10, under 6.4, improper treatment and application of funds and accounts, there is a lot of talk about South African Department of International Relations and

Cooperation (DIRCO). For the sake of information that issue is in our view now not a very serious issue because the South African Government was supposed to do some repairs on the previous residence of the President in 2013 and then hire cars and others. The Department of International Relations responsible for this could not do it on time. The Pan African Parliament (PAP), because it was keeping long proceeded to do the repairs in the honest belief that the department would pay PAP back its money. So in terms of accounting, this amount was recorded as account receivable, which means, this was money that PAP expected to receive from the South African Government but the department failed to do so even up till now. We have advised that it is better to have this off the books because there is a dispute over it. DIRCO is now saying it is because we did not contract the person who did that job so it is likely that they are not going to pay. So it is better that we do not put it in the books that we are expecting money when in effect nothing would come.

There is an amount of 6.5 ledger posting without references. It is a clear thing. You posted something but there is no reference. We are simply saying that this should be sorted out. There are two accounts that were in overdraft and yet other accounts had money. It is because we did not know what was in this particular account. They could have drawn from the right account. It caused what we will discuss later on issues of bank reconciliation. If PAP had done this reconciliation on time they would have avoided this problem.

On page 11, 6.7, excess liquidity and ending of cash is controversial and we are simply stating it here because the auditors have mentioned it and we want to take it out of the Report. They keep saying you handle too much cash but of course management would be saying we need to pay Hon Members, we need to pay the Interpreters. What else can we do? In financial management they would be saying no, these days you do not carry such amount.

Just for your information, none investment would not expect balances. From time to time if we know that we are going to have 5 billion lying in the account for the next six months for example, we will use prudent financial management before using it. We would take it out and put it in some account where it can earn interest rather than leave it lying idle. That is the point that is under 6.8. It says where money is likely to be lying idle for some time we should invest it.

I will leave 6.9 because the Clerk did explain it. Although it is in the Older Report, the Clerk did mention to us that the issue of accumulated fund has actually been changed by the AU in terms of language and everything. So I think it is not a major issue.

The amount in 6.10 on ineligible expenses, is not that high. It is 1,512.48. Only that the practice should be discouraged. Members of Staff on some trip in Abuja decided outside the law to consume alcohol, tobacco and other room service charges which were billed on PAP. That in terms of the rules is not allowed. I want to point out this so that people can be careful. In future anybody that is responsible would be asked to pay back.

The issue of ticketing remains at the insurance going to it again. The issue of AU policy on tickets keeps coming back in the audit report whether a Member of Parliament takes a business or economy class. We discussed it recently and I do not want to go back to it.

Unauthorized and incorrect right of assets - again there are rules which say, if a vehicle is old and probably unserviceable, dispose of it. This is an issue that follows the rules.

6.12:1 Salary Advance and Salary Loan: Apart from being recorded in the same account. But there are issues where if you get a salary loan in terms of the rules, you have to make sure that within six (6) months you have paid off in full. But we still have other salary loans which are outstanding for over twelve (12) months. Again,

this is a breach of the rules and we made those recommendations there on 6:13, where we said the fixed assets register, travel and then the issue of what is incurred takes.

The recommendations are clear and order not to take much of your time most of these are straightforward.

I go to page 13 under 7.0 - Bank Reconciliation Statements. We do quote there Article 53(5) AU Rules which makes it an obligation for all the AU organs to ensure that at the end of every month they draw up bank reconciliation statements of all banks accounts of the Union and any cause for discrepancy shall be investigated so as to restore the situation with the least possible delay. But we find out that, that is not the case in our PAP where we do not reconcile and because of that, we have cases where even deductions that were not supposed to be done are done. And we then have cases where people who have left PAP, deductions still go through the bank and they are deducted for some time because we are not doing reconciliation. And there was a good one which had to do with a Member of the Bureau who left and came back again after some time, for three months, up to 32,502 Rands continued to be deducted from the PAP account because nobody knew that was happening because of lack of reconciliations.

Also, deductions for health were discovered in cases where Members of Parliament or staff left and Members of Parliament who went for elections and there were out of PAP but the deductions continued unabated. And for staff, in terms of enjoying dependent benefits, their children enjoying health, education and other benefits. These continue to be deducted because children are not supposed to be paid after a particular age, maybe twenty-four years. But because we do not have reconciliation, these things continue happening and then it goes on like that. You read it so I will not be repeating everything.

We are encouraging the Department of Legislative Business to liaise with the Finance Department so that when they get information that this Member is no longer a Member of Parliament then they should quickly tell Finance Department that these Members are no longer part of the system, can we remove them?

Again, the Acting Clerk was saying because of SAP, the action of the SAP which of course currently it is not very effective because staff are not yet trained. When it becomes operational effectively some of these problems according to the Acting Clerk will disappear. The recruitment of the Cashier with the Data Processor acting as a Cashier, these things are now being rectified.

There is an issue that needs to be mentioned where procurement was done for some equipment or computers that needed to be downgraded because they were not compatible. They were procured but not compatible with PAP printers and we found out that they did not have software. So, there was a long delay in using this equipment until it was downgraded from 64 bytes to 32 bytes. That process led to a delay but why did we purchase the wrong or inappropriate equipment? The IT man did appear and explained to him there was no financial prejudice to PAP. Although there was this delay the computers were not quite satisfactory but they said that was what happened. So, he believes that was rectified and it is now all right. But the issue of 64 bytes to 32 bytes remains.

Other issues of insurance, I am now on page 17 of the Report. I want to move to page 18, I think, the other issue with nothing is 8.9 on page 18 where we talked of procurements which have been approved.

It was for the 10 pieces of blackberry cellphones. They said they were 10, but when the supplier supplied 10 iPhones that discrepancy arose. Honorable Members of the Bureau, of course, in terms of procurement it is serious. The procurements are saying this is what we got from IT, the IT men say no please leave us out. This is a procurement problem. It is the procurement people that have even written some emails trying to explain that please this issue should go to procurement not to us.

Mr. President, the rest of the issues there are common holds; they are self-explanatory.

I will just go to the recommendations on page 19.

The first recommendation: Equipment should be purchased on a need basis. We have done some feasibility studies and stocking up of equipment increases inventory and becomes a loss of value.

That the ICT Unit should improve its record keeping and retrieval system.

That management should adequately scrutinize contracts with service providers and ensure that they are properly and fully executed.

With regard to staff, I will not say much on that one. Just to say, we are happy in terms of rules and regulations. On AU Regulations 64 for recruitment, I think, it is going on well. The committee approved is doing their work and let us await final execution and the Bureau has briefed us on this.

Lastly, on page 22, there are some recommendations there which I think are straightforward but I will go to item 10 that we presented its report to the Bureau. It is very important to take note of that. The President, supported by the Bureau also expressed concern very much on almost all the issues that we have raised and 3. expressed their commitment that they want to see these things sorted out and the Acting Clerk also promised that many of these may have happened in 2013 before he joined the Bureau, but these things are pointed out because they exist.

As to the 2015/2016 Report, we now understand that all the reports are available. It will need resources so that the committee can meet. I do not know when surely it will be presented to the Session so that the Committee can then present to you the whole of 2015 and part of 2016.

Mr President, for now let me stop here. Thank you very much.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci

beaucoup, Monsieur le Président et cher collègue.

Chers collègues,

Voilà, ici détaillé, le rapport de vérification interne de notre Institution.

Vous avez les observations et les recommandations.

Le Bureau en a pris note et s'est engagé à faire tout ce qui est de son possible pour améliorer certains dysfonctionnements constatés dans le rapport, mais surtout, le Bureau avait déjà engagé certaines démarches sur certains points qui avaient été soulevés par la Commission.

Ces démarches vont se poursuivre pour que nous rectifions la gestion de nos fonds. Et ces remarques qui sont, entre autres, de la gestion comptable et financière des gestionnaires, mais également, de la qualification de notre personnel à qui nous demandons de fournir les originaux de leurs pièces, de leurs curriculum vitae.

Ceci étant, le débat général est ouvert!

Coup de maillet

Je n'ai pas reçu de liste.

Les gens se sont inscrits et nous allons donc procéder à l'appel de tous ceux qui se sont fait inscrire pour qu'ils puissent intervenir.

Le premier inscrit sur ma liste, est l'honorable INZOUNGOU MASSANGA Pierre de la République du Congo.
HON. ZELY PIERRE INZOUNGOU MASSANGA [CONGO]:

Merci Monsieur le Président.

Je vais commencer par féliciter nos braves collègues de cette Commission, pour la qualité du rapport qu'ils viennent de nous présenter.

Au terme de ce rapport, Monsieur le Président, j'ai une préoccupation: elle est essentielle.

C'est à la dernière page, dans vos conclusions; les conclusions du Bureau.

Quand le Bureau dit, par la voix du Président: « *Il a fait part de sa préoccupation face à l'incompétence, au manque de professionnalisme de certains membres du personnel, ainsi que de l'ignorance manifeste des certains aspects du Règlement financier constaté aussi bien par les vérificateurs internes qu'externes* ».

Monsieur le Président,

Cette conclusion m'interpelle. Et je me demande, pourquoi à ce jour, ces membres du personnel jugés incompetents et qui manquent de professionnalisme, continuent à exercer leurs attributions.

Je pensais qu'au terme de ce rapport, des démarches devraient être entreprises, d'abord pour suspendre ceux du personnel qu'on a jugé incompétent, parce que ça fait longtemps que ça dure.

S'il n'y avait pas eu cette commission, certainement on ne se serait pas rendu compte de l'incompétence de ce personnel.

Deuxièmement, Monsieur le Président, l'institution ou l'administration du Parlement panafricain souffre de l'absence d'un chef, qui serait ou qui est... [*Temps de parole épuisé*].

HON. SANTOSH VINITA KALYAN [SOUTH AFRICA]:

Thank you, Mr. President. I will like to thank Hon. Kaka for a really good Report. It is with confidence that they have been able to produce a report of this nature.

Now, the information presented was for the period 2011--2013 and I will like to ask the Chairperson that there were some strict recommendations made in this report and that management had to answer and take action, especially with regard to the outstanding interest. Has this been done, can you advise us of this?

There seems to be a perception that the Pan-African Parliament is a bank and it gives out either loans or salary advances. Now first of all, it is partly a bank because I thought only a bank can give a personal loan but what I found quite bizarre is that a loan is given and a debit order to retrieve the money is not activated.

I look forward to see in the Report for 2014-2015 if this practice has been discontinued.

With regard to a Vodacom line for the previous President, although he has long gone we are still paying this. I would like to know whether it is something still ongoing.

Lastly, the website was deactivated but PAP failed to inform the provider that the website is deactivated and we are still paying for it. Can the Chairperson comment on that? There are so many more questions to ask but I think it refers to the 2014-2015 Report.

HON. MOHAMED TAYEB LASKRI [ALGÉRIE]:

Merci Monsieur le Président.

Tout d'abord, à mon tour, je tiens à remercier le Président et les membres de la Commission CAPA, pour l'excellent premier travail réalisé depuis leur installation et le rapport bien structuré. Mais cela ne concerne qu'une étape, comme ça vient d'être dit, jusqu'en 2014. L'année 2015 est achevée, l'année 2016 est pratiquement achevée.

J'espère que les vingt-deux recommandations qui ont été énoncées dans le rapport de la Commission soient prises en considération.

Seulement, je ne me contente pas de cela personnellement, parce que se réunir autour des rapports est une chose, ça a permis de sortir pas mal de points négatifs dans la gestion, mais il faudra que cette Commission, CAPA, joue pleinement son rôle, à savoir d'audit interne.

Comme dit le dicton, il vaut mieux prévenir que guérir.

L'audit est une expertise professionnelle effectuée par un agent compétent et impartial aboutissant à un jugement par rapport à une norme sur les états financiers, le contrôle interne, l'organisation, la procédure ou une opération quelconque d'une entité. Cela veut dire qu'il peut tout vérifier, même l'ambiance au sein du personnel permanent.

En effet, un audit interne permet de tirer la sonnette d'alarme pour se remettre à la normalisation de la gestion avant qu'un audit externe soit imposé quand il y a le feu.

Ainsi, Monsieur le Président de la commission CAPA, le travail que vous avez effectué est excellent. Il est bien ! Il est louable, mais il ne faut pas se contenter de faire des réunions autour de l'étude de rapports.

Il faut faire un véritable audit au sein des entités des administrations.

HON. MOHAMED REZA CASSAM UTEEM [MAURICE]:

Merci monsieur le Président.

First of all, let me commend Catar and Chief Charumbira for this clear and thorough explanation. Mr President, the single and most important challenge facing the PanAfrican Parliament (PAP) and the proper functioning of its committees today, is the lack of funds. So therefore, it is of utmost importance that whatever funds that we have are properly used, properly monitored and properly accounted for. What we read today in that report is incompetence, absence of control, inefficiency and overpayment. Some of the things that are in this report are nothing less than outright fraud and outright theft. The worse is that, it appears that this has been going on for years yet there does not seem to be any mechanism to recover any of the money that has been misappropriated. We simply cannot afford that, Mr President. CAPA has made a number of very good recommendations.

These should be implemented as soon as possible and CAPA should in the next Session report to us what progress has been made in terms of recruiting better staff, training the staff and also ensuring that whoever does not perform is sanctioned without Protocol Intervention. I thank you.

Applaudissements

HON. ELHADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je voudrais également féliciter la Commission pour le volume du travail, mais surtout le Président pour la clarté de son exposé.

Monsieur le Président,

Je m'étais posé un certain nombre de questions.

La première était de savoir si la création de la CAPA était du 14 octobre ou c'était de mai 2016. Je viens de comprendre qu'il s'agit de deux dates: création et entrée en fonction.

Mais, à la page 3 du rapport, Monsieur le Président, il est dit que la CAPA contrôle les comptes de l'Union africaine. Alors, je me pose la question: est-ce que la CAPA est créée pour la supervision des rapports financiers de l'Union africaine, ce qui serait une bonne chose, mais je pense que c'est encore un peu prématuré. Si ce n'est pas le cas, il faut revoir la rédaction.

Beaucoup de situations ont été relevées dans le rapport, Monsieur le Président, mais les responsabilités n'ont pas été situées. Un rapport de contrôle doit situer les responsabilités. J'ai compris dans l'exposé qu'on a quelque part les noms et les responsabilités, mais dans le rapport, on n'a pas voulu les porter. Alors, nous allons convenir, Monsieur le Président: est-ce que c'est un rapport qui doit être débattu en plénière du Parlement ou alors c'est un rapport qui doit être débattu confidentiellement par les membres du Bureau ou une commission, dans lequel cas, ce n'est pas la peine de le soumettre. Mais si on le soumet, il faut que les responsabilités soient situées ; et qui est responsable de quoi?

Et le rapport, par ailleurs, n'a pas fait la différence entre les fraudes et les irrégularités. Les irrégularités, on les corrige ; les fraudes, on les punit et ça n'a pas été suffisamment le cas.

Alors, Monsieur le Président, je souhaiterais à l'avenir, que les recommandations qui sont faites par la Commission s'adressent à des personnes spécifiques parmi les travailleurs. Les recommandations pour recommandations, on ne sait pas à qui ça s'adresse, ne corrigent pas la situation et cela est déplorable.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. ABDALLAH BARKAT IBRAHIM [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président. J'ai plusieurs questionnements.

À la page 8, entre la page 8 et la page 9, il y a des contradictions qui apparaissent. Je cite: paragraphe 5.4 page 8: « *Du plan de travail du Bureau de vérification interne 2016* » où il est affirmé que « le PAP ne dispose pas de capacités requises pour l'utilisation du système SAP qui a été conçu pour la Commission de l'Union africaine, mais n'est pas harmonisé avec le besoin du Parlement panafricain [...] ».

Dans l'autre paragraphe de la page 9, le paragraphe 6.3.4 de la partie « Vérification des comptes et opérations de l'année 2013 », je cite: la Division des Finances a affirmé que maintenant avec l'installation du SAP, les montants impayés sont contrôlés et ceux en souffrance sont automatiquement déduits des salaires. Cette contradiction est inquiétante dans un même rapport, une fois que le PAP n'a pas la capacité d'utiliser le système SAP et dans une

autre partie on dit qu'on possède cette capacité. Je crois que ça mérite une explication sinon il faut corriger le rapport.

La page 9 aussi, le paragraphe 6.2 qui traite des immobilisations, le sous partie allant 6.2.1 au 6.2.4 la version française est indigeste, je crois qu'il faut demander de revoir cette partie là.

Page 9 toujours, Recommandations du plan de travail du Bureau de vérification interne 2016.

HON. ABDU N'DIAYE [SENEGAL]:

Oui merci Monsieur le Président.

Je commencerai par féliciter la CAPA et la direction administrative pour sa collaboration.

Evidemment, c'est vrai que la vérification a tenu compte et s'est faite autour de quelques exercices, notamment celle de 2014. Donc ce que je peux en déduire, c'est qu'il faudrait mettre en place une orthodoxie et la favoriser, parce qu'il y a tellement de choses qui ne sont pas conformes aux règles et standards.

Donc ce qui fait que je crois que l'heure est venue de révolutionner la manière de pratiquer au niveau de cette gestion, surtout notamment par rapport à ce que nous venons de voir. Maintenant la question que j'aimerais peut être poser parce qu'on dit souvent que l'expérience vaut mieux que le conseil, surtout ce qui a été dit, est ce que des dispositions sont prises présentement pour améliorer la manière de pratiquer?

Parce que je crois que ce qui est recherché généralement, c'est ça. C'est vrai que compte tenu de votre expertise, Monsieur le Secrétaire général, je crois que nous pouvons avoir des éclairages par rapport à la nouvelle pratique en cours.

Je préconiserai aussi de changer de concept au lieu de Secrétaire général chargé de, il faut mettre en place une Direction administrative et financière avec un schéma bien cadré adapté à nos réalités changeantes, parce que vous n'êtes pas sans savoir que l'organisation financière d'une telle institution a son importance dans le dispositif global. Si on tient compte de ces exigences là, je crois que nous pouvons avoir une bonne presse par rapport à l'UA, par rapport aussi aux écoutes organisées qui se trouvent à travers le monde.

Encore une fois, merci Monsieur le Président, merci également à la Direction financière. Je crois que ce qui est important c'est qu'on sache signer entre les lignes et pouvoir donner une autre philosophie ce qui va nous amener à obtenir de meilleurs résultats. C'est tout ce que je voudrais dire, merci encore une fois Monsieur le Président.

HON. MOOTSI SAMUEL LEHATA [LESOTHO]:

Thank you, Mr. President and the Chairperson of the Committee on Audit and Public Accounts (CAPA). I want to highlight one thing. The internal auditor is part of the management employed by the organization. His work is determined by the organization. Internal auditors follow the international standards on auditing which means that they are independent. This is the Report from the Internal Auditor. We have not dealt with the report from the external auditors.

Which is the report from the people who will practice the international standards and be independent?

Since 2013 till 2015, there have not been those reports from the Board of Auditors of AU and that means now we are lacking resources from the lack of good financial practices and I think it is our task as PAP because now we do not know what is happening on those Reports from the auditors. Thank you.

HON. PROF. GEOFFREY LUGWANGWA [ZAMBIA]:

I would also like to join the colleagues in thanking Hon Charumbira, the chairperson of this committee for the excellent presentation. My comment Hon President is that financial management is critical because our integrity and credibility as an institution depends on that. We must hold our staff to the highest operational principles of transparency, accountability, integrity, credibility, efficiency and effectiveness. That is very paramount. Square pegs in round holes are a disaster in financial management and as much as possible efforts must be made to complete the recruitment process I would like to give an update on where we are in terms of recruiting competent, efficient staff as it is stated in paragraph 9.5 on page 20. Thank you Hon President.

HON LOIDE KASINGO [NAMIBIA]:

Thank you. This is a good Report with good

recommendations. However, I would like the Committee on Audit and Public Account (CAPA), in the future to recommend the possibility of limiting travelling so that the money could be channeled to the work of the Committee because Committees are the blood vessels of any Parliament.

As my other Colleagues have stated, I would like CAPA to cover the activities of 2015 and 2016. I am happy to note that CAPA has recommended that the Bureau should ensure these recommendations are implemented. In the next report I would like to see that CAPA cover how far the Bureau went to implement some of the recommendations as well as the Activity Report by the Bureau.

Otherwise, congratulation to CAPA. I thank you.

HON. DR. TAPIWA MASHAKADA [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr President. Firstly, I want to thank CAPA for this excellent Report which exposes several financial irregularities and financial management weaknesses in the Administration of PAP. Mr President a lot of nasty things have been exposed by the Report from procurement; lack of reconciliation; the absence of an Asset Register; the non-reinvestment of the Imprest System; and many other issues pertaining to the non-adherence to African Union (AU) rules and regulations. These are serious matters which do not give confidence to our development partners and stakeholders that would pose problems for PAP in getting Institutional Support.

Mr President, whenever there are financial irregularities or weaknesses it is either the staff are incompetent or there is lack of supervision. In order to address these two mischiefs, I suggest that the relevant staff be sent for training on Public Financial and Risk Management and the Adherence to Financial Procedures and Reporting.

I also recommend that between now and the next Audit Report of CAPA, there should be an internal audit exercise so that we would bridge the gap between 2013 and the latest situation so that we would prevent loss and wastage. I thank you.

HON: BACHIR ALI MOHAMED AL-BATHANI [SUDAN]

:#####

.....#####
#####:
:#####

#####

 ##### :##### ..#####
 #####
 #####
 ##### ..#####
 #####

HON. JACQUELINE MUHONGAYIRE [RWANDA]:

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je voudrais, tout d'abord, féliciter la CAPA pour ce travail effectué depuis sa mise en place en 2016. Pour moi, je trouve que les recommandations sont vraiment bien élaborées et je félicite cette Commission.

Malgré le fait que les recommandations soient vraiment très claires et pertinentes, la garantie que ces recommandations vont aider à la bonne gestion des finances du PAP reste à désirer. Je pense qu'il est très urgent que cette Commission reçoive un appui, de l'expertise pour qu'elle puisse rendre ce Parlement visible et lui donner une image appropriée devant les peuples africains.

Il faut tenir en considération que ce Parlement, c'est une institution qui est très, très importante, qui doit vraiment donner un bon exemple quant à la gestion des fonds publics qui viennent des impôts des citoyens africains.

Monsieur le Président,

Je pense que le Bureau devra s'y mettre pour aider cette Commission parce que c'est surtout au bénéfice du Bureau, pour vous donner la confiance, pour donner la confiance aux parlementaires qu'ils ont mis au Bureau. Donc, il faut vraiment arrêter ces fenêtres qui peuvent donner à des détournements, à des mauvaises gestions. Je pense que c'est très urgent pour que cette Commission soit appuyée.

On a parlé de fonds de réserve. Je voudrais que le Président de la Commission nous donne une clarification à ce compte de fonds de réserve. C'est combien, le montant qu'il y a sur ce compte de réserve ? Quelle sont les réglementations qui concernent ce compte de réserve et les directives de cette utilisation ?

Il y a aussi les comptes dormants: on aimerait quand même que ce rapport puisse continuer à être amélioré pour que les détails soient clairs, surtout pour le Bureau. Les comptes dormants, combien de comptes existent-ils au niveau du PAP ? Quels sont les comptes dont on a besoin ? Quels sont les comptes dont on n'a plus besoin ? Parce que les comptes dormants peuvent donner une [*Microphone éteint*].

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

À mon tour, j'aimerais bien féliciter la CAPA et son Président pour le rapport fourni. Un travail a été minutieusement fait et le diagnostic a été posé. Il y a beaucoup de dysfonctionnements qui ont été relevés et j'espère que les prochains mois et les prochaines années, les recommandations formulées ici permettront l'amélioration et la gestion saine du Parlement panafricain, qui avait vraiment terni son blason, à la législature précédente ; cela est évident, nous en avons amplement discutée au cours de nos sessions passées.

Cependant, il a soulevé quelques problèmes qui attirent mon attention.

Je voudrais savoir les raisons de la modification constante non autorisée du fonds de réserve cumulé et la présentation incorrecte de l'ajustement de l'exercice précédent. C'est le rapport qui le montre.

Il a également évoqué, à un endroit du rapport, le problème des billets d'avion et qu'il est clairement dit que certains membres du personnel voyageaient en classe business ou en première classe alors que les députés se sont souvent plaints, ici, qu'on nous envoie des billets de classe économique. Est-ce qu'on peut situer les responsabilités de cela ?

Ensuite, le nouveau logiciel dont on a fait allusion, le SAP, je voudrais savoir pourquoi l'Union africaine retarde la formation du personnel du PAP sur le SAP?

À la page 21, on a parlé de la mise en place d'une politique de toute urgence concernant le recouvrement des sommes indûment payées aux fonctionnaires. Quelle est la date butoir pour cela?

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, chère collègue.

Chers collègues,

Le débat général est clos!

Coup de maillet

Oui! Motion

M. LE PRÉSIDENT:

Voilà vos noms que je reçois!

Voilà les listes que j'ai épuisées!

Voilà vos noms! Voilà!

Donc c'est clos, nous pouvons passer aux réponses.

Mais comme on ne refuse jamais la parole aux députés, je donne la parole aux députés Mc Henry de la Namibie et Billow KERROW du Kenya.

Voilà les deux noms que je viens de recevoir.

Mc Henry vous avez la parole!

HON. MC HENRY KANJONOKERE VENAANI [NAMIBIA]:

Thank you very much, Mr. President. First and foremost, I want to join the chorus of thanking the CAPA. But I have two issues I want to raise that are very fundamental:

1. The narrative of why many African countries are hastening to sign the Protocol is the erosion of African institutions. This is an Institution that must become the highest legislative body for African Parliaments, but if it is run in a manner and fashion that becomes a suspect then many people will have problems. So I think we should really carry that narrative home because it goes sacrosanct with the values of giving away your sovereign power to an African power; how we run these institutions are very important.
2. Lastly, it is very important and fundamental Mr.

President, that CAPA receives all the necessary resources at its disposal to be able to carry out this function. Because their job is for a particular nature it is important to make sure that the Institution's credibility is not eroded.

So, I want to ask the Chairperson of CAPA in terms of the resources that they are getting, are they satisfied with the resources? Would they be able to carry out tasks diligently and fairly as they are supposed to do?

Thank you very much.

Attached is a copy of the latest audited financial report of PAP showing the opinion of the auditors and their recommendations regarding those accounts. I thought that is what we would have had from the Public Accounts because they normally examine audited reports I have not seen that.

Lastly, I want to say that from this report it is clear that there is nothing from the internal audit. It clearly shows that if there was an effective internal audit unit in place then all these recommendations, all these small issues that we have listened to here, would not have actually arisen. This is what internal audit should have done.

So I want to ask the committee to look at their mandate in the next report and perhaps give us the real report from those Institutions.

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues,

La discussion générale est close !

Le débat, ici, fait ressortir deux types de questions:

- la première catégorie de questions est adressée au Bureau, dont je me ferais l'obligation, en tant que Président de ce Bureau, de donner les éléments de réponses;
- la deuxième catégorie est adressée au Président de la Commission CAPA.

Chers collègues,

C'est avec beaucoup de plaisir que je me livre à l'exercice, non pas de nous déculpabiliser, mais de montrer que des efforts sont en train d'être faits pour mener notre bateau à bon port. Mais je voudrais, avant de répondre à nos questions, soulever les motivations profondes de l'incompétence de notre personnel.

Depuis 10 ans que je suis au Parlement panafricain, le seul point qui divise les députés - députés, hommes politiques qui devaient être seuls à s'occuper de faire la politique - c'est le problème administratif du personnel.

Le Bureau ne peut pas prendre une sanction contre un personnel, sans que les députés ressortissants de cette région, disent des mauvaises choses ou bien fassent des pressions.

Or, le jour où vous allez vous détacher de l'Administration et laisser à ce que le personnel soit géré conformément aux règles, nous n'aurons plus beaucoup de problèmes. Effectivement, le personnel avait été recruté dans un contexte où tout le monde était confirmé parce qu'au départ, on avait demandé de reverser tout le personnel et de procéder au recrutement du nouveau personnel. Ceci a créé des remous. On a donc été obligé de recruter ce personnel qui avait déjà les tares et dont les tares continuent. Mais le plus gros problème c'est quoi ? C'est que, on ne permet même pas de sanctionner ce personnel quand on se rend compte qu'il est inefficace et que l'intérêt du PAP n'y est pas trouvé.

À ce problème, l'Honorable Pierre INZOUNGOU a donné la réponse parce que sa question, en fait, c'est une réponse. Le Bureau n'étant pas permanent, vous ne pouvez pas laisser une institution comme la nôtre, sans Secrétaire général. Et ce matin, le Bureau s'est réuni pour demander une session extraordinaire lors de la réunion de nos Commissions en mars pour qu'on désigne, et le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint. Cela permettrait de commencer à résoudre le problème du personnel parce que sans Secrétaire général - si vous voyez depuis quatre ans, aujourd'hui, on n'a pas de Secrétaire général. Et c'est pour cela qu'on peut constater que les sanctions ne suivent pas et tout ça.

Donc, nous nous sommes posé cette question au Bureau. Mais conformément à notre Règlement intérieur qui stipule que les deux tiers des membres doivent demander la session extraordinaire, nous vous avons soumis les listes pour savoir si, au mois de mars, oui ou non, on peut désigner un Secrétaire général de notre Parlement. C'est une question purement administrative, qui ne relève pas des questions de droit ordinaire. Lorsqu'il s'agit du changement de Règlement intérieur ou de quelque chose qui affecte le fonctionnement, on peut penser que les deux tiers doivent être absolument appliqués, mais là il s'agit d'un problème administratif urgent qu'il nous faut résoudre. Donc vous allez répondre par vos réponses.

Quant à l'Honorable KALYAN, elle a également soulevé le fond du problème.

Notre personnel bénéficie des crédits au sein du Parlement, elle l'a soulevé. Le Parlement n'est pas une banque. Lorsque vous voyez l'état d'endettement du personnel: quelqu'un prend un crédit pour acheter la voiture ; il prend un crédit pour acheter la maison ; il prend l'avance sur salaire. À la fin, il a deux ou trois crédits qu'on défalque et c'est pour cela que les crédits ne sont pas payés à échéance parce qu'il y a aussi le minimum qu'on doit laisser à la personne pour qu'il puisse vivre. C'est ce personnel qui ne s'applique pas à faire son travail. Il est tout le temps de mauvaise humeur comme si on lui demandait de plus alors que c'est lui-même qui crée des problèmes.

Chez nous, on ne peut pas donner deux crédits pour un même salaire. C'est impossible ! C'est impossible!

Donc, il faudra que quand on aura le nouveau Secrétaire général, qu'on remette cela en place.

Je voudrais vous rappeler une chose: le Bureau du Parlement panafricain n'est pas comptable. Nous endossons parce que nous voulons que ça marche. Je ne peux pas vous dire, en tant que Président du Parlement panafricain, vous dire combien de comptes a le Parlement. Je ne connais pas le nombre de comptes du Parlement, aucun des membres du Bureau ne peut vous dire qu'il connaît le nombre de comptes.

J'ai essayé un exercice, en demandant au Secrétariat général de m'envoyer les relevés de comptes pour voir qu'est-ce qu'on a reçu comme argent ? Qu'est ce qui a été dépensé ? Comment on a dépensé ? J'ai reçu une fin de non-recevoir sous prétexte que le Bureau n'est pas comptable de la gestion financière.

Donc, je disais que notre Honorable KALYAN a soulevé le véritable problème, et le laxisme parce que le fait qu'un numéro attribué - moi je n'ai pas de numéro payé par le PAP - le fait qu'un numéro attribué à un ancien Président du PAP a continué à être payé par les fonds du PAP, c'est une question de laxisme et on peut identifier, on a déjà identifié qui devait faire ça. Mais si on propose la sanction, ça va nous diviser tout de suite, mais on va arriver à ça, on ne va pas continuer à caresser les gens parce que vous ne voulez pas.

Donc LASKRI, les recommandations: il faut absolument, comme je l'ai dit, l'ambiance au sein du PAP est fonction de beaucoup de critères. Il y a d'aucuns qui, de par leur position exercent des pressions sur des agents, mais nous n'avons pas été officiellement saisis de ce genre de cas. Mais on espère que le jour où nous serons saisis, nous prendrions les mesures qui s'imposent. Mais tout le monde se plaint, les gens ne s'adressent pas à la direction, ils s'adressent à leurs députés comme si la direction n'existait pas. Quand il y a un problème, demandez à vos agents, quelqu'un qui vient dire que le Président ne m'aime pas, il ne t'aime pas pour quelle raison? Est-ce que tu fais bien ton travail ? Qu'est-ce qu'il te demande en plus de ton travail? Là vous pouvez avoir les raisons, mais dès que quelqu'un vient vous dire que le Président ne m'aime pas, il faut abattre le Président et le député prend fait et cause pour son protégé.

L'Honorable de Maurice, je suis d'accord avec lui. Il faut mettre en place les recommandations et cette mise en place avait déjà effectivement commencé, mais on est bloqué. Maintenant, on va aller jusqu'au bout. Pour arriver à régler le problème du personnel du PAP, il faut vérifier les diplômes de nos agents. J'ai dans les dossiers de présentation des gens qui ont une Licence après trois mois; une Maîtrise après trois mois. Le diplôme n'implique pas forcément qu'on soit compétent, mais quand vous sautez un certain nombre de cycles, vous ne pouvez pas comprendre même si on vous forme. Mais les gens ont compris au PAP que ce sont les diplômes qu'il faut pour gagner beaucoup d'argent et nous attendons d'ici notre prochaine session, on va vous donner la situation exacte de tous les diplômes de nos agents et la classification dont ils bénéficient à ce jour. Est-ce qu'ils méritent d'être là ? Est-ce qu'ils ne le méritent pas ? Nous allons vous donner cette classification.

L'Honorable KANTÉ a demandé de revoir la rédaction. Je crois que le Président va répondre. Les responsabilités ont été établies et on a demandé à ces responsables de restituer les fonds dont ils ont bénéficié. Quand je vous ai dit que nous avons pris acte de ce rapport, il en est de même nous-mêmes les membres du Bureau.

Vous pouvez en mission avec un agent et vous ne savez même pas qu'il porte des fonds et combien il porte et c'est celui qui vient faire le rapport.

Or, en matière de gestion comptable ; la gestion comptable et financière est personnelle. Quand il rentre, il va dire que le Président a dépensé autant alors que nous devons nous asseoir à la fin de la mission pour dire que j'ai emmené tel montant, pour les imprévus. Sur présentation de reçus, voilà ce que vous avez dépensé, voilà ce qui reste et nous arrêtons le compte et immédiatement, dès que l'agent rentre, il doit reverser cet argent dans le compte.

Pourquoi ça retarde parce que l'agent vient ; il faut qu'il trouve lui-même les justificatifs, pour qu'il puisse remettre l'argent. Je ne peux pas être comptable, parce que je ne connais pas combien d'argent l'agent est venu avec.

Donc, il faudrait qu'on arrive à régler ça pour que nous soyons au courant de ce qui sort, comme argent, et que nous puissions être aussi, en partie, responsable de la gestion.

Dans les pages 8 et 9, comme notre frère de Djibouti l'a soulevé, il n'y a pas de contradiction. Le premier fait est qu'on avait mis le système SAP en place et après, on s'est rendu compte que les gens n'étaient pas compétents. On les a mis en formation et c'est maintenant, on suppose, après formation, qu'ils sont compétents. Nous allons donc voir la suite, comment cela va se passer, après leur formation.

L'Honorable Abdou, voulait s'informer sur les dispositions prises pour améliorer les irrégularités?

Les dispositions seront prises et nous allons vous rendre compte la prochaine fois.

Le Professeur Geoffrey a parlé du processus de recrutement. Ce processus est dans sa phase finale, parce que nous sommes en train de procéder au recrutement du Secrétaire général que nous avons recruté par le passé et qui a démissionné.

Je vous assure que, ce que nous rencontrons et les interventions que les uns et les autres font, ce n'est pas logique.

J'ai été confronté à plusieurs cas. Certains candidats qui refusent de répondre aux questions, parce qu'ils appartiennent à tel ou tel pays.

D'autres refusent même de soumissionner. Or, le Règlement dit que tout le monde doit soumissionner et tout ça ne permet pas que nous soyons en conformité avec le Règlement.

Donc, s'agissant du processus de recrutement, nous sommes à la dernière phase avec le recrutement du Secrétaire général, dont nous vous avons demandé l'autorisation de le régler au mois de mars.

Nous ne pouvons plus continuer au-delà du mois de mars, sans qu'on ait un Secrétaire général et un Secrétaire général adjoint, pour qu'ils puissent travailler.

Quant à l'Honorable Auxillia, les actifs du Parlement panafricain, sont la propriété du pays hôte. Le Parlement ne peut ni les aliéner, ni les céder, ni les vendre. C'est au pays hôte de venir chercher tout ce qui n'est plus utilisable et de le remplacer. Lorsqu'on parle du problème de la révision des annexes à l'Accord de siège, cela concerne tous les matériels qui sont obsolètes aujourd'hui et qui doivent être remplacés. Donc, il n'y a pas d'autre voix, même s'ils sont là, le Parlement ne peut pas les enlever.

L'honorable Baromo est revenu sur la mise en œuvre des recommandations, nous allons essayer autant que faire ce peu de mettre en œuvre toutes les recommandations. Mais, donnez-nous la latitude d'agir comme bloc, comme Bureau, comme administration, pour régler les différents problèmes, sans passion. Nous n'allons sanctionner personne. Nous allons seulement nous référer au rapport qui nous a été présenté, pour que nous puissions voir.

L'honorable Tapiwa, a parlé de la formation du personnel.

Là aussi, j'ai un gros problème. Lorsqu'il y a un avis d'appel à candidature, on décrit ce que nous recherchons. Mais, je suis souvent surpris, à peine la personne arrivée, il faut le former.

Il faut le former comment ? Tu es venu parce que tu as répondu aux critères que tu es compétent. Tu dois d'abord montrer tes compétences avant que l'on te forme. Mais le Parlement passe tout le temps. Et je vous rappelle, lors du dernier budget, on avait mis plus de 470.000 dollars en formation, alors que tout notre personnel est supposé être recruté sur la base des compétences et de ce qu'il a répondu aux critères de sélections.

L'honorable Jacqueline, a effectivement aussi abondé dans le sens des recommandations qui doivent être bien élaborées et bien suivies et que le Bureau doit s'y mettre pour la contribution.

En ce qui concerne l'appui: là également, chers honorables, je suis et je vais attendre la réponse avec vous sur les fonds de réserve.

Le Bureau ne peut pas vous dire où se trouve le fonds de réserve. Le Bureau ne peut pas vous dire quels sont les comptes dormants!

Ça, c'est notre Règlement qui l'avait décidé ainsi: que le Secrétaire général est comptable du Parlement. À ce titre, nous ne pouvons rien savoir mais pour les raisons de collaboration, nous devrions, quand même, avoir ces informations pour que nous puissions vous répondre.

Enfin, les billets d'avion en classe économique: nous en avons débattus et en business classe.

Pour cette session, nous sommes, ici, en Égypte. J'attends la réaction de l'Union africaine parce que moi j'avais décidé que tout le personnel qui vient, ici, doit voyager en classe économique. Or, il y a un document ou le Règlement de l'Union africaine qui dit que le personnel doit voyager en business classe.

J'attends quelle sera la réaction de l'Union africaine pour poser exactement la même question que vous êtes en train de poser, comment les députés peuvent voyager en classe économique pendant que le personnel voyage en business?

Ça premièrement ! Et deuxièmement, en cas de restriction budgétaire, est-il possible de se déplacer avec quarante personnes et de les mettre tous en business classe?

Donc la réponse, ceux qui aiment écrire l'ont déjà fait. J'attends le jour où l'Union africaine va me poser cette question. Donc, il faudrait qu'on essaie de voir comment harmoniser nos points de vue.

Mc Henri: effectivement, votre observation peut être vraie dans une certaine mesure si nous continuons à démontrer que nous sommes des mauvais gestionnaires, que nous ne savons pas ce que nous faisons, les États vont refuser de ratifier le Protocole. Mais nous n'en sommes pas encore là. Nous constatons que ce sont les petits dysfonctionnements au sein de notre Institution que nous pouvons remédier, mais ce n'est pas encore alarmiste. Je crois que nous pouvons à partir de CAPA remédier à ces dysfonctionnements pour que les États aient confiance en nous. Parce que l'argent que nous recevons, c'est quand même l'argent des contribuables africains. Il faut qu'il soit bien géré.

Sur la vérification interne et externe: effectivement le système de vérification est à deux niveaux: les auditeurs externes viennent auditer le Parlement via l'auditeur interne, et ils tirent leurs conclusions. Je crois que prochainement quand ils nous envoient les conclusions de leur vérification, nous allons les déferer à la Commission CAPA pour qu'ils puissent se mettre d'accord sur les différentes conclusions.

Voilà, chers collègues ce que j'ai cru bon de vous dire en ce qui concerne le Bureau. Nous ne fuyons pas devant nos responsabilités, mais nous vous demandons de laisser aussi le Bureau travailler.

Demandez à tous vos ressortissants de se mettre au travail!

Demandez à tous vos ressortissants de prouver la qualité de membres du personnel dans la catégorie où ils sont en présentant les originaux de leurs diplômes. Ça serait aussi là d'aider le Bureau à bien fonctionner et ce n'est que lorsque nous aurons réglé cet épineux problème d'incompétence du personnel, je crois que les choses en matière de gestion deviendront beaucoup plus faciles.

La tolérance zéro ne va pas exister. Il y aura toujours des irrégularités que nous allons nous battre à améliorer. Vous savez qu'en matière de gestion financière et comptable il y a toujours un plus, un moins qui se dégage mais la marge de tolérance doit être minimisée pour que nous soyons quand même parmi les meilleurs gestionnaires.

Ceci étant, je vais donner la parole au Président de la Commission pour ses éléments de réponse.

Monsieur le Président, vous avez la parole!

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr President. You were very exhaustive in a number of areas. I cannot be able to touch on all of those areas but I could close some gaps.

The first issue is on suspending incompetent staff or terminating their contracts. As you said, this is the most politicized issue in the Pan-African Parliament (PAP). No Member of Parliament in this Chamber will let go of a member of staff in their country just because they have been terminated on whatever grounds. This has been our experience. Members of staff always petition their own regions and delegations. The delegations then fight either the Bureau or sometimes the Members of the Committee on Audit and Public Accounts (CAPA) for having relayed this information to the plenary. Sometimes CAPA is attacked and demonized for having exposed some of these issues. We need to look at our own institutional weakness.

The President has competently touched on the issue of the 2015/2016 Financial Report. We would like to inform the Bureau and the Plenary that those reports are voluminous.

An external audit report can have more than 100 pages. We go paragraph by paragraph and sentence by sentence because each sentence has some implications either to institutions or individuals. We then invite every person who is named or who is responsible for a particular irregularity. It is a very slow moving process. However, because of financial constraints, CAPA meets in March when other committees meet. It is not possible for us to consider all the reports by sitting for one or two afternoons. The editing clerk can confirm that. We can sit the whole afternoon with just one member of staff because there is a lot for them to present. If we had adequate

time, we would consider all the outstanding reports in time for the next plenary. However, in view of what the President has said, I do not know whether there will be a full or half plenary in March. We hope that before those plenary, we can sit, consider the reports and report to this plenary.

Action on outstanding imprest is the Bureau's responsibility. Our duty is to point out these issues and give them the list of the people, who as at 10th August 2016 owed money so that the Bureau can then proceed.

The Vodacom line was terminated. It operated for three months and accumulated R32,000. It was terminated. The previous President no longer enjoys the services of that line. It was suggested that if he wants to use the same lines so that he can remain reachable on the previous connections, you can convert that from contract, which was payable by PAP, into a prepaid line so that he can keep that line and then he can pay for himself. Implementation of recommendations is the Bureau's responsibility.

There is also the issue of the establishment of CAPA. When a resolution is passed in the plenary, we go back. It is just a resolution on paper. The membership is not yet constituted. This is what led to the differences in the dates. There is a difference in dates between when the Committee was set up by Plenary and when it actually commenced work.

It only commenced work when the regional caucuses met in May and nominated Members. It took almost ten months for that to happen.

Mr. Kante raised issues of confidentiality. He started off by asking whether we analyze financial statements. In terms of the rules, we are bound by the African Union (AU) financial regulations. Whatever we do has to be in terms of the AU regulations. The mention of the word "finance" is in reference to financial rules of regulations and not finance in terms of doing the budget.

There is also the issue of missing names and who is responsible for that. Members will agree that at this stage, the responsibility of the Committee was to make you aware of issues of irregularities. The next step that should be taken with respect to sanctions on those responsible is a Bureau decision. We did not want to pre-empt everything.

We kept the names out of the Report. We thought it is good practice at this stage but we believe that the Bureau will call those members of staff and they will proceed as they deem fit. That touches a bit on confidentiality. We thought that in this room, with the camera pointing at my face, we may not want to go into those details. But if the Plenary or the Bureau at some stage believes that certain members of staff have not been cooperating, they can oblige us to then come up with specific names.

The President answered very well on SAP. There is no contradiction. That is correct. SAP is a system that is in place. How effectively it can operate depends on the people behind it. Once it becomes effective, there will be some advantages that will be seen.

The President explained the issue of assets. I do not want to go back to those issues.

With regard to the issue of external auditors, I now understand that there are some reports that have been received through the Office of the Clerk and the Office of the President. We will have those reports. The issue of integrity and accountability does not need to be emphasized again. When you listen to Members of Parliament debate in this plenary including this afternoon when we consider the African Peer Review Mechanism (APRM), you would think that we are almost angels in terms of integrity.

The way we attack governments, other leaders, other institutions for being corrupt and unaccountable would make one think that we are angels. The Pan-African Parliament (PAP) should walk the talk. Having a disciplined staff and sanctions being placed on those staff that do not perform has to be implemented, otherwise, we will never get there.

The President explained the causes of inefficiencies. Hon. Kasingo talked about limiting travel. I will leave that to the President of the Bureau. Hon. Kasingo was very particular that he wanted the 2015/2016 reports. If those reports are made available to the Bureau and secretariat enables CAPA to sit and consider those reports, we can assure you that we will present them to you at the next opportunity to do so.

We will then follow up on the recommendations and see whether they are being implemented.

The issue that staff be trained on risk procedures is perfect. We should proceed in that direction. The issue of reconsidering the accounting system of PAP and moving away from SAP is not possible. SAP is now the software for all the African Union (AU) organs. It is not only the AU, all progressive modern institutions have embraced this system. That is the way to go for everybody. We cannot pull away from SAP. SAP is a superior system to what we were using in the yesteryears. Those systems were not interfaced. When someone left the organisation, the information was not shared across different departments such as accounts or procurement. With SAP, everything is interfaced. One action in one department is shared with all the other departments.

Issues of paying for medial cover for people who have left would not be there. If SAP was fully operational that would not happen. It may happen may be for one month because the information was relayed too late but it cannot go on for two months. It would be picked up by finance. An action in one department is picked up by another department. Those are the modern ways of working.

The issue of guaranteeing that the recommendations are implemented is a responsibility of the Bureau. The Acting Clerk responded to the issue of the reserve fund. We are given money during the course of the year. If by the end of the financial year you have not used that money, you cannot automatically use it in the following year. You may need permission from the AU. That money goes into a reserve fund until you are given the authority to use it. The clerk explained that the AU is moving away from this system of reserve funds to a situation where the monies go back. If we do not use the money, it will go back to the original source. Instead we should keep it and use it again. Although it is an issue, it is something that will disappear from the books.

With regard to the resources for the Committee, we would like to thank you very much for the support. Clearly we do not have enough resources.

CAPA is unable to meet and do all its work. It is well-known by the Bureau. We can only meet like any other committee. The consequence is that we will always lag behind because we cannot finish our work by just sitting for two or three afternoons. We cannot go through all the work.

There is also the issue raised by *rafiki yangu anayetoka* Kenya. He talked of there being no internal or external audit reports. There is an aspect of the external audit report that I would like to explain. There is more than one source of external auditors. The AU sometimes sends its own auditors who do external audit reports. Sometimes, with the funding of partners, which they did in 2011/2012, they ask KPMG, Ernst and Young or Price Waterhouse Coopers - the big five in the consulting world - to do the same job. Therefore, when we talk about external auditors we are either talking about AU auditors or KPMG, Ernst and Young, Deloitte and Touche. We have touched on one report by the external auditor in our Report.

On the issue of the internal auditor, there were reports coming from the internal auditor. But because internal audit is internal, they may not need to wait for the whole year. An internal auditor can look at a particular piece of work, audit it and give it to you. Although they did not audit everything, they audited certain departments and aspects which they reviewed and reported on. We had internal and external audit reports but not the full reports as we would have wanted for 2014, 2015 and 2016. We will move in that direction.

Lastly, as a Committee, we are also not quite comfortable that the Bureau does not receive monthly financial reconciliation statements. That should be corrected. I will not go into detail but even in law, in terms of the rules, I do not think that is proper.

The Bureau can periodically ask from time to time what their financial statements are or what their balances are, otherwise, they will make wrong decisions and allocate money when there is none. They are entitled to that information. When you travel, you are entitled to know how much the administration has because expenditure decisions lie with everybody. This is well-covered in the rules. Rule 17 (a), (b), (c) and (d) shows that the Bureau is responsible for the management and administration of the affairs and facilities of parliament and its organs. The Bureau is responsible for regulating the procedures relating to the financial organization and administrative needs. You cannot do that by keeping totally aloof and unaware of what is happening.

Having said that, I move that this Report, subject to those comments, be adopted.

Applause

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Monsieur le Président.

Vous venez d'expliquer de manière exhaustive.

Je voudrais inviter nos collègues, je voudrais nous inviter, nous tous, à gérer ce Parlement en bon père de famille.

Moi, le jour où la CAPA va m'épingler que, j'ai perçu indûment, je vais m'arranger à régulariser cette situation.

Il faudrait accepter qu'en retour, nous épinglions tous ceux qui perçoivent les fonds, ici, soit parce qu'ils n'ont pas qualité, soit parce qu'ils veulent soustraire les fonds du Parlement.

J'ai une rigueur personnelle vis-à-vis de moi-même, comme vous me voyez et vis-à-vis de mes enfants.

Quand mon enfant fait quelque chose, en public, je le reproche fort et quand on est à deux, je lui demande de ne plus faire ça.

Mais ici, la réaction est unanime. Dès qu'un staff vient se plaindre, on prend tout de suite une position. Et c'est ça qui nous a emmené dans cette situation.

Laissez le Bureau agir. Nous n'allons pas faire du tort à qui que ce soit. Depuis l'annonce de la vacance du poste de Secrétaire général, je ne reçois que des délégations qui demandent de soutenir leurs candidats.

Est-ce que c'est votre candidat?

On veut un Secrétaire général du Parlement panafricain ; quelqu'un qui va travailler pour le Parlement panafricain.

Mais, si ce sont des soutiens qui viennent à gauche et à droite, ça influence les choses et là, on a des choix qui ne sont pas judicieux.

Je voudrais donc, à votre nom, soumettre à la Chambre entière, le rapport de la Commission Permanente de Vérification et des Comptes publics, sur l'examen des rapports des vérifications internes du Parlement panafricain.

Pas d'observation!

Pas de remarque!

Le rapport est adopté.

Coup de maillet

J'invite Monsieur le Secrétaire général par intérim, à donner lecture du troisième point inscrit à l'ordre du jour.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole!

THE CLERK:

Thank you, Your Excellency. Hon. Members, the next item on the Table is the presentation and debate on the Report of the workshop on the Role of the PanAfrican Parliament (PAP) in Combating Terrorism.

M. LE PRÉSIDENT:

J'invite l'honorable HLATSHWAYO PHESHEYA VICTOR, Président de la Commission permanente de la Coopération, des Relations internationales et de Règlement des Conflits, à nous donner les recommandations de cet atelier.

Monsieur le Président, vous avez la parole!

HLATSHWAYO PHESHEYA VICTOR [SWAZILAND]:

Thank you, Mr. President for according me this opportunity.

As the Clerk clearly articulated when he presented the Report and the recommendation on the Workshop on the role of Pan-African Parliament in combating Terrorism - *[Interruption.]*

THE PRESIDENT:

Knocking the Table with the gavel.

HLATSHWAYO PHESHEYA VICTOR [SWAZILAND]:

Thank you, Mr. President. I think it is very important that we adhere to your advice. However, I want to say that the report has been distributed to Members and I would have loved to highlight one or two things in it and then we jump to the recommendations.

Mr. President, on page 1 and page 3 of the Report, we should be very aware that the Pan-African Parliament shall represent the people as we all know.

Mr. President, I want to say the Committee in engaging in the issue of terrorism, it was kind of aligning itself with Agenda 2063 which basically talks about the issue of armed conflict, terrorism, extremism and violence in Africa.

We want to thank you Mr. President, particularly for finding it befitting to come to the workshop which was attended by a number of members.

As it is articulated on page 4 of the Report, Mr. President, the main objectives of the workshop:

- (a) To have a better understanding on the issue of terrorism and its various forms;
- (b) To be better resourced on the African Union's policies on combating terrorism;
- (c) Share knowledge and best practices on combating terrorism; and
- (d) Identify the role of the members of the Pan African Parliament in combating terrorism on the continent and agree on the best strategies for leveraging resources to support parliamentary engagement to begin to develop legislation around the subject.

Mr. President, we want to extend our sincere thanks to the Resource Persons from the African Centre for Study and Research on Terrorism under the AU and those from the Center for Studies on Political and Strategic Affairs from the University of Yaounde II.

Mr. President, it was clear as articulated in page 6 of the Report, the presentation brought out key instruments, policies, strategies, structures and the architecture that the AU has put in place in its endeavors to combat terrorism on the African continent.

The presentation also made some reflections on challenges the continent was encountering in all these efforts which PAP in its deliberations was called upon to proffer some solutions.

Mr. President, it was clear during the presentation that the issue of terrorism has a very broader definition as it is articulated in page 6, which I urge the members to look at.

And out of the deliberations, Mr. President, on page 7, 6.5, the workshop has signaled a paradigm shift so that matters of security were no longer matters of sovereignty where individual States were left to decide on their own the nature of security policies and laws within the confines of their borders. Under a broader perspective, Mr. President...

Coups de maillet

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, Est-ce que vous pouvez nous présenter les recommandations.

Brièvement, vous pouvez présenter votre atelier, mais les recommandations.

HON. HLATSHWAYO PHESHEYA VICTOR [SWAZILAND]:

And the workshop seeks to put it clear to the members that we need to collaborate on the issue of terrorism if we were eradicate it on this continent.

Mr. President, if you look at page 9 of the Report by Dr. Deflorine Grace, another issue that came up as we discussed the issue of terrorism was maritime piracy which basically is a new challenging issue in Africa. In the past, it had been observed that it had affected a number of countries especially in the Gulf of Guinea and Aden in West Africa.

If you look at 7.3 on page 10, Mr. President, the Report clearly states the root causes of the issue of maritime piracy. Amongst those reasons generally is that, Africa is not taking note of the importance of our seas and yet that provides a very conducive place for a lot of criminal activities. In general those who are having decision on this, as from today, should take note of that and ensure that whatever activities that happen in our seas are well taken care of because the sea also provides a good mode of communication, transport and could provide better opportunities for our countries in terms of employment which can eradicate poverty, Mr. President.

Before I go straight to the recommendations, there were a number of deliberations or interventions that came about from Members as they are articulated on pages 11 and 12. Mr. President, let me come straight to the recommendations which we are discussing today.

We, the Members of the Committee on Cooperation and International Relations and Conflict Resolution gathered on the 2nd August 2016 in the Premises of the Pan-African Parliament in a Workshop on the role of the Pan-African Parliament in combating Terrorism.

Mr. President, in cognizance of that as a continental parliamentary body, the Pan-African Parliament is expected to play a central role in ensuring that citizens are effectively and meaningfully engaged and have a say in the development of the continent. We are deeply concerned that terrorism and incidents of terror text are on the increase globally and the African continent has not been spared these heinous acts.

We are aware that Heads of State and Governments assist with the matter and express deep concern over the scourge of terrorism. We are also aware of the need for Member States to ratify and domesticate the continental and international

instruments on combating terrorism. We are further aware that the AU's efforts to combat terrorism are part and parcel of the international efforts to combat these heinous acts which knows no boundary, Mr. President.

We appreciate that the revised Protocol provides the platform to share experiences and also form a basis for development models that that can inform domestic laws on combating terrorism.

The Committee commends that the following recommendations for adoption by the Plenary of the PanAfrican Parliament.

The first one, Mr. President, PAP Members should seriously engage their governments and ensure that they ratify the revise Protocol of the PAP which among others seeks to give the continental parliamentary body legislative powers. This would enable PAP to play effective oversight role on the implementation of instruments, strategies, policies to combat terrorism and maritime piracy, Mr. President.

PAP should also establish a depository where all international and continental instruments on counter terrorism should be deposited and ensure monitoring of the ratification and implementation by Member States.

PAP through this Committee should periodically evaluate the outcomes of the fight against terrorism at AU level and make recommendations.

PAP, through this committee should periodically evaluate the outcomes of the fight against terrorism at the AU level and make sound recommendations.

- PAP should negotiate strategic partnership with similar continental parliamentary bodies with a view of looking for finances to monitor fighting and lobbying measures.
- Terrorism has shown to be very dynamic in its manifestation. PAP, in approving the AU budget, should ensure that organs and research centers involved in counter-terrorism are adequately funded to keep in step with the developments in the world as far as terrorism is concerned.
- Parliamentarians, as part of their oversight role in respective parliaments, should follow up on the ratification of international and continental instruments on combating terrorism and ensure that they are also domesticated into national laws. Furthermore, they should also ensure that their parliaments put in place the appropriate architecture to counter terrorism and that they are functional.
- The committee should continue to engage key partners and academia on the issue of terrorism with a view to identify areas in which they can propose model laws to combat terrorism on the continent.
- Mr President, parliamentarians should take a leading role in cascading the international and continental instruments to their constituencies and ensure that the citizens are aware and deny acts of terrorism in their communities. They can also influence curriculum changes within their education systems and ensure that children learn issues of terrorism and piracy at an early stage of their development.
- The last but not least is that research has shown that in most cases terrorism and maritime piracy were triggered by feelings of being discriminated against socially, economically, politically and on the grounds

of religion. As such, parliamentarians should ensure that local government structures in their countries are strengthened in order to effectively provide services to the communities.

Mr President, I would ask this Honorable House to embrace these recommendations. Thank you

Applause

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Monsieur le Président.

Chers collègues,

Vous savez que c'est lors du dernier Sommet de l'Union africaine tenu à Kigali, au Rwanda, que les Chefs d'États ont décidé de donner, comme sujet de réflexion au PAP, le sujet du terrorisme.

Donc pour moi, je félicite déjà la Commission pour ces premiers travaux.

Le Bureau se charge également de trouver, en tant que de besoin, tous les spécialistes qui vont l'éclairer sur ce problème de terrorisme.

Un de nos collègues avait posé la question, ici, qu'il faut qu'on nous définisse ce que c'est que le terrorisme. Ce problème de terrorisme qui n'exclut plus aucun pays, aucun pays n'est à l'abri. Il faudrait que nous soyons outillés, comme le collègue l'a dit, pour que nous puissions donc être un organe législatif afin de préparer les législations communes à tout notre continent et lutter contre le terrorisme. Ceci étant, la discussion générale est ouverte.

Coup de maillet

Le premier inscrit sur ma liste est l'Honorable Muhammad Reza CASEEM de Maurice.

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITIUS]:

Thank you, Mr President. Allow me to start by thanking the President of my commission for this good summary of what has taken place in the workshop organized earlier in August and also stating the recommendations which our committee has made. I am not going to repeat whatever he said.

We all know the effect of terrorism. We see, for example, in Sharm-el-Sheikh itself which used to be a flourishing tourist destination. Since the terrorist attack a few years ago, you can see there are less tourists this year. It is the same thing with Tunisia and many parts of Africa. My plea to all the Member States is to put an effort... [*Timed out by the president*]

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINEE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Mes félicitations à l'Honorable VICTOR pour la présentation des recommandations de ce rapport qui est vraiment un véritable casse-tête pour tous les pays africains, en général, et du monde épris de paix, en particulier.

Il faut une véritable croisade, je pourrais le dire ainsi, contre ces nébuleuses aux ramifications des plus tentaculaires à travers le monde et qui peuvent attaquer à n'importe quel instant. Mais il est important d'avoir des lois-types pour lutter de façon efficace contre ce fléau. C'est sûr ! Cela est sûr ! parce que les terroristes...

Crachotement du microphone

Ils peuvent changer de stratégie d'un moment à l'autre et il n'est pas rare que les services de sécurité les plus performants se laissent surprendre. On en a vécu plusieurs cas et par-dessus je voulais terminer... [*Temps de parole épuisé*].

Coup de maillet

HON. YERIMA AYOUBA MALOUM [RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE]:

Merci Monsieur le Président.

Coup de maillet

HON. ZELY PIERRE INZOUNGOU MASSANGA [CONGO]:

Merci Monsieur le Président.

Je joins ma voix à celles des autres qui ont félicité le Président de la Commission pour la synthèse brillante qu'il a faite des travaux de leur atelier.

Mais venant après notre collègue de Sierra-Léone, Monsieur le Président, je voudrais dire que le PAP doit se préparer à assumer ses fonctions de législateur. Et pour cela, la proposition que vous avez faite de convoquer une session extraordinaire est la bienvenue.

Et je suggère qu'à l'ordre du jour de cette session qu'il y ait, non pas un seul point, mais deux.

Le premier serait, Monsieur le Président, la nomination du Secrétaire général du PAP, comme vous l'avez dit.

Le deuxième point devrait être une réflexion sur la stratégie à mettre en place, pour préparer le Parlement panafricain à assumer la compétence législative que lui confère le nouveau Protocole.

Monsieur le Président, cela est important parce que vous menez un plaidoyer pour la ratification de ce Protocole, et donc demain, sera l'entrée en vigueur, et il ne faut pas que le Parlement soit surpris. Il faut qu'il se prépare à assumer cette fonction.

Voilà ce que je voulais ajouter aux brillantes interventions de mes collègues.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

HON. SALOUM CISSÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

La lutte contre le terrorisme est un passage obligé pour tous les États africains. Mais ce qu'on remarque, c'est que les défis deviennent de plus en plus pesants et plus complexes.

À l'heure où nous sommes, est-ce qu'il y a une stratégie commune d'action au niveau de l'Afrique. C'est là où se trouve ma première question parce que c'est une énigme au niveau de l'Afrique.

Deuxièmement, très souvent, nous savons tous que la paix, la sécurité et la stabilité sont les différents leviers du développement. Mais où nous en sommes dans l'évaluation des acquis, les acquis de lutte contre le terrorisme et les manques à gagner au niveau de l'Union africaine parce que la stratégie est importante, mais l'action concrète sur le terrain est encore vraiment plus nécessaire que jamais. Je vous remercie.

HON. HELIO DE JESUS PINA SANCHEZ [CAP-VERT]:

Muito obrigado Senhor Presidente.

Não vou me alongar, mas so para dizer que, efectivamente, o terrorismo é hoje um inimigo comum do mundo inteiro, nao somente dos países africanos. Por isso que, nós, os africanos, devemos sim, aliarmo-nos a esta iniciativa mundial de luta contra o terrorismo.

O meu país aprovou há cerca de dois anos, uma Lei sobre o combate ao terrorismo, tráfico de drogas e outros crimes internacionais conexos. Por isso, fazendo parte também da Comissao de que o distinto Deputado Victor é Presidente, a quem felicito pela boa apresentação, podemos dar o nosso apoio, portanto, aos outros países na elaboração das Leis nacionais que combatem o terrorismo como crime hediondo e que afecta às populações africanas e, sobretudo, as populações mais fracas e que nao têm condições de lutar pessoalmente contra esse crime.

Muito obrigado.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci, merci beaucoup.

Le débat général est clos!

Chers collègues,

Je voudrais, avant de passer la parole au Président, répondre à quelques interrogations qui ont été adressées au Bureau.

Certains se sont interrogés sur des problèmes que nous débattons, ici, chaque jour.

Le problème de la ratification, je continue à penser qu'il ne s'agit pas de la mauvaise volonté des États, mais il s'agit des systèmes en vigueur dans chaque pays. Ces procédures sont parfois longues d'un pays à un autre. C'est pour cela que je pense que le travail que nous sommes en train de faire, c'est un travail important. Nous tous,

nous devons nous mettre en rangs serrés pour demander la ratification parce que vous ne pouvez pas demander à une caisse vide de cesser de résonner.

Quand les chefs d'États nous confient des missions, pour eux, c'est comme si on va simplement crier, résonner comme nous sommes en train de faire, sans plus. Or, il est question - l'Honorable INZOUNGOU vient de le dire - cela va traîner, cela ne va pas traîner, demain, nous aurons les pouvoirs législatifs ou après-demain, est ce que nous sommes prêts? C'est cela la conclusion et je crois qu'en nous donnant de thème tel que celui-ci, nous devons déjà, tout en le discutant, voir quelle est la nature qui pourra déterminer la fin de nos travaux; par exemple, si demain nous sommes appelés à élaborer une législation continentale parce que le combat contre le terrorisme est un combat commun. L'ennemi est unique, que ce soit en Europe, en Afrique et tout ça, ce sont les mêmes méthodes qui sont employées.

Il faut donc trouver une réponse commune pour que nous puissions combattre le terrorisme.

L'Honorable CISSÉ a dit que c'est de la plaisanterie, c'est de la farce; je ne crois pas, puisque nous n'avons pas demandé aux chefs d'États de nous donner quelque chose. Ce sont eux-mêmes qui ont décidé et c'est une décision de l'Union africaine de déférer la question du terrorisme au Parlement panafricain. Mais, je crois que cette raison peut être motivée par l'unique approche que je connais et qui consiste à ce que certains ont soulevé, les producteurs des armes.

KANTÉ a soulevé ce problème et l'Honorable Dr MATEME a soulevé le même problème. Qui fabrique les armes qui sont dans nos pays?

Or, je crois que le dilemme pour nos chefs, quand ils nous envoient une question, il faut saisir cette question en profondeur. Ce sont les mêmes chefs qui achètent les armes pour les questions de défense, d'intégrité. Donc, l'industrie d'armement ne fait que prospérer et le reste de ces armes, c'est un commerce. Les autres trouvent le même marché.

Je crois que quand les Chefs d'États nous demandent, c'est pour que nous essayions d'amener d'abord la stabilité dans nos États, et notre collègue l'a dit, le problème de la gouvernance en Afrique. Lorsque nous n'allons pas réussir à régler le problème de la gouvernance, le problème de la démocratie, il y aura toujours un groupe qui se mettra en marge de la marche et achèterait ; et les autres vont, pour ne pas perdre le marché, les intéresser à leur vente et ce surplus d'armes est toujours reversé, ici, en Afrique.

Donc nous, nous pouvons, en tant que Parlement, condamner les fabricants des armes, fermement. Que ça intéresse pour le bien ou non, on dit non que c'est trop et que ce commerce doit être régulé à des seules personnes. Or, c'est un commerce qui se fait de manière illicite. On ne vend pas les armes en public, c'est des ventes qui se passent sous les tables.

Donc, je crois que nous pouvons prendre une résolution pour demander la réglementation des ventes d'armes et que ce commerce doit être transparent et se limiter aux pays qui ont des problèmes internes. Ça c'est une recommandation appréciable que les deux députés ont fait.

Maintenant quant à l'Honorable Zely, j'apprécie à sa juste valeur votre proposition. Nous avons besoin d'une session extraordinaire. Ça, l'urgence est de mise. Mais notre texte qui, d'ailleurs, cette lacune a été corrigée parce que dans le nouveau Protocole, vous allez voir que le Bureau peut convoquer une session extraordinaire. Or, dans l'autre on parle seulement des 2/3. C'est pour cela que nous voulons demander votre indulgence pour que nous puissions régler les problèmes. Je dis cela ne peut pas se justifier parce que s'il s'agit d'un problème administratif interne: les 2/3 c'était dans le cadre des questions de révision de Règlement, de points qui touchent à l'Union africaine.

Nous voulons compter sur vous pour que nous puissions résoudre ce problème et également nous allons traiter d'un point parce que nos textes disent qu'il faut inscrire un seul point à l'ordre du jour. Nous avons dit qu'il s'agit du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, mais le deuxième point que propose l'Honorable Zely peut déjà être débattu en séminaire. On fait un grand séminaire pour qu'on nous forme à accueillir demain les lois-types, à accueillir le pouvoir législatif que nous répondons de tous nos vœux.

Y a-t-il une stratégie commune en Afrique ? Je dirais non, parce que chaque pays a sa stratégie et parfois ces stratégies sont improductives. Je vous ai pris le cas de mon pays qui en bute avec Boko-Haram, à certains moments le droit de poursuite n'existait pas avec les pays voisins. Ce qui faisait que les Boko-Haram traversaient la frontière, tuaient les gens, une fois qu'ils ont traversé la frontière d'un autre pays vous ne pouvez pas les

poursuivre. C'est pour cela que le Parlement panafricain doit jouer pleinement son rôle s'il a le pouvoir législatif demain, de voter une législation commune contre le terrorisme parce que c'est une menace globale. Il faut une réponse globale!

Donc je suis d'accord qu'à ce jour, il n'y a pas de stratégie.

En matière d'évaluation des acquis, ça aussi ça mérite d'être fait. Est-ce qu'on a évalué les acquis positifs de la lutte contre le terrorisme ? Est-ce qu'il y a ceci?

Enfin, l'Honorable SANCHEZ a dit ce que je viens de dire, il s'agit d'un ennemi commun. Nous devons le combattre en commun parce que les efforts dispersés çà et là, vous-mêmes vous avez suivi, vous avez connu ce qui s'était passé en Afrique de l'Ouest. Pendant longtemps, lorsque les terroristes avaient envahi le Nord Mali, des pays étaient restés en spectateurs. Est-ce qu'il faut aller combattre ? Est-ce qu'il ne faut pas ? Il a fallu que la France se résolve à venir combattre les djihadistes au Nord Mali alors que nous tous, si nous avons une législation commune tout le monde devait se mobiliser avant que la France ne vienne pour combattre les milices au Nord Mali.

Enfin, je voulais dire que le problème du terrorisme aujourd'hui, d'aucuns peuvent penser qu'il a des ramifications, beaucoup de ramifications à l'extérieur parce que c'est là-bas que viennent les armes, mais le problème de la radicalisation est maintenant interne à l'Afrique.

Vous avez votre enfant à la maison, du fait qu'il regarde trop la télévision ou bien il est tout le temps à internet, il peut se radicaliser. Il devient terroriste dans votre maison!

Donc, il y a les causes externes et les causes internes. Nous devons donc chercher, comme nos collègues l'ont proposé, à condamner les producteurs des armes. Nous devons aussi chercher à trouver les causes internes pour les condamner.

Monsieur le Président, vous avez la parole pour quelques éléments de réponses aux interrogations qui vous ont été adressées.

L'HONORABLE HLATSHWAYO PHESHEYA VICTOR [PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE COOPÉRATION, RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉOLUTION DES CONFLITS]:

Thank you so much, Mr. President. Personally, I want to extend my appreciation to the Honorable Members at large and specifically for those who have made the intervention regarding the issue at hand.

Mr. President it is very important for us to make an emphasis on the issue of defining terrorism. It is a very complicated issue because if you read page (6) of the Report, where the OAU is trying to define terrorism, it is a very broad definition Mr. President, to such an extent that, Africa's Honorable Members would remember that, some of our efforts in our various countries to try and liberate ourselves from the concept of colonization and so on have been constantly construed as terrorism. Yet Africans, while trying to liberate themselves would continue to observe that in many parts of Africa where the issue of operation and colonization prevails the definitions will come over to support such efforts.

However, we are saying that every act that is contrary to the statutes, be it a state, a regional statute and continental statute which bring about violence in any nature, we condemn that and the sufferers to be kind of defined as terrorism.

Mr. President, Members touched on the issue of religion; I do not want to isolate this issue. As rightly

articulated in the recommendation, we are saying religion as a matter of fact in some parts of our Africa states have been used to perpetuate the concept of terrorism. We are not saying it is actually the religion but it is part of those things that are regarded as -

Mr. President, on the issue of modern laws, you have rightly said this issue of terrorism cannot be an issue for a Member state, a region or a continent. It is a collective effort. As soon as Pan-African Parliament and tenants are acknowledging this value and the collective effort to eradicate this issue, then it will be easier for us to come up with modern laws which would harmonize Member States to fight a battle that will be won against terrorism. So it is very important that we harmonize the laws that we have in our Member States, to ensure that whosoever is seeking for help to eradicate this issue would be really given out.

On the issue of Sudan, the Presenter was here last week where Sudan in collaboration with other Member States, that I cannot name today. You know they extradited a person who was involved in another kind of terrorist act that is what you call human trafficking Mr. President. So, issues of that nature which basically do not have boundaries calls for a collective effort from all of us.

Mr. President, I do not want to dwell much on this issue but there is another issue that was raised by a Member from South Africa; the issue of or the spirit of Ubuntu that is how we basically refer to it in the Southern region and I hope it is the same concept in the other parts of Africa. What does that talk about basically? It talks about the issue of ensuring that, you know exactly what is happening to your neighbour.

And I always have a problem with this, Mr. President, when you find that neighbours cannot identify the children of the others. Then the issue is how then will you be in a better position to know the material things which basically come from that neighbourhood? It is an issue that we have to embrace as Africans to make sure that we take initiatives to know what is happening in our home area, community and country. We do not have to be paid to be attentive to those issues. That is what is killing Africa. We should always be concerned about issues happening in the neighbouring member states. Like the issue of Boko Haram, Mr. President. If all member states would stand up and say whatever kind of terrorism that is happening wherever we will come together, I think we shall overcome this problem.

With those few remarks, we want to say to the Honourable Members that this is a very big issue. It is not only an issue of Africa, it is a global issue and the United Nations as well is facing a big challenge, especially because terrorism comes in many dimensions which includes the maritime piracy that we are talking about here.

Somebody was talking of who exactly is funding terrorism. If you read the report or the recommendations that were brought here today, we are talking of millions or billions of money being paid to people who are perpetrating the maritime piracy. So, you could see these kinds of acts, it is very broad.

It is for that reason, Mr. President that we are calling upon every Member to go back to his or her constituency and see to it that the issue of education is looked into. We should stop the issue of teaching children acts which are non-existent at the level of extremism. So, it is over to us.

Yes, some Members observed that they are taking up the issue to ask the Heads of State if they are doing their job. However, I believe we are the direct representatives of the people in our communities, constituencies, parliaments and in our governments where the issue of education is crafted. That is where we can play a vital role as parliamentarians to make sure that our children and community members are told exactly things that would enhance our lives in Africa.

Thank you very much, Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Nous retenons donc que l'éducation, la formation et l'information, nous incombent. Et je crois que le collègue a bien fait de soulever la question de la religion. Aucune religion au monde, ne prêche l'intolérance, aucune ! Toutes les religions prêchent l'amour du prochain. Et, on se rend très vite compte que ces gens qui tuent, utilisent l'offense sous un prétexte d'une idéologie religieuse, qui en fait, est contraire aux actes qu'ils posent.

Je crois que c'était normal de soulever cela, pour dire que, chez nous, c'est même pire. Quand vous pouvez imaginer que quelqu'un qui lutte pour une idéologie chrétienne ou religieuse, va dans une mosquée et se fait sauter là où les gens sont en train de prier. C'est pour dire que l'éducation pour nos enfants est d'éviter que nos enfants se radicalisent. Ça serait pour nous le premier pas.

En tant que parlementaires, nous pouvons le faire.

Sur ce, je soumetts à la Chambre, le rapport de l'atelier sur le rôle des parlementaires africains dans la lutte contre le terrorisme.

Pas d'observation!

Pas de remarque!

Le Parlement adopte.

Chers collègues,

Nous sommes, à présent, arrivés à la fin des travaux de cette matinée.

La séance est par conséquent suspendue et nous reprenons à 14 h 30 précises.

La séance est suspendue à 12h54.

Coup de maillet

Reprise de la séance à 14h30

M. LE PRÉSIDENT:

Honorables membres,

Conformément aux dispositions de l'article 38.1(g) du Règlement intérieur, j'ai le plaisir d'inviter le Pr Eddy MALOKA, Directeur exécutif du Secrétariat du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs, à entrer dans l'hémicycle.

Il y est déjà!

J'invite le Pr Eddy MALOKA, à faire sa présentation.

Professeur, vous avez la parole!

PR EDDY MALOKA, DIRECTEUR DU MÉCANISME AFRICAIN D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS:

Monsieur le Président, Très chers Honorables représentants des peuples de l'Afrique.

Je représente le MAEP, le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs, membre de Panel des imminentes personnalités.

J'ai le devoir, aujourd'hui, de vous présenter le rapport des cinq pays, mais on me dit de faire le résumé des résumés. Donc, je ne sais pas comment m'y prendre, parce que je pensais que j'aurai au moins 15 minutes par rapport et si cela est le cas, ça me permettrait au moins de détailler certaines choses.

Monsieur le Président, [...]

M. LE PRÉSIDENT:

Vous avez combien de rapports et pour combien de pays?

PR EDDY MALOKA, DIRECTEUR DU MÉCANISME AFRICAIN D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS:

J'ai 5 pays.

M. LE PRÉSIDENT

Oui, ça vous fait 10 minutes, par rapport, soit un total de 50 minutes.

PR EDDY MALOKA DIRECTEUR DU MÉCANISME AFRICAIN D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS:

Merci bien.

Je vais m'arranger pour respecter le timing.

Merci bien Monsieur le Président, je commence avec le Mali.

Le plan de la présentation est de la manière suivante:

- une introduction,
- question transversale des bonnes pratiques,
- les atouts du Mali,
- conclusion et perspectives.

Le Mali est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. L'actuelle République de Mali, est l'héritière d'une longue et très ancienne histoire politique, qui aura révélé au monde, l'antériorité du phénomène étatique par rapport au processus de colonialisme occidental duquel découle les institutions politiques et principaux mécanismes de la gouvernance actuelle.

Déjà, en 1232, l'Empire Mandingue sous Soundiata KEITA avait décrété une charte. La charte de Kourugan Fuga qui régissait l'ensemble des populations sur son territoire.

La charte morale ainsi établie et le pacte social qui en découle, ont permis, sécurité, stabilité et prospérité à des ensembles humains qui vivent dans cet environnement des terres africaines.

Même si certains articles apparaissent aujourd'hui obsolètes, la Charte du Mandingue, de 44 articles au total, contient certains articles qui raisonnent aujourd'hui à la lueur de l'actualité.

Tels sont les articles qui consacrent les droits de chacun à la vie (article 5) ; au respect et à la protection de la femme et sa participation aux activités de gouvernance (articles 14, 15 et 16) ; et à l'éducation de l'enfant.

Déjà, l'Afrique était en avance, en 1260. Elle posait le problème de libre circulation, mobilité de tous les êtres qui vivaient dans cet espace du Sahel aujourd'hui.

Questions transversales: je n'aurai pas le temps de les décortiquer, mais je ne peux que vous les lister.

Les questions transversales, une fois que le MAEP fait le travail, il fait ressortir des questions très, très critiques et qui demandent aux autorités en place de leur trouver des solutions.

Si on ne trouve pas des solutions à ces questions, les conséquences peuvent être visibles.

Le conflit du Nord, la modernisation des institutions publiques, la corruption, le genre, le capital humain, l'éducation, la formation et l'emploi, les migrations des Maliens à l'extérieur, les ressources naturelles et développement durable, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le changement climatique et l'impact de la crise économique et financière.

Comme je ne peux pas tous les traiter, au moins, permettez-moi de traiter les deux.

Le conflit du Nord: nous avons bien précisé en son temps, que s'agissant des conflits, le MAEP constate que, nonobstant la culture du dialogue, de tolérance et de médiation sociale, profondément ancrée dans la société malienne, plusieurs conflits ont été identifiés dont certains seulement sont susceptibles de menaces de la stabilité du pays. Il s'agit, des conflits communautaires, portant généralement sur le contrôle des ressources en terres cultivables et au pâturage.

Des conflits sociaux et des conflits politiques, mais les plus importants de tous ces conflits, c'est le conflit préoccupant tout le Nord du Mali, principalement caractérisé par une rébellion Touarègue, à ramification sous-régionale dont les escalades répétitives sont susceptibles de menacer la paix et la stabilité du pays. Monsieur le Président,

En 2009, nous avons déjà précisé au Gouvernement du Mali et on a dit que si on ne trouve pas de solutions à ça, cela peut conduire à une crise qui peut même disloquer le pays et les conséquences, nous les vivons aujourd'hui.

Je ne parle pas de la corruption, parce que cette dernière engrène tous les pays africains, mais permettez-moi de parler des Maliens de l'extérieur qui constituent un grand impact sur la réduction de la pauvreté dans quelques régions du pays. Il reste que le véritable défi consiste à capter une grande part de ses flux, à des fins d'investissements productifs pour valoriser des ressources naturelles et créer des emplois.

Le MAEP exhorte le Mali à engager une réflexion politique au niveau même continental quant à la problématique de la fuite des cerveaux qui vide le pays de ses meilleurs éléments et mettre des dispositions pour rétablir les jeunes Maliens, tentés d'aller grossir les rangs des maliens de l'extérieur.

Sarkozy disait qu'il voulait d'une immigration, mais d'une immigration choisie. Cela veut dire qu'ils veulent prendre toutes les grandes mémoires, les belles têtes, pour les emmener en Europe.

Ça c'est un problème très important, parce que les meilleurs sont gardés au détriment de tout ce que l'Afrique a fait pour les former. Et imaginer sur cette partie, des milliers et des milliers qui finissent leur course hors Sahara, ou des milliers et des milliers qui finissent leur course en voulant atteindre la Méditerranée, en voulant atteindre Lampedusa.

Donc, sur le Mali, je ne pouvais que développer les questions transversales par rapport au temps qui m'est donné. **Concernant des bonnes pratiques**, elles sont très importantes.

L'adoption par le dialogue et la recherche des solutions consensuelles dans la gestion du conflit du Nord Mali: c'est intéressant.

La Cour constitutionnelle et la régulation des élections au Mali, les états généraux auront de démocratie participative et gouvernance consensuelle.

L'espace d'interpellation démocratique, le Bureau de vérification générale indépendant, est muni de ressources adéquates.

Ce problème est très important parce que le Mali, bien qu'il a affronté beaucoup de problèmes, il a posé le problème de gouvernance et a trouvé pas mal des solutions et ces solutions, vous allez les trouver dans nos documents qui peuvent être appliquées par les autres pays francophones, je dirais même, de la totalité des autres pays, à recommander.

C'est un travail très important que je ne peux pas truquer, vous le trouverez dans le document.

La Cellule d'Appui des Structures de Contrôle d'Administration, la CASCA, est et l'initiative riz. Ils ont fait le travail, en développant le riz et le coton, qu'on aimerait maintenant prendre cette expérience-là pour les autres pays de la sous-région.

Les atouts du Mali, la culture du dialogue, de tolérance et de médiation sociale, profondément ancrée dans la société malienne, l'identité malienne prévaut sur l'identité ethnique.

Ils sont arrivés à créer la nation, que l'ethnie ne joue aucun rôle et ils ont encore créé autre chose qu'on appelle « *sanan kouya* ».

La *sanan kouya*, c'est le cousinage à plaisanterie. C'est mécanisme de régulation sociale fondé sur de pacte social entre les alliés, pour se faire rire en s'insultant et en donnant des leçons et que le Mali a approprié ça et qui peut être aussi un exemple pour les autres pays du Sahel qui n'arrivent Pas à s'adapter ; ils peuvent aussi prendre cette expérience-là pour s'adapter.

Le projet de décentralisation encré dans les valeurs traditionnelles et culturelles, l'espace d'interpellation démocratique qui permet aux citoyens et aux personnes morales, d'interpeller les pouvoirs publics et les violations dans leurs droits. Ça aussi, c'est un exemple qui peut être approprié par les autres pays ; les populations peuvent interpeller le pouvoir.

Les atouts du Mali, je continue, l'élargissement des espaces d'expressions qui a permis la multiplication des organes de presse écrite et audiovisuelle, l'éclosion du mouvement associatif, les associations et ONG nationales, notamment les associations des femmes et des jeunes.

Ici, l'Afrique est interpellée. Imaginez ce pays qui est le Mali, à plus de 2200 hectares de terres irrigables, ce n'est que la seule vallée du Niger qui fait un million, et imaginer qu'on a de problème à boire et à manger.

Donc, les potentiels agricoles importants de 2 millions 200, au Mali. Sur les 2 millions 200, seulement la vallée du Niger fait un million des terres irrigables.

Je voudrais aussi parler de l'élevage: le Mali, en 2002, comptait 17 millions d'ovins et caprins, 22 millions de têtes de volailles et 18 millions de têtes d'autres animaux, y compris le chameau et le reste.

Regardez la richesse de l'Afrique!

Pays de forte immigration, la contribution des Maliens de l'extérieur au développement du pays est appréciable constituant 79 %. C'est une très bonne chose.

Mais malheureusement, ceux qui veulent atteindre la rive, finissent leur course quelque part et les belles têtes, se retrouvent en train de servir l'Europe.

En conclusion, ce rapport a mis en exergue les enjeux et les défis, les forces et les faiblesses de la gouvernance du Mali. Saisie à l'une des quatre thématiques qui sont celles du MAEP, toutes les quatre gouvernances, je ne vais pas les répéter.

Le Panel tient à encourager les pouvoirs publics, pour tous les efforts entrepris pour faire face aux enjeux de la construction d'une démocratie viable et l'efficacité fondée sur des valeurs culturelles proprement endogènes,

susceptibles de capitaliser les atouts naturels et sociaux du pays, en vue de l'efficacité d'un Mali émergent en 2025.

Le MAEP n'est pas un juge, c'est le miroir du pays. Il peut ressortir les enjeux, il peut ressortir les défis et il demande au pays: voici les défis!

Vous avez encore deux ans pour relever ces défis, vous avez encore des atouts et les atouts doivent être conservés.

Je vous remercie pour le présent rapport et je ne pense pas que j'ai dépassé dix minutes.

Je passe à la Mozambique.

- Introduction,
- questions transversales,
- questions spécifiques,
- meilleures pratiques,
- conclusion.

Les questions transversales: pauvreté et inégalité, interdépendance du parti du gouvernement et des entreprises, VIH/SIDA, propriété foncière, niveau élevé d'alphabétisation, forte dépendance vis-à-vis de l'aide, flux d'information et rareté des données, exclusivité.

Je continue sur les questions transversales, crimes, sûreté et sécurité, violence conjugale, [...].

CONTRAINTES DES CAPACITÉS ET DÉFIS TENANT À LA MISE EN OEUVRE, ÉLECTIONS ET CORRUPTION:

Une toute petite introduction:

Le Mozambique a connu un passé traumatique. En effet, son histoire complexe est marquée notamment par une longue période de colonisation par le Portugal qui a duré 490 ans - l'une des plus longues en Afrique - une expérience infructueuse de socialisme; et, surtout, une guerre civile généralisée et fratricide qui a plongé tout le pays dans l'instabilité politique et provoqué une dislocation sociale massive, la ruine économique et la pauvreté de masse.

Le Mozambique a été l'un des tout premiers pays à adhérer au MAEP en mars 2003. Il a fait l'objet d'examen par les Pairs lors du 11^{ème} Sommet du Comité des Chefs d'États et de gouvernements participant au MAEP à Syrte, en Libye, en 2009.

Par rapport à ces questions, nous avons remarqué que ce pays donne une grande place à la femme. Il est le troisième pays en Afrique après le Rwanda et l'Afrique du Sud où la femme a sa place. Elle accède à tous les postes de responsabilité mais de l'autre côté les problèmes de culture, les problèmes de clivages font défaut. La femme n'a pas encore sa place dans la société, bien que de l'autre côté elle est tirée vers le haut.

Nous avons aussi remarqué que le VIH/SIDA est en train d'exterminer la population. Nous remarquons que ce pays est parmi les dix pays les plus infectés, mais heureusement que le pays a pris beaucoup de textes pour régler ce problème.

Pour l'éducation, bien qu'ils aient traversé des périodes très difficiles, ils sont en train de poser ce problème mais quand même il y a des problèmes. Plus de formation et rareté des données, beaucoup de conventions ont été signées, beaucoup de rapports ont été faits mais malheureusement ça n'arrive pas jusqu'à la population concernée.

Pour traiter les questions spécifiques:

Outre les questions transversales mises en évidence ci-dessus, le Mozambique devrait également prêter attention aux questions spécifiques suivantes:

1. Le changement climatique:

Le Mozambique est vulnérable aux inondations en raison de sa situation géographique en aval de nombreux cours d'eau internationaux qui se jettent dans l'Océan indien. Imaginez toutes les eaux qui viennent de partout passent par ce pays pour se jeter dans la mer et elles font en sorte que des villages sont éliminés, des paysages sont complètement rasés et de l'autre côté l'environnement devrait jouer un rôle très important.

Grâce aux mines qu'ils ont, ils font une exonération aux bailleurs, ils donnent une exonération aux grosses sociétés et ces grosses sociétés s'en foutent de l'environnement. L'essentiel c'est le bénéfice qu'ils vont tirer ! Et ça aussi nous avons attiré l'attention des autorités du pays en leur disant que c'est bien d'exonérer mais en exonérant ces industriels, leur problème est de gagner et quand ils gagnent de l'autre côté, il y a le chômage parce qu'ils ne les prennent pas en compte. Ils ne payent pas les impôts qu'ils devraient payer parce qu'ils sont exonérés, et en dessous du marché il n'y a pas de texte qui essaye de leur dire clairement qu'est-ce qu'ils doivent payer en faisant une bêtise. C'est ce que ce pays doit faire très rapidement mais ils l'ont déjà commencé.

Ils ont commencé à faire des textes, mais ça demande encore du travail. Ce travail, on veut que dans les deux années futures, il faut qu'il règle ce problème pour que ces industriels puissent payer pour que les jeunes trouvent du travail, pour que la réglementation entre en jeu pour que le pays profite de sa richesse. C'est un des scandales géologiques, mais il faut que le pays en profite.

Les mines antipersonnel jouent un rôle très important et il est, ici, de mon devoir de vous le dire parce que le Mozambique est affecté par des mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre, un héritage de près de 30 années de conflit qui a pris fin vers 1992. Le ravage causé par les mines antipersonnel est frappant. Vous trouverez beaucoup de jeunes à l'âge d'aller à l'école qui sont amputés. Vous trouverez des terres cultivables que les paysans ne peuvent pas cultiver.

De l'autre côté, les industriels quand ils viennent, ils essayent juste d'aménager la place qu'il leur faut et de l'autre côté le paysan n'a que son champ. Outre les terres cultivables, les lignes électriques, les routes, les ponts, le chemin de fer - je ne vais vous citer que certains seulement - jusqu'aux écoles, jusqu'aujourd'hui où je vous parle il y a des cas qui peuvent être contactés quelque part dans un village ou dans une école ou quelque part. Donc il faut régler ce problème.

Il n'a pas aussi laissé la faune. On peut aisément voir des éléphants retrouvés mutilés par des mines antipersonnel et tués par des mines antichars.

Toujours sur les questions spécifiques:

Situation environnementale prévalant à Beira: Avec une population - Beira c'est une ville - je voudrais aussi parler de ça et laisser les questions transversales, comme j'ai deux minutes, il faut que vous, parlementaires africains, vous devriez avoir une idée sur cette ville qu'on appelle Beira. Avec une population estimée à 432.240 habitants en 2007, Beira est la deuxième ville du Mozambique et la capitale de la province de Sofala. Elle s'étend dans la région centrale du pays où le fleuve Mounzar rencontre l'Océan indien.

L'on y trouve également l'important port régional de Beira lequel est une porte d'entrée à la fois pour la partie intérieure centrale du pays et les pays enclavés tels que le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe. Beira est également un important terminus ferroviaire avec des liaisons s'étendant à la République démocratique du Congo, au Malawi, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe.

En raison d'une combinaison de plusieurs facteurs, la ville est actuellement en grande partie en ruine et sa forme délabrée en dit long sur la négligence chaotique dont elle fait l'objet. Si vous partez dans cette ville, vous pensez que c'est une ville qui vient d'être détruite par une bombe, je ne peux pas parler de la bombe atomique, mais cette ville est en train de mourir à petit feu, et ça dépasse seulement le Mozambique, il faut que les peuples africains que vous êtes, vous venez en aide à ce pays.

Autrefois, cette ville de belles stations balnéaires, les splendides hôtels et les grands boulevards de somptueuses résidences ont été réduits à des carcasses de bâtiments jonchés de mauvaises herbes avec des fenêtres désobstruées. Une lente restauration de la ville est actuellement en cours avec l'aide des donateurs. Mais ce n'est pas suffisant, il faut que nous les Africains devons montrer que cette ville doit redevenir cette partie splendide qu'elle était, en particulier celle du port.

Compte tenu de son importance historique et économique, ainsi que de défis environnementaux, le gouvernement doit accorder une attention. Nous avons dit, en son temps, que le Gouvernement doit accorder une attention considérable à la reconstruction de la ville. Mais nous connaissons avec la crise de 2012 où le pétrole et

les matières premières ont commencé par s'enfoncer, le Mozambique ne peut pas faire face à ça. Mais cette ville est en train de mourir, c'est une porte d'entrée pour d'autres pays, pour plusieurs pays.

Mais je voudrais aussi vous parler des meilleures pratiques. En dépit de certaines difficultés, la marche du Mozambique vers la paix après plusieurs années de guerre civile est un modèle de capitalisme social à l'œuvre dans le cadre de la réconciliation des factions belligérantes d'un pays. Le caractère unique de l'AGP va au-delà du dépôt des armes par les combattants.

Meilleures pratiques en matière de la démobilisation, désarmement et réintégration au Mozambique par le truchement des chefs religieux: le Conseil chrétien du Mozambique (CCM) sous la direction de l'Évêque Dinis Sengulane - excusez-moi de le citer, il a fait un travail impeccable, il ne peut pas passer sous silence - du diocèse anglican de Lebombo, a poursuivi avec ténacité les efforts visant à désarmer et réinsérer complètement les Mozambicains qui ont pris les armes en raison de la guerre civile.

Performances macroéconomiques robustes: le Mozambique est un exemple à suivre en matière de transition post-conflit ayant une croissance économique impressionnante qui a atteint une moyenne de 8 % de 2002 à 2006 - donc ils travaillent, il y a le côté positif - ainsi qu'une stabilité macroéconomique soutenue. Ce taux constitue l'un des plus élevés au monde, bien qu'obtenu à partir d'un point de départ reconnu par les bailleurs comme une faiblesse ; une faiblesse que nous leur demandons de relever en essayant de prendre en compte tous les autres éléments négligés.

Toujours les meilleures pratiques: Succession des réformes au Mozambique et leur raison d'être: un facteur clé contribuant à la mise en œuvre réussie des réformes par le Mozambique et l'ordre dans lequel elles ont été mises en œuvre.

Renforcement de la politique monétaire au Mozambique: après le lancement des réformes économiques.

Dialogue politique sur la pauvreté entre les acteurs étatiques et non étatiques au Mozambique: le PARPA a mis en place l'Observatoire de la pauvreté (OP). Donc, c'est un pays qui veut, coûte que coûte, aller en avant et il n'a pas honte, et il n'est pas complexé de parler de la pauvreté. Quand nos experts sont partis, ils leur demandent comment faire ? Lequel s'est avéré être une plateforme utile pour le dialogue entre le gouvernement et la société civile.

Réduction de la transmission mère-enfant du VIH au Mozambique.

Une petite conclusion, permettez-moi de la faire en prenant juste un petit résumé:

La remarquable relance du Mozambique depuis la fin de la guerre civile en 1992 devrait rendre ses citoyens fiers de leurs réalisations. C'est l'effort de toute la population qui a conduit à cela et il faut leur dire chapeau. Au cours des deux dernières décennies, le pays a accompli des progrès notables dans la

restructuration de ses institutions politiques, économiques et sociales. Il ne fait aucun doute que les Mozambicains puissent faire front sur les succès mis en évidence dans le présent rapport, tout en relevant les défis de manière vigoureuse, afin d'aller rapidement de l'avant. Nous ne pouvons que faire ça, le MAEP ne toilette pas les gens dans le sens du poil mais on leur dit voici les défis, voici les défauts et chaque deux ans qu'est-ce que vous avez fait pour tirer le pays vers le haut?

Le troisième rapport c'est sur la Sierra-Léone.

La Sierra-Léone, c'est un pays aussi qui vient de très loin.

La colonie de Sierra-Léone a été fondée par des philanthropes Britanniques afin de soulager les horreurs de la Traite négrière. Granville Sharp, leader du Mouvement pour l'abolition de l'esclavage, avait à l'idée de faire du pays un refuge pour les esclaves Africains libérés en Angleterre.

Après 1807, lorsque le Parlement Britannique adopte une loi rendant la Traite négrière illégale, la nouvelle colonie a été utilisée comme une base à partir de laquelle la loi pourrait être appliquée. À partir de 1808 et au-delà, des centaines, voire des milliers d'esclaves ont été libérés chaque année et la plupart d'entre eux sont restés en Sierra-Léone. En 1896, un Protectorat Britannique a été déclaré sur l'arrière-pays de la Sierra-Léone, qui a été séparé de la colonie.

La Sierra Leone est devenue un pays indépendant dans le concert des Nations du Commonwealth, le 27 avril 1961.

En 1971, une nouvelle Constitution a été adoptée après un coup d'État militaire avorté qui a été réprimé avec l'aide de la Guinée.

Le pays a été déclaré en une République le 19 avril 1971. Deux jours plus tard, Siaka Stevens, alors Premier Ministre, est devenu le premier Président de la première nation.

En mars 1991, la Sierra Leone a été envahie à partir du Liberia par les forces commandées par Charles Taylor, un rebelle Libérien. Cela a été le début d'une décennie de guerre civile qui n'a seulement pris fin qu'en 2002. Par conséquent, la Sierra Leone est devenue l'un des neuf pays africains dont le revenu par habitant a connu une baisse, en comparaison avec les niveaux des années 1960.

L'économie de la Sierra Leone est en voie de reprise de l'héritage de sa crise civile. Le Gouvernement a entrepris l'élaboration et la mise en œuvre de différentes politiques de réformes afin de réorganiser l'économie du pays. La Sierra Leone est riche en ressources minérales, possédant parmi elles les types de minéraux les plus rares et les plus précieux au monde, dont beaucoup s'y trouvent en quantité et en qualité importante.

Pour ne pas vous prendre beaucoup de temps, j'ai fait un tout petit résumé dans mon ordinateur.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de lire juste le résumé parce que ça va nous prendre 15 minutes.

Donc, comme je disais à propos des questions transversales, certaines des questions abordées par le présent rapport sont des préoccupations récurrentes, dans tous les quatre domaines que le MAEP a pris pour bases thématiques couverts ont un plus grand impact sur tous les domaines de gouvernance et nécessite une approche holistique afin de leur trouver des solutions. Elles comprennent les sept points suivants:

- Les contraintes de capacité;
- La corruption;
- La décentralisation;
- L'ethnicité et la gestion de la diversité;
- Le chômage des jeunes;
- La bénédiction et la malédiction des mines et minéraux;
- La promotion des sexes et de la femme.

PRATIQUES LOUABLES

Comités de Quartier

Le Système de Comité de Quartier de la Sierra Leone est une pratique louable. Chaque Zone du Conseil des Collectivités Locales a des Comités de Quartier. Ils n'ont pas plus de dix conseillers, dont cinq doivent être des femmes de chaque quartier, élus lors d'une réunion publique des résidents du quartier. La fonction principale d'un Comité de Quartier est de mobiliser les résidents pour des projets d'entraide et de développement. Leur composition et leurs fonctions assurent l'équilibre entre les sexes et l'entraide dans le développement.

Pouvoirs de la Commission de Lutte Contre la Corruption

La Commission de Lutte Contre la Corruption (ACC) de la Sierra Leone a lancé ses opérations en 2002 avec le pouvoir d'enquêter sur les affaires de corruption et de faire des recommandations au Procureur- Général sur les cas faisant l'affaire d'une poursuite judiciaire. Depuis lors, elle a effectué des Sondages sur la Gouvernance et la Perception de la Corruption dont elle a publié des Guides de Pratiques Optimales et effectué des recommandations sur l'archivage, le suivi et l'audit.

Audiences sur les Politiques et Processus CDMT

Les audiences sur les politiques ont été introduites dans le processus budgétaire depuis 2004. Ces audiences, organisées à un niveau sectoriel large, fournissent une plateforme afin de discuter et d'examiner les politiques sectorielles comme la première étape pour répartir les dépenses entre et au sein des secteurs.

Les protocoles d'Accord entre SLIBA et la Commission de lutte contre la Corruption

Toutes ces pratiques là j'ai trouvé tellement si intéressantes que j'ai pris pour moi et que je voulais les partager avec vous parce que dans le rapport on ne fait pas cas de ça ; imaginez la population elle-même, l'Association des Affaires Autochtones de la Sierra Leone et la Commission de Lutte Contre la Corruption (ACC) collaborent étroitement sur le plaidoyer et l'action normative. Les agences travaillent ensemble dans la formation et l'éducation sur la lutte contre la corruption, le renforcement des capacités, le respect de la promotion de l'investissement et de l'adhésion aux lois et aux politiques liées aux entreprises, tout se fait à une grande transparence.

Quatre Actions Clés de la Sierra Leone pour Assurer l'Égalité des Sexes

La Sierra Leone a pris des mesures clés dans le domaine de l'égalité des sexes, y compris: l'adoption de lois importantes telles que la Loi contre la violence domestique, la Loi de la dévolution des successions, la Loi d'Inscription du mariage coutumier et du Divorce, la restructuration du Ministère de la Protection Sociale, les Affaires des Sexes et des Enfants pour assurer des ressources et une autonomie suffisantes ; la mise en place d'Unités de soutien de la Famille aux postes de police pour la lutte contre la violence contre les femmes jusqu'à ces niveaux. Ils ont accompagné les missions en question; assurer la participation des femmes à la prévention et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES: CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

En conclusion du présent Rapport, le Panel tient à indiquer sa reconnaissance pour l'effort collectif de tous les Sierra-Léonais quant à l'édification d'une nation moderne, économiquement viable et équitable après avoir connu un événement aussi traumatisant que la guerre civile. Conscient de cette position, le Panel tient à souligner un certain nombre de défis qui ont été abordés pour faire avancer l'agenda politique, économique et socio-économique de la Sierra Leone.

Donc, certains des risques et des contraintes importants sur le plan politique qui ont besoin d'une attention particulière, à son temps nous avons dit aux autorités:

- L'ethnicisation de la politique, on peut faire comme au Mali;
- Le chômage des jeunes, c'est toujours le chômage des jeunes, les jeunes sont presque abandonnés et le nombre de jeunes jusqu'à moins de trente ans font plus de soixantequinze pour cent de la population;
- Les faiblesses et les contradictions dans la pratique de gouvernance constitutionnelle, ça aussi il faut faire un effort, il y a un effort à faire les textes ne sont pas suffisants. Ils ont signé pratiquement tous les textes mais dans la pratique on remarque autre chose;
- Le déséquilibre ethno-régional dans les nominations présidentielles, politiques et publiques, ça aussi il faut qu'on se dépasse;
- La perte des capacités dans la Fonction Publique, beaucoup de fonctionnaires sont recrutés mais leur compétence laisse à désirer;
- Les ressources minérales qui pourraient être une malédiction franchement plutôt que d'être une bénédiction, on n'en profite pas donc il faut des textes et il faut l'appui de la sous-région et il faut l'appui des Parlements africains, il est temps que nos parlementaires doivent poser le problème à très haut niveau.

Contraintes au Niveau Économique:

- La médiocre mobilisation des ressources;
- Le manque d'accès au financement;
- Le grave manque des capacités;
- Le médiocre processus de suivi et d'évaluation;
- La pénurie d'institutions d'appui au crédit agricole;
- Le manque de coordination et de gage de responsabilité sociale;

- L'impossibilité de vérifier régulièrement la déclaration des actifs de manière effective.

Les principaux défis aux niveaux Social et Culturel:

- Approvisionnement énergétique médiocre;
- Pauvreté;
- Infrastructures insuffisantes et mal entretenues.

On parle des atouts et perspectives Le Panel tient à souligner que la Sierra Leone regorge des atouts pour faire face aux défis identifiés, pour faire face à tous les défis que le MAEP a identifiés. Ces atouts sont:

- Son peuple résilient, imaginez ce peuple qui s'organise en quartiers en prenant en compte les gens, ce peuple peut aller très haut si on lui donne la possibilité;
- Ses richesses minérales, une richesse fabuleuse;
- Ses terres;
- Son adhésion aux organisations internationales ; et ses plans de développement excellents.

La Sierra Leone, par le biais de ses dirigeants, devrait s'appuyer sur ces atouts pour surmonter ses contraintes de développement politique, économique et socio-économique cela nécessite un leadership déterminé, je dis bien un leadership déterminé, inflexible et éclairé à tous les niveaux de la société Sierra-Léonaise.

Tout laisse croire que ce genre de leadership existe à l'heure actuelle en Sierra Leone ; nous pensons qu'il existe et le Panel est convaincu que la Sierra Leone l'emploiera judicieusement et efficacement dans la marche vers la résolution des contraintes et des défis, j'ai pu économiser je pense un peu de temps.

Je pars dans un pays, la Tanzanie.

La Tanzanie, session ordinaire du Parlement panafricain, rapport d'évaluation pays.

Le plan:

- introduction,
- questions transversales
- meilleures pratiques,
- conclusion,
- principaux défis.

La République-Unie de Tanzanie est un vaste pays paisible et stable. Fièrement installée dans une région communément dénommée « le berceau de l'humanité », la Tanzanie a réussi à se forger une forte identité nationale en dépit de sa grande diversité ethnique, régionale et religieuse. Depuis la formation de l'Union en 1964, le pays peut se prévaloir d'une stabilité inaltérée par les rivalités ethniques et les crises politiques qui secouent ses voisins et plusieurs pays du continent Africain.

La Tanzanie compte plus de 120 groupes ethniques dont la cohabitation harmonieuse, dans l'ensemble, vaut au pays la réputation de modèle de stabilité sur un continent où tribalisme et conflits internes sont omniprésents. Ici il faut dire chapeau à *Mwalimu*.

La Tanzanie a adhéré au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs le 26 mai 2004, après la signature du Protocole d'accord du MAEP, ratifié par le Parlement le 1er février 2005, le pays a fait l'objet d'une évaluation par les pairs à la faveur du 18ème Sommet du Comité des chefs d'État et de gouvernement membres du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs tenu le 26 janvier 2013 au siège de la Commission de l'Union africaine, à Addis Abeba.

Le Panel du MAEP a identifié les huit questions suivantes comme étant des défis récurrents consentis pour protéger protéger les droits humains des citoyens dans le pays, surtout après le retour au multipartisme, pour adopter une politique de compétition électorale comme mécanisme positif de gestion de la diversité nationale.

Je voudrais traiter des questions des femmes.

Au cours des phases de développement socio-économique, la Tanzanie a tourné le dos aux politiques fondées sur la propriété et le contrôle de l'État sur les moyens de production pour embrasser le Programme d'ajustement structurel (PAS). C'est une mauvaise expérience, préconisée par la Banque mondiale, auquel le pays s'était montré réfractaire jusqu'ici.

Les lourds déficits budgétaires et les faibles taux de croissance ont persisté sur l'essentiel de la période comprise entre 1986 et 1995. Mais heureusement, dès 1996, la stabilisation macroéconomique et de profondes réformes structurelles ont été instaurées pour surmonter cet obstacle au développement socioéconomique et pour se lancer à la vision 2025. Sa voie actuelle peut l'amener à une Tanzanie émergente 2025. Donc, imaginez ce que la Banque mondiale nous a imposé ; elle nous a pratiquement retardés. Pas seulement, elle a retardé, on remarque jusqu'aujourd'hui les séquelles en Tanzanie.

On remarque que les élèves, les étudiants, la formation parce que on a fait en sorte que le PAS a pris seulement certaines choses en considération et a annulé d'autres choses. Et aucun pays dans le monde ne peut se développer sans l'éducation. Aucun pays; aucun pays parce que l'éducation, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur, l'enseignement primaire doivent être en harmonie. Aider une partie et laisser une autre partie, ça pose un problème et nous les vivons actuellement malheureusement que je ne peux pas les développer.

La femme joue son rôle très important en Tanzanie mais les clivages posent encore des problèmes.

L'union de deux pays aujourd'hui en Tanzanie devrait être un exemple pour les autres ; elle a réussi, cette union de ces deux pays qui font aujourd'hui la Tanzanie. Et l'union de l'Union africaine est aussi possible en prenant seulement parce que toujours dans une expérience, on le fait d'abord au laboratoire pour essayer de le généraliser. Et la Tanzanie peut être déjà un laboratoire parce qu'elle a réussi l'union de ces deux pays ; de ces deux Etats, elle a réussi en faisant maintenant un pays et là, c'est un exemple que je voudrais développer mais malheureusement, le temps ne me permet pas.

Union, oui, je l'ai dit, union entre le Tanganyika et Zanzibar parce que je l'ai mis comme de bonnes pratiques. Je pensais ne pas le traiter, mais je le traiterai. La République Union de Tanzanie est un modèle unique car il s'agit du seul projet panafricaniste vivant né de l'union de deux pays africains indépendants, grâce à l'adoption d'une constitution fédérale ou quasi-fédérale qui confère une souveraineté partagée aux pays de l'Union. Ils sont aujourd'hui la Tanzanie.

Stabilité politique et alternance politique pacifique: la République unie de Tanzanie est un pays stable et paisible, qui a réussi à bâtir une forte union nationale tout en réduisant considérablement l'impact des divisions ethniques ou régionales.

Le choix du Swahili comme langue nationale a largement contribué à consolider cette unité, héritage de Mwalimu Julius NYERERE.

Aucun pays ne peut se développer s'il n'a pas une langue. Imaginez l'Afrique peut avoir sa langue. Pourquoi jusqu'aujourd'hui, on se cherche ? On ne doit pas se chercher, l'exemple de la Tanzanie est un exemple en disant maintenant le Swahili deviendra notre langue. Aujourd'hui, elle est une langue de sa Tanzanie, elle peut aussi être une des langues africaines. Je ne vais pas dire qu'il n'y a que le Swahili, mais on peut déjà réfléchir à cette question sur situation politique de Zanzibar.

Les dispositions de partage du pouvoir au sein d'un gouvernement d'unité nationale sont une approche innovante qui a permis de mettre fin à un long conflit politique à Zanzibar. En vertu de la nouvelle disposition constitutionnelle, (la Constitution de 2010), le parti déclaré vainqueur à l'élection présidentielle à Zanzibar est tenu de former un gouvernement en collaboration avec les partis représentés à la chambre des représentants. C'est une issue de sortie.

Déclaration de la réunion de la République unie de Tanzanie: sur la compétence de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, la République unie de Tanzanie est l'un des premiers pays d'Afrique à avoir ratifié le protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif à la création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples qui est entré en vigueur en République Unie de Tanzanie en février 2006.

Soins de maternité destinés aux femmes enceintes, victoire de Zanzibar dans la lutte contre la malaria: c'est des exemples à prendre.

La stratégie de Zanzibar pour la lutte contre le paludisme calquée sur l'initiative « faire reculer le paludisme » de l'Organisation mondiale de la santé a connu un immense succès. Or que beaucoup d'entre nous ne connaissent pas que c'est la malaria qui tue plus, tue plus que le Sida, tue plus que toutes les maladies [...] en partie. De l'autre côté, le paludisme est un fléau qui est en train de détruire notre population et jusque-là, on n'a pas trouvé. L'exemple de la Tanzanie, on peut apprendre parce que le MAEP donne l'exemple réussi des autres pays pour que les autres pays se l'approprient et là, c'est un exemple à suivre.

Soins de maternité destinés aux femmes enceintes: le panel du MAEP reconnaît les progrès louables enregistrés par la Tanzanie dans la fourniture de services de soins de santé. La politique du gouvernement qui consiste à créer des centres de santé dans chaque district de la République afin d'assister et de soigner les femmes enceintes est une initiative louable et un pas dans la bonne direction.

Toujours les bonnes pratiques, les banques communautaires villageoises. En Tanzanie, la politique nationale de promotion du micro financement promue par le gouvernement a posé les bases d'un système de micro finance axé sur le développement des secteurs à faible revenu de la société. La politique a également favorisé la création de divers types, notamment les établissements d'épargne et de crédit, les établissements exclusivement consacrés au crédit, les banques de micro-financement et les banques privées.

CONCLUSION

Après 50 ans d'indépendance, la République Unie de Tanzanie se situe aujourd'hui à un niveau de son leadership et ses populations peuvent capitaliser sur leurs forces, transmises par l'héritage politique du pays, pour actionner les leviers de développement appropriés et éviter les obstacles majeurs susceptibles d'entraver le processus de développement.

Les leviers sont lesquels?

Les principaux atouts du pays sont: la stabilité politique et l'unité nationale, la tolérance culturelle et religieuse, une population jeune, (elle est jeune parce que plus de 75% ont moins de trente ans et ça c'est une richesse) ; des ressources minières, foncières et autres richesses naturelles.

Mais les principaux défis, il faut aussi en parler:

- la préservation de l'unité entre le Tanganyika et le Zanzibar ; il faut renforcer, il faut faire en sorte pour que des brebis galeuses n'arrivent pas à créer des problèmes entre ces pays;
- la redéfinition du rôle de l'État,
- le renforcement de la gestion économique et du cadre de gouvernance des investissements,
- la promotion de la croissance inclusive et de la transformation structurelle de l'économie,
- le comblement des écarts relatifs aux capacités de mise en œuvre,
- la réduction de la dépendance à l'égard des aides parce que les aides ne sont pas toujours intéressantes.

Mais il ne faut pas que les aides dépassent le PNB en moyenne ; la promotion de l'autonomisation économique et de l'entrepreneuriat. Il y a un entrepreneuriat qui commence, qui est actif, mais il faut l'accompagner. Je vous remercie, je suis au dernier.

Applaudissements

Il me reste encore un; il me reste la Zambie.

La République de Zambie.**L'ordre de la présentation:**

- **introduction,**
- **questions transversales,**

- **pratiques louables.**

L'histoire de la Zambie moderne remonte à la création en 1891 de British South African Company de Cecil Rhodes, qui a été attiré dans la région par des perspectives minérales et la main-d'œuvre bon marché pour les mines et les usines qu'il avait établies en Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud (aujourd'hui Zimbabwe). La Zambie a gagné son indépendance politique le 24 octobre 1964. La Zambie a accédé au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs le 22 janvier 2006 à l'occasion d'un Sommet de l'Union africaine à Khartoum, au Soudan. Elle a été évaluée par les pairs lors du 18^{ème} Sommet du Comité des Chefs d'État et de Gouvernement participants au MAEP le 26 janvier 2013 à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Les questions transversales: un certain nombre de questions touchent tous les domaines de la gouvernance, et les défis qu'elles posent, ainsi que les solutions qu'elles exigent, requièrent des interventions complexes et multidimensionnelles. Celles-ci sont la mise en œuvre des accords internationaux et régionaux, les normes et les codes, les changements constitutionnels fréquents, la centralisation étatique, le clientélisme et la corruption, le renforcement des capacités, la dégradation de l'environnement et le problème de Barotseland que je vais développer plus tard.

La Zambie s'est engagée à un certain nombre d'accords internationaux et régionaux y compris ceux du système des Nations unies, l'Union africaine, le marché commun de l'Afrique orientale et australe COMESA, la Communauté de développement de l'Afrique australe SADC. Le pays a également créé plusieurs institutions nationales pour la mise en œuvre de ses engagements internationaux, régionaux et nationaux. Les traités, les conventions, les protocoles auxquels la Zambie s'est engagée couvrent tous les autres domaines de la gouvernance macro-économique et de la gouvernance d'entreprise, et la promotion du développement économique et social. Toutefois, le MAEP a conclu que, même si la Zambie a pris ces nombreux engagements dont la mise en œuvre renforcerait la démocratie, les droits de l'homme et le développement dans le pays, la Zambie est déficiente dans l'adoption, la mise en œuvre, le suivi et les rapports des différents instruments et dans l'information du public à leur sujet. Les représentants de l'État comme je disais, toutefois, le MAEP a conclu que même si la Zambie a pris ses nombreux engagements dont la mise en œuvre renforcerait la démocratie, les droits de l'homme et le développement dans le pays, la Zambie est déficiente dans l'adoption, la mise en œuvre, les suivies et le rapport de différents instruments et dans l'information du publique à leur sujet.

Les représentants de l'État affirment que les différents processus sont limités par des contraintes des capacités financières, alors que les représentants de la société civile affirment qu'il y'a un manque de volonté politique de se conformer.

Le pays a une histoire impressionnante de soutenir la libération politique en Afrique australe ; il a également servi de refuge pour les combattants de la liberté de la sous-région de l'Afrique de l'Est. La Zambie a été un bon citoyen international et n'a pas de graves conflits politiques avec les pays voisins.

D'autres tensions internes proviennent de l'afflux des investissements étrangers dans les mines et les fermes, qui ne semblent pas respecter les droits des travailleurs et qui abusent de ces droits. Des conflits de travailleurs dans les mines et les fermes commerciales sont donc une source de conflits potentiels en Zambie.

Les élections politiques seraient devenues, ce dernier temps, assez violentes. Ainsi, les accusations de favoritisme politique, de corruption et d'achats des votes survolent les clôtures des partis politiques.

En outre, la relative paix qui existe entre les Zambiens est menacée par le fait qu'il n'y a aucune réglementation pour guider la conduite politique bien qu'il existe des mécanismes de résolution des conflits officiels. Ceux-ci semblent être inefficaces et nécessitent un plus grand soutien en termes de ressources humaines et financières.

Le MAEP observe que le constitutionalisme n'est ni confirmé, ni protégé. Il n'y a aucune véritable séparation des pouvoirs entre les principales sphères de gouvernement avec le pouvoir exécutif qui est trop dominant, relativement incontrôlé et qui manque la reddition des comptes.

La législature est trop faible et dominée par l'Exécutif, pour qu'elle assure une surveillance efficace. L'appareil judiciaire aussi est émaillé par des carences de moyens financiers et humains et pareillement inefficace. Le système de favoritisme politique qui imprègne l'ensemble de l'organisation des institutions gouvernementales, restitue toutes les institutions de l'État, pratique redevables au Président, dans la mesure où la primauté du droit est observée plus sur le papier que dans la pratique politique. Je dirais aussi que ce sont des domaines sur lesquels, les futurs amendements constitutionnels doivent mettre l'accent.

La prévalence de la corruption dans l'ensemble du système, c'est-à-dire dans les domaines politiques, économiques, sociaux et autres, signifie qu'elle est devenue endémique et même systémique. La corruption semble avoir des racines historiques, après avoir évolué dans les types de régime différents, depuis l'indépendance et semble être étroitement liée au système du strict pouvoir politique centralisé, le système de patronage et le manque de responsabilisation officielle. Le MAEP a souvent entendu qu'il n'y a aucune volonté politique pour lutter contre la corruption. Cela semble être la conséquence du fait que patronage est accepté comme une base de nomination et de récompense. Cette pratique tend à fausser le programme de développement national et favorise des programmes politiques particuliers qui servent le parti au pouvoir, plutôt que les intérêts nationaux plus vastes. La Zambie a des défis majeurs pour renforcer sa légitimité démocratique. Cependant, l'arrivée en maturité de la démocratie zambienne et l'attitude progressive du pays vers la réforme, la place en bonne position pour renforcer sa démocratie.

Les défis majeurs auxquels la démocratie et la bonne gouvernance des Zambiens peuvent se résumer en trois grandes catégories:

- la centralisation et la domination exécutive de l'État;
- l'instabilité constitutionnelle et l'apparence réticence à résoudre rapidement les tensions et;
- les désaccords internes qui pourraient devenir les principales sources de conflit et de déstabilisation.

Le premier défi d'un système étatique excessivement centralisé et la prééminence présidentielle ont de racines historiques. La Zambie essaie de promouvoir des politiques macroéconomiques saines depuis les années quatre-vingt-dix, afin

d'inverser la tendance à la stagnation économique et à la régression, vécue au cours des deux décennies précédentes et s'efforce de lancer le pays vers la croissance et au développement durable. Les résultats sont inégaux et les gains pourraient facilement être inversés. Le pays est confronté à un certain nombre de défis dans la gestion de l'économie, notamment une inflation élevée, des taux d'épargne négatifs, la gestion de la dette, la dépendance d'une base économique étroite et le manque de diversification, les rigidités politiques et les cadres réglementaires et politiques inefficaces.

La gestion économique efficace est également entravée par la forte prévalence de la corruption. La Zambie a eu une approche progressive à la gestion et à la gouvernance économique, mais doit relever plusieurs défis, je dis bien, doit relever plusieurs défis. Un des défis majeurs, consiste à mettre en œuvre des engagements régionaux et internationaux auxquels le pays s'est engagé.

Le second défi consiste à faire des institutions politiques et économiques qui ont été formulées aussi efficacement que possible. La Zambie devrait continuer d'encourager une plus grande transparence, responsabilité et un contrôle démocratique sur les politiques économiques et la mise en œuvre.

Le pays a également besoin d'établir des systèmes qui garantiraient des allocations de fonction de l'Etat, en particulier, celles des institutions nationales importantes, telles que le pouvoir judiciaire, l'Assemblée nationale, les Commissions de l'Etat et les organisations parapubliques, les Administrations et les Conseils provinciaux et de District.

Le Gouvernement devrait faire encore plus d'efforts pour repositionner la Zambie comme un « Etat du développement », en intervenant sélectivement, pour déterminer les variables économiques importantes, qui affectent la croissance et le développement, en fournissant plus d'aide de l'Etat, à la réglementation, l'entreprenariat national et mettre en place un nouveau partenariat.

La Zambie n'a pas eu de bons résultats dans l'application des normes de travail. La question de la pollution de l'environnement n'a pas reçu l'attention sérieuse qu'elle mérite en ce qui concerne les normes de l'OIT. Dans les zones urbaines et rurales, la pollution s'accroît à un rythme rapide, et bien que le Gouvernement de la Zambie ait créé un Conseil de l'environnement, son efficacité dans le contrôle de la pollution a été minime.

La Zambie a mis en place diverses mesures et institutions juridiques de protection des consommateurs, telles que le Bureau national de Normalisation et la Commission de la Concurrence qui est un organe chargé de la protection des consommateurs. En outre, un certain nombre d'importantes ONG participent, également, à la protection des consommateurs.

Cependant, il y a peu de connaissances générales des droits de consommateurs.

La Zambie a bien formulé une vision sociale nationale dans le Plan de la Vision 2030 et dans d'autres documents qui ont suivi. Cette vision est de devenir un pays prospère, à revenu intermédiaire, à l'horizon 2030, avec un revenu par habitant de 4000 USD.

La vision 2030 identifie deux autres objectifs de développement pour situer correctement la vision sociale nationale dans le cadre de ses aspirations à revenu intermédiaire. Nous disons que c'est possible. Le MAEP a fait un travail très large, a trouvé avec tout ce que je viens de vous dire la Zambie est en train de faire un effort louable et nous pensons à son émergence en 2030.

Je ne pouvais pas ne pas parler aussi du SIDA. En outre, il est possible d'atteindre les objectifs de réduction du taux de mortalité et non dans le sens de défendre telle ou telle position, car, nous ne sommes pas là pour défendre les positions, mais nous voulons que nos pays marchent.

Et tel que je viens de suivre le rapport, de manière générale, tous les pays africains doivent d'ailleurs accepter le MAEP, parce que c'est un guide qui permet aux États africains de faire les efforts, dans l'intérêt des populations africaines qu'ils sont censés représenter.

Donc, je souhaite que les collègues qui vont prendre la parole, essayent de décliner le pays pour lequel ils veulent poser la question, pour permettre au Professeur de bien prendre note et de répondre rapidement.

Le débat général est ouvert!

Coup de maillet

Le premier inscrit sur ma liste est l'honorable Loïde KASINGO de la Namibie.

Honorable vous avez la parole!

HON. LOIDE L. KASINGO [NAMIBIE]:

Thank you for giving me the floor, Mr Speaker. I do not have a question, but I just want to wish the two countries, the Republic of Zambia and Tanzania well. I hope they would be able to face the challenge because these countries, for some of us who are products of continental solidarity during the 1960s they hosted us and helped us to ensure that Namibia and South Africa got independence. So they were the protectors of human rights.

I also want to use this opportunity to inform you that the Republic of Namibia has agreed to subject itself to the Africa Peer Review Mechanism (APRM). I thank you.

HON. GEOFFREY LUGWANGWA [ZAMBIE]:

I am very sorry. We have a challenge of the microphone here. I am from Zambia and I have paid very serious attention to the Report on Zambia. Hon. President, what has been said about Zambia is a characteristic of what we are as a country. We are extremely critical of ourselves. We do what we may call critical self-reflection and when the APRM Working Team came, we did not camouflage but we openly discussed the problems that confront us as a nation unlike probably what happens in other countries. So we confronted head on, the issues of the challenges of development, the challenges of corruption, and the many other challenges. These of course are reflected in the Report. But a lot of efforts have been done to put in place institutional frameworks such as the National Planning System. We are now on the 6th National Development Plan. The National Vision as has been stated, the Anti-corruption Commission, the Environmental Council, and many other legislative mechanisms to try and address the problems that we openly identified. It is our hope that all these various strategic steps that we have taken as a nation shall be confronted. So we looked at the APRM as a system or a mechanism of critical self-reflection. We looked at the Africa Peer Review Mechanism (APRM) as a system or a mechanism of critical self-reflection, and be able to be open and truthful to what we are as a basis for our effective and efficient transformation in our development. A lot of efforts are currently going on to reform various aspects of our lives in order to address the challenges of our development.

I thank you, Mr Chairman.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Monsieur le Professeur.

C'est de ça qu'il s'agit effectivement, ce sont des rapports autocritiques qui peuvent permettre aux pays de se relever.

Je te remercie pour ta contribution.

Je donne la parole à l'Honorable Zalikatou DIALLO de la Guinée Conakry.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Je remercie et félicite le Secrétaire général du MAEP qui nous a présenté les cinq rapports de ces pays, avec un travail bien fourni.

La bonne gouvernance est le socle du développement économique et politique. Sur ce, la participation des acteurs étatiques et non étatiques est indispensable. Cet outil d'autoévaluation des États, créé depuis 2003 par les Africains, a fait du chemin.

Il a permis à plusieurs États de nos jours, de régulariser leurs politiques, afin qu'elles soient conformes aux valeurs de gouvernance politique.

Sur ce, j'ai quand même des questions d'ordre général à lui poser.

Premièrement, combien des pays à nos jours sont membres?

Deuxièmement, combien d'États ont été évalués et les principaux États qui en ont fait un bon usage pour le bien. Je vous remercie.

HON. SULIAMAN M. SESAY [SIERRA LEONE]:

Thank you, Mr Chairman for giving me the floor. Here we are again being measured by how we Africans govern ourselves. If it is not the Millennium Goals, it is Africa Peer Review Mechanism. Africa wake up, raise your own money and control your destiny.

Having said that, let me come to Sierra Leone. I have read the Report and it signifies fury, sound but no substance. The historical facts claimed by the Secretary are not correct. On page 31 of his Report, he said ethnicity of politics. What he failed to mention to this August Body is that Sierra Leone was the first country in the South of the Sahara to change a government through the ballot box. We did it in 1967 and we did it again in 2007. That credit must be given to Sierra Leone.

He talked about youth employment. Three-fourth of our Cabinet are youth and President Dr. Ernest Bai Koroma, has vowed to lay his life for the youth of Sierra Leone. He did not mention that.

He also talked about Constitutional Review. There is a Constitutional Review Committee as I speak that is going on and they are going to submit their Report. As for the APRM, the Fourth Vice President, Dr. Bernadette Lahai, had to cut her meeting here short to go to Sierra Leone and chair the APRM Meeting and the President was going to address it. This is inclusion, this is not ethnicity.

He talked about the Civil Service. Sierra Leone has one of the best Civil Service in the whole of Africa. I do not know where he did his research from. I am Chairman of the Energy Committee in Parliament and when we took power in 2007, Freetown was the darkest City in Africa. Today, we have 24 hours light in Freetown and all the provincial headquarters towns and even rural areas have been electrified. I do not know where the Secretary got his information from but the seeds of discord have been sown. We have got to be very careful how we talk about some other country. The politics of divide and rule is alive and kicking in Africa. Africa wakes up. Raise your own money and do your own thing.

I thank you.

HON. PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA-LEONE]:

Thank you, Hon. Chairman. I join my Colleagues in congratulating the presenter for his well-articulated and clear report. Unfortunately, we do not have any more English translations for this report but I would like to have one when it becomes available.

After 11 years of war, Sierra Leone acceded to the African Peer Review Mechanism (APRM) in July 2004. Sierra Leone completed its first review and it was published in January 2012.

What are some of Sierra Leone's cross-cutting issues? The reporter has already highlighted most of them and I will just comment on two or three of them. These are capacity constraints, corruption, and youth unemployment and gender inequality.

Sierra Leone was also recommended for certain measures put in place to address some of these issues, for example, establishing the Anti-Corruption Commission with its own prosecutorial powers, the Open Government Initiative (OGI), the Local Ward Committees, reforms in the procurement process and key actions to address gender inequality. However, we fell short of achieving all of the major Millennium Development Goals (MDGs). I can assure this House that we are working assiduously to achieve, if not all, but majority of the Sustainable Development Goals (SDGs).

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Madame.

C'est de cela qu'il s'agit dans ce rapport. Ce n'est pas un rapport accusatoire, on dit à tel moment, telle chose n'était pas réalisée. Si ça était réalisé, quand le rapport des évaluations va passer, on va dire que c'est bien.

Ça nous aide à mener nos États à réaliser les engagements pris.

Je ne pense pas qu'il ait de l'intention pour accuser un État africain.

Je donne, maintenant, la parole à l'Honorable Edouardo MULEMBWE de la Mozambique pour son intervention.
HON EDOUARDO JOAQUIM MULÉMBWÈ [MOZAMBIQUE]:

Obrigado Senhor Presidente.

Pedi a palavra apenas para uma questão, mas me permita uma pequena introdução.

Em primeiro lugar, uma palavra de apreço ao orador, o Professor que apresentou os Relatórios.

Em segundo lugar, com relação à Moçambique, faz-me lembrar o que alguém disse alguma vez, não se julga o livro pela capa, mas também me recorde que alguém e nas Ciências Jurídicas e Comerciais dizem que a embalagem tem o seu efeito.

Senhor Presidente

Digo isso tendo presente que não é para questionar para aceitarmos e concordo com o Professor Lugwangwa, quando disse que nós temos que ser criativos e, portanto, concordo com isso. Mas também alguém dizia, não se de o vinho mau em primeiro lugar e o bom em último lugar.

A que propósito?

É que me parece que quem le o primeiro parágrafo, em relação à Moçambique, é um país desastrosos, não tem hipótese absolutamente nenhuma.

As asserções são muito fortes, como podemos ver também no parágrafo 17, onde se afirma quase categoricamente: "o Presidente e o Governo não prestam politicamente contas à Assembleia da República".

O Presidente vai agora, antes do fim do ano, prestar contas à Assembleia. O seu Governo, tendo em conta o sistema que é presidencialista, vai todas as sessões à Assembleia da República para Sessões de Perguntas ao Governo e Informações do Governo e também para responder às solicitações dos Deputados.

Falou-se da cidade da Beira. A cidade da Beira hoje é uma coisa diferente.

Hoje, a cidade está a mudar e temos uma estrada que está a ser asfaltada da Beira à Machipanda para ligar ao Zimbábue.

Senhor Presidente

Eu toco esses assuntos para dizer, esta podia ser a realidade na altura, mas as vezes nem todas as informações são correctas.

Em segundo lugar, é aí onde queria chegar, nós temos um grande desafio: como é que podemos partilhar as informações dos nossos países e informações actuais, porque se tenho um relatório de há 7, 10 anos e se

apresenta aqui, parece que o País ainda está lá. Entao pezo que o MARP faça um esforço para partilhar com os Deputados a informazao, o mais actualizada possível, para termos a verdadeira face do país.

Obrigado, Senhor Presidente.

HON. CHIEF FORTUNE CHARUMBIRA [ZIMBABWE]:

Thank you, Mr. President. Probably, this is the third or fourth time I am listening to the African Peer Review Mechanism (APRM) team in this House. We sit here to try and find solutions for Africa.

First of all, when I listened to what was being said about Mali and other countries I found a disconnection between what we were being told and what may be the reality. The team needs to tell us why they previously gave us glorious reports, statements and narratives but two years later the whole thing changed. Are we evaluating the right index or standards?

There is a big issue here about what you look out for in your governance or APRM. For example, you talk of democracy, political governance, economic management and cross-cutting issues.

Who said that those are the only issues that make every country on the continent prosper and develop? To me, you have relied too much on western concepts of human development. We need them and I also agree that we need to adopt them but the whole exercise is too western-driven. That is why even in cases where you have said things are good, two years later they become very bad. I read where you talked about Mali, its democracy, how it is growing and things are nice. But if we go there today, it is very different. It means that you are analysing the wrong things. Some of these countries are now actually on fire but the reports say that they are model nations.

I read what you wrote about Zambia. Sitting here, I asked myself whether you meant that there was no corruption in Tanzania or in all these other countries. Why was there too much negativity on only Zambia? Is the situation there worse compared to other countries such as Mali and the rest? We know President Magufuli is trying to address corruption in Tanzania. Corruption is there but they do not say much about it.

With regard to development in Africa, China is doing very well. Why are we not also looking at the model of China as another route of possible development since it is the number two economy in the world and may be they would be number one very soon? But I take issue with the fact that these reports are a bit outdated. I do not know how in future you can give us very recent reports. I think we need to look and see whether the standards you are using to evaluate African countries are the correct ones?

Thank you.

HON. NOE MBONIGABA [BURUNDI]:

Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole.

Je félicite d'abord le présentateur du rapport pour la clarté dont il a fait preuve. J'ai quelques questions à poser.

Premièrement, j'aimerais savoir si le MAEP concerne tous les pays africains, si oui quels sont les critères exigés pour qu'un pays soit éligible à l'évaluation par le MAEP? Pourquoi un pays peut-il être évalué à deux reprises successives alors qu'on a zéro évaluation dans d'autres pays?

Par exemple, quelle différence y a-t-il entre le présent rapport et le rapport présenté au mois d'octobre 2015? Parce que je vois les mêmes pays qui reviennent? Est-ce qu'en l'espace d'une année la situation telle qu'elle est présentée, ici, reflète réellement la réalité?

L'autre préoccupation, j'aimerais savoir les moyens dont dispose le PAP pour suivre si les recommandations ou les engagements issus du présent rapport sont mis en l'œuvre dans les pays concernés, et quel est leur reflet dans les autres pays?

Merci.

HON. HASHIM OSMAN HASHIM [SOUDAN]:

#####

#####

#####

#####

On consumer protection, apart from the standing legal structures, the government has not to any degree compromised these structures in a consumer protection.

In the area of infrastructure, improvement on the macro economy to create stability platform towards the Millennium Development Goals which is equally encompassing a national development plan, has received a very serious attention. This includes road infrastructure.

Those that have been to Zambia, will learn that for the past four to five years, Zambia has put in place eight thousand miles, that is, the distance covering a portion like from Zambia to Europe. These are all being put in place in Zambia to improve our road infrastructure.

I thank you Mr. President.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci cher collègue.

Je remercie Monsieur le Ministre de la Justice de la Zambie pour ses éclaircissements.

Nous avons pris note de toutes vos préoccupations. Mais je crois quand même qu'il vaut mieux préciser, pas à décharge pour le présentateur, qu'il ne s'agit pas ici d'un rapport factuel. C'est un rapport temporaire dont les évolutions nous font plaisir. Ça fait du bien quand on entend que telle chose a changé ainsi de suite.

Ça permet aussi à ce que, lorsque l'évaluation va repasser, qu'on puisse se situer à la situation du jour. Si c'était un rapport factuel, ça allait être différent parce qu'on allait nous relater qu'est-ce qui s'est passé aujourd'hui.

Je crois que les contributions qui ont été entendues çà et là ne donnent pas lieu à des commentaires autres que le rapport d'évaluation par les Pairs. C'est une bonne initiative qui peut permettre à nos États d'aller de l'avant. Je crois que pour ma part, je vais donner la parole au Professeur qui nous a fait la présentation pour qu'il puisse donner ses éléments de réponse sur des questions qui ont été posées, étant entendu que la plupart, ce sont des contributions qui permettent d'améliorer le rapport pour le futur. Il s'agit bien de Son Excellence Professeur Mahmoud Kayeb qui est membre du Panel d'éminentes personnalités du MAEP. Professeur, sans vous lancer dans une autre diatribe, je vous donne la parole pour les éléments de réponse. Nous vous remercions.

PROFESSEUR MAHMOUD KAYEB:

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Yes yes Professor, one minute.

HONORABLE MEMBER:

I'd submit my name to participate in this discussion.

M. LE PRÉSIDENT:

Mes chers collègues,

Le Règlement intérieur dit que vous vous levez ! Vous vous levez!

Comme ça on vous voit!

Qui veut prendre la parole ? Non, mais prenez la parole!

HONORABLE MEMBER:

Thank you, Mr. President. I would just like to make one remark. The remark is that this is PAP. When you evaluate the countries here, you will find that most of them belong to economic communities. I have not read through all these documents but I have not heard these countries being related to the activities of the economic communities as to how they have fared there. Those economic communities are the indicators of African unity. If they fare well, unity will be attractive and if countries do not fare well then it would not attract unity for the people of Africa. So I have a feeling that, for example, Tanzania which has been one of the good countries in East Africa is forging economic community. Before that time, they failed but they seem to be doing better now and more countries have joined. It would have been better to show what role Tanzania took in that Economic Community and how it prospers.

I thank you very much.

MADAM SUSAN KOLIMBA [DEPUTY MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS, TANZANIA]:

Your Excellency,

President of the Pan African Parliament (PAP), allow me first of all to express my gratitude for availing me this opportunity to address this August Assembly and let me also commend my brother Prof. Kayali, Member of the APRM Panel on his detailed account of the Tanzania's Report that has just been read.

In responding to that, I would like to highlight a few areas which reflect the development that have taken place since Tanzania's Report was tabled before the Heads of State and Governments Meeting in Addis Ababa in the year 2013.

Your Excellency, it would be recalled that Tanzania ascended to the APRM by signing the MOU on the 26th May, 2004 and the National Parliament ratified the MOU on the 1st of February, 2005. The review process in Tanzania commenced with the appointment of the Minister of Foreign Affairs as the APRM National Vocal Point and the appointment of the National Governing Council comprising of 20 Members of different groups of the Society. To facilitate the implementation of the process, awareness raising activities were extensively carried out with key stakeholders including Members of Parliament and civil society organisations. The initial phase of the process culminated into the production of the Tanzania's Country Review Report that has been tabled today in this Honourable Parliament.

Your Excellency, the Tanzania APRM is an initiative taken into account a subjective that reflects and reminds us of Mwalimu Nyerere's philosophy and vision. In Swahili we say: "*tujisaihishe*" of 1962 and the "*Mwongozo*" of TANU of 1971, which in English means safe criticism and taking remedial measures is the right way of tackling the challenges afflicting our Nations and addressing our African economies. To us, APRM is viewed as an Instrument that is revitalizing and energizing the Philosophy and Vision of Mwalimu Nyerere.

Mr President, Tanzania is currently implementing the National Programme of Action which is aimed at addressing the Government challenges that were identified in the Country Review Report. I am also glad to inform you that most of the governance challenges that have been identified in the Tanzania's Country Report have been addressed in the proposed Constitution which has been concluded and awaiting the Referendum of the Tanzania's citizens. Some of the developments made so far include the following:

The UN question that is in the Tanzania's Country Report, has received considerable attention in the ongoing Constitutional Review Process in Tanzania. Improvement in the teacher's general welfare, just to mention a few. There is a directive to establish vocational training institutes aimed at addressing the youth and employment challenges through equipping them with the technical skills.

Mr. President, we have made progress in the provision of the power services to our people, particularly taking advantage of the discovery of significant natural gas deposits to the tune of 50 tons cubic feet.

Improvements have been also noted in the provision of the basic services such as health, water, ICT and so on. The rural electrification is implementing projects aimed at distributing electricity to the rural areas, where we had a big problem.

A detailed account on the important improved capacity in sales delivery is contained in the progress report of implementation of the Tanzania National Action Programme which will be tabled at the next Heads of State and the Government meeting.

Mr. President, I now wish to rest my case and thank you very much.

Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci Madame la Ministre.

Merci.

Ça c'est le projet de programme de la réponse de l'évaluation qui a été faite. Merci de nous avoir donné la quintessence de cette réponse.

Je voudrais [...] Oui, prenez la parole! Vous avez la parole.
(*Technical problems*)

M. LE PRÉSIDENT:

(Coups de maillet pour ramener le silence dans la salle)

Cher collègue,

Vous savez que le principe, ce n'est pas de répondre à la déclaration des collègues.

Faites votre intervention, il y aura quelqu'un qui va vous répondre.

Allez directement, vous n'avez pas à répondre sur ce qu'un collègue a dit.

Microphone éteint

M. LE PRÉSIDENT:

Et non de faire des commentaires sur les commentaires.

Professeur,

Vous avez la parole pour répondre aux questions précises qui vous ont été posées.

PR EDDY MALOKA DIRECTEUR DU MÉCANISME AFRICAÏN D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS:

Merci Monsieur le Président.

D'abord, je remercie tous les députés, les ministres pour les questions qu'ils ont posées.

Si aujourd'hui le MAEP est avec vous pour présenter certains rapports, ce n'est pas le fait d'un hasard. Il y a déjà deux ans, moi avec le Président du MAEP, on a rendu visite sur l'invitation du Président du Parlement à Johannesburg. Et la question a été posée qu'on essaie de travailler ensemble et qu'on présente maintenant nos travaux et qu'on signe une convention.

La convention, je pense qu'elle a été signée.

Et à Johannesburg, une équipe est déjà venue présenter les travaux. Le MAEP, comme certains parmi vous l'ont déjà dit, a été créé en 2003 sur la volonté de nos États, certains Présidents, nos Présidents africains qui ont voulu mettre quelque chose sur pied par les Africains, pour les Africains, dans l'intérêt des Africains. Et c'est comme ça que le MAEP a été créé et ils ont demandé à ce que chaque pays doit venir de la façon la plus indépendante à y adhérer.

Les Présidents émettent le vœu et il faut que le numéro un de chaque pays qui doit venir signer à l'Union africaine à Addis-Abeba la convention d'entente.

Il y a un rapport de plusieurs pages que vous devez déjà avoir chez vous. Sinon on peut vous le remettre et chaque pays qui a signé doit avoir ça. Une question a déjà été posée : comme y a-t-il déjà des membres et combien sont déjà évalués?

Déjà 35 membres jusqu'en 2015, il y a [...] .

(Technical problems : 16 :45 :12-16 :53 :26)

Tuesday 18 October 2016

The House met at 09:05

[The President in the Chair]

A moment of silence for prayer or meditation was observed

M. LE PRÉSIDENT:

Chers collègues, Veuillez vous asseoir!

La séance est reprise!

(Coup de maillet)

Chers collègues,

Je vous souhaite la bienvenue dans notre salle de réunion.

Je salue la présence parmi nous de nos interprètes, les membres de la presse et de tous ceux qui nous assistent tout au long de nos travaux.

Je voudrais à présent donner la parole au Secrétaire général pour nous donner le premier point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole!

THE CLERK:

Good morning, Your Excellencies and Honourable Members. The first item on the agenda is presentation, debate and adoption of the resolutions and recommendations of the permanent committee and women caucus of the Pan-African parliament.

M. LE PRÉSIDENT:

Présentation du projet de résolution appelant à la levée des sanctions économiques unilatérales imposées au Soudan par les États-Unis d'Amérique.

J'invite l'Honorable Zely Pierre INZOUNGOU MASSANGA, Président de la Commission Permanente des Règlements, des Privilèges et de la Discipline à présenter le projet de résolution. Honorable, vous avez la parole!
HON. ZELY PIERRE INZOUNGOU MASSANGA [PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DES RÈGLEMENTS, DES PRIVILÈGES ET DE LA DISCIPLINE]:

Merci Monsieur le Président.

Je vais donc donner lecture du projet de résolution appelant à la levée immédiate des sanctions économiques unilatérales imposées aux populations soudanaises par les États-Unis d'Amérique.

LE PARLEMENT PANAFRICAIN

Considérant que les sanctions économiques, financières et commerciales infligées au Soudan de manière unilatérale par les États-Unis d'Amérique depuis 1997 ont des répercussions graves non seulement sur tous les secteurs de l'économie nationale mais également sur les droits fondamentaux des populations soudanaises;

Notant que les conséquences catastrophiques de ces sanctions nuisent au processus de consolidation de la paix et empêchent le redressement économique de ce pays moins avancé, païement qui sort de conflits violents dont il a hérité et qui sont provoqués;

Se référant au Sommet mondial de 2015 sur le Développement durable et l'adoption à l'unanimité de l'Agenda 2030 qui a mis l'accent, entre autres, sur le rejet absolu par la communauté internationale, de l'application des mesures coercitives unilatérales;

Rappelant la Résolution 2721 du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies qui met en exergue le fait que les mesures coercitives unilatérales sont contraires au droit international, au droit humanitaire international, à la Charte, aux normes et aux principes qui régissent les relations pacifiques entre les États;

Soutenant toutes les résolutions prises par l'Union africaine, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Coopération islamique et le Mouvement des non alignés demandant la levée immédiate des sanctions économiques imposées unilatéralement aux populations soudanaises par les États-Unis d'Amérique;

Condamne fermement ces sanctions économiques, financières et commerciales imposées aux populations soudanaises par les États-Unis d'Amérique;

Lance un appel au gouvernement des États-Unis d'Amérique pour qu'il lève immédiatement ces mesures qui font souffrir et qui minent injustement les populations soudanaises;

Invite le Bureau du PAP à mettre en œuvre, sans délai, un programme conséquent devant mener à la levée immédiate de ces sanctions injustes;

Rassure le peuple, le gouvernement et le parlement du Soudan de son soutien indéfectible, dans la lutte qu'ils mènent contre les sanctions injustement imposées au pays par les États-Unis d'Amérique;

Adresse ses remerciements à tous les dirigeants africains qui ont toujours soutenu le peuple et le gouvernement soudanais dans leur longue lutte pour la levée de ces mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis d'Amérique contre le Soudan;

Décide de rester ainsi saisi de cette question. Voilà, Monsieur le Président, donné la lecture du projet de résolution que notre Commission et la Commission de la Justice ont élaborée à la demande de la plénière.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Je crois qu'il n'y a pas d'observation;

il n'y a pas de remarque.

Il en est ainsi décidé.

Coup de maillet

Chers collègues,

Honorables membres,

J'avais reçu et annoncé, le jeudi 13 octobre 2016, un avis de motion appelant les membres de l'Union africaine à ratifier le Protocole à l'Acte constitutif de l'Union africaine, relatif au Parlement panafricain adopté à Malabo.

Malheureusement, chers collègues, le temps ne nous a pas permis de l'inscrire à l'ordre du jour. La motion sera automatiquement discutée et examinée lors des travaux de notre prochaine session.

Il en est ainsi adopté.

Coup de maillet

Deuxième point inscrit à l'ordre du jour, Monsieur le secrétaire général, je vous donne la parole.

Le troisième point inscrit à l'ordre du jour! Il s'agit de, Monsieur le secrétaire général!

Silence dans la salle suivi de chuchotements

J'invite l'Honorable GLOIRIOSE NIMENYA, Troisième Vice-présidente du Bureau des Femmes à présenter les recommandations de la Conférence des Femmes tenue sur le thème: « *Promouvoir l'accès des femmes aux postes de décisions politiques et de responsabilités: réponse des parlementaires à l'égalité entre les sexes* ».

Honorable, vous avez la parole.

HON. GLOIRIEUSE NIMEYA TROISIÈME VICE-PRÉSIDENTE DU BUREAU DES FEMMES:

Merci, Monsieur le Président du Parlement panafricain, de m'accorder la parole.

Honorable NKODO DANG, Président du Parlement panafricain;

Honorables membres du Bureau du Parlement panafricain;

Mesdames et Messieurs, membres des bureaux des Commissions permanentes et des bureaux des Caucuses régionaux du Parlement panafricain;

Mesdames les membres du Bureau du Caucus des Femmes du Parlement panafricain;

Monsieur le Président du Caucus des Jeunes du Parlement panafricain;

Honorables Parlementaires panafricains;

L'honneur me revient de prendre la parole au nom de toutes les femmes parlementaires du Parlement panafricain pour présenter devant cette auguste Assemblée les recommandations finales de la 9^{ème} Conférence des Femmes du Parlement panafricain sur le thème: « *Promouvoir l'accès des femmes aux postes de décisions politiques et de responsabilités: réponse parlementaire à l'égalité entre les sexes* » tenue à Sharm El-Sheikh en date du 13 au 14 octobre 2016.

Excellence Monsieur le Président du Parlement panafricain,

Je vous prierais d'observer une minute de silence à la mémoire de Madame l'Ambassadeur, responsable de notre Comité de suivi Afrique de l'Ouest, Ambassadeur Fatimata SIRÉ DIAKITÉ du Mali décédée, le 13 octobre 2016, alors qu'elle devrait venir prendre part à la Conférence des Femmes.

Que son âme repose en paix!
Une minute de silence a été observée

Je vous remercie.

RECOMMANDATION FINALE DE LA 9^{ÈME} CONFÉRENCE 2016 DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU PARLEMENT PANAFRICAIN SUR LE THÈME: « PROMOUVOIR L'ACCÈS DES FEMMES AUX POSTES DE DÉCISIONS POLITIQUES ET DE RESPONSABILITÉ: RÉPONSE PARLEMENTAIRE À L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES » TENUE À SHARM EL-SHEIKH, LES 13 ET 14 OCTOBRE 2016

La Conférence annuelle des Femmes parlementaires du Parlement panafricain tenue les 13 et 14 octobre 2016 à Sharm El Sheikh, en Égypte, a adopté les recommandations finales suivantes:

Tenant compte du thème principal de la Conférence portant sur le développement des stratégies pour « *promouvoir l'accès des femmes aux postes de décisions politiques et de responsabilité: réponse parlementaire à l'égalité entre les sexes* »;

Considérant le rôle crucial que la femme est appelée à jouer dans la réalisation de la feuille de route de l'Union africaine pour le développement en Afrique et la mise en œuvre de l'Agenda 2063 qui vise une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dont les citoyens représentent une force dynamique sur la scène mondiale;

S'appuyant sur les dispositifs du Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des Femmes en Afrique dit communément « Protocole de Maputo » qui prévoit que les droits de la femme sont reconnus et garantis par tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques ainsi qu'aux droits économiques, socioculturels ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, la Charte africaine des droits et du Bien-être de l'Enfant et tous les autres Conventions et Pactes internationaux relatifs aux droits de la femme en tant que droits humains, inaliénables, interdépendants et indivisibles.

LA CONFÉRENCE:

1. **Exhorte** les parlementaires à interpeller leurs gouvernements respectifs pour accélérer le processus de signature, ratification et mise en œuvre des mécanismes pour la domestication du Protocole de Maputo, notamment en ce qui concerne les articles 9 et 12 relatifs aux droits de la participation au processus politique et à la prise de décisions et le droit à l'éducation et à la formation ;
2. **Demande** aux femmes parlementaires de se mobiliser en vue de vulgariser à travers les médias, partout où elles se trouvent, le contenu de l'Agenda 2063 et du Protocole de Maputo en vue de s'assurer que toutes les femmes du milieu rural et urbain, analphabètes ou non prennent connaissance de l'Agenda 2063 et du Protocole de Maputo ;
3. **Condamne** les violences des droits de l'Homme et particulièrement celles faites aux femmes dans les zones de conflits et demande aux gouvernements de respecter les Accords internationaux en matière de protection des Femmes;
4. **En vue d'influencer** la prise de décision sur les questions socioculturelles et traditionnelles relatives à l'émancipation de la femme, demande aux femmes parlementaires de s'assurer que leurs États respectent les textes de lois relatifs au renforcement des droits des Femmes et à la parité à tous les niveaux du gouvernement et dans les partis politiques;
5. **Exhorte** les États à dédier un pourcentage de leurs budgets nationaux à la création d'un fonds d'appui aux femmes, en général, mais surtout à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD);
6. **Encourage** les États à promouvoir les programmes sur la protection des droits des femmes, notamment la santé reproductive et maternelle de la femme et de la jeune fille à travers la mise en place des programmes d'éducation et formation;
7. **Recommande** aux femmes parlementaires des pays qui n'ont pas encore de plateforme d'échanges et de Conseil national des Femmes d'œuvrer à la création de cette plateforme d'échange et de plaider pour faciliter les questions de ratification et de l'harmonisation des lois nationales sur les Femmes;

8. **Recommande** la création d'un « *label genre* » auquel les organisations étatiques, les entreprises privées et les autres institutions nationales peuvent adhérer pour bénéficier d'un abattement fiscal leur permettant de soutenir les femmes dans leurs vies active et professionnelle;

9. **Exhorte** le Bureau du Caucus des Femmes parlementaires à développer des stratégies et définir les domaines de collaboration avec les organisations internationales œuvrant dans le domaine des droits de la femme;

10. **Exhorte** le Bureau du Caucus des Femmes à développer les mécanismes appropriés pour la mise en œuvre des résolutions et recommandations adoptées précédemment;

11. **Remercie** le Gouvernement et le Parlement égyptiens, pays hôte qui a accueilli la Conférence des Femmes de 2016, le partenaire AWEPA pour son appui financier et le Bureau du Parlement panafricain pour son soutien et son leadership;

Adopté par:

- les membres du Parlement panafricain,
- les membres des Parlements régionaux,
- les Femmes parlementaires venant des États membres de l'Union africaine,
- le Représentant des organes de l'Union africaine,
- les organisations représentant de la société civile,
- les représentantes des organisations des femmes entrepreneures,
- et des personnes ressources venant des institutions de développement.

Fait à Sharm El-Sheikh, le 14 octobre 2016

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup chère collègue.

Chers collègues, je voudrais vous proposer une méthodologie simple, on expose toutes les recommandations, on ouvre le débat, chacun retient et pose la question sur la recommandation à laquelle il veut bien s'adresser, ensuite les Présidents vont répondre.

Pas d'observation? Il en est ainsi adopté.

Je passe donc la parole à l'Honorable SINIYA AHMED NAH, Vice-président de la Commission des Affaires Juridiques et des Droits de l'Homme à présenter les recommandations et les résolutions de l'atelier sur la corruption et la transparence.

Honorable vous avez la parole.

HON. SINIYA AHMED NAH (MRS.) [SAHARAWI REPUBLIC]

#####

#####

#####

14 ### 15 ####

#

#

#

#####

#####


```

.#####
#####
## #:9-
##
##
.#####
#### #:10
#####
:####
#####-#
.#####
##### -
## :1 11 -
#####
#####
#####
#####
#####
#####
#####
#####
#####
#####
3 ## -
#####
##### -
#####
#####
5 ##### -
#####
#####
#####
6 ##### -
2017 #####
7 ##### -

```

#####

#####

#####

#####

#####

8 ##### -

#####

#####

2016 ##### 4 ##### #

.####

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup Madame la Présidente. J'invite l'Honorable Abdou N'DIAYE, Président de la Commission Permanente de l'Education...

UN HONORABLE MEMBRE:

Motion

Motion Président.

LE PRESIDENT

Oui.

UN HONORABLE MEMBRE:

S'il vous plait Monsieur le Président, on ne peut pas continuer tout le temps à travailler sans les recommandations devant nous. Comment voulez-vous qu'on puisse engager les débats? On n'a que les deux premières recommandations. La recommandation qui vient de passer, on n'a pas ça devant nous, ni celle là. Les quatre autres, on n'a pas ces recommandations.

LE PRESIDENT:

Demandez qu'on vous donne les recommandations, ils sont disponibles.

UN HONORABLE MEMBRE:

Ils ne sont pas disponibles.

M. LE PRÉSIDENT:

Les recommandations ne sont pas disponibles?

Honorable Abdou vous avez la parole. On va régler le problème.

Prenez note chers collègues, on a la traduction simultanée, vous pouvez prendre note. Moi j'ai toutes les recommandations, je ne sais pas pourquoi ce n'est pas disponible pour tout le monde. Mais sachez que c'est l'Honorable Abdou qui parle, vous prenez note. Et puis vous allez poser les questions en attendant qu'on vous amène les recommandations.

Honorable Abdou...

HON. ABDOU N'DIAYE [SENEGAL]:

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT :

Attendez, qu'est ce qu'on vous demande ? On vous demande à présenter les recommandations et résolutions de l'atelier conjoint sur le rôle des académies de science et du conseil international des sciences en Afrique.

HON. ABDOU N'DIAYE [SENEGAL]:

Merci Monsieur le Président.

Je voudrai au nom des membres de la Commission que j'ai l'insigne honneur de diriger de vous présenter le projet de résolution sur les académies des sciences avec qui nous avons eu à échanger durant la session du mois d'août.

- Considérant l'article 3 de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine portant sur les objectifs de l'Union Africaine, notamment la promotion de la participation populaire et de la bonne gouvernance et de la protection des droits de l'Homme et des peuples;
- Considérant en outre l'article 3 du Protocole au Traité instituant la Communauté Economique Africaine relatif à l'institution du Parlement panafricain, qui dispose entre autres que le Parlement panafricain a pour objectifs de faciliter la mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'UA, et de contribuer à un avenir plus prospère pour les peuples africains en favorisant l'autosuffisance collective et les investissements économiques, de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité et de contribuer à un avenir plus prospère pour les peuples africains;
- Prenant acte du rapport de l'atelier conjoint de la Commission permanente des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des sciences et de la technologie d'une part, et de la Commission permanente de l'éducation, de la culture, du tourisme et des ressources humaines sur le rôle des académies des sciences et du conseil international pour la science en Afrique, tenu à Midrand le 2 août 2016;
- Conscient que les sciences peuvent jouer un rôle important dans la vie et le bien être des populations africaines et des générations futures;
- En application de l'article 5 du Règlement intérieur du Parlement panafricain qui habilite le PAP entre autres à organiser des débats, examiner et prononcer des avis et faire des recommandations et formuler des résolutions sur les objectifs et toutes les questions relatives à l'Union Africaine et à ses organes, aux Communautés économiques régionales, aux Etats membres et à leurs organes et institutions;
- Décide d'encourager les Commissions permanentes du Parlement panafricain à utiliser les académies des sciences pour les conseils consultatifs étant donné que les académies peuvent les aider au niveau national, régional et international sur toute sorte de question d'orientation et peuvent réaliser des études sur les domaines prioritaires, aider à collecter ensemble des fonds et influencer les politiques des Etats membres;
- D'aider l'académie des sciences de l'Afrique du Sud à diffuser ses brochures sur les décideurs, ses études et autres publications;
- De contribuer à la sensibilisation sur le rôle de l'académie des sciences.

Adopté à Sharm El Sheikh, le 18 octobre 2016.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, Monsieur le Président.

J'invite l'Honorable Dr Tapiwa MASHAKADA, Vice-président de la Commission Permanente du Commerce, des Douanes et de l'Immigration à présenter les recommandations et résolutions de l'Atelier de renforcement des capacités et de la session de partage des connaissances sur les questions relatives au Commerce intra-africain, aux douanes et à l'immigration.

Monsieur le Président, vous avez la parole!

HONORABLE MEMBER:

Thank you Mr President. I raise to present recommendations from the customs, trade and Immigration formal Committee of PAP. On 2nd August this year, we held a very powerful workshop in the Midrands between AU officials and members of these important workshops and I shall read the recommendations as follows;

Considering article 17 of the constitutive Act of the Africa Union, on the establishment of the Pan African Parliament, considering article 3 of the protocol to this treaty establishing the African Economic Community relating to the Pan African Parliament and rule 3{a} of the rules of Procedure of the Pan African Parliament. Considering also chapter 6 of the Abuja Treaty, which is devoted to issues of free movement of persons right or residence in the establishment. Considering that the free movement of persons cut across the AU agenda for both

in aggression and Human Right on opponent and there is also linked to the production of the African Passport contained by the prevailing immigration challenges on the African Continent which continue to hinder or slow down the attainments of African Political in aggression and economic development;

Considering the challenges that African business persons face in travelling within the different Africa countries due to a lack of provision for business visa on the continent. Recalling decision excl 197 of Africa Union Executive Council on free movement of people and the African Passport which among other things are accepted in the principle the issue involving African Diplomatic passport by the 7th Ordinary Session held in Scet, Libya in June 2005. Recalling also aspiration 2 of agenda 263 of a need aggressive continent politically united and best points are dues for Pan Africanism and the vision of African as a nation. A continent where free movement of persons capital, goods and services would result a significant increases in trade investments among Africa countries rising to unprecedented levels and strengthen the African place in global trade. Welcoming the flexible project of Agenda 1263 on introducing a African Passport issued by member states capitalising on the global migration towards E-passport and the abolishment of visa requirements for all African Citizens in all Africa countries by 2018.

Welcoming feeder, the act of Pan Africanism by the 27th Ordinary Session of the AU assembly of Heads of States in government with the launching of the African Union Electronic Passport {E-Passport} to facilitate the free movement of people within the continent. Noting with appreciation the AU's effort towards the elaboration and adoption of a protocol on free movement of people on the continent. Not in favour all the initiative by the Economic community of Western African States and the East African Community towards the inviting of implementation of agreement on free trade zones and free movement of people whose themselves citizens. In accordance with the rule 5{d} of the rules of Procedures in the PAP, which authorize PAP to make recommendations and formulate resolutions on any matters relating to AU and this organs regional, economic communities and their respective organs member states and their organs and its institutions. Now hereby recommends that;

1. The African Union Police Organs set up a mechanism for monitoring in the evaluation of the effective realization of the dream of visa free travel for African citizens within their own continent by 2020;
2. The regional Economic Communities accelerate their respective processes of freed trade zones and free movement of people and goods within their regions in order to boost regional economic ingression which will contribute to the economic growth across the continent;
3. All members states and regional communities adopt all measures necessary to complement the Executive Council decision on free movement of people in the African Passport and to work effectively to accelerate the process of elaboration and adoption of a protocol on free movement of people;
4. That the African Union creates an African business Visa in order to facilitate smooth transit of African persons across the continent. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

J'invite l'Honorable Amoussouvi KPADENOU, Vice-président de la Commission Permanente du Genre, de la Famille, de la Jeunesse et des Personnes Handicapées à présenter les recommandations et les résolutions de leur Commission.

HON. AMOUSSOUVI KPADENOU, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DU GENRE, DE LA FAMILLE, DE LA JEUNESSE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES:

Merci Monsieur le Président.

PROJET DE RECOMMANDATION ISSUE DES RÉUNIONS CONSULTATIVES SUR LA PROMOTION DES ARTICLES 15, 19 ET 21 DU PROTOCOLE DE MAPUTO, RELATIF À L'ACCÈS DES FEMMES À LA TERRE, RÉUNION TENUE À DAKAR, SÉNÉGAL, DU 23 AU 27 MAI 2016

Nous, membres de la Commission Permanente de l'Égalité en Genre, de la Famille, de la Jeunesse et des personnes handicapées et membres des groupes régionaux des femmes du Parlement panafricain, ayant tenu des réunions consultatives sur la promotion et l'internalisation du Protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique, en particulier les droits à la terre, du 23 au 27 mai 2016, à Dakar, au Sénégal;

Considérant l'article 3 de l'Acte constitutif de l'Union africaine, dont les objectifs sont, entre autres, de promouvoir la participation des peuples africains au processus de prise de décision touchant leur vie commune, la bonne gouvernance et la protection des droits de l'homme;

Considérant l'article 3 du Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine, relatif au Parlement panafricain qui stipule, entre autres, que les objectifs du PAP sont de faciliter la mise en œuvre effective des politiques et objectifs de l'Union africaine, de contribuer à un avenir plus prospère pour les peuples africains;

Se réjouissant de la volonté des Chefs d'États africains de promouvoir les droits des femmes en adoptant en 2003 à Maputo, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des Femmes en Afrique sous le nom de « Protocole de Maputo » relatif aux lois adoptées par les pays, en particulier la loi sur la parité qui est une question de développement et de droits de l'Homme;

Saluant l'engagement des femmes sénégalaises à leur lutte pour les droits et les stratégies mises en œuvre pour les faire valoir tout en respectant les valeurs socioculturelles du Sénégal, ainsi que l'implication de tous les acteurs œuvrant à la promotion du bien-être socioéconomique des femmes par la reconnaissance de leurs droits, en particulier leurs droits à la terre, sachant que la terre en tant que moyen de production et d'égalité partagée pourrait accroître le pouvoir économique des femmes africaines, principales garantes de la sécurité alimentaire dans nos foyers;

Conscients du fait de la participation de la femme à la prise de décision et de leurs droits fonciers ne sont pas une question d'affirmation mais plutôt une question de développement socioéconomique et politique de notre société;

Rendant hommage à la République du Sénégal pour toutes les actions entreprises et qui ont porté le pays au sixième rang mondial et au troisième rang en Afrique après le Rwanda et les Seychelles, eut égard à la représentation des femmes dans les parlements nationaux, à la mise en œuvre de la loi sur la parité et aux efforts visant à l'intégration des femmes dans les structures de prise de décision de l'État;

RECOMMANDONS AU PARLEMENT PANAFRICAIN CE QUI SUIT:

1. **Continuer** de s'engager aux côtés des organisations de la société civile s'occupant en particulier des questions de droits de l'Homme afin qu'elles poursuivent leurs actions d'éducation, de sensibilisation et leurs programmes de formation sur les dispositions des lois et protocoles existant en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes;
2. **Encourager** les États membres de l'Union africaine à renforcer les institutions nationales de droits de l'Homme afin de leur donner les moyens de devenir autonomes pour agir comme celles qui tirent la sonnette d'alarme et d'être en mesure d'organiser régulièrement des débats nationaux sur la mise en œuvre des différentes dispositions des lois en faveur de la parité des femmes et hommes;
3. **Lancer** un appel aux parlements nationaux et régionaux pour qu'ils augmentent la participation des femmes dans les organes législatifs grâce à la mise en œuvre de la politique en matière de genre de l'Union africaine qui prône l'égalité entre les hommes et les femmes, la justice pour les femmes, la non-discrimination et les droits fondamentaux de l'Homme en Afrique et qu'ils appliquent la discrimination positive en faveur des femmes pour encourager leur participation chaque fois que nécessaire;
4. **Sensibiliser** les parlements nationaux et régionaux pour qu'ils prennent en compte la dimension genre dans les politiques budgétaires afin d'instituer, en collaboration avec la société civile, des programmes de renforcement de capacité en faveur des organisations des femmes pour leur permettre d'analyser leur propre situation;
5. **Encourager également** les États membres à adopter une culture de l'approche participative permettant l'implication de tous les groupes de la population dans l'élaboration des législations foncières. Cela placerait les femmes au centre des débats et les aiderait à surmonter les obstacles socioculturels sur les droits d'accès des femmes à la terre;
6. **Sensibiliser également** les structures gouvernementales s'occupant des questions de l'accès des femmes à la terre pour assurer leur autonomisation, s'inspirer des pays qui l'ont déjà fait comme le Sénégal et faciliter la mise en œuvre et l'internalisation effective du Protocole de Maputo et de la loi sur la parité homme-femme;

7. **Faciliter** le développement d'une politique foncière pour harmoniser les différentes législations africaines et adopter les droits fonciers pour protéger les groupes vulnérables dans leur droit d'acquiescer ces droits.

Adopté à Sharm El Sheikh, le 18 octobre 2016.

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Les débats sont actuellement ouverts sur toutes les recommandations et résolutions des Commissions permanentes et du groupe des femmes.

J'invite les Présidents et Vice-présidents des Commissions permanentes et du Groupe des femmes à prendre note des commentaires et amendements proposés par la plénière.

J'ai devant moi une liste qui ne sera pas exhaustive puisque les gens ne font que s'inscrire.

Je commence donc avec la première inscrite sur ma liste, l'Honorable Zalikatou DIALLO qui voulait intervenir sur les recommandations de la Conférence des femmes.

Honorable, vous avez la parole!

Lorsque vous intervenez, vous indiquez la résolution pour laquelle vous voulez intervenir.

HON. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Concernant la résolution sur le Caucus des femmes, toutes mes recommandations ont été prises en compte, donc je passe.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, chère collègue.

La parole est à l'Honorable Sultan Hashim OSMAN HASHIM du Soudan pour la Conférence des femmes.

HON. SULTAN HASHIM OSMAN HASHIM [SOUDAN]:

Thank you, thank you.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci.

La parole est à l'Honorable Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan, toujours sur la Conférence des femmes.

Coup de maillet

HONORABLE MEMBRE:

Point of order M. President.

No, Arabic translation

MR. PRESIDENT:

Interpretation!

English.

English is ok? Not yet?

English... French, Portuguese, English? Is ok now?

M. LE PRÉSIDENT :

La parole est à l'Honorable Charles MAJAK ALEER du Sud Soudan.

HON. CHARLES MAJAK ALEER [SOUTH SUDAN]:

Thank you Mr President, I passed.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Patricia Umu DANCAY-BANGURA de la Sierra-Léone sur la Conférence des femmes.

HON. PATRICIA UMU DANCAY- BANGURA [SIERRA LEONE]:

Thank you M. President. I pass.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Bachir Ali Mohamed du Soudan.

HON. BACHIR ALI MOHAMED AL-BATHANI [SUDAN]:

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

#####

HON. SHITAYE MINALE TIZAZU (MRS) [ETHIOPIA]:

Thank you, Mr President. I would like to say something about the Resolutions of the Women's Conference. I think a greater attention has to be given to the implementation of all these resolutions. I believe that all the activities are the responsibility of national parliaments, in particular, and PAP in general. Therefore, we have to give greater attention to the implementation.

We have passed a lot of resolutions, not only for the women in different perspectives, but there should be a serious follow-up for the implementation of the recommendations. That is the main thing.

We parliamentarians are responsible for making sure that the African people benefit. This has to be for the benefit of the African women. We have to push for the implementation and its practicality in each and every country on how the women are empowered and how the women have benefited from all the activities of the country. Thank you.

HON. LUCIA MARIA MENDES GONCALVES DOS PASSOS (MRS.) [CAPE VERDE]:

Muito obrigada Senhor Presidente.

Era para congratular a Comissao das Mulheres e dizer que devemos fazer tudo para acompanhar a implementa^oo dessas Resolu^oes e fazer a sua avaliagao de impacto para fazer as correcoes necessarias para o melhor aproveitamento dessas resolugoes a favor das mulheres.

Relativamente a implementagao da Lei de Paridade, nos vamos fazer a nossa parte, a nivel do Parlamento de Cabo Verde, tendo em conta que ainda nao existe essa Lei a nivel do país, entdo, será uma das nossas responsabilidades fazer esse trabalho juntamente com as organizares da sociedade civil, para depois apresentar o nosso resultado.

Com rela^do ao Conselho Consultivo da Luta Contra a Corrupto, tomei as devidas notas, que Cabo Verde ainda nao ratificou a Convenido, apesar de que no País, nós temos políticas de luta contra a corrupto, temos mecanismos de controle de lutas contra a corrupto, mas, no entanto, vamos verificar ao nível do país, o que é que ainda impede a ratificando dessa Convenido, tendo em conta que para o processo de desenvolvimento, o país tem que estar livre da corrupndo. Entdo, nós vamos nos comprometer em apresentar na próxima sessdo, o ponto de situando de Cabo Verde em relando a essa ndo ratificando da Convenido de Combate a Corrupto.

HON. AUXILLIA MNANGAGWA (MRS.) [ZIMBABWE]:

Thank you very much, Mr President. I would like to congratulate the acting chairperson of our committee.

Our governments are trying very hard to rescue their nations from harsh conditions and hardships they are working under. Most of our economies on the continent are not performing very well.

In the Committee on Trade, we hailed the AU passport agreed upon by all our Heads of State. Trade is life, Mr President. Free movement of people, goods and services will encourage our people to work for their families. It will also allow us Honourable MPs to have exchange training programmes from country to country. We will not have many refugees at the border jumping into other countries or out of the continent as is the situation today.

This document is the business we handled in our committee, which we think the AU and the Heads of State will think about. We will rescue many economies on the continent, Mr President.

I thank you.

HON. ELHADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Je vous remercie, Monsieur le Président.

C'est Elhadj Diao KANTÉ!

M. LE PRÉSIDENT: Diao KANTÉ HON. ELHADJ DIAO KANTÉ [GUINÉE CONAKRY]:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président,

Je voudrais féliciter tous ceux qui ont présenté les résolutions mais je souhaiterais, en ce qui concerne la recommandation sur le Soudan, qu'elle soit datée et localisée, c'est-à-dire qu'on dirait par exemple: « **Réunis au cours de cette troisième session ordinaire à telle date** », maintenant, la recommandation viendrait, sinon si on la voit en dehors des résolutions, on se demanderait où est-ce qu'elle a été prise.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'exposé sur les séances en Afrique, je précise que nous n'avons pas les documents, mais je considère qu'il est dit quelque part que « *considérant que les sciences peuvent jouer...* » ; je pense qu'on est tellement certain que les sciences jouent qu'il serait tout simplement mieux de dire « **considérant que les sciences jouent...** ».

Le troisième exposé concernant la douane et l'immigration, Monsieur le Président, il est dit « **les organes politiques de l'UA...** » ; je ne sais pas ce qu'est-ce c'est. J'aurais souhaité que la Commission nous précise quels sont les organes politiques de l'UA. J'avais pensé qu'il s'agissait surtout des organes spécialisés en la matière. Et également dans le même exposé, on a parlé de visa d'affaires. Je souhaiterais avoir une précision parce qu'à l'heure qu'il est, nous connaissons dans la pratique des visas diplomatiques et des visas ordinaires. Alors, je souhaiterais savoir ce que c'est que les visas d'affaires.

Concernant la quatrième recommandation, je pense, Monsieur le Président, que la recommandation 2 et la recommandation 7, il y a des contradictions ; les deux concernent les femmes. Il faudrait les rapprocher pour éviter des contradictions en ce qui concerne l'accès des femmes à la terre. Il aurait été souhaitable que les deux fassent une seule décision mais si on doit les séparer, il faut les rapprocher pour éviter de se contredire. J'ai eu l'impression en écoutant qu'il y a quelques contradictions entre les deux.

Voilà, Monsieur le Président, mes remarques et je regrette de n'avoir pas les documents sous les yeux ; peut-être que j'aurais été plus précis.

Je vous remercie.

]

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup cher collègue.

Quant à la résolution du Soudan que nous avons déjà adoptée, il faudrait changer l'en-tête, ne plus appeler... c'est déjà adopté, donc on peut changer maintenant, c'est Résolution et non plus Projet de résolution, et effectivement dire que ça a été fait à Sharm El Sheikh. Il faut préciser que les parlementaires étaient réunis en session ordinaire à Sharm El Sheikh et vous mettez la date.

Secrétariat prenez note, c'est déjà adopté, merci chers collègues.

L'honorable Abdou LABO du Niger, vous avez la parole.

HON. ABDOU LABO [NIGER]:

Bien!

Merci Monsieur le Président. C'est juste des observations rédactionnelles pour la compréhension surtout en français. Il s'agit des recommandations sur la Conférence des femmes.

M. LE PRÉSIDENT:

Le collègue est où?

HON. ABDOU LABO [NIGER]:

Comment?

M. LE PRÉSIDENT:

Vous êtes où? Vous êtes debout?

HON. ABDOU LABO [NIGER]:

Je suis sur la recommandation des femmes.

HONORABLE MEMBRE:

Il est debout.

M. LE PRÉSIDENT:

Ah d'accord, d'accord, allez-y.

HON. ABDOU LABO [NIGER]:

Alors, la recommandation numéro 4: « *en vue d'influencer la prise, etc.* » vers la fin, on dit: « *au renforcement des droits des femmes et à la parité à tous, le niveau du gouvernement et dans les partis politiques* ». Donc il y a quelque chose qui cloche. Je ne sais pas trop bien, il faudra que le secrétariat revoie cette formulation afin que ce soit plus clair.

La résolution numéro 5 « *exhorte les États à dédier* », plutôt que de dédier un pourcentage, c'est « *affecter* » plutôt. Donc « *exhorte les États à affecter un pourcentage de leur budget...* ». Je parle de la partie en français bien sûr.

La recommandation numéro 6, à la fin, donc: « *la jeune fille à travers la mise en place des programmes d'éducation et de formation* ». Il y a un « *de* » qui manque au lieu de: « *et formation* ».

Donc voilà, Monsieur le Président, les quelques observations de forme que m'inspire ce document.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Cher collègue, est-ce que vous pouvez envoyer ça au secrétariat. Vos observations de forme.

Je donne la parole à l'Honorable Amoussouvi KPADENOU du Togo.

HON. AMOUSSOUVI KPADENOU [TOGO]:

Merci Monsieur le Président.

J'ai écouté toutes les résolutions et toutes les recommandations.

J'apprécie toutes ces recommandations et toutes ces résolutions, mais je me pose une question: quels sont les mécanismes dont dispose le PAP pour le suivi et l'évaluation de ces recommandations?

Alors, l'année dernière, nous avons pris des recommandations et des résolutions.

Est-ce que, ces résolutions et ces recommandations ont été évaluées ? Si elles ont été évaluées, si on peut nous faire le point.

Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

La parole est à l'Honorable Thandi Cecilia de la République Sud-africaine.

HON. THANDI CECILIA MEMELA (MS) [SOUTH AFRICA]:

Thank you, Mr. President. I would really appreciate it if all the recommendations and resolutions around the issues of women are implemented in the different countries. It is very crucial. As it is right now, I am looking at our brothers who are in this House. Let us hold each other's hands and bring up our children to understand the importance of women as their mothers and leaders in the different societies. Let us ensure that we will follow up to ensure that all these resolutions are taken seriously.

Please, mothers, do not leave your husbands behind when we deal with these issues. Let us teach them to understand the path being taken by women. It is a rough route but we will not let it go.

HON. GABRIEL SMITH [LIBERIA]:

Mr. President, I would like to speak to the issue of gender equality.

The issue of gender equality needs to be taken very seriously but in context. In my view, nature itself created a disparity between men and women. If discuss gender equality or gender egalitarianism in a broad scope without contextualising it, I am afraid we could get confused along the way.

I believe in gender equality in terms of equality of opportunity so that each gender should have the opportunity to excel to the extent that its capacity will allow it to. That means that we should create equality of opportunity in the classroom whereby a girl has equal access to educational opportunities.

A girl may excel on the basis of her inherent capacity to learn and become whatever she wants to be in the areas of governance, health and in all spheres. But naturally, when adherents of gender equality argue that a man and a woman are naturally equal, then I tend to have problems with it because there is a natural disparity created by nature between men and women. Even in the home, women who do not understand the concept of gender equality no longer respect their husbands. That is a misstep. We agree that women and men in the world must be given equal opportunity to explore their capacity and become whatever they can on the basis of their inherent qualities, but, it does not mean that there is perfect equality in terms of our being as men and women.

Thank you

HON. BANGIRANA ANIFA KAWOOYA (MRS.) [UGANDA]:

Thank you so much.

Mr. President, I wish to declare my activism interests in the advancement of women issues and more especially, gender equality issues.

Mr President and Hon Members, under this I wish to thank the Women's Caucus. I have a few observations with regard to the Women's Caucus resolutions.

I am happy to note that the resolutions aim at ensuring equal opportunity for all, bridging the gender gaps, enhancement of good governance in decision-making, social economic empowerment of women at all levels; and to offer a common platform mindful of gender. Issues of gender cut across and I am happy to know that issues of gender and women's rights are no longer a concern for women alone but they are global issues that are recognised as human rights issues.

Mr President, I am happier that the resolutions have been done in line with Rule 85 of our rules of procedure on whose vision the Women's Caucus derives the mandate to advocacy for gender equality and equity.

It is on this basis that the Women's Caucus focused so much on our own issues in our own countries and calling upon each and everybody that it is within our interests to ensure advancement of an integrated Africa, where all the decision-making, equity and accessibility of economic benefits is equally ensured to all and opportunity is not discriminatory.

Finally, the resolutions aim at strengthening and consolidating the efforts aimed at giving women on the African continent a meaningful and equitable participation in driving the Women's Agenda 2063. In that spirit, I wish that all these resolutions are supported.

I thank the Caucus and I thank you Mr President.

HON. MILLIE GRACE AKOTH ODHIAMBO-MABONA (MRS.) [KENYA]:

Thank you, Mr. President for giving me this opportunity. I support the resolutions. I agree with the Hon Member who spoke before me and said that the world has created inequalities and because of those inequalities we do not have an even playing ground. It is because we do not have an even playing ground that is why in a lot of countries we are saying that we must have affirmative action policies in place to redress those inequalities. In Kenya for example, in elections where women compete with men on the first past the post, we are only 16 elected women. I am the only elected woman in my party which is the biggest political party. So if we rely on equality alone, women will suffer, that is why equality must go hand in hand with equity.

Mr President, I want to depart from what the hon. Member said. As much as I agree with him in substance, but if we push the women's agenda on equality alone - history has shown us that women suffer when we push equality alone. Equality must go hand in hand with equity so that where equality alone does not suffice, we must put in place redressing measures to enable women reach where men have reached in the past.

If I can give an example, Mr President, a lot of time there are roles that men say they cannot play. They say that they will not cook. But, when it comes to a paying position like a chief chef, they will take it, acquire it, give it a good name and then get all the paid jobs and that is why we must have equity.

I support the resolutions.

HON. MUHAMMAD REZA CASSAM UTEEM [MAURITIUS]:

Thank you, Mr. President. I would like to intervene on the recommendation by the Workshop on Corruption and Transparency. Unlike my other Colleagues before me, we regret that we have not received a copy of those recommendations beforehand and even today, although we are grateful for the intervention by the Speaker.

Mr President, although Mauritius has not yet ratified the Convention in Africa, we have had anti-corruption laws since 2000. The truth of the matter is that it is very difficult to catch people who engage in corruption. Those at the lower end such as the policemen who take a bribe are very easy to catch. However, the politicians who get involved in elaborate schemes where they use nominee companies with the complicity of the bankers, accountants and lawyers are more difficult to catch.

If ever we want to really fight corruption, it is not good enough to just have good laws; we need to have good people to implement those laws. We also need to have cooperation between all African countries and the big financial centres where the proceeds from corruptions are laundered.

HON. BABIYE VERONICA KADOGO (MRS.) [UGANDA]:

Thank you, Mr. President for this opportunity. I also want to thank the Chairperson of the Committee on Justice and Human Rights. I just have an observation on the adoption of the Africa Union Convention on Preventing and Combatting Corruption. My observation is that 37 countries have ratified the Convention while others have not. Have those who have ratified the Convention domesticated it? Have those who have not yet ratified it such as Egypt, Sudan and others given their reasons as to why they have not ratified the Convention so that solutions can be found?

HON. SID'AHMED O. MOGUEYA [MAURITANIE]:

Chers collègues, j'interviens sur la Résolution sur le dialogue, sur la lutte contre la corruption. Il est cité que la Mauritanie n'a pas ratifié le CIAPLC. Je ne suis pas certain, étant nouveau parlementaire, mais je m'étonne, car

notre Assemblée nationale vient d'adopter des lois fermes contre la corruption et les corrupteurs. Et notre pays a abrité plus de deux conférences pour la lutte contre la corruption.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

N'ayez plus de regrets, nous nous engageons, si ce n'est pas fait, pour que cette ratification soit faite.

Je vous remercie.

HON. ABDALLAH BARKAT IBRAHIM [DJIBOUTI]:

Merci Monsieur le Président.

Peut-être certains l'ont déjà dit. Je pense que les documents, en tout cas, de Résolution devraient être disponibles pour qu'on en discute. Ceci étant dit, moi je vais intervenir par rapport à la Résolution relative à la lutte contre la corruption.

Un seul point, la page 4: le point numéro 8: Je lis: « *entreprendre d'adopter une résolution parlementaire* ». Je crois que c'est plutôt « *initier une résolution parlementaire qui introduit clairement un nouveau régime législatif* ». Je pense que la version originale, enfin ceux qui ont rédigé la version originale peut-être, pourraient nous aider à mieux rédiger cet article-là.

M. LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup.

Chers collègues,

Nous venons donc de suivre les débats sur les Résolutions.

Je voudrais répondre en tant que Bureau, sur les mécanismes de suivi et d'évaluation des Résolutions.

Chers collègues,

Qui fait le suivi ? C'est nous tous en tant que PAP. Il y a des gens qui s'engagent-là. J'ai entendu - moi, je vais intervenir là pour mon pays - j'ai entendu que le Cameroun n'a pas ratifié, je m'en vais avec la Résolution pour demander pourquoi ça n'a pas été fait. C'est nous tous qui faisons le suivi de nos Résolutions, et les autres, nous les envoyons à la Commission de l'Union africaine qui sont prises en compte dans les décisions des Chefs d'États. Donc, je voudrais vous rassurer qu'il n'y a pas un mécanisme du PAP mais le mécanisme de suivi, c'est nous tous. Et je crois que prochainement nous allons adopter les rapports Région. Donc chaque région à travers son Caucus régional va nous faire le rapport du suivi de nos résolutions pays par pays, mais il y aura un seul rapport.

Je pense que si nous n'arrivons pas à reconnaître que tout ce que nous disons, c'est nous qui sommes les vecteurs de ce que nous disons, c'est que nous n'avons pas encore atteint l'objectif.

Je voudrais un peu parler du Cameroun. Le Cameroun n'a pas ratifié, je viens d'avoir l'information, mais chers collègues le Cameroun lutte contre la corruption depuis les années 94. En 97 le Cameroun a emprisonné pour dix-sept ans le Ministre Secrétaire général à la Présidence pour les faits de corruption.

À ce jour, croupissent en prison pour les faits de corruption, un Premier ministre, quatre Ministres Secrétaires généraux à la Présidence et près de quinze à vingt ministres qui sont emprisonnés. C'est pour dire qu'on ne s'occupe pas seulement de la petite corruption mais tous les grands bonnets y passent.

Au Cameroun également, il y a une Commission anti-corruption qui est appelée CONAC, mais une Agence d'investigation financière. L'argent ne se promène pas au Cameroun n'importe comment. Donc si un banquier, par exemple vous faites un virement de dix millions de francs CFA et que vous ne justifiez pas, le banquier est poursuivi.

Au-delà de ces efforts, l'Assemblée nationale a créé une juridiction spéciale pour juger les crimes de corruption, ça s'appelle le TCS et des milliers de dossiers sont en cours là-bas.

C'est pour dire que, comme le frère de la Mauritanie vient de dire, si cela n'a pas été fait dans un acte mais beaucoup ont été faits. Parce que quand un Premier ministre, Chef du Gouvernement est en prison - le Secrétaire général chez nous c'est le plus grand poste du Gouvernement - il jouit des mêmes prérogatives puisqu'il a

délégation de signature que le Chef d'État. Il nomme aux fonctions civiles et militaires. Je crois que quand on a quatre Secrétaires généraux de la Présidence qui sont en prison et près de quinze à vingt ministres, on ne peut pas dire que la lutte contre la corruption n'est pas une réalité dans ce pays.

Je me résume en disant que je vais voir pourquoi le Protocole n'a pas été signé.

Toujours parlant des mécanismes de suivi, lorsque nous avons décidé, ici, de la ratification, c'est vous, c'est nous tous qui allons dans nos États pour demander pourquoi il n'y a pas eu la ratification, c'est ça le suivi. Il n'y a pas un autre suivi derrière. Que les gens viendront demander est-ce que vous avez fait ceci, non. Nous devons, les femmes, je connais quelle est la pertinence des femmes dans nos Assemblées, tout ce que nous disons là, les femmes vont porter ça dans nos Assemblées nationales. Elles vont revendiquer ça dans nos Assemblées. Nous devons donc tout faire pour que tout ce que nous disons ici soit répercuté dans nos Assemblées et à la prochaine session vous allez nous apporter le feed-back.

Voilà ce que je voulais dire.

Je donne enfin la parole à l'Honorable Elmi Djibril SAFIA pour son propos.

HON. SAFIA ELM DJIBRIL (MRS.) [DJIBOUTI]:

Merci, Monsieur le Président, de m'accorder la parole.

Dans un premier temps, j'aimerais saluer l'ensemble des collègues qui sont présents, ici.

Je voudrais intervenir sur les recommandations issues du Caucus des Femmes.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Je suis un peu étonnée, à chaque fois de ne pas voir une recommandation qui me tient à cœur, et à chaque réunion du Caucus des Femmes, d'ailleurs je le répète.

Ce que tout au long de notre vie, nous savons bien que la femme a appuyé l'homme. Elle a été toujours à ses côtés, elle les a aidés à acquérir ce qu'ils ont actuellement. Je suis un peu étonnée de voir le peu d'investissement que les hommes font pour que les femmes puissent acquérir leurs droits.

Donc, j'aimerais bien que dans ces recommandations apparaisse

l'implication de l'homme dans le cadre de l'intégration de la femme dans le développement de nos pays respectifs, car il est indispensable. Nous disons toujours à côté de chaque homme se trouve une femme, maintenant il faudrait nous renvoyer l'ascenseur, et à côté de chaque femme se trouve un homme.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Monsieur beaucoup, chère collègue, de reconnaître la présence des hommes qui jouent un rôle très important aux côtés des femmes.

Vous rejoignez ce que j'avais dit l'autre jour ; l'homme accompagne la femme. L'homme aime la compagnie de la femme. L'homme aide la femme. L'homme apprécie la femme. À ce titre, je crois que lorsqu'une résolution comme celle dont vous parlez est adoptée, les hommes seront de plus en plus motivés pour vous accompagner.

Il ne s'agit pas d'un combat. Il s'agit d'une franche collaboration entre les hommes et les femmes. D'ailleurs, l'expérience a prouvé lorsqu'il y a un combat entre homme et femme, c'est toujours l'homme qui gagne. Mais lorsqu'il y a un débat entre homme et femme, les deux sont gagnants.

Donc, encouragez-nous ici à être partie prenante de vos résolutions.

Je vous remercie.

Le débat général est clos.

Coup de maillet

Je donne la parole aux différents présidents, juste pour faire des petites observations parce qu'il m'a été donné de constater que tout ce qui a été dit, ce sont des contributions dans le sens de l'amélioration des rapports. Si vous n'avez pas eu des questions, ne répondez pas, mais prenez tout ce qui a été dit comme des efforts de vos [...].

Technical problems No recording

HONORABLE MEMBER:

Thank you Hon. President for giving me the floor. I don't have much to say, I would simply like to register Hon. President my gratitude to all the speakers on the various resolutions. As you have just said Hon. President women cannot go far without the support of men and as we all in our resolutions have highlighted when we refer to the involvement our parliament of our government were fully aware of the fact that in government and parliament you have men, therefore we appeal, and recommend of further involvement of our brothers, of our husbands, of our male children in the implementation of those recommendations and I would also heartily thank my sister parliamentarian who has just committed to ensure that when they go back home they are going to establish platforms where they are lacking. For those who already have platforms, for the implementation of agenda 2063, we are encouraging them to ensure that women have equal chances. My dear brothers members of parliament, equal chances, equal opportunities refers to law to equity that will be understood under, what am I trying to say the advancement of women does not mean disobedience or disrespect, advancement of women simply means having the same right as men as their brothers. Thank you Hon. President and thank you Honourable Sia Ahamed Vice chairman on the Committee of on Corruption.

HONORABLE MEMBER:

You have just said it yourself, perhaps I am concerned by the issue of document, but not all documents can be found at the entrance to this room and for all those who are interested in having reports you could always seek to have them. Now regarding a country that have ratified or not ratified I believe that what matters the most is to be able to fully take on board the fact that we have made a lot of efforts to fight corruption and also to establish mechanisms of the implementation. I believe that corruption is not something that will be killed by a resolution or a study. It requires common efforts by governments, by civil societies and yes the countries that have not yet ratified should be encouraged to do so by a way of their governments. Also, there are people who spoke about those resolutions that were adopted or not be that as it may what matters most is to implement the convention as well as the resolutions. As to the countries that still have to ratify, it is an opportunity to seek their government and their parliament to do so.

Now I give the floor to Honourable Abdul Ndier for any comments

HON. ABDOU NDIAYE [SÉNÉGAL]:

Merci Monsieur le Président.

Comme vous l'avez si bien dit, nous avons pris acte des contributions qui ont été faites. Nous intégrerons toutes ces remarques dans les prochaines résolutions.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est l'Honorable Dr Tapiwa MASHAKADA.

Quelques réponses?

Permettez-moi de donner une réponse bien que n'étant de la Commission, mais suivant le dossier sur le visa des hommes d'affaires.

Les États se sont engagés à délivrer un visa pour les hommes d'affaires. En fait, qu'est-ce qui se passe dans la plupart des pays ? Nous n'arrivons pas à nous développer parce que pour un homme d'affaires qui veut venir par exemple au Cameroun, il va à l'Ambassade du Cameroun en France et on lui dit que le visa c'est dans 24 heures. Cela ne permet pas à ce que les gens voyagent beaucoup dans nos pays ou bien par exemple quelqu'un comme DANGOTE qu'on connaît dans toute l'Afrique. S'il fait un tour en Afrique et qu'il soit soumis aux procédures des visas, cela retarde notre investissement.

Les Chefs d'États, comme le collègue de la Commission du Commerce l'a dit, c'est une décision des Chefs d'États de l'Union africaine qui ont conclu à ce que désormais quand tu es homme d'affaires de notoriété, vous venez à l'aéroport d'un pays, on vous donne un visa de 90 jours, vous allez faire ce que vous devez faire et vous repartez.

Je crois que l'Honorable KANTÉ peut se satisfaire de cette réponse qui n'est pas une réponse de notre Commission seulement, mais la réponse de l'Union africaine.

L'Honorable AMOUSSOUVI KPADENOU, y a-t-il des éléments de réponse?

HON. AMOUSSOUVI KPADENOU [TOGO]:

Merci Monsieur le Président.

Juste quelques mots sur le problème de l'égalité homme/femme. Il y a notre ami du Liberia qui avait fait un long développement, c'est très bien. Mais je crois que la nature même fait bien les choses. Nous les hommes, nous ne donnons pas les enfants, nous ne faisons pas les enfants, c'est les femmes qui font les enfants.

Le problème de l'équité genre, c'est un problème d'égalité, c'est un problème de droit. Il s'agit d'offrir les mêmes chances aux hommes, aux femmes dans toutes les situations. Je crois que c'est surtout ça.

A l'école par exemple, généralement au village lorsqu'on veut envoyer les enfants à l'école, c'est les garçons qu'on envoie d'abord. Non ! Dans la même famille tous les enfants doivent aller à l'école, ils doivent avoir les mêmes fournitures. On doit leur donner les mêmes opportunités d'étudier. Je crois que c'est dans ce sens.

Dans le domaine politique, c'est également la même chose. Les nominations aux postes politiques, c'est des nominations, il y a des femmes de valeur, pourquoi ne pas les nommer ? Il y a des hommes de valeur, pourquoi ne pas les nommer ? Je crois que c'est dans ce sens qu'il faut raisonner. C'est une question d'équité genre.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup.

Question d'équité genre, nous devons déjà l'appliquer dans nos familles comme le Président de le dire: tous les enfants ont le droit d'aller à l'école, filles ou garçons. Lorsqu'ils rentrent, ne demandez pas à la jeune fille: va réchauffer la nourriture pendant que les garçons étudient. Si nous avons des enfants, nous devons leur donner les chances au même pied d'égalité.

En matière de nomination, c'est même les pouvoirs discrétionnaires, mais il faut comme le Président vient de le dire qu'à compétence égale, promotion égale. On a toujours comme l'impression qu'on ne veut pas favoriser. Toujours dans la pratique, on ne tient pas à favoriser les femmes alors qu'elles ont les mêmes compétences, les mêmes études, les mêmes diplômes, les mêmes capacités.

Donc, je crois que le même qui nous est lancé, c'est qu'en tant que représentants des peuples, nous devons aller promouvoir la jeune fille partout où elle se trouve pour qu'elle puisse se battre sur le même pied d'égalité. Même les hommes, on peut apprendre aux hommes à préparer. Il ne faut pas seulement dire que c'est la fille qui doit réchauffer l'eau, le garçon aussi peut réchauffer l'eau. C'est aussi une éducation. Lorsque nous étions à l'université, si tu n'as pas appris à frire l'œuf, tu vas faire quoi?

Il faut que les genres aiment les mêmes formations dès la maison pour que demain, ils ne soient pas surpris. Je vous remercie chers collègues.

Je voudrais donc soumettre à la Chambre entière les recommandations et les résolutions des Commissions permanentes et du Groupe des femmes avec les amendements proposés par la plénière.

Pas d'observation, pas de remarque.

Adoptées!

Coup de maillet

Chers collègues,

Nous sommes arrivés aux termes des travaux de ce matin.

Je voudrais vous faire quelques communiqués.

La plénière sera suspendue tout de suite pour reprendre à 13 heures et je vous invite, chacun, avec son écharpe.

Autant la cérémonie d'ouverture est très importante, autant la cérémonie de clôture est une cérémonie officielle où nous aurons les invités Égyptiens pour venir nous assister. Faisons preuve de bonne compréhension. L'Égypte a tout fait pour nous, il nous a gratifiés de tous les honneurs, donnons tous les honneurs à l'Égypte en venant avec les écharpes dans l'après-midi pour la cérémonie de clôture.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est suspendue pour 13 heures, 13 heures, 13 heures !

Coup de maillet

La séance est suspendue à dix heures trente-neuf minutes et treize secondes.

Reprise de la séance à 13 heures

M. LE PRÉSIDENT :

Chers collègues, veuillez vous asseoir!

La séance est ouverte!

Coup de maillet

Chers collègues,

Nous sommes arrivés au terme de nos travaux.

Depuis le 10 octobre, date de l'ouverture de notre session, je voudrais pour cette dernière page donner la parole à l'Honorable ELGENDY pour son mot d'au revoir.

Honorable vous avez la parole!

Honorable vous pouvez venir ici!

HON. MUSTAFA ELGENDY [ÉGYPTE]:

Merci Monsieur le Président.

Mesdames et Monsieur les Vice-présidents,

Chers collègues,

Thank you Mr. President,

Thank you sisters Vice-presidents,

Thank you colleagues.

Je voulais dire à tous une petite chose que tous les Égyptiens ont envi de dire.

Merci d'être venus en Égypte.

Applaudissements

Votre présence est très importante pour le peuple avant le gouvernement. Quand il y a un embargo ou quand on est en prison, les visites des amis, des frères sont très importantes. Ce pays vit un embargo. Vous l'avez vu vous-mêmes, soixante mille chambres, plus qu'un demi-million de personnes qui vivent du tourisme, sont fermées du jour au lendemain. Pourquoi, parce qu'on a décidé de se battre contre le terrorisme. Parce qu'on a décidé de se battre contre un islam qui n'est pas l'islam parce que l'islam, c'est l'amour.

Applaudissements

Merci d'être venus et au nom de tous les Égyptiens, je vous dis que l'Égypte est revenue à l'Afrique. Le Président Égyptien regarde au sud après des années et des années de regard vers le nord.

Le peuple égyptien, Monsieur le Président, a beaucoup aimé ce que vous avez dit le jour de l'ouverture. Vous êtes devenu Égyptien, vous êtes devenu l'homme qui aime l'Égypte. Je peux vous dire que le bon Dieu aussi aime ce pays.

Merci Mesdames et Messieurs d'être venus.

Merci à tous.

Merci.

Applaudissements

M. LE PRÉSIDENT:

Merci beaucoup, cher collègue.

Au nom de tous les parlementaires, nous vous disons également merci et dire merci à tout le peuple égyptien. Maintenant, je donne la parole à S.E. Eduardo Joaquim MULEMBWE, Premier Vice-président du Parlement panafricain pour la motion de remerciements.

HON. PRIMEIRO VICE-PRESIDENTE - EDUARDO MULÉMBWÈ [MOÇAMBIQUE]:

- Sua Excelência Dr. Roger Nkodo Dang, Ilustre Presidente do Parlamento Pan-Africano

Distintas Segunda e Terceira Vice--Presidentes do Parlamento Pan-Africano, Pares no Ofício

Respeitadas Lideranças das Comissões Permanentes dos Grupos Parlamentares das Mulheres e da Juventude e dos Grupos Regionais do Parlamento Pan-Africano

Honrados Membros desta Augusta Casa Parlamentar da nossa África Digníssimos Membros do Parlamento da Ira República Árabe do Egípto Caros Funcionários do Secretariado Geral do Parlamento Pan-Africano Senhoras e Senhores

Prestigiados Cidadãos de África e do Mundo

Com a permissão de Vossa Excelência Senhor Presidente, tenho o prazer e a subida honra de proceder a apresentação da Moção de Agradecimentos e apoio a Sua Excelência Abdul Fattah Khalil Al-Sisi, Presidente da República Árabe do Egípto, com a sua permissão.

Aplausos

O Parlamento Pan-Africano reunido em Sharm El Sheik, na sua última Sessão Plenária, da Terceira Sessão Ordinária da Quarta Legislatura, aos 18 de Outubro de 2016, considerando a capital importância da Vossa pronta e incondicional, comprometido e firme cometimento para que o nosso sonho se realizasse, o sonho que é esta presente Sessão em Sharm El Sheik, Cidade da Paz, a Terceira Sessão Ordinária da Quarta Legislatura do Parlamento Pan-Africano de 10 a 19 de Outubro de 2016.

Reconhecendo o vosso envolvimento pessoal na organização da Sessão supracitada, a primeira do Parlamento Pan-Africano fora da sua sede desde a sua entrada em funcionamento em 2004;

Satisfeito pelas condições excepcionalíssimas que Vossa Excelência teve a amabilidade de colocar a sua disposição, nomeadamente: as facilidades consulares para acelerar a obtenção de vistos gratuitos junto das vossas representações diplomáticas em África e em todo o mundo;

O envolvimento da Companhia Aérea *Egypt Air* que se comprometeu a transportar os participantes e os materiais de trabalho a custo simbólico;

O acolhimento caloroso e fraternal, bem como o apoio permanente de todas as Delegações pelas Autoridades Egípcias;

Constatando as condições de acolhimento notados, postos a disposição das várias delegações;

Valorizando todos os cuidados singulares oferecidos aos participantes que superaram as suas expectativas;

Consciente das medidas de Segurança especiais implementadas, este Parlamento, o Parlamento PanAfricano:

1. Dirige a Vossa Excelência Presidente da República Árabe do Egípto os seus sinceros agradecimentos pela vossa solicitude e magnanimidade;
2. Reafirma à Vossa Excelência o seu apoio inapelável pelo vosso compromisso político de dotar o Egípto com uma economia sólida e instituições estáveis, frutos da vossa total entrega nos esforços nacionais, visando a estabilização e a pacificação do país;
3. Condena firmemente todas as formas de terrorismo em todo o mundo e particularmente no Egípto;

4. Exprime a sua solidariedade para com o povo egípcio afectado por este flagelo e se compromete a colaborar na luta contra o terrorismo, nomeadamente, através da harmonização dos quadros jurídicos;
5. Lamenta a perda de vidas humanas causadas pelo terrorismo, incluindo a morte de 12 soldados egípcios no norte da Península do Sinai, em 14 de Outubro de 2016;
6. Felicita o exército egípcio pelas suas várias vitórias sobre o terrorismo;
7. Roga a Deus todo o poderoso, clemente e misericordioso que conceda a Vossa Excelência Senhor Presidente da República Árabe do Egipto e ao valente povo irmão do Egipto, protecção e prosperidade.

Feita em Sharm El Sheik, aos 18 de Outubro de 2016

Senhor Presidente, acabo de proceder a apresentação da Mogao.

Aplausos

M. LE PRÉSIDENT:

Excellence Monsieur le Premier Vice-président du Parlement panafricain;

Excellences Mesdames les Viceprésidentes;

Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents des Caucus régionaux, des Commissions permanentes;

Madame la Présidente du Caucus des Femmes;

Monsieur le Président du Caucus des Jeunes;

Chers collaborateurs du Secrétariat général et du Cabinet;

Mesdames, Messieurs;

Ouverte le 10 octobre 2016 sous la très haute impulsion et la présidence de Son Excellence Monsieur le Président de la République Arabe d'Égypte, nous voilà au terme de nos travaux.

Travaux très riches en retombées!

L'Égypte nous a ouvert ses portes!

L'Égypte, pays d'Afrique, a su le démontrer en recevant pendant douze jours toute l'Afrique représentée au Parlement panafricain.

Je ne saurais donc tarir de remerciements.

Mes remerciements s'adressent en premier lieu à S.E.M. Abdel Fatah al-SISSI, Président de la République Arabe d'Égypte, au Président de l'Assemblée des Représentants et à tout le peuple égyptien pour la marque de gratitude qu'il a bien voulu manifester envers les peuples africains ci représentés.

À vous tous qui avaient effectué le déplacement de Sharm El-Sheikh, au-delà des rumeurs persistantes faisant de ce beau pays, pays à risque, pays dont l'insécurité faisait battre les cœurs de ceux qui ne croient pas à la grandeur de l'Égypte, je vous dis merci.

Applaudissements

Nous voilà donc au pays de Dieu, au pays de Gamal Abdel Nasser, au pays d'Anouar El-Sadate, mais aujourd'hui au pays d'un brave soldat, Abdel Fatah al-SISSI.

Applaudissements

L'homme de poing, l'homme au service de son peuple, l'homme au service du monde, de l'Afrique avec une armée de professionnels qui, au-delà de ce qu'on a cru, que c'était le propre de l'Afrique - terroristes, les terroristes, les terroristes - il le fait avec grande conviction ; mais également notre session a été marquée par un fait majeur, la première rencontre entre le Parlement Arabe et le Parlement panafricain.

Une déclaration est sortie de notre rencontre: les deux parties se sont engagées à défendre leurs positions sur les domaines communs entre l'Afrique et le monde Arabe. C'est ainsi que nous nous sommes engagés à nous réunir au moins une fois l'an pour débattre de problèmes communs en Afrique.

Permettez-moi chers collègues, chaque fois que je parle de l'Égypte, mon cœur bat. Je dirais plus, comme l'avait dit Aimé Césaire dans « Cahier d'un retour au pays natal », je cite: « *Mon cœur brouissait de générosité* ». Car, rien ne donnait gagnant cette session parce que notre Parlement est miné par des rumeurs, de déclarations mensongères et de la propagation de fausses nouvelles. Ce qui fait qu'à un moment de ne pas croire que notre session aura lieu, n'eut été l'insistance et la disponibilité de Son Excellence Monsieur le Président de la République d'Égypte.

Notre session n'allait pas avoir lieu si vous n'étiez pas là. Mais en retour, vous n'avez pas suivi les sirènes de la division. Vous vous êtes rendus ici, en masse, témoigner votre affection à ce pays qui fêtait ses 150 ans de parlement mais également travailler.

Applaudissements

Je voudrais donc, remercier nos collègues du Secrétariat général et de mon cabinet pour le travail qu'ils ont abattu afin de nous permettre de mener à bien nos discussions. Je voudrais également dire du fond du cœur que nous devons nous lever comme un seul homme pour condamner tout ce qui est embargo dans les pays africains et qui empêche aux Africains de se développer, car mon collègue l'a dit tout à l'heure, ce qui se passe en Égypte, les sirènes de la division ont mis le terrorisme comme étant le foyer de l'Égypte et mis ainsi en chômage plus de 120.000 jeunes égyptiens. Que feront ces 120.000 chômeurs ? Ils ne vont que se lancer dans la radicalisation ou chercher à traverser la Méditerranée où nous trouvons plus de morts.

L'Afrique doit-elle rester encore au XXI^{ème} siècle, le théâtre des événements tragiques tels que nos jeunes qui meurent en Méditerranée? Je dis non!

Je disais donc que nous devons tous, comme un seul homme, condamner les embargos tels que nous venons de le faire pour le Soudan, mais également, nous devons le faire dans les pays qui sont frappés par les embargos des Occidentaux qui n'ont pour un seul objectif que d'empêcher notre continent de se développer.

En tant que Parlementaires du continent, nous nous sommes penchés sur les problèmes de l'heure: le problème de terrorisme, le problème de la migration, le problème de la femme, le problème de l'éducation.

Les recommandations et résolutions prises, ici, sont celles du Parlement panafricain et en tant que membre de ce Parlement, je vous invite à en faire bon usage, une fois rentrée dans votre pays.

Maintenant que les rideaux de notre session vont se fermer, il ne me reste plus, à votre nom, que de dire mille fois merci à l'Égypte et qui dit merci dit j'en veux encore. Nous voulons encore retourner en Égypte pour continuer à travailler pour l'intérêt de l'Afrique.

Je lance un appel pressant à tous les États de l'Afrique, d'accueillir le Parlement panafricain dans leur pays, pour accroître la visibilité de notre Parlement, mais aussi pour s'approcher de plus en plus des peuples que nous sommes censés représenter.

Chers collègues,

Chers membres du Secrétariat général,

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter un bon retour dans vos pays respectifs et que Dieu qui nous a amenés, ici, et qui nous a gardés durant tous nos travaux, continue à nous ramener sans problème et que l'Égypte, pays de Pharaon, pays de Moïse, pays de Jésus, continue à vivre en paix pour l'intérêt des peuples africains.

J'invite à cette occasion tous les Africains à briser l'embargo psychologique qu'on a pris en Égypte pour que le tourisme africain puisse prendre corps.

Chers collègues,

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Applaudissements nourris

Veillez vous lever pour l'exécution de l'hymne!

Exécution de l'Hymne de l'Union africaine

Applaudissements

Veillez vous asseoir!

Chers collègues,

Je mets aux voix l'ensemble de nos délibérations.

Pas d'observation!

Pas de remarque!

Il en est ainsi adopté!

L'ordre du jour étant achevé, la session est close!

Je vous invite à aller au-devant de la salle pour une photo de famille.

La Session est ainsi close!

Coup de maillet

La troisième session de la quatrième législature du Parlement panafricain tenue à Sharm El-Sheikh (République Arabe d'Égypte) du 10 au 18 octobre 2016 est close sine die à treize heures vingt minutes quarante-sept secondes.